SEPTEMBRE 1979 — N° 306 - 26e année

LE MONDE diplomatique

28 pages - 7 F
Algérie : 6,00 DA — Maroc : 6,00 dir.
Canada : 1,75$c. — Roy.-Uni : 50 p.
Espagne : 100 p. — Suisse : 3 F.S.
Italie : 1 300 lires

Abonnements : voir tarif page 6.

Publication mensuelle
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

L'Espagne de demain

(Pages 13 à 18.)

Paradoxes

Par CLAUDE JULIEN

UNE fin de règne est toujours grosse de dangers. Le risque s'accroît lorsque — pour des raisons différentes, certes, mais simultanément — chacune des deux superpuissances vit dans l'incertitude du pouvoir. Or, pendant que Moscou et Washington s'interrogent sur la politique que suivront les successeurs de MM. Brejnev et Carter, l'image du monde continue de se disloquer. L'U.R.S.S. et les Etats-Unis voient s'accumuler des difficultés dont témoignent, d'un côté, la réforme économique promulguée en juillet dernier par les Soviétiques et, de l'autre côté, la récession qu'annoncent tous les indices américains. Chacun des deux géants se sent moins sûr de ses alliés, chacun observe avec inquiétude les tensions dans des zones périlleuses : Méditerranée orientale, Afghanistan, Iran, Asie du Sud-Est, Afrique australe, Amérique centrale — autant de foyers d'explosion aux enchaînements difficiles à prévoir et, plus encore, à maîtriser.

Officiellement, les deux camps se cramponnent malgré tout à des « doctrines » dont nul n'ignore pourtant qu'elles sont à la merci de profondes mutations sur la scène mondiale et du changement des équipes au pouvoir. Ainsi le cours de la « détente » est ouvertement contesté dans certains milieux politiques américains qu'il serait abusif de réduire à des nostalgiques de la « guerre froide », — et qui donc peut se flatter de connaître la pensée des générations montantes en U.R.S.S. ?

DANS cette incertitude, l'Europe se pose des questions, non sans raison mais avec timidité. Elle sait que sa sécurité est menacée à la fois économiquement et militairement. Sur ces deux plans, sa marge de manœuvre reste étroite : en dépit de consultations souvent moins poussées qu'on ne veut bien le dire, son puissant allié procède à des choix — énergie, commerce, monnaie, stratégie — ou fait preuve d'hésitations qui mettent en jeu l'avenir du Vieux Continent, mais celui-ci ne parvient pas à tracer dans la cohésion une voie conforme à ses intérêts.

Les gouvernements européens y verraient plus clair s'ils tiraient toutes les conséquences d'un fait majeur : la politique extérieure de Washington ne répond plus à la pratique, constante depuis la guerre, du bipartisanship, indispensable fondement d'une politique de dissuasion qui expose le pays aux représailles de l'adversaire. En mai 1978, les républicains marquaient nettement le tournant en dénonçant les « quinze mois d'incohérence, d'inconsistance et d'inaptitude » qui, à leurs yeux, ont obscurci les grands objectifs nationaux. Le fait est assez grave pour que les deux revues trimestrielles Foreign Affairs et Foreign Policy, dans leurs numéros de cet été, s'interrogent sur les moyens de regagner la confiance à la fois de l'opinion américaine et des pays européens.

MAIS il y a plus grave. Le bipartisanship, en réalité, reposait sur une illusion qui n'a pas résisté aux vacillations de M. Carter et à la modification du rapport des forces entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. De Gaulle avait bien vu où gisait cette illusion : il était pour le moins paradoxal, comme l'admet maintenant Foreign Affairs, de bâtir la défense de l'Europe sur les risques que prendraient les Etats-Unis alors même que leur territoire national ne serait pas attaqué. « Tout ce que l'on peut faire, ajoute la revue, c'est de s'arranger de ce paradoxe. »

Rassurante perspective... D'autant que, le 1er septembre, à Bruxelles, M. Henry Kissinger avoue publiquement qu'il est « absurde de fonder la stratégie de l'Occident sur la crédibilité de la menace de suicide mutuel », essence même de la dissuasion. Aujourd'hui mise à mal, cette crédibilité n'était pas plus grande lorsque les Etats-Unis disposaient d'une nette supériorité stratégique : pourquoi donc auraient-ils exposé leurs propres villes ? Pourtant, comme il le reconnaît, M. Kissinger a souvent « rassuré » les alliés en leur prodiguant les « mots magiques » qui exaltaient la ferme détermination des Etats-Unis. Il doute maintenant que son pays puisse et veuille tenir ses promesses, parce que, « si nous les exécutons, nous risquons la destruction de la civilisation ». Et, avec le cynisme que tant d'observateurs naïfs ou intéressés ont hésité à lui reconnaître, il ajoute : « Je ne dirais pas cela si j'étais au pouvoir ».

Il est bon d'avoir des alliés. Il est encore plus sage de compter d'abord sur soi. Par définition, une défense ne peut être remise entre d'autres mains, si amicales soient-elles.

INCERTAINE AMÉRIQUE

Les remous qui ont accompagné la démission de M. Andrew Young réduisent davantage les chances de réélection du président Carter : disposera-t-il encore, en 1980, des suffrages noirs et juifs qui, en 1976, furent indispensables à sa victoire ? A première vue, une telle approche, classique, de la sociologie électorale paraît fournir les principales clefs de l'avenir. Elle a pourtant l'inconvénient de reléguer à l'arrière-plan deux autres domaines — rarement évoqués, encore moins analysés — dont le poids sera bien sûr déterminant : d'une part, le jeu des forces qui modèlent la politique économique de la Maison Blanche ; d'autre part, la crise des mécanismes institutionnels, dont on peut se demander s'ils sont adaptés aux problèmes de l'heure.

Deux universitaires américains, politologues au M.I.T. et à Princeton, montrent ici comment se sont transformés les liens traditionnels que les deux grands partis entretenaient avec les milieux d'affaires (aujourd'hui profondément divisés entre protectionnistes et internationalistes) comme avec les syndicats ouvriers, très affaiblis et désorientés. Là se joue la santé économique des Etats-Unis, qui conditionnera, certes, l'avenir personnel de M. Carter, mais aussi et surtout celui de l'Occident capitaliste.

Les péripéties et le dénouement de cette épreuve de force dépendent largement de l'aptitude des structures constitutionnelles à canaliser les affrontements vers une solution politique non seulement ordonnée, ce qui paraît assuré, mais efficace, ce qui est moins certain, et à la mesure des enjeux. L'article de Marie-France Toinet (voir page 10) *éclaire bien les difficultés en ce domaine.*

Divers courants qui avaient contribué en 1976 à la victoire de M. Carter sont déjà disposés à l'abandonner pour se tourner vers un homme — le nom le plus souvent cité est celui du sénateur Edward Kennedy — dont nul ne sait quels choix il ferait sur les plans économique, monétaire, institutionnel, etc. Ce recours à un nom et à une image plus qu'à un programme souligne plus nettement, s'il en était besoin, la gravité du malaise.

Bien que de nature tout à fait différente, le malaise n'est pas moins grand en Union soviétique où une réforme économique (voir page 3 l'article de Marie Lavigne) *a été annoncée pour tenter de corriger les plus graves défauts du système. Compte tenu de l'âge avancé des dirigeants et des lourdeurs bureaucratiques, les changements préconisés peuvent-ils être utilement mis en œuvre ? De nombreux observateurs, et parmi eux des Soviétiques, paraissent très sceptiques à cet égard.*

Un capitalisme divisé

Par THOMAS FERGUSON et JOEL ROGERS *

DEPUIS le sommet économique de Tokyo, le président James Carter n'a cessé de créer des surprises. D'abord en annulant au dernier moment son discours sur l'énergie prévu pour le 5 juillet. Puis en montrant le curieux spectacle des consultations, organisées à Camp David, suivies par une nouvelle version de son discours, avec son invocation liturgique d'une « *crise de confiance* » à l'échelle nationale et son époustouflante critique du gouvernement qu'il dirige. Enfin, et ce fut l'élément le plus spectaculaire, en procédant à un vaste remaniement de son équipe. Les spéculations de la presse sur le but et la signification de ce changement sont allées bon train. Elles devinrent frénétiques avec la nomination, comme secrétaire au Trésor, de M. G. William Miller, qui était président de la Réserve fédérale, son remplacement à ce poste par M. Paul Volcker, et la désignation, comme conseiller spécial du président, de M. Hedley Donovan, ancien rédacteur en chef de *Time*, membre de la Commission trilatérale, administrateur des fondations Ford et Carnegie.

Aucune analyse cohérente n'a expliqué, toutefois, ce que signifient ces événements spectaculaires. Et une telle analyse n'est pas possible si l'on n'examine pas d'abord la stratégie politique fondamentale de M. Carter et les raisons pour lesquelles il a besoin de l'affirmer s'il veut se faire réélire. Encore largement incomprise, cette stratégie est le résultat des influences réciproques qui, pendant plusieurs décennies, se sont jouées entre l'évolution de l'économie mondiale, les structures industrielles nationales, le déclin de la puissance des syndicats et la réorientation des partis politiques.

Multinationales contre protectionnistes

LE monde des affaires aux Etats-Unis est aujourd'hui âprement divisé. La dynamique de l'économie mondiale et la transformation des rapports de forces entre patronat et syndicats ont ouvert une brèche entre, d'un côté, les intérêts des firmes multinationales et les grandes banques commerciales et, de l'autre côté, les sociétés industrielles et financières centrées sur le marché intérieur.

En contraste avec les industries qui comptent essentiellement sur la transformation de matières premières importées afin de satisfaire les besoins de la consommation intérieure, les entreprises qui assurent à l'étranger une part importante de leur production et de leurs ventes encouragent fortement la liberté des échanges et les investissements directs à l'étranger. Tel est le cas des grandes compagnies pétrolières, de l'automobile, de l'électronique lourde, des ordinateurs, des sociétés céréalières et alimentaires, ainsi que des banques commerciales et des banques d'investissement qui financent leurs opérations. Au contraire, leurs adversaires naturels, dans des secteurs souvent en déclin et qui ne sont pas de taille à s'aventurer au plan multinational (acier, textiles, chaussures, pétroliers indépendants, la plupart des petites entreprises), sont portés au protectionnisme, souhaitent être soustraits aux pressions de l'économie mondiale par tout un ensemble de barrières douanières, de quotas, de barrières non tarifaires, etc., toutes restrictions à la libre circulation des marchandises et des capitaux.

Cet antagonisme dans le monde des affaires contribue largement à définir les grandes lignes des partis politiques américains : le parti démocrate s'aligne sur les multinationales, le parti républicain est dominé par les protectionnistes, ce qui, tant s'en faut, n'a pas toujours été le cas. L'évolution complexe qui a conduit à la situation actuelle s'étend sur plusieurs décennies, mais elle peut être mise en relief par deux phénomènes cruciaux : *le déclin de l'influence des syndicats* ouvriers au sein du parti démocrate et la prise de contrôle de l'appareil du parti républicain par les protectionnistes au début des années 60. Le

(Lire la suite page 11.)

* Thomas Ferguson enseigne au département de science politique du Massachusetts Institute of Technology et Joel Rogers au département politique de l'université Princeton.

L'instabilité du pouvoir en Inde

Des élections anticipées sont prévues en Inde pour le mois de novembre, à la suite de la démission, le 22 août, de M. Charan Singh, qui ne sera pas resté un mois au pouvoir. Son prédécesseur, M. Desai, avait dû, lui aussi, renoncer aux fonctions de premier ministre cinq semaines auparavant.

En fait, depuis que Mme Indira Gandhi a été évincée du pouvoir par le verdict populaire en mars 1977, l'instabilité de la vie politique indienne n'a cessé de s'aggraver.

Par DENZIL PEIRIS

AYA *Ram, gaya Ram* (« Ram vient et puis s'en va ») : cet aphorisme hindi évoque une tendance des hommes politiques indiens à voguer de parti gouvernemental en parti d'opposition avec de fréquents allers-retours (le nom indien « Ram » est aussi courant que Pierre ou Jean en France). Dans une Assemblée d'Etat, on a même vu, en une seule et étourdissante après-midi, un politicien changer seize fois de camp...

Jusqu'à la fin juillet de cette année, approximativement, les mouvements de pendule se limitaient aux Etats, épargnant les institutions du système fédéral. Ces dernières semaines, il semble que cette habitude ait été contractée également au niveau national, dans le gouvernement central. La capitale, New-Delhi, a été le théâtre d'un jeu ahurissant, où les hommes politiques abandonnaient leur parti pour se rallier à n'importe quel peloton de tête, au mépris, parfois, des vieilles antipathies qui les opposaient.

Ces glissements d'alliance furent déclenchés par la démission de M. Raj Narain (ancien ministre de la santé) du gouvernement Janata de M. Morarji Desai.

Considéré comme un excentrique en politique, M. Narain était devenu une figure légendaire après avoir battu Mme Indira Gandhi, la personnalité, à l'époque, la plus détestée en Inde, lors des élections générales de mars 1977. Il prétendit que M. Desai était devenu l'otage du Jan Sangh, parti des petits négociants et hommes d'affaires fondé en 1971 dans le but de restructurer l'Inde en une entité politique hindoue et qui, ajouta-t-il, n'était qu'une façade pour le mouvement paramilitaire Rashtriyaswayam Sevak Sangh (Organisation pour le service de l'Etat) à laquelle sont largement imputés les récents affrontements entre hindous et musulmans.

Le Janata, coalition mal soudée de plusieurs partis disparates, fut élaboré, dans une prison indienne, juste avant les élections de 1977, par les responsables de ces partis qui étaient alors détenus en vertu de l'état d'urgence instauré par Mme Gandhi. Aucun programme n'en assurait la cohésion (1), sinon le lien précaire que constituait l'objectif commun de défaire Mme Gandhi. Ses membres étaient les suivants : le mouvement de droite de M. Desai, l'Organisation du Congrès, formé à la suite d'une scission du Parti du Congrès de Mme Gandhi en 1969 ; le Congrès pour la démocratie, centre-gauche, formé par le leader harijan (intouchable) Jagjivan Ram lorsqu'il cessa, lui aussi, de suivre Mme Gandhi à la veille des élections de 1977 ; le Bharatiya Lok Dal, qui représente une nouvelle classe de « koulaks » (paysans capitalistes moyens), avec M. Charan Singh pour chef ; enfin, le Jan Sangh et les socialistes.

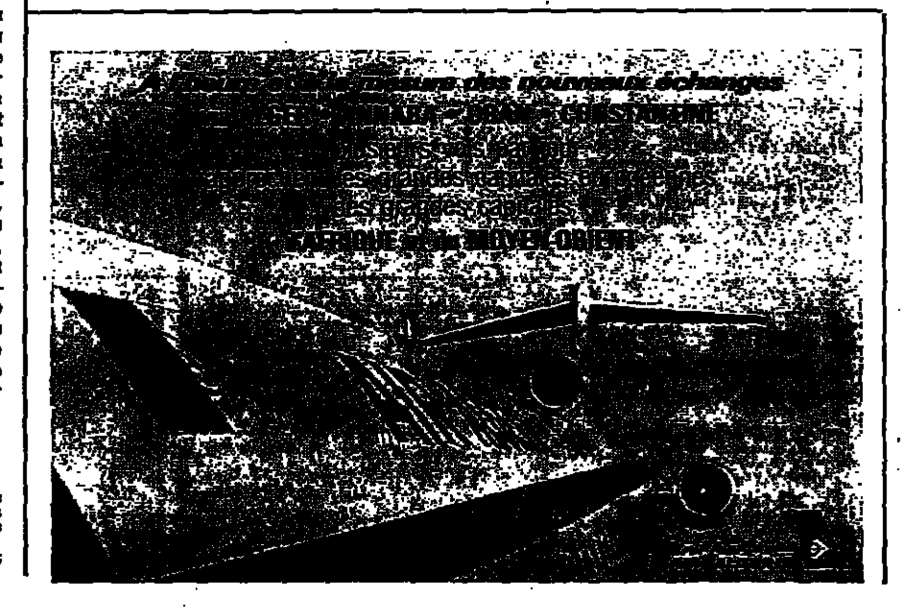
Ces alliés de circonstance commencèrent à se quereller pratiquement dès la formation du gouvernement ; d'aléatoires combinaisons commencèrent à se former entre les chefs de partis au pouvoir. M. Charan Singh était le plus tapageur. Mais les alliés d'un moment pouvaient changer de partenaires, leur objectif restant le même : contrecarrer l'ascension éventuelle au *gadi* (trône) de l'un ou l'autre des héritiers présomptifs de M. Desai au sein du Janata.

La démission de M. Narain, qui, au mois d'août, a fait s'écrouler le château de cartes, avait été combinée, selon le périodique *India Today* (2), par M. Charan Singh, alors en danger de perdre sa base de pouvoir en Inde centrale au profit du Jan Sangh. Les rivalités autour du poste de premier ministre, après la démission de M. Desai le 15 juillet dernier, firent voler en éclats tous les partis, déjà bien fragmentés, à l'exception du Jan Sangh, régi par une stricte discipline, et des marxistes. M. Jagjivan Ram perdit son principal auxiliaire, M. H. N. Bahuguna, qui se rangea aux côtés de M. Charan Singh. Certaines fractions du Congrès anti-Indira se révoltèrent lorsque leurs chefs soutinrent la candidature de M. Charan Singh au poste de premier ministre.

(Lire la suite page 4.)

(1) Voir notre précédent article : « Une équipe mal soudée affronte les éternels obstacles au changement » dans *le Monde diplomatique* d'octobre 1977.

(2) *India Today*, Bombay, 16-31 juillet 1979.



La seule possibilité d'assurer la paix en Asie du Sud-Est est bien connue depuis un quart de siècle Sans succès. Est-ce trop tard ?

Cette neutralité promise par et pour le Vietnam

Par NGUYEN XUAN THO *

LES *principaux* acteurs ayant négligé les enseignements de l'histoire, une série d'erreurs politiques et stratégiques ont précipité les pays de l'ancienne Indochine dans leur drame actuel. Aggravant la déstabilisation de la région, les événements *se sont précipités un peu plus de* trois ans après l'entrée des troupes communistes à Saigon : adhésion du Vietnam au Comecon (29 juin 1978), signature du traité soviéto-vietnamien de paix et de coopération (3 novembre 1978), intervention des troupes vietnamiennes au Cambodge (25 décembre 1978) puis des troupes chinoises au Vietnam (17 février 1979), intensification des opérations de guérilla au Laos, fuite des réfugiés, etc.

Invoquant à l'appui de sa thèse une *longue histoire*, le gouvernement vietnamien accuse la Chine de nourrir des ambitions dominatrices. Encore conviendrait-il de se demander si, depuis l'ouverture de la Chine impériale sur le monde extérieur (règne de Hiên Fong, 1850-1861), la Chine rêve *toujours* d'établir sa suzeraineté sur les pays voisins. Ne se trouve-t-elle pas plutôt sur la défensive, face à l'encerclement soviétique renforcé par les accords conclus l'an dernier entre Moscou et Hanoï et par l'entrée des troupes vietnamiennes au Cambodge ?

De tout temps, la Chine a considéré la partie nord du Vietnam comme la « *barrière de l'Empire du Milieu* », et elle tolère difficilement qu'une puissance étrangère l'occupe. C'est ainsi que, si les Chinois ne bougèrent pas lorsque les Français s'installèrent à Saigon en 1862, il n'en fut pas de même lorsque Henri Rivière et ses troupes commencèrent à débarquer à Hanoï en 1882. Pékin réagit alors avec la plus grande fermeté, ce qui devait conduire au « *désastre de Lang-Son* » (mars 1885) qui entraîna, à Paris, la chute du cabinet Jules Ferry. Dans le souci d'éviter un conflit armé avec la France et de préserver la paix dans la région, la Chine avait pourtant, dès 1883, proposé la neutralisation du *Vietnam pour en faire un Etat tampon* (1).

La détermination à ne pas admettre qu'une puissance étrangère occupe, sur sa frontière sud, cette « barrière », est une constante de la politique chinoise. Dans une conversation privée avec M. Etienne Manac'h, alors ambassadeur de France à Pékin, Chou En-lai confirmait qu'il n'accepterait pas la présence au Vietnam d'un autre pays et, d'un ton amical mais ferme, il ajoutait : « *Même si ce pays est le vôtre, la France* ». *Comment* la Chine peut-elle réagir lorsque les accords conclus entre le Vietnam et l'U.R.S.S. ajoutent un chaînon à son encerclement ?

Pendant leur lutte commune contre *les Etats-Unis, les pays de l'ex-Indochine* n'ont pas perdu de vue les implications de leur situation géopolitique. Après que Sihanouk eut été renversé (17 mars 1970) à l'instigation des Etats-Unis, les conversations secrètes qu'il eut avec Chou En-lai et avec M. Pham Van Dong le convainquirent d'entrer dans la lutte ; le premier nord-vietnamien s'engageant à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale du Cambodge. Cet accord verbal était formellement consacré lors de la « *conférence des peuples indochinois* », qui se tint à Canton les 24 et 25 avril 1970. Participaient à cette conférence : Norodom Sihanouk pour le Cambodge, le prince Souphanouvong pour le Laos, M. Nguyen Huu Tho pour le G.R.P. sud-vietnamien et M. Pham Van Dong pour la R.D.V. Voici en quels termes ils définirent les deux points essentiels — indépendance et neutralité — de leur commune ligne de conduite :

« Les parties cambodgienne, lao et sud-vietnamienne affirment hautement leurs objectifs de combat : l'indépendance, la paix, la neutralité, l'interdiction de toute présence de troupes ou de bases militaires étrangères sur leur sol, la non-participation à une quelconque alliance militaire, l'interdiction de l'utilisation de leurs territoires par un pays étranger quelconque en vue d'une agression contre d'autres pays. Telles sont les aspirations profondes des peuples du Cambodge, du Laos et du Sud-Vietnam, conformes aux principes fondamentaux des accords de Genève de 1954 et 1962 et à la situation générale de cette partie du monde. Le peuple de la République démocratique du Vietnam respecte pleinement ces aspirations légitimes et soutient de toutes ses forces la lutte pour ces nobles objectifs.

» Les parties affirment leur détermination à préserver et à développer l'amitié fraternelle et les relations de bon voisinage entre les trois pays (...), comme pour coopérer, dans l'avenir et à long terme, dans l'édification de chaque pays suivant la voie qui lui est propre. Dans les relations entre les trois pays, les parties sont déterminées à appliquer les cinq principes de coexistence pacifique : respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, non-agression, respect mutuel du régime politique de chacun et non-ingérence dans les affaires intérieures, égalité et avantages réciproques, coexistence pacifique. Les parties respectent les principes fondamentaux des accords de Genève de 1954 sur l'Indochine, reconnaissent et s'engagent à respecter l'intégrité territoriale du Cambodge dans ses frontières actuelles, respectent les accords de Genève de 1962 sur le Laos » (2).

Quelques jours plus tard, la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française préconisait l'« *établissement d'une zone de neutralité en Indochine* » (3), et Mao Tse-toung publiait une déclaration dans le même sens.

La voie ainsi tracée se retrouve dans les principales clauses de l'accord de Paris sur le Vietnam (1973). Ainsi le paragraphe A de l'article 9 déclare : « *Le droit d'autodétermination de la population sud-vietnamienne est un droit sacré et imprescriptible que tous les pays sont tenus de respecter.* » Dans le texte signé, en présence du secrétaire général de l'ONU, par les gouvernements de douze pays, le préambule et cinq articles sur neuf (les articles 2, 3, 4, 5 et 7), reprennent invariablement ce thème et insistent sur « *le droit de la population sud-vietnamienne à l'autodétermination* », qui constitue l'un des principes fondamentaux de l'accord. Le traité qui marque la fin des hostilités se montre très précis :

« Art. 15. — La réunification du Vietnam se fera par étapes, par des moyens pacifiques (...), sans coercition, ni annexion d'une partie par l'autre et sans ingérence étrangère... »

« D. — Le Nord et le Sud-Vietnam ne participent à aucune alliance ou bloc militaire, n'autorisent aucun pays étranger à avoir des bases militaires, des troupes, des conseillers militaires, du personnel militaire sur leur sol respectif, comme l'ont stipulé les accords de Genève de 1954 sur le Vietnam. »

« Art. 20. — Les parties doivent respecter strictement l'indépendance, la souveraineté, l'unité, l'intégrité territoriale et la neutralité du Cambodge et du Laos et s'engagent à ne pas utiliser les territoires du Cambodge et du Laos pour porter mutuellement atteinte à la souveraineté et à la sécurité des autres pays. »

Retrait des troupes et conférence internationale

AUTANT *de promesses qui n'ont* pas été tenues. Après 1975, les dirigeants de Hanoï, comme grisés par leur victoire, semblent avoir complètement oublié leurs engagements. Certes, l'accord de Paris a d'abord été violé par les Etats-Unis et par le régime de Nguyen Van Thieu, mais cela ne peut justifier que les communistes victorieux le déchirent, portant ainsi un grave préjudice à la population du Sud. Tout au long de la lutte, le Front national de libération (F.N.L.), puis le Gouvernement *révolutionnaire provisoire* (G.R.P.), ont su appliquer une politique « *conforme au cœur et à la raison* », ce qui leur a permis de gagner l'adhésion d'une bonne partie de la population sud-vietnamienne et le soutien de l'opinion mondiale. Le parti *communiste vietnamien oublie* les sacrifices faits par l'une, les services rendus par l'autre.

Il s'arroge tous les droits et viole ses engagements. Il a procédé à l'annexion pure et simple du Sud et a *précipité une réunification forcée, mettant à l'écart* le G.R.P. et ceux qui préconisaient une politique de souplesse. Ne tenant pas compte des particularités du Sud, il a pratiqué des représailles à l'encontre non seulement *des tenants de l'ancien régime*, mais aussi des membres de la « troisième composante » et des mouvements qui (comme le mouvement bouddhiste) avaient, sous les régimes pro-américains de Saigon, lutté pour la paix et l'indépendance nationale. Il ne respecte pas l'article 11 de l'accord de Paris qui stipule :

« (...) Les deux parties sud-vietnamiennes :

» — Procèdent à la réalisation de la réconciliation et de la concorde nationales, la haine sera effacée, tous actes de représailles et de discrimination à l'encontre des personnes ou des organisations ayant collaboré avec l'une ou l'autre partie seront interdits ;

» — Garantissent au peuple les libertés démocratiques : liberté individuelle, liberté de parole, liberté de presse, liberté de réunion, liberté d'organisation, liberté d'activités politiques, liberté de croyance, liberté de déplacement, liberté de résidence, liberté de choisir son travail et ses moyens d'existence, droit de propriété privée et liberté d'entreprise. »

A ces droits individuels que l'accord de Paris prenait la peine de détailler, les dirigeants vietnamiens ont opposé des droits « collectifs » : droit des peuples (indépendance nationale) et droits sociaux (emploi, etc.) qui sont, en fait, les conditions d'exercice des libertés fondamentales. Malgré les nombreuses visites que des personnalités gouvernementales ont effectuées dans les pays de l'ANASE (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), pour expliquer l'attitude vietnamienne à l'égard de la Chine, et malgré les déclarations rassurantes à leur égard, *Hanoï n'a pas réussi* à convaincre ses voisins. Et cet objectif ne pourrait être atteint que si les autorités vietnamiennes : *a)* tenaient compte des particularités du Sud ; *b)* respectaient l'indépendance et l'intégrité territoriale des pays voisins et *c)* adoptaient une *politique de neutralité* dans les relations internationales.

Tenir compte des réalités du Sud permettrait de retrouver la paix intérieure et, à terme, de rétablir la concorde nationale et la prospérité du pays. Mais ceci suppose, dans le respect des accords de Paris, *le rétablissement* des droits de tous les citoyens et le retour des anciens cadres du G.R.P. à des postes de responsabilité.

Gagner *la* confiance des *pays* voisins *suppose* le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge après qu'une formule politique acceptable eut été trouvée, vraisemblablement par la *formation d'un gouvernement* de coalition nationale sous la conduite du prince Sihanouk (4) ; cela suppose aussi le retrait des troupes vietnamiennes du Laos et la recherche, dans une conférence internationale, d'un nouveau cadre de relations entre les trois pays.

Enfin une politique de neutralité constituerait le seul moyen d'améliorer les relations avec le reste du monde, notamment avec la Chine qui a apporté au Vietnam, pendant la guerre, *une aide considérable. Dans* son livre *les Deux Vietnam* (5), Bernard B. Fall écrivait : « *De 1955 à 1961, les dons et prêts reçus par la R.D.V. du bloc communiste se sont élevés à plus de 1 milliard de dollars, dont 365 millions venant de l'U.R.S.S., 38 millions venant des pays de l'Europe de l'Est et 662 millions de la Chine communiste* ». Il faut garder en mémoire que la politique de Khrouchtchev n'était guère favorable au *mouvement de libération du Sud, auquel* la Chine accordait, au contraire, son soutien politique et matériel. C'est uniquement après *l'offensive du Têt* en 1968 que l'U.R.S.S. a *fourni une* aide substantielle au F.N.L.

Une telle politique rejoindrait l'une des principales recommandations du « *testament* » de Ho Chi Minh insistant sur le maintien d'un équilibre entre la Chine et l'Union soviétique tout en préconisant, pour la réunification du pays, « *un gouvernement qui pourrait être de type fédéral* » (6). Le Vietnam *assistait comme membre à* part entière à la conférence des non-alignés de Belgrade en juillet 1978, et sa participation *posera* un délicat problème, *ce mois-ci*, à la *conférence* des non-alignés à La Havane, du fait de son adhésion au Comecon et de son *traité avec l'Union soviétique. Une* politique de neutralité pourrait, si elle était adoptée par le Vietnam, s'étendre ensuite au Cambodge et au Laos, puis rayonner sur les autres pays de la région.

Responsabilités de l'Europe et du Japon

PREVUE par tant d'accords internationaux, la neutralité du Vietnam a été une préoccupation constante de la diplomatie française depuis les accords de Genève en 1954, en passant par le discours de de Gaulle à Phnom Penh et diverses initiatives de Georges Pompidou. U Thant, l'ancien secrétaire général des Nations unies, déclarait en mai 1968 : « *Je crois qu'il serait utile, dans un règlement d'ensemble du problème du Vietnam, d'envisager la neutralisation de toute la région qui était connue sous le nom d'Indochine française, y compris le Vietnam du Nord et du Sud, le Laos et le Cambodge* » (7). Anthony Eden, qui fut avec Molotov coprésident de la conférence de Genève, soutenait le même point de vue : « *Par tradition et par inclination, ces trois pays désirent être à la fois indépendants et neutres. La neutralité est en vérité la seule solution possible, étant donné qu'aucune grande puissance ne peut raisonnablement prétendre dominer le pays dans son ensemble* » (8). Nous avions suggéré cette voie dans ces colonnes dès 1961 (9).

Pour la période plus récente, en octobre 1972, sur instructions de Georges Pompidou, la diplomatie française obtenait un résultat dans ce sens. Des entretiens entre M. Pham Van Dong et M. Etienne Manac'h, alors ambassadeur de France à Pékin, aboutissaient à un accord : le premier ministre de la R.D.V. acceptait un Sud-Vietnam neutre, doté d'un gouvernement et d'institutions qui lui seraient propres ; la réunification du pays, qui fera l'objet d'une déclaration de Hanoï, serait renvoyée à une date indéterminée dont il *appartiendrait aux Sud-Vietnamiens* d'apprécier l'opportunité le jour où ils l'estimeraient souhaitable. Le gouvernement des Etats-Unis, mis au courant de cet accord, qui devait faciliter la fin des hostilités, crut pouvoir y déceler le signe d'une faiblesse de Hanoï : *il refusa donc d'y souscrire et* poursuivit la guerre jusqu'au dénouement que l'on connaît...

Cette solution modérée ayant échoué par la faute des Etats-Unis, il est évident qu'un règlement s'inspirant du *même esprit ne pourrait intervenir* à l'avenir qu'avec l'accord des grandes puissances. Un autre élément doit être considéré. L'article 21 de l'accord de Paris déclare : « *Selon leur politique traditionnelle, les Etats-Unis apporteront leur contribution à l'œuvre d'édification d'après-guerre en République démocratique du Vietnam et dans toute l'Indochine* ». Engagement moral, qui *n'a pas été tenu et auquel les* Etats-Unis pourraient difficilement se soustraire si, pour rétablir la paix en Asie du Sud-Est, était définie une politique de neutralité conforme aux principes les dispositions de l'accord de Paris et de l'accord conclu entre MM. Pham Van Dong et Manac'h. La France, et avec elle la C.E.E., mais aussi le Japon, peuvent exercer leur influence dans ce sens, qui, en fait, correspondrait aux véritables intérêts à la fois de Pékin et de Moscou. Faute de quoi, il *faudrait reprendre ces propos* que Georges Pompidou tenait voilà plus de neuf ans :

« Pitié pour le peuple sud-vietnamien, pitié pour le peuple nord-vietnamien, pitié pour le peuple cambodgien, pitié pour le peuple lao, pitié peut-être demain pour le peuple thaï, et qu'on cesse de faire de ces malheureuses populations l'enjeu et la victime de rivalités qui les dépassent et qui, même, ne les concernent pas... » (10).

* Historien.

(1) Cf. notre article dans *le Monde diplomatique*, juillet 1961, page 6.

(2) « Déclaration commune publiée à l'issue de la conférence au sommet des peuples indochinois, 24-25 avril 1970 », Documents officiels, nos 26-27, 1970.

(3) « Communiqué du 5 mai 1970 », *Documents officiels*, nos *26-27, 25 juin-8* juillet 1970.

(4) Cf. Tran Thanh Dang, « Sihanouk au cœur de la crise », *le Monde*, 22 février 1979.

(5) Cf. Bernard B. Fall, *les Deux Vietnam*, avant-propos de Philippe Devillers, Payot, Paris, 1967.

(6) Cf. *le Monde*, 2 avril 1965.

(7) *Déclaration d'U. Thant, A.F.P.* du 16 mai 1968.

(8) Lord Avon (Sir Anthony Eden), *Towards peace in Indo-China*, Londres, 1966.

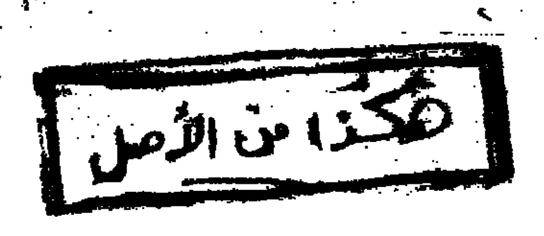
(9) Nguyen Xuan Tho, *le Monde diplomatique*, juillet 1961.

(10) *Le Monde*, 3 juillet 1970.

● Indonésie, dossier n° 1 : *Une brochure d'une cinquantaine de pages attire l'attention sur le sort des trente mille prisonniers politiques en Indonésie. Après un rapide historique depuis la chute de Soekarno, qui entraîna des centaines de milliers de morts lors des massacres anticommunistes de 1965, l'opuscule décrit les conditions actuelles de détention et les objectifs de la contestation étudiante. (Comité de défense des prisonniers politiques en Indonésie (TAPOL), 68, rue de Babylone, 75007 Paris, 10 F.)*

● Le Centre de recherches sur les marchés des matières premières (CREMMAP) *au Conservatoire national des arts et métiers (292, rue Saint-Martin, Paris-3e) organise son deuxième séminaire sur le thème :* « Matières premières et échanges internationaux. » *Un programme sera envoyé sur demande. Coût de l'inscription : 110 F. Clôture des dépôts de demande d'inscription : 7 octobre 1979.*

● « L'énergie : prix, financement et équilibres économiques : *tel sera le thème du quatrième Colloque international d'économie pétrolière organisé au château Frontenac, à Québec, du 29 au 31 octobre, par le Groupe de recherche en économie de l'énergie de l'université Laval. Pour toute information, s'adresser à : M. Antoine Ayoub, directeur du GREEN, département d'économique, université Laval, Québec, Canada, G1K 7P4).*



NOUVELLE RÉFORME ÉCONOMIQUE EN UNION SOVIÉTIQUE

Primes pour stimuler la production et sanctions contre les pratiques illégales

Par MARIE LAVIGNE *

EN U.R.S.S. aussi il arrive que des décisions économiques importantes soient prises au mois de juillet ; cependant la publication, dans la *Pravda* du 29 juillet 1979, du résumé d'un décret émanant conjointement du parti et du gouvernement sur *« l'amélioration de la planification et le renforcement de l'action du mécanisme économique sur l'accroissement de l'efficacité de la production et la qualité du travail »* n'en est pas moins surprenante. Elle dément les affirmations des observateurs occidentaux selon lesquels rien d'important ne pouvait se passer dans une situation de « fin de règne » en Union soviétique : le décret vise à orienter la vie économique du pays au moins pour les dix années à venir. Les soixante-trois articles du texte complet publié quelques jours après dans l'hebdomadaire économique du parti, la *Gazette économique*, sont un extraordinaire aveu d'échec de la réforme mise en place en 1965 : en même temps ils dessinent les contours d'un système radicalement différent, qui sera connu au cours des mois qui viennent, lorsque tous les règlements d'application seront pris, et qui sera définitivement installé à partir du plan quinquennal 1981-1985.

Les lignes de force en sont les suivantes : centralisation entre les mains du Gosplan ; abandon quasi total des indicateurs en valeur pour une appréciation « physique », matérielle, des résultats ; technocratisation du plan et de l'administration économique ; encadrement strict des travailleurs au sein de la brigade.

Le Gosplan et le contremaître apparaissent ainsi comme les piliers du nouveau système. Entre les deux, ministères et entreprises sont également discrédités et affaiblis, car suspects, voire accusés, de collusion dans l'incurie. L'article 30 va jusqu'à les mettre en garde contre la procédure (très habituelle) consistant, pour le ministère, à corriger à la baisse le plan en cours d'exécution afin de faire apparaître un dépassement en fin d'année : désormais de tels agissements entraîneront des sanctions disciplinaires et matérielles pour les responsables des ministères, et pour les chefs d'entreprise une privation de primes, éventuellement totale, en tout cas non inférieure à 50 %. Les « combines » classiques sont dénoncées : plus d' « amnistie réciproque » entre entreprises pour des amendes infligées pour inexécution de contrats (art. 56) ; plus de crédits de face à face, illégaux mais largement tolérés jusqu'ici, le fournisseur « oubliant » de réclamer le paiement de sa facture pendant quelque temps (art. 57). Que les chemins de fer ne s'avisent plus de faire la loi en ne respectant pas le plan de transport de marchandises, ou le Gossnab (la puissante administration chargée d'organiser les livraisons interentreprises) de méconnaître les contrats signés sur la base du plan : de nouveaux textes vont instituer des pénalités pour ces manquements.

Que l'échec — ouvertement reconnu depuis quelques années — du système de 1965 à promouvoir une gestion efficiente de l'économie dût conduire tôt ou tard à une recentralisation ne saurait étonner. Mais à quel niveau ? Gosplan, ou, à la mode stalinienne, ministères ? Le choix en faveur du Gosplan éclaire rétrospectivement une « petite phrase » de M. Brejnev à l'assemblée plénière du parti en novembre 1978, annonçant que les pouvoirs du Gosplan avaient été sensiblement élargis par *« un décret spécial récemment adopté par le Politburo »*. Curieuse procédure d'ailleurs : la catégorie juridique de « décrets du Politburo » n'a pas d'existence officielle ; le texte en question n'a jamais été publié, ni commenté en dehors de cette allusion (1). Sous l'égide du Gosplan s'organise désormais un réseau de plans emboîtés et interdépendants, à vingt ans, à dix ans (est-ce en raison de l'échec subi dans la construction d'un plan de quinze ans, prévu en 1972 pour 1976-1990, et qui n'est pas encore élaboré ?), à cinq ans et annuels. L'établissement de tous ces plans commence « à partir d'en haut », sauf pour le plan annuel, dont l'élaboration vient d'en bas, de l'entreprise. Petite marge d'initiative pour celle-ci ? Que non : l'entreprise a seulement le droit de faire des propositions en hausse par rapport aux prévisions formulées pour l'année correspondante dans le plan quinquennal, *« forme principale de planification et base de l'organisation de la vie économique »*. Le quinquennat devient ainsi le cadre de toute l'activité d'entreprise : pour les objectifs de production, pour la conclusion de contrats planifiés (toujours sous l'égide du Gossnab : il n'y a aucun assouplissement en vue pour les échanges interentreprises), pour la détermination des fonds d'intéressement.

La centralisation rigoureuse est associée à une renaissance de la planification territoriale. Celle-ci *n'avait jusqu'ici qu'une existence formelle*. Elle est ravivée, mais par en haut : les républiques et régions seront informées plus tôt des dispositions du plan central concernant leur territoire, les schémas de développement régional et local seront perfectionnés *« avec la participation »* des autorités régionales. Pour ce qui est de la planification sectorielle, les ministères des branches industrielles sont étroitement subordonnés au Gosplan : celui-ci a désormais le droit de leur renvoyer les projets de plan *« ne répondant pas aux dispositions du présent décret »* (art. 30).

Recul des « catégories de marché »

IL serait excessif de dire que la réforme de 1965 instaurait en U.R.S.S. une véritable combinaison plan-marché. Tout de même, les « catégories marchandes » étaient partiellement remises à l'honneur, notamment à travers les deux indicateurs principaux d'appréciation de l'activité d'entreprise : production vendue (en clair, chiffre d'affaires) et rentabilité (rapport du profit aux fonds productifs, c'est-à-dire au capital, de l'entreprise). Ces deux indicateurs disparaissent. Il n'est plus question de rechercher spontanément le profit, sinon comme source des versements au budget.

Que doit alors faire l'entreprise ? L'esprit du texte est clair : elle doit fabriquer des produits, de bonne qualité, conformément aux contrats signés avec les utilisateurs, avec un souci d'économie de matières premières et de main-d'œuvre, dans un esprit d'innovation. S'il s'agit d'une organisation de construction, l'objectif est d'achever les travaux dans les temps et sans dépassement des devis : les quinze articles du titre II du décret prévoient une lutte énergique contre les deux fléaux du secteur de l'investissement, inachèvement des chantiers, augmentation insidieuse des coûts.

Les « indices », ou objectifs assignés aux entreprises, rappellent à première vue ceux de la période antérieure à 1965 : production évaluée en unités physiques, normes d'emploi des matières premières, productivité du travail mesurée par le rapport de la valeur ajoutée au nombre des travailleurs, effectifs de la main-d'œuvre, économies de coûts parallèlement à un objectif de profit en masse globale, mise en service des capacités productives. L'opposition avec le schéma de 1965 est évidente : les mêmes objectifs étaient alors formulés principalement en valeur (chiffre d'affaires, fonds de salaires, investissements, approvisionnements).

Est-ce un retour au passé ? Pas exactement. Les réminiscences fâcheuses sont même expressément écartées : l'indice en tonnes ne doit être utilisé que dans les cas indispensables, et on devra élaborer des mesures physiques de production plus sophistiquées, tenant compte de l'efficacité et de la qualité de celle-ci.

Les différents fonds de l'entreprise (fonds de primes, fonds social et fonds d'extension de la production) sont constitués exclusivement sur la base des résultats matériels atteints : productivité du travail en hausse, qualité accrue du produit, exécution correcte des contrats. Il n'est plus question, sauf cas particuliers, de les lier au niveau de rentabilité : le profit réalisé en est partiellement la source, mais n'est plus le déclencheur de leur attribution.

Le « scientisme » du plan est manifeste dans l'esprit du texte. Les méthodes traditionnelles de la planification sont fortement remises à l'honneur, en particulier celle des balances matières. Mais les techniques d'élaboration en sont modernisées, notamment par l'achèvement, en 1981-1985, de l'informatisation du plan. Les défauts chroniques de la planification soviétique, incohérence entre planification « réelle » et monétaire-financière, tension excessive du plan, seront corrigés, assure le texte. Il est symptomatique que l'article Ier souligne la nécessité de prévoir des réserves matérielles et financières pour maintenir un développement équilibré sans goulets d'étranglement.

Les ministres et leurs chefs de service *changeront de mentalité* et les bureaucrates se mueront en technocrates efficaces. Il est en effet *prévu de généraliser une expérience* testée sur quelques ministères fédéraux et républicains (notamment sur le *ministère de l'informatique*, transformé en 1970 en une sorte de compagnie nationale de l'informatique, *maison mère gérant onze entreprises* et dotée de l'autonomie financière), et de donner progressivement aux *ministères sectoriels* un statut d'établissement public industriel couvrant ses dépenses, y compris les investissements de sa branche, par ses recettes ; bien entendu, en ce cas, le montant des versements au budget est réduit, de même que celui des subventions.

Le problème central de l'économie soviétique est la productivité du travail : comment faire travailler les gens, renforcer la discipline, dégraisser les entreprises des éléments superflus ? La réforme de 1965 tablait sur un accroissement « spontané » de la productivité, les entreprises ayant intérêt à licencier les travailleurs inutiles pour augmenter leurs profits. Elle a totalement échoué sur ce point, justement parce que l'incitation à la maximisation du profit n'est jamais devenue déterminante pour l'entreprise.

On a expliqué l'échec des stimulants matériels par l'insuffisance des biens de consommation offerts : à quoi bon gagner des primes si on ne peut les dépenser ? Le décret de 1979 prend en considération cet argument. Il prévoit que le plan de production des biens de consommation doit tenir compte de la demande, et que la qualité des biens comme leur choix doivent répondre à cette demande. Mais qui définira les besoins des consommateurs ? Selon l'esprit du texte, ce ne peut être que le planificateur en sa sagesse...

Une explication différente se réfère à l'absence de participation réelle des travailleurs à la gestion. Sur ce point, le texte n'innove guère : on n'y trouve rien d'autre qu'un appel aux *« collectifs de travailleurs »* pour une participation à la mise en œuvre disciplinée de plans exigeants, et à la gestion des œuvres sociales.

En revanche, et dans la ligne d'une expérience initiée en 1970 dans le domaine de la construction, et popularisée ensuite sous le nom de « méthode de Zlobin », la brigade est appelée à devenir le centre de l'organisation du travail et de l'intéressement. La formule a pris naissance sur un chantier de construction, dans la brigade de Nicolas Zlobin. La brigade s'est engagée par contrat à prendre en charge un travail déterminé (achever la construction d'un immeuble de quatorze étages) dans les délais et aux coûts prévus, avec une finition parfaite ; parallèlement elle recevait toute autonomie pour son organisation interne et pour la répartition des salaires et des primes, dont le montant lui était attribué en somme globale. L'administration du trust de construction s'engageait en retour à assurer à la brigade matériaux et équipements nécessaires. *En somme*, les deux parties promettaient... de remplir leurs obligations normales ! Le seul fait *qu'il faille un « contrat de confiance »* à cette fin montre bien la précarité des conditions « normales » d'approvisionnement. On peut se demander d'ailleurs comment la généralisation de la méthode est possible dans les conditions actuelles. Sa signification théorique est claire : c'est une conception autogestionnaire, mais étroite et égoïste. A l'intérieur de la brigade, les éléments paresseux sont éliminés ou *« rééduqués »* par leurs camarades. Le jeu en vaut la chandelle car ici la prime n'est pas une fiction : elle peut atteindre 40 % du salaire ; l'objectif, à la différence du plan de l'entreprise, trop complexe, est maîtrisable dans tous ses éléments par un collectif restreint. La brigade réussira peut-être ce que l'entreprise n'a pu faire : se débarrasser des tire-au-flanc et des absentéistes. Et si elle impose des cadences rapides, une intensité du travail accrue, pourra-t-on dire que c'est de l'exploitation puisque la brigade ou l'atelier l'auront décidé ?

Tous les éléments du décret du 29 juillet doivent être mis en place peu à peu, pour 1981 au plus tard. Comment peut-on savoir dès à présent si ce texte va réussir là où les admonestations répétées des plus hautes autorités du parti ont échoué, où les aménagements ponctuels apportés à la réforme de 1965 se sont révélés inefficaces ? Tout ce qu'on peut dire, c'est que le pari est pris, en des termes singulièrement énergiques et combatifs. En cela réside la nouveauté du texte. Beaucoup de ses dispositions ont en effet été expérimentées sur une échelle réduite (ainsi l'indice de valeur ajoutée, l'autonomie financière du ministère, la méthode de brigade), ou même fonctionnent depuis plusieurs années déjà (la procédure de constitution des fonds d'entreprise). Mais tout cela est repris avec un ton nouveau : autorité, efficience, mobilisation des moyens en vue de redresser l'économie. C'est pourquoi nous n'y voyons pas un retour au stalinisme. L'insistance sur une planification rationnelle et finalisée, l'intolérance à l'égard des compromis bureaucratiques, jusqu'à la notion de réserves stratégiques à créer dans le plan, rappelleraient plutôt les thèses du président du Gosplan entre 1937 et 1949, M. Voznesenkij, exécuté il y a trente ans. N'oublions pas qu'il a remporté la victoire économique dans la guerre. Mais peut-on aujourd'hui pareillement mobiliser les énergies ?

(1) Dans cet ordre d'idées signalons une bizarrerie encore plus grande : le décret de septembre 1977 élargissant considérablement les droits des citoyens à posséder *et exploiter un lopin de terre personnel* (droits jusque-là réservés pour l'essentiel aux paysans kolkhoziens) n'a jamais été publié, et n'a été porté à la connaissance des citoyens... qu'en mai 1979, par l'interview d'un vice-président du Gosplan dans la *Gazette littéraire*, suscitant *immédiatement un courrier passionné et* des demandes d'information des lecteurs (nos 18 et 23 de 1979).

* Professeur à l'université de Paris-I.

L'instabilité du pouvoir en Inde

(Suite de la première page.)

Dix socialistes, dont les dirigeants du parti, se rallièrent à M. Charan Singh, tandis que vingt-cinq autres restaient aux côtés du Janata tronqué. Il y eut aussi des défections chez Mme Gandhi. Il semble aussi que, pour assurer la survie de son gouvernement, M. *Charan Singh* s'apprêtait à absoudre Mme Gandhi des accusations émises contre elle pour abus de pouvoir lors de l'état d'urgence. Pourtant, lorsqu'il était ministre de l'intérieur du gouvernement Desai, M. Charan Singh avait tenté de la faire emprisonner, dénonçant ses collègues du gouvernement comme une « *bande d'impuissants* » qui n'osaient pas agir contre elle.

Les ambitions personnelles ont certes leur rôle dans ces lâchages et ces quadrilles déroutants où s'échangent lestement les partenaires politiques. Mais ces volte-face trouvent leurs racines dans la nature de la politique indienne actuelle. Les principaux partis, hormis les marxistes, sont tous d'accord pour estimer que le système d'économie mixte — capitalisme d'Etat et entreprise privée — devrait être conservé. Cet attachement au *statu quo* est néanmoins maquillé de rhétorique populiste. Comme le notait le responsable d'une enquête *sur l'échec des récents programmes de redistribution des terres en Inde, « il manque la volonté politique de réformer et de transformer »*. Dans ces conditions, la principale motivation de la vie politique est le désir de chacun de se gagner un statut et un prestige personnels. Le politicien doit également distribuer ses faveurs et protéger une clientèle. Et comme, en Inde, c'est le gouvernement, à l'échelon central comme dans les Etats, qui amorce l'activité économique en accordant des crédits financiers et d'autres ressources, les politiciens ont tendance à marcher avec le pouvoir. Dans son ouvrage *Party Politics in India* (3), Myron Weiner, spécialiste américain de science politique, explique que « *le parti politique assure à ses membres un statut ou une situation dans la communauté* ». *En même temps, celui qui est membre* d'un parti au pouvoir dans le gouvernement central ou dans les Etats agit comme intermédiaire entre les organismes de financement gouvernementaux ou sous contrôle gouvernemental et *les industriels et paysans capitalistes en* quête de fonds. La plupart des exploitations agricoles et industrielles se sont développées non par l'accumulation de l'épargne privée mais grâce aux prêts à des conditions de faveur accordés par les banques officielles. Ces transactions apportent souvent un certain bénéfice au politicien qui y joue le rôle de courtier.

Jusqu'à la chute de Mme Gandhi, le Parti du Congrès, chef de file incontesté du mouvement de libération, dominait le gouvernement central. Organisation composite, regroupant les points de vue les plus divers du modernisme au traditionalisme et du centre gauche au conservatisme, sa stabilité était assurée par la personnalité charismatique du premier ministre Jawaharlal Nehru, et, par la suite, de sa fille Indira Gandhi. Nehru devait parfois céder du terrain aux barons régionaux, mais sa souplesse favorisa le maintien de la stabilité dans une nation formée de groupes ethniques divers et d'intérêts régionaux rivaux. Mme Gandhi assura, quant à elle, la cohésion d'une machine politique malcommode en manipulant adroitement les personnalités et en éliminant, de façon machiavélique, quiconque risquait de défier son autorité.

Lorsqu'elle tomba, l'Inde dut s'accommoder d'une poignée de dirigeants ternes dont le pouvoir trouve sa source dans une seule et même région. L'autorité *de M. Morarji Desai provient du Gujarat,* celle de M. Charan Singh des Etats du centre de l'Inde. Le chef du Jan Sangh, M. Atal Behari Vajpayee, ancien ministre des affaires étrangères, dont le parti préconise l'adoption du hindi comme langue officielle, n'a d'audience que dans la ceinture hindi et l'on ne veut pas entendre parler de lui dans le Sud dravidien. M. Jagjivan Ram, quant à lui, est considéré comme le chef des intouchables qui, au nombre de quatre-vingt-cinq millions, ne représentent qu'environ un septième de la population totale.

En 1964, Lal Bahadur Shastri, homme d'Etat plutôt effacé, succéda à Nehru ; il hérita de son charisme en même temps que de la fonction. Tel ne fut pas le cas pour le successeur de Mme Gandhi et, tant que cette situation durera, à défaut de charisme tout premier ministre devra faire des concessions et conclure des compromis avec d'autres dirigeants régionaux. Dans l'avenir prévisible, l'instabilité qui, autrefois, n'affligeait que la vie politique des Etats, devrait donc persister à l'échelon du pouvoir central.

Mais le poids des ambitions personnelles ne suffit pas à expliquer pourquoi M. Desai a dû se démettre en juillet. Sa piètre performance, au cours de ses vingt-sept mois à la tête du gouvernement, a aussi, bien évidemment, contribué à sa chute.

En déposant une motion de défiance à l'encontre de M. Desai, le chef de l'opposition, M. Y. B. Chavan, eut ce mot d'ironie : « *Le premier ministre dira qu'il n'y a pas de crise : il n'y a pas à s'inquiéter : Dieu prendra soin du pays.* » De fait, M. Desai donnait l'impression d'être branché « *sur la longueur d'onde de l'infini* ». Il affichait un détachement olympien face aux scandaleuses violations des droits de l'homme — en particulier les atrocités perpétrées par des propriétaires terriens contre des paysans *sans terre — et aux attaques contre les* musulmans, en grande partie attribuées au Rashtriyaswayam Sevak Sangh. En revanche, on peut le créditer d'avoir détendu les rapports avec le Pakistan, dont il était prêt à prendre les dirigeants au mot. Il poussa l'Inde à un non-alignement plus équilibré, moins axé sur l'Union soviétique.

En économie, les résultats de sa politique avaient été qualifiés de « *pitoyables* ». De 1977 à 1979, l'indice des prix à la consommation est grimpé de 301 à 331. L'indice des prix de gros, de 177 à plus de 200. Le prix du charbon, du ciment, de l'acier et de l'énergie a augmenté de plus de 20 %. Dans un autre domaine, le périodique *India Today* note une dégradation du maintien de l'ordre public, aggravée d'ailleurs par une révolte de la police nationale.

La montée des « koulaks »

L'ACCESSION de *M. Charan Singh* à la tête du gouvernement, le 28 juillet dernier, semblait devoir introduire un nouveau facteur dans le jeu politique fédéral : la classe moyenne des « koulaks » était sur le point de pouvoir *affirmer directement son influence dans* les prises de décision de la capitale, privilège qui était jusqu'alors l'apanage à peu près exclusif de la bourgeoisie citadine. De toute manière, l'émergence des « koulaks » comme élite politique constitue un phénomène avec lequel tout pouvoir devra désormais compter. L'évolution s'amorça dès les lendemains de l'indépendance, les « koulaks » étant les principaux bénéficiaires des seules réformes agraires sérieuses effectuées par le gouvernement du Congrès. Dès l'indépendance, les immenses domaines des propriétaires féodaux absentéistes *furent divisés et redistribués parmi une* classe moyenne appartenant à des castes « arriérées » (4). Les bénéficiaires, issus des couches inférieures de la hiérarchie sociale sans pour autant être des hors-caste comme les harijans, adoptèrent les méthodes d'exploitation capitalistes, introduisant la mécanisation et le salariat. La caste des jats — celle de Charan Singh précisément — est l'une de celles qui tirèrent ainsi profit de la redistribution des terres. Les « koulaks » furent les catalyseurs de la « révolution verte » (5). Un spécialiste indien de science politique, Rajni Kothari, a fait observer que « *pendant les premières décennies du plan (les années 1950 et 1960), il y eut un transfert notable de ressources des zones urbaines vers les campagnes. La conséquence de ces transferts et de l'idéologie du « développement rural » fut un accroissement important du pouvoir de l'élite locale* ». Ce phénomène se limitait cependant aux Etats. Aux élections nationales, ces élites n'étaient considérées que comme des « banques de suffrages », assurant aux candidats de leur choix les voix d'ouvriers agricoles dociles. Elles pouvaient, néanmoins, sur des questions telles que la redistribution des terres, bloquer les réformes grâce à leur influence sur les Assemblées des Etats.

Mais, pendant que les « koulaks » étendaient leur pouvoir, l'agitation paysanne se développait elle aussi pour lutter contre l'exploitation. *La politisation du prolétariat agricole*, qui forme la majorité des 40 % de la population indienne considérée au-dessous du seuil de pauvreté, fut accélérée par deux événements. *Lors des élections* de 1971, Mme Gandhi, assiégée par ses opposants conservateurs, mobilisa les paysans en lançant le slogan *Garibi hatao* (« A bas la pauvreté »). Le mahatma Gandhi avait, lui aussi, jadis, mobilisé les paysans indiens, mais il avait confiné leurs aspirations au mouvement de libération. *Bien que le slogan* de Mme Gandhi n'ait été qu'un expédient, elle donna, en le brandissant, un nouveau sens de dignité au prolétariat rural et, en lui faisant davantage prendre conscience de son dénuement, elle aiguillonna la poussée des revendications.

Un autre facteur de politisation dans les campagnes fut l'erreur monumentale que commit Mme Gandhi en voulant faire stériliser de force les harijans et les autres groupes de paysans démunis, *notamment dans l'Inde centrale où la* misère rurale est la plus accablante. Les paysans ripostèrent en se prononçant contre elle lors des élections de 1977. Bien que ce vote ait surtout constitué une protestation contre Mme Gandhi, plutôt qu'une approbation positive des partis politiques d'opposition, il favorisa l'accession au Parlement de députés « koulaks » ; c'est ce qui permit à M. Charan Singh de devenir adjoint du premier ministre dans le gouvernement Desai.

Depuis 1977, l'agitation du prolétariat rural s'est intensifiée pour revendiquer des terres, un meilleur salaire et l'abolition du statut de servage. Les occupations de *terre, lorsque les propriétés* dépassent les plafonds fixés par le gouvernement central, se sont multipliées. D'autre part, de nombreux observateurs ont noté que les « koulaks », encouragés par la présence de l'un des leurs dans *le gouvernement, avaient de plus en plus* fréquemment recours à la violence contre les paysans : massacres, tortures, expulsions. Pour l'*Economic and Political Weekly* (6), ce que l'on prend pour violence et discrimination de caste est, en fait, une guerre de classe menée contre l'ensemble du prolétariat rural, harijans et autres déshérités.

Cette intensification du conflit de classes dans les campagnes est lourde de menaces pour la stabilité du pouvoir central. Les rivalités se poursuivent en vue des prochaines élections, et Mme Gandhi pourrait, à nouveau, en jouant d'expédients et d'opportunisme, tenter de grouper les paysans derrière elle à l'aide de slogans populistes. M. Jagjivan Ram, en tant que leader des harijans, pourrait, lui aussi, être attiré par un socialisme du verbe pour la défense de la paysannerie. M. Charan Singh, pour sa part, en tant que riche propriétaire foncier sachant qu'il devra, un jour ou l'autre, céder ses terres, pourrait fonder sa *tactique sur la promesse* d'une croissance économique. Il avait proposé *un plan* d'industrialisation en quatre volets favorisant les campagnes et en vertu duquel de petites industries et autres entreprises de même dimension ou *familiales pourraient assurer, dans les* régions rurales, des emplois aux chômeurs des campagnes (ce qui aurait l'avantage de relâcher la pression des paysans sans terre qui demandent une redistribution des superficies). Les grandes entreprises industrielles existantes, tels les complexes des Tata et des Birla, ne produiraient plus que pour l'exportation.

Certaines mesures s'inscrivant dans ce projet avaient été mises en œuvre par M. Charan Singh durant son bref passage au ministère des finances sous le gouvernement Desai. En fait, elles ont aggravé certains problèmes. Il réduisit la fiscalité pesant sur les biens d'exploitation agricole, tels que les engrais, la tuyauterie d'irrigation, etc., tout en compensant ces encouragements aux exploitants par une « *masse d'impôts indirects sans précédent sur les biens de consommation* », selon la formule du correspondant en Inde de l'*Economist* (7). La masse monétaire s'était accrue de 50 % et les grèves s'étaient multipliées dans l'industrie. Devant ces résultats, M. Charan Singh aurait été refroidi dans son élan, estime l'*Economist*. Toutefois, son trop bref passage à la direction du gouvernement ne lui aura pas laissé le temps d'en tirer les conclusions. Et il est douteux que cela l'empêche d'axer sa campagne en vue des élections de novembre sur ses slogans habituels en faveur du développement rural.

DENZIL PEIRIS.

(3) Myron Weiner, *Party Politics in India*, Princeton University Press, 1957.
(4) *Backward* en anglais, terme utilisé dans la Constitution indienne pour désigner les castes économiquement et socialement les moins évoluées.
(5) Cf. l'article de P.C. Joshi dans *le Monde diplomatique* de juillet 1979.
(6) « Caste Atrocities or Class War ? », *Economic and Political Weekly*, Bombay, 10 décembre 1977.
(7) *Economist*, Londres, 4 août 1979.

Un numéro spécial des « Temps modernes »

Sépharades d'Israël face aux perspectives de paix

Par MICHELINE PAUNET

UN numéro spécial des Temps modernes (1) offre l'occasion de faire le point sur le problème sépharade en Israël, plus de deux ans après l'accession au pouvoir du Likoud grâce au vote massif des juifs orientaux. *Mais les divers* collaborateurs qui ont participé à cet ouvrage — sociologues, historiens, écrivains et artistes, presque exclusivement sépharades — semblent surtout guidés par une immense aspiration, qui est aussi une conviction : celle de pouvoir jouer un rôle actif en faveur de la paix avec les Arabes.

La « question sépharade » est demeurée un « gigantesque tabou » en Israël dit Shmuel Trigano dans sa présentation du numéro, tout en faisant remarquer que « c'est sans doute la première fois dans l'histoire que les sépharades ont la possibilité de se dire librement, dans l'indépendance totale à l'égard des institutions juives ou israéliennes... » (page 9).

Dès lors les auteurs vont s'employer soit à dénoncer en les analysant les iniquités de la situation sépharade en Israël, soit à affirmer l'originalité de leur culture et les caractéristiques historiques de leur sionisme complètement éclipsées par les théories du sionisme socialiste européen, qui a instauré sa domination sur tous les rouages de la vie politique et économique en Israël. Une domination d'autant moins tolérée aujourd'hui que la population sépharade représente désormais de 60 à 65 % de *la population totale de l'Etat*, et que le revenu individuel brut est, chez les juifs orientaux, inférieur de moitié, en moyenne, à ce qu'il est chez les ashkenazes (Mikhael Elbaz, page 232) (2).

Les intellectuels qui s'expriment ici se sentent à l'aise pour dénoncer un système de démocratie qui ne laisse aucune possibilité de participation aux représentants populaires des juifs orientaux : aux élections nationales, en particulier, les listes de candidats sont arrêtées par les comités directeurs des partis, y compris ceux de gauche, complètement contrôlés par l'establishment ashkenaze « d'origine russo-polonaise en général » (Shmuel Trigano, pages 351-352). Voilà qui contribue à éclairer la signification du vote sépharade en faveur du Likoud. En fait, estime Shmuel Trigano, c'était la « seule alternative » laissée par le système, la seule possibilité d'émettre un « vote de protestation ». Cette carence *structurelle*, laissera l'auteur sans illusions : le système « ne semble pas pouvoir résoudre le problème sépharade » (page 354).

On ne s'interroge même plus, parfois, sur les mobiles qui poussent un « groupe restreint » à se maintenir au pouvoir : « Nous *sommes obligés de constater, écrit pour* sa part Mikhael Elbaz, que le renforcement de l'Etat israélien et l'exigence de sécurité, loin de réduire le développement économique, l'ont confiné à une ou plusieurs couches qui se nourrissent de l'état de guerre » (page 245). Il entreprend alors de démontrer *que l'actuelle condition inférieure des* citoyens juifs orientaux n'est ni le fruit du hasard ni la conséquence inéluctable de leur « arriération » culturelle, mais le produit d'une entreprise de « colonisation intérieure ».

Mikhael Elbaz met en cause les structures du régime : « Les lieux *stratégiques* du pouvoir politique (gouvernement, Agence juive, Histadrout) [sont] occupés [par les Occidentaux qui s'assurent ainsi] un contrôle sur la constitution de la force de travail ainsi que sur l'accumulation du capital » (page 230). Ainsi est contrainte à la marginalisaton une population effectivement majoritaire mais dont Shmuel Trigano fera remarquer qu'elle reste volontairement qualifiée de « minorité » (page 346).

QUANT aux espoirs suscités par les perspectives de paix, ils sont le thème des contributions les plus nombreuses, sur les *affinités du monde sépharade avec l'Orient*, sur son histoire, sa culture et ses traditions, son mouvement politique, etc. Plus que d'imaginer quelle paix construire au Proche-Orient, il importe ici de montrer les ressources qu'offre l'héritage sépharade, et aussi de revendiquer, en quelque sorte, des titres au rôle convoité de médiateur, avec parfois des arguments qui prennent l'allure de surenchères face au risque de voir le judaïsme ashkenaze (85 % du judaïsme mondial) vouloir, une fois encore, assumer seul la responsabilité d'une paix que les dirigants au pouvoir depuis plus de trente ans n'ont toujours pas réussi à instaurer avec les pays voisins. Ainsi José Faur affirme-t-il la « vocation à la légitimité » d'un « judaïsme exemplaire » qui n'a pas cédé, lui, à l'attrait des Lumières, ni à l'émancipation offerte par Napoléon en Europe et qui signifiait, en réalité, « abandon de l'autonomie nationale juive » et « fin de la nation juive » (page 131). Surenchère sioniste, aussi, lorsque Bat Ye'or s'emploie à prouver la réalité historique du sionisme sépharade enraciné, précisément, dans une religion préservée intacte, dans la terre d'Orient, face à un autre sionisme « dont les options restent déterminées jusqu'en 1948 par la *problématique du judaïsme européen* » (page 162). Combien d'auteurs n'insisteront-ils pas sur cet aspect : l'Etat d'Israël a été créé pour résoudre les problèmes de la Diaspora d'Europe *orientale mais les temps ont changé ;* il s'agit maintenant de construire le « second Israël » et de lui trouver une place enfin reconnue dans le Proche-Orient.

Car les juifs sépharades en Israël sont arrivés à une époque charnière de leur histoire. Dans leur propre pays, les voilà qui, *quotidiennement, vivent la réalité de l'affrontement* mondial entre Orient et Occident, entre deux projets de développement, deux choix de civilisation. Pierre Trigano, en s'essayant du même coup à renouveler l'analyse marxiste, explique que les sépharades, pour avoir été historiquement tenus à *l'écart du développement de la société capitaliste*, sont en mesure d'opposer un « sionisme communautaire », hors de la lutte de classes, au *sionisme* socialiste né de l'échec, dit-il, des masses juives d'Europe orientale à s'intégrer dans le procès de production voilà près d'un siècle. A cette vision *proche*, par *son refus du dogme* marxiste, des idées d'une certaine gauche occidentale, s'oppose *l'affirmation* simple et tranchée de Charlie Bitton : « Moi, comme représentant des ouvriers, il est clair que je me sens plus proche des Arabes que des askénazes... Je suis un juif arabe. » Et l'ex-dirigeant des Panthères noires, élu député en 1977 sur la liste du parti communiste Rakah, de préciser qu'il se sent « déraciné » dans un Etat qui aspire à être un « bastion, un créneau de l'Occident, des Etats-Unis au Moyen-Orient » (page 341).

La diversité des points de vue (qui ne peuvent être tous recensés ici) illustre la vigueur du mouvement sépharade lorsqu'il échappe aux institutions traditionnelles. Au risque de paraître, parfois, prêt à faire flèche de tout bois, en évoquant comme menace potentielle le précédent de la « révolution » chiite en Iran ou même le spectre d'un partage du pays entre *communautés sépharade et orientale*, une solution qui serait de plus en plus fréquemment envisagée parmi la jeunesse en colère, aux dires de Saadia Marciano (page 337), ex-dirigeant des Panthères noires lui aussi, mais qui a depuis lors adhéré au parti de gauche Shelli.

Certains ashkénazes *israéliens* ont bien saisi les dangers inhérents à des décennies de frustration tant matérielle qu'intellectuelle. En particulier Arieh Aliav, l'homme des contacts secrets avec les Palestiniens et dirigeant du Shelli : « Le sionisme a besoin aujourd'hui de la paix avec les Arabes pour traiter son grand problème de société qui menace de le conduire à l'échec... » Il est significatif que ce numéro spécial s'ouvre sur un texte (pages 10 à 37) émanant d'un représentant de l' « autre culture », mais qui n'est pas le moins énergique pour dénoncer le scandale politique et économique dont sont victimes « les laissés-pour-compte » de l'Etat d'Israël.

(1) « Le Second Israël : la Question sépharade », *les Temps modernes*, n° 394 *bis*, Paris, 1979.
(2) Les auteurs n'ignorent généralement pas le sort des citoyens arabes d'Israël, ni celui des Palestiniens dans les territoires occupés. Le problème toutefois, n'entre pas dans le champ de ces études.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Imprimerie du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IX°



Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 438

LA MAURITANIE ET L'IMPÉRATIF DE PAIX

EN signant un traité de paix avec le Front Polisario, le 5 août dernier à Alger, le nouveau gouvernement mauritanien de M. Khouna Ould Heydallah a mis fin à un *conflit* qui depuis quatre ans opposait, de manière tout artificielle, *les peuples mauritanien et sahraoui* liés par des siècles d'histoire com*mune, et unis par les mêmes traditions* et la même langue. La Mauritanie s'est maintenant retirée de la guerre au Sahara occidental, et en prenant cette décision le Comité militaire de salut national (C.M.S.N.) ne faisait rien d'autre que de mettre à exécution un projet à l'origine du coup d'Etat militaire de juillet 1978 qui renversa le président Moktar Ould Daddah (1). Déjà, à la conférence au sommet de l'Organisation de l'unité africaine en juillet dernier à Monrovia, la délégation mauritanienne avait pris ses distances vis-à-vis de Rabat en votant pour un référendum sur l'ensemble du territoire du Sahara occidental. Le traité de paix conclu ensuite avec les Sahraouis rend caduc l'accord de Madrid de 1975 qui servait de « cadre juridique » pour justifier l'occupation et l'annexion de l'ancienne colonie espagnole.

Le régime de Nouakchott a ainsi *ouvert* la voie à une réconciliation durable avec le Front Polisario. Il a aussi rééquilibré ses rapports avec les pays du Maghreb, rétablissant ses relations *diplomatiques* avec l'Algérie, rompues depuis 1976. Mais il lui reste maintenant à régler les séquelles d'une guerre qui a ravagé son économie déjà fragile et précipité le bouleversement social dans le pays. Face à l'expansionnisme *marocain*, symbolisé par l'annexion de l'ancien secteur mauritanien du Sahara occidental — la région de Tiris-el-Gharbia, — et aux menaces à peine voilées de Rabat (2), le gouvernement mauritanien devra longtemps encore consacrer une bonne part de son énergie à surmonter les répercussions de l'affaire saharienne. En particulier, de sérieux problèmes de sécurité militaire vont continuer à se poser au nord, du fait de la présence des Forces armées royales le long de la frontière de 1960. Le risque d'opérations de poursuite en territoire mauritanien n'est pas à exclure, les troupes marocaines se trouvant maintenant à califourchon sur la ligne de chemin de fer de 650 kilomètres, extrêmement vulnérable, par où transite le minerai de fer de Zouérate en direction du port de Nouadhibou. Alors même que le premier ministre mauritanien, M. Ould Haidalla, se trouvait à Rabat pour discuter de la question saharienne avec le roi Hassan, un ancien membre du C.M.S.N. en exil, complètement discrédité, le lieutenant-colonel Mohamed Ould Abdelkader, pouvait tenir dans la capitale marocaine une conférence de presse au cours de laquelle il annonça l'existence d'un mouvement d' « officiers libres » visant à renverser le régime : ce qui prouverait que le roi Hassan dispose encore d'amitiés sur lesquelles il peut compter dans la République mauritanienne (3).

De tous les problèmes socio-économiques que le C.M.S.N. devra s'appliquer à résoudre, le plus urgent est *celui du rétablissement de l'unité* nationale. Depuis le coup d'Etat de l'an dernier, la tension raciale entre les populations maures et négro-africaines a été un facteur de division qui a considérablement compliqué la négociation du retrait mauritanien de la guerre. *Tout ne va pas non plus* pour le mieux dans l'économie, malgré l'accroissement des exportations de minerai de fer et le « plan de redressement » annoncé en septembre dernier. Pourtant, avec la nomination du lieutenant-colonel Ould Haidalla au poste de premier ministre en juin dernier un vent nouveau s'est mis à souffler sur la capitale mauritanienne : tant en théorie qu'en pratique, on peut dire que l'austérité n'est *plus* un *slogan* vide de sens. Et la vie économique commence à con*naître* une moralisation qui n'avait que trop tardé.

Le 10 juillet 1978, le coup d'Etat qui porta le colonel Mustapha Ould Salek à la tête du Comité militaire de redressement national (C.M.R.N.) ne fut pas seulement un geste de réaction contre une guerre dénuée de sens et qui pompait les faibles ressources économiques et humaines du pays. Il était aussi motivé par un désir sincère de mettre fin à la corruption, à la mauvaise gestion et au népotisme qui caractérisaient l'ancien régime. Toutefois l'objectif déclaré du gouvernement Ould Salek de mettre fin à l'engagement du pays dans la guerre sans se faire de nouveaux ennemis devait rapidement se heurter à une série d'obstacles difficiles à *surmonter*. Au fil des mois, il devenait de plus en plus manifeste que *l'intransigeance de Rabat* gommait pratiquement toute possibilité de *négociation* pour une paix *globale*. Entre la Mauritanie et le Maroc, la tension s'aggravait à un tel point que l'ancien président Ould Salek dut *annoncer dans son message de nou*vel an à la nation que « *la Mauritanie prendra toutes les mesures nécessaires pour sortir définitivement de la guerre... Si la voie menant à un accord global demeure impraticable, nous sommes décidés à ramener la paix et la concorde et nous n'accepterons aucune situation de blocage délibéré* ».

Son manque de détermination, combiné à la composition hétérogène — *sinon contradictoire* — du premier comité militaire, offrit aux forces de

Par HOWARD SCHISSEL

déstabilisation le *temps et l'occasion* de déployer les efforts nécessaires pour bloquer le processus de paix et saper les fondements de la direction du C.M.R.N. Dans les mois qui suivirent le coup d'Etat, le problème des relations entre les différentes communautés constituant la République islamique — maure, ouolouf, hallpuleren et soninké (4) — en était devenu à dominer toute la vie politique ; et ce fait n'était pas dû au hasard, même si, depuis l'indépendance, *il* n'avait *jamais cessé* de se poser parfois de façon brûlante. Cris*tallisé sur* la question linguistique dans l'enseignement (5), le problème *était exploité par les éléments* chauvins des deux communautés, contri*buant ainsi à détourner l'attention des* négociations de paix.

Le président du Sénégal, M. Léopold Senghor, qui ne fait guère mystère de son soutien à la cause chérifienne, aggrava encore la tension raciale en déclarant qu'il pourrait lui aussi demander l'autodétermination des populations noires vivant sur la rive mauritanienne du fleuve Sénégal si le peuple sahraoui se voyait accorder le même droit et, d'autre part, en accusant, sans la moindre preuve, les forces du Front Polisario d'exécuter ses prisonniers de guerre noirs. Enfin, la création, avec le soutien très probable des Sénégalais, d'un Front walfougui de « libération » de la population négro-africaine de la Mauritanie, totalement dépourvu de représentativité, montra jusqu'où pouvaient aller certains milieux hostiles à *la* volonté du gouvernement de mettre fin au conflit. Au début de cette année, la possibilité d'une « tchadisation » de la Mauritanie n'était pas une question purement académique...

Problèmes raciaux et disparités sociales

LA population noire lutte, à coup sûr, pour une répartition plus équitable des responsabilités publiques, et pour une meilleure égalité des chances. Mais il serait difficile de prétendre que beaucoup de Négro-Africains souhaitent leur rattachement à leurs voisins sénégalais. En tant que minorité raciale, ils ont en Mauritanie leur mot à dire dans la conduite des affaires publiques, et ils exercent une influence sur la politique gouvernementale. Tandis que leurs « frères » vivant sur la rive sénégalaise du fleuve se trouvent, eux, largement marginalisés dans une vie politique qui se joue sur une scène éloignée, celle de Dakar, et dans une économie principalement fondée sur l'arachide. En tant que minorité tribale, ils n'ont que des moyens très réduits d'influencer le régime du président Senghor ; et leurs langues n'ont certes pas la place qu'elles méritent dans un pays dont la langue principale est l'ouolouf. En raison d'une histoire commune — et de mille et un autres liens, — il existe entre les communautés maure et négro-africaine de la Mauritanie davantage de facteurs d'union que de division. Et si la question nationale peut enfin être posée en termes clairs, dans *le* souci de consolider l'unité nationale, la tension raciale de ces dernières années devrait à long terme produire des effets salutaires.

La presse sénégalaise, comme la presse française, ont certainement contribué à *exacerber les* problèmes raciaux tout en masquant les motivations sociales de l'affrontement entre les deux communautés. Au-delà de la lutte d'influence que se livraient les élites instruites des divers groupes ethniques, on a peu prêté attention à la contestation de l'ordre féodal dans les régions rurales. En août 1978 par exemple, dans la région de Magta-Lajar, une série de petits barrages construits à Chegar-Gadel par un groupe d'*harratins* (descendants d'anciens esclaves noirs) furent détruits par leurs maîtres maures aidés de la garde régionale. Dans nombre de régions, ces anciens esclaves constituent la principale force de travail : ceux-là cherchaient à sortir de leur condition séculaire d'exploités en revendiquant la possession de la terre qu'ils cultivent. Sur un autre plan, la question linguistique est d'une importance secondaire pour les populations maures ou noires les plus démunies qui mènent une existence précaire dans l'immense bidonville qui s'étend autour de Nouakchott.

Pendant les mois qui suivirent le coup d'Etat, le C.M.R.N. eut aussi à compter avec les pressions de la France. Le plan de paix prêté au gouvernement de ce pays, préconisant la création d'un mini-Etat sahraoui, ne pouvait être accepté de Nouakchott et moins encore du Front Polisario. *Un facteur déterminant* dans l'attitude de Paris à l'égard du régime Ould Salek fut la compétition que se livrèrent un moment deux firmes brésilienne et française pour obtenir un contrat de 112 millions de dollars pour *la* construction de la deuxième section de la route trans*mauritanienne. Quand le gouverne*ment mauritanien décida d'accorder la *préférence* aux *Brésiliens*, le gouvernement français manifesta son *mécontentement sans équivoque*.

Au sein même du comité militaire, certains éléments s'employaient à éliminer les progressistes. Ainsi les rumeurs au sujet d'un coup d'Etat du ministre de l'intérieur, M. Jiddou Ould Salek, furent amplifiées par ceux qui souhaitaient voir le président se séparer de l'aile gauche du C.M.R.N. Et quand il s'y décida finalement, renvoyant trois de ses ministres progressistes (et, du même coup, un autre ministre promarocain), il se coupa d'une partie des forces favorables à une juste paix. De surcroît, sa maladresse dans le choix des candidats au Conseil national consultatif, à la fin de mars, lui aliéna complètement la communauté négro-africaine. Moins de deux semaines après qu'il eut reçu les pleins pouvoirs, un groupe d'officiers pro-occidentaux et promarocains dirigé par le lieutenant-colonel Ahmed Ould Bouceif prit le pouvoir à la faveur d'une révolution de palais le 6 avril. Evoquant une alliance naturelle avec le Maroc, le groupe d'Ould Bouceif *tenta de détruire le résultat positif* des efforts diplomatiques du gouver*nement Ould Salek et entreprit* de démanteler l'opposition.

La disparition d'Ould Bouceif dans l'accident d'avion survenu à Dakar à la fin du mois de mai ne fit que hâter un nouveau réalignement politique qui déjà s'esquissait dans les coulisses du nouveau Comité militaire de salut national. En effet, le premier ministre Ould Bouceif, durant le peu *de temps qu'il exerça le* pouvoir, avait été mis en minorité au C.M.S.N. sur des questions internes et de *politique* étrangère. Son collectif budgétaire fut même repoussé, tandis qu'étaient *dévoilées* plusieurs affaires *de* gaspillage et de détournement de fonds gouvernementaux dans lesquelles étaient impliqués des officiers très proches du premier ministre (parmi lesquels le lieutenant-colonel Abdelkader).

La nomination de M. Khouna Ould Haidalla à la *tête du nouveau gou*vernement confirma le pouvoir et l'*influence qu'il s'était acquis dans* les rangs de l'armée depuis le renversement de l'ancien régime. Né au Sahara occidental, le nouveau premier ministre ne dispose, en fait, d'aucune base sociale dans le pays (ce qui n'est pas un détail sans importance dans un pays comme la Mauritanie). Mais il s'est imposé par son ascendant moral et sa *forte* personnalité alliant la subtilité maraboutique à la détermination guerrière. Sans doute ces qualités expliquent-elles en grande partie la rapidité avec laquelle le pays a pu, *sous sa direction, mettre* fin à la situation de « ni guerre ni paix » qui durait *depuis* un an.

Du nomadisme au bidonville

M*AINTENANT*, le *gouvernement* Ould Haidalla est confronté à la *lourde tâche de remettre l'économie* sur ses rails. Les perspectives qu'offre la *reprise des exportations de mine*rai de fer — 4,5 millions de tonnes *ont été exportées* durant les six premiers mois de 1979, contre seulement 6,4 millions pour toute l'année 1978 — ne suffiront pas à compenser les effets *négatifs* des graves problèmes de structure d'une économie désarticulée. Le « plan de redressement » rendu public en septembre dernier marque une rupture avec l'ère des projets de prestige lancés par le régime Ould Daddah, au détriment du secteur rural qui se voyait presque complètement sacrifié au profit de réalisations industrielles d'un intérêt douteux pour le pays, tels la raffinerie de Nouadhibou et le complexe sucrier de Nouakchott. Ainsi en 1978, le secteur rural ne contribuait-il plus que pour 20 % au produit national brut, contre près de 60 % dans les années 60. Combinée aux effets de la sécheresse au Sahel, cette négligence des forces productives paysannes avait eu pour effet de bouleverser entièrement l'équilibre de la société traditionnelle mauritanienne. Le recensement de 1977 a montré qu'en douze ans tout au plus la proportion numérique entre sédentaires et nomades s'est totalement inversée : en 1965, 65 % environ de la population menait une vie nomade, alors que le rapport ne dépasse pas un tiers aujourd'hui. Les anciens nomades ont trouvé refuge dans les bidonvilles qui entourent les grands centres urbains, où ils mènent une existence misérable. On ne saurait prévoir quels seront les effets à long terme de ce phénomène dans une société fondée jusqu'alors sur des relations quasi féodales et tribales.

L'an dernier, la situation dans les campagnes fut encore aggravée par des pluies tardives qui détruisirent une partie des récoltes et du fourrage destiné à la nourriture du bétail durant la saison sèche. Les conséquences *de ce phénomène climatique* tout à fait inhabituel pourraient être aussi sérieuses que celles des pires années de sécheresse au Sahel. On a *estimé que les pertes étaient de l'ordre* de 45 % pour les troupeaux, attei*gnant même 80 %* dans des régions comme celles de Trarza et de Brakna. *Cela signifie que la Mauritanie devra* importer au moins 80 000 tonnes de céréales *en 1979*. La nécessité n'en est que plus grande pour le gouverne*ment de traduire en actes ses* intentions déclarées en faveur d'une priorité au *secteur rural* par des *mesures* prévoyant une réforme agraire effective, le développement *de l'irrigation* et la modification des modes de production traditionnels.

A la fin de 1978, la dette étrangère avait atteint 750 millions de dollars, soit une somme équivalant à 145 % du produit national brut et, avant le rééchelonnement d'une partie de la dette, à 30 % des exportations. Le service annuel de la dette se montait à quelque 60 millions de dollars, mais en négociant le rééchelonnement d'un tiers environ des prêts à court terme, le gouvernement s'efforce de réduire cette somme de moitié, pour qu'elle n'absorbe plus que 15 % des revenus d'exportation.

Dans le cadre des mesures de libéralisation prises par le gouvernement, l'accès au capital de la compagnie minière d'Etat, la Société nationale *industrielle et minière (SNIM)* s'est ouvert aux capitaux arabes (6). Ce *qui permet à la société de disposer* de sa part de capitaux pour financer l'ambitieux projet d'*exploitation* du gisement de fer de Guelb, qui devrait assurer le *remplacement* de la production des mines de Kedia d'Idjill *en voie d'épuisement rapide. Des plans* ont été aussi élaborés pour emprunter 360 millions de *dollars* à un *consortium* de financiers occidentaux et arabes afin de couvrir la première phase du projet. Toutefois, les perspectives de l'industrie *sidérurgique* européenne, loin d'être brillantes, et la concurrence aiguë d'autres pays producteurs tels que l'Australie et le Brésil exigent, pour la réussite du projet de Guelb, des installations en parfait état de fonctionnement et des conditions de sécurité que seul le retour de la paix garantira.

La Mauritanie va sans doute traverser, dans les mois qui viennent, l'une des phases les plus délicates de son histoire. Malgré les lourdes pertes, le conflit du Sahara pourrait être l'occasion d'une heureuse rupture avec le passé si le gouvernement est en mesure de mobiliser les forces vitales du pays pour consolider l'unité nationale et l'indépendance. On peut être sûr que les forces qui ont contribué à la chute du C.M.R.N. sont toujours à l'œuvre. Mais, d'un autre côté, il est tout aussi certain que les nouveaux périls menaçant le pays stimuleront, parmi les différentes communautés, le sentiment nationaliste qui avait permis à la Mauritanie de survivre au début des années 60, lorsque sa toute jeune indépendance avait déjà été sérieusement mise à l'épreuve.

---

(1) Sur la politique mauritanienne dans la question du Sahara occidental de 1974 au coup d'Etat de juillet 1978, voir nos précédents articles dans *le Monde diplomatique* de juin 1977 et août 1978.

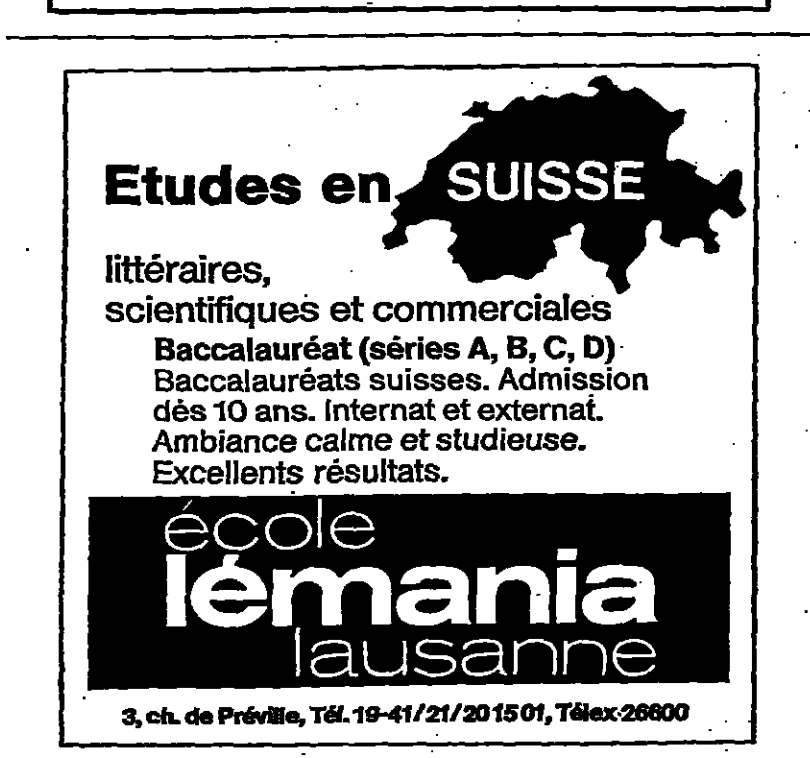
(2) Le Maroc revendiqua la souveraineté sur la Mauritanie jusqu'en 1969 et, *aujourd'hui encore, certaines forces poli*tiques la considèrent comme une partie du « Grand Maroc ».

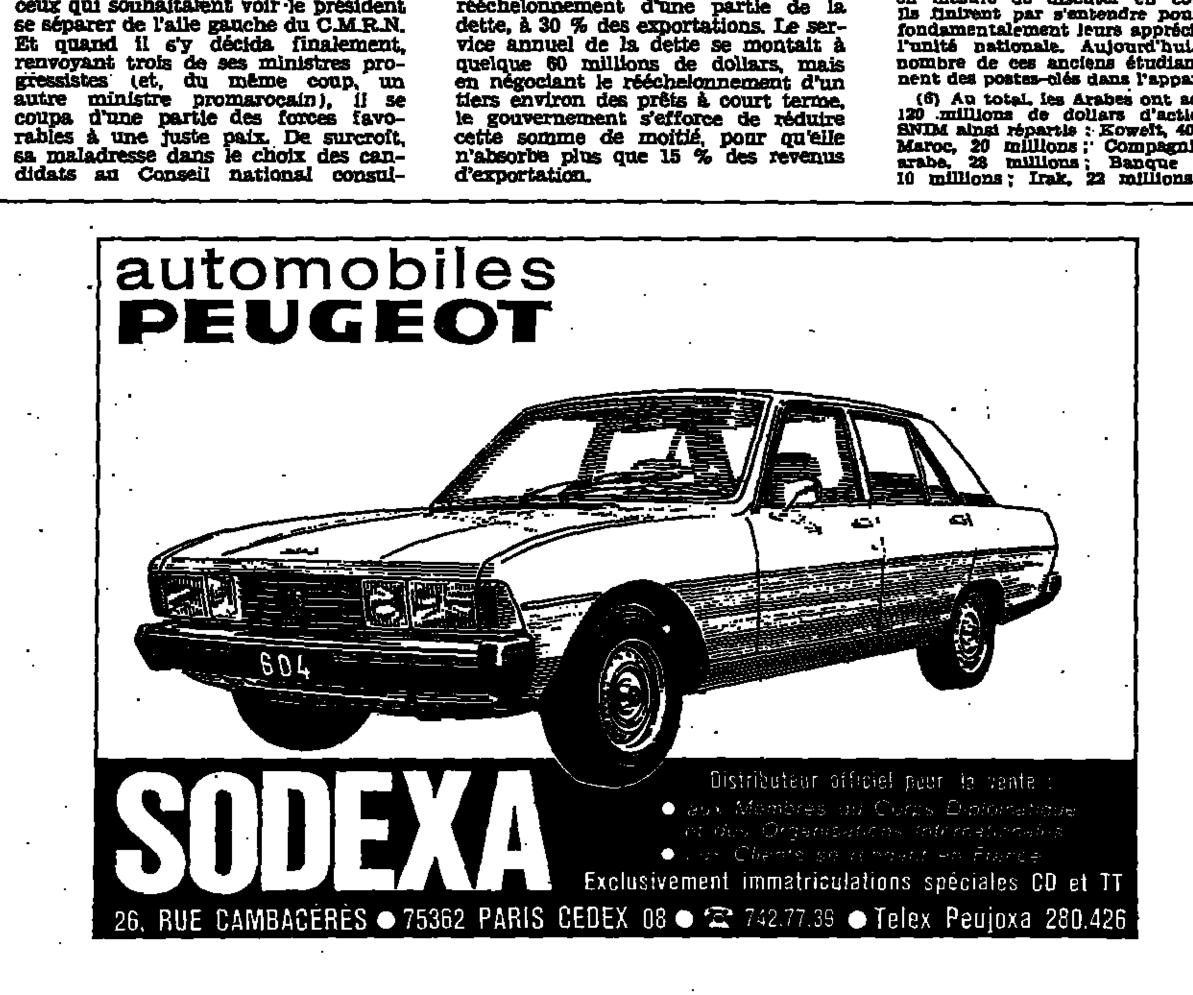
(3) En juillet, ces personnalités étroitement liées au lobby marocain se sont vu confisquer leurs passeports.

(4) Sur les relations entre les communautés maures et négro-africaines, voir les excellents ouvrages de Francis de Chassey : *l'Etrier, la Houe et le Livre* et *Mauritanie, 1960-1975*, publiés aux éditions Anthropos, Paris.

(5) En 1966, des tensions similaires avaient donné lieu à de violents affrontements entre étudiants appartenant aux différentes communautés. Les troubles survenaient *dans une période de crise* latente, alors que le président Ould Daddah et plusieurs de ses ministres étaient en voyage à l'étranger. Jetés ensemble en prison, les dirigeants étudiants se virent pour la première fois en mesure de discuter en commun, et ils finirent *par s'entendre pour modifier* fondamentalement leurs appréciations sur l'unité nationale. Aujourd'hui, un bon nombre de ces anciens étudiants détiennent des postes-clés dans l'appareil d'Etat.

(6) Au total, les Arabes ont acheté pour 120 millions de dollars d'actions de la SNIM ainsi répartis : Koweït, 40 millions ; Maroc, 20 millions ; Compagnie minière arabe, 28 millions ; Banque islamique, 10 millions ; Irak, 22 millions.

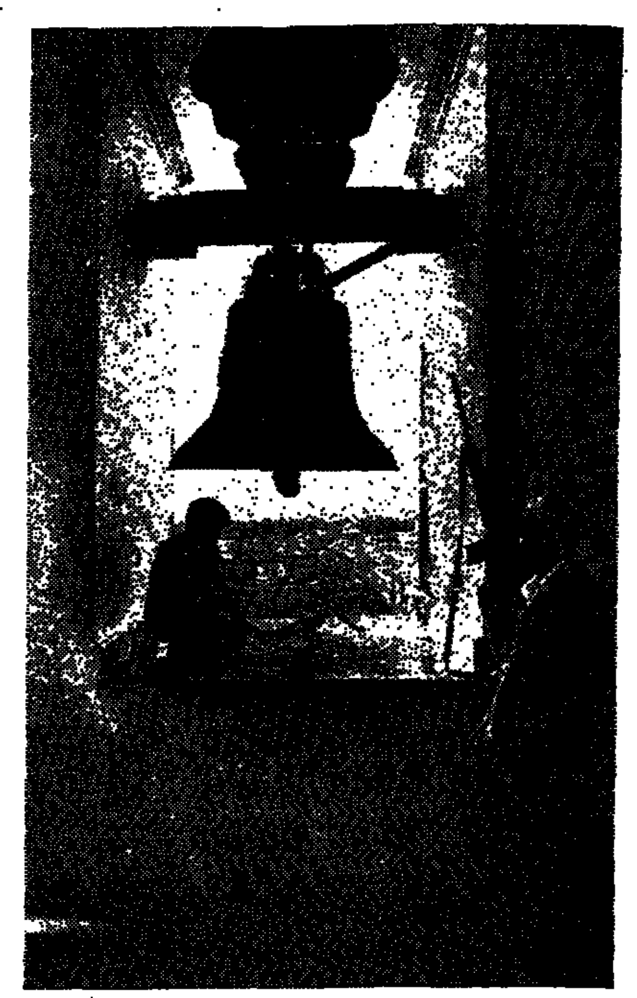




NICARAGUA :

une « modération » radicale

Dans la mieux gardée des « chasses gardées »
une stratégie de lutte populaire
qui a déjoué les calculs du protecteur
aborde la phase de reconstruction



(Photo Naythons-Gamma.)

Enquête de RÉGIS DEBRAY

IMAGE d'Epinal ou d'actualité ? Paris 1944, La Havane 1959, ou Managua aujourd'hui ? Ce qu'on appelle le déjà-vu, c'est ce qu'on n'a vu qu'au cinéma. Place de la Cathédrale, ce 20 juillet 1979, la fantasia qui ponctue l'entrée des guérilleros en grappe sur les command-cars *pris à l'ennemi est conforme à tous les mythes.* Entre rires et sanglots, le bonheur éclate en hymnes, en rafales, en vivats, sur une foule assommée de soleil. Qui croyait encore, après vingt années d'injustices et de combats déçus, que cette légende descendrait à nouveau dans la rue ? Ces drapeaux rouge et noir (**« rouge pour la liberté, noir pour le deuil »**, disait jadis Sandino pour *expliquer son emblème) ; ces uniformes vert olive ;* ce **Patria libre o morir** repris à l'unisson : sidérant jeu de miroirs...

Mais ici on réinvente l'histoire pour la première fois, sans poses ni souvenirs. Question d'âge. Parmi cette multitude aux visages imberbes, combien peuvent se rappeler avoir vu, fût-ce sur un écran ou un journal, l'entrée des rebelles à La Havane ? Dans ce champ de ruines dont les princes sont des enfants, passent des miliciens de neuf ans et des commandants de vingt ans. Neuf ans, n'était-ce pas l'âge à partir duquel la garde nationale avait l'ordre de fusiller ses prisonniers ? Il est vrai qu'à cet âge les gamins, faute d'aller à l'école (fermée ou détruite), lançaient *déjà des grenades au milieu des convois militaires.* Précocité insoutenable pour qui vient du Vieux Monde.

Dans ce peuple dont la moitié a moins de vingt ans, la jeunesse s'est soulevée en bloc et c'est comme si les « *muchachos* » avaient mis toute la vieillesse du monde échec et mat. Le chef d'état-major de la nouvelle armée, Joaquim Cuadra, a vingt-neuf ans ; le responsable de la *sécurité d'Etat,* Hugo Torrès, vingt-six ; la plus haute autorité de Léon, la deuxième ville du pays, la commandante « Claudia » est une fluette jeune fille qui ne fait pas ses vingt-trois ans. Quant *aux neuf vétérans de la direction nationale du Front sandiniste — l'organisme suprême de la* révolution, — ils ont la trentaine pour moyenne d'âge.

Et un trait distinctif : la maigreur, comme la graisse était celui des potentats de l'ancien régime. Règle classique de physionomie politique. Sous toutes les latitudes, le renversement d'une classe par une autre paraît avoir pour forme exotérique et visible à l'œil nu le renversement des adipeux par les secs. En tout cas, ce Nicaragua année zéro redonne un air de jeunesse non *seulement à des images mais à des idées qu'on* pensait révolues, comme si notre fin de siècle ici avait soudain perdu ses rides. **« L'aurore n'est déjà plus une tentation »**, avait lancé un jour à ses juges Carlos Fonseca Amador, le fondateur du Front sandiniste, tué au combat en 1976. Cet acte de foi devenu réalité, son ancien compagnon, ministre d'Etat, Tomas Borge, l'a donné pour titre à un recueil de souvenirs qui vient de sortir des presses, écrits en prison lorsqu'il se trouvait **« en proie au dieu de la colère et au démon de la tendresse »**. Lorsque gouverner est synonyme d'inventer, par la force des choses, poète et ministre de l'intérieur sont des fonctions qui vont ensemble. L'aurore s'est levée, mais sur des décombres, et il y a du vertige dans cette joie.

Mémoire populaire et lutte révolutionnaire

LA spectaculaire irruption sanctionne, en réalité, une longue épopée du souvenir. **« Cinquante ans de lutte sandiniste »** (1) ont donné à ces jeunes gens une maturité de vétérans. Loin de faire **« du passé table rase »**, les révolutionnaires nicaraguayens lui vouent une piété méticuleuse. La mémoire fut longtemps leur seule force. Ils sont devenus des combattants en se faisant les archivistes d'une histoire interdite, et s'ils n'avaient pas d'abord récupéré leur identité nationale dans leur tête et leur cœur, ils n'auraient sans doute pu la reconquérir par le fusil. C'est en 1927 qu'a commencé leur guerre de résistance, sous l'égide d'un petit homme tenace, émotif, un rien mystique et curieusement doté d'un certain sens de l'humour : Augusto Cesar Sandino. Tous ces guérilleros se disent et se veulent ses enfants.

Sandino ? En Amérique latine : un chapeau à larges bords, une silhouette frêle et grise, un martyr de plus. En Europe : moins qu'un symbole, pas même une photo. Le nom de l'inventeur de la guérilla anti-impérialiste, du premier qui tint en échec un corps expéditionnaire américain, ne figure pas dans l'**Encyclopedia Universalis** française. Au pays d'Al Capone, on le catalogua jusqu'à sa mort comme **« bandit de grand chemin »**. De son vivant, Barbusse l'avait pourtant baptisé le **« général des hommes libres »**, et la cause sandiniste donna lieu au premier document officiel consacré à l'Amérique latine par l'Internationale communiste (sixième congrès, 1928). Cet ouvrier mécanicien, autodidacte, franc-maçon et messianique, formé en exil dans le Mexique de la révolution, revint dans son pays en 1927 pour combattre les **« bêtes blondes »**, les « yankees » qui avaient déjà occupé le Nicaragua de 1912 à 1925 et y étaient revenus en 1926 pour arbitrer une nouvelle guerre civile entre libéraux et conservateurs.

Sandino était de filiation libérale. Mais les libéraux, représentants de la nouvelle bourgeoisie agro-exportatrice, acceptèrent d'échanger la

(1) Voir l'ouvrage d'Umberto Ortega ainsi intitulé. UNAM, Mexico, février 1979.

UN PRÉCÉDENT INQUIÉTANT POUR LES AUTRES DICTATURES ?

Par BERNARD CASSEN

LE 17 juillet dernier, quelques instants après être arrivé dans sa résidence de Sunset Island à Miami-Beach, où il commençait son exil doré, le général Somoza disait combien il se préoccupait du respect des droits de l'homme et qualifiait d' « *humanitaire* » le rôle des Etats-Unis au Nicaragua. Il annonçait qu'il allait désormais se consacrer « *à défendre la démocratie, en parlant, en écrivant, et en essayant de convaincre le peuple des Etats-Unis qu'il est lui aussi victime d'une conspiration communiste* ». Puis il affirmait avec force qu'il n'avait pas été expulsé du Nicaragua par le peuple « *mais par une conspiration internationale qui comprend, aujourd'hui, une majorité de pays qui veulent que le Nicaragua devienne communiste* ».

Derrière le pathos anti-communiste de rigueur en ces circonstances, l'ex-dictateur venait de mettre le doigt sur la singularité d'un processus dont il fait les frais : l'intervention coordonnée de plusieurs pays latino-américains, aux côtés des Etats-Unis, pour assurer la transition entre un régime honni de sa population et un autre, offrant non seulement des garanties de représentativité, mais aussi de maintien dans la mouvance politique, économique et stratégique de la « famille interaméricaine ». En d'autres termes, ne se proposant pas de devenir « un nouveau Cuba ». S'il est prématuré de faire des prédictions, tant les inconnues sont nombreuses, sur l'éventualité d'une radicalisation de la révolution sandiniste, on peut, par contre, estimer qu'à l'occasion de la crise nicaraguayenne s'est élaboré et rodé un modèle de « sortie de dictature » susceptible d'être à nouveau utilisé, cette fois avec moins de « bavures », en Amérique centrale et — qui sait ? — dans le cône sud. Cette tâche menée à bien, il reste aux pays tuteurs et, au-delà d'eux, à tous ceux, en Europe notamment, qui veulent que le Nicaragua reste dans le camp occidental à créer les conditions structurelles d'une nouvelle dépendance non plus envers les seuls Etats-Unis, mais envers l'ensemble du système capitaliste international, représenté aussi bien par des Etats que par des institutions économiques (C.E.E.) ou financières (F.M.I., Banque mondiale, B.I.D., etc.). C'est là le rôle dévolu à l' « aide » internationale dont le Nicaragua, ravagé par les bombardements de l'aviation somoziste, a un besoin vital.

En Amérique latine, les conditions du départ de Somoza et la victoire du Front sandiniste de libération nationale (F.S.L.N.) balaient les derniers vestiges d'une époque où les Etats-Unis pouvaient, à eux seuls, jouer le rôle de gendarme continental et de partie prenante obligée — même non invitée — à toutes les crises.

Le renchérissement des hydrocarbures et surtout l'incertitude durable en matière d'approvisionnements ont considérablement renforcé, aux yeux de Washington, l'importance économique et stratégique du Mexique, du Venezuela et de l'Equateur (on a pu le vérifier en février dernier lors du voyage de M. James Carter au Mexique, où il dut accepter avec le sourire les admonestations publiques du président Lopez Portillo). Le poids de ces pays a été renforcé par la politique des « droits de l'homme », c'est-à-dire par l'appréciation selon laquelle les régimes représentatifs, s'ils se tiennent dans les limites de l'épure dessinée par la Commission trilatérale — et les moyens ne manquent pas pour les y contraindre, — sont beaucoup plus fiables, à moyen et même à court terme, pour les intérêts américains que des dictatures au comportement parfois erratique et à la survie imprévisible. Dans un monde de plus en plus instable, la garantie de reproductibilité d'un système politique devient une donnée essentielle. Et, en dernière analyse, cette garantie est mieux assurée par des élections, où la population a l'impression d'être, à intervalles plus ou moins longs, un acteur du jeu politique, que par tout autre système (dictature personnelle ou dynastique, exercice du pouvoir par l'armée en tant qu'ins*titution).*

Tout le problème est de savoir à quel moment on peut effectuer le « saut », toujours périlleux, d'un système dans l'autre sans entraîner la remise en question des orientations stratégiques d'un Etat. Il faut pour cela disposer d'un homme ou, mieux, d'une force politique de rechange (qui ne sont pas toujours disponibles) et, surtout, veiller à ne pas se laisser dépasser par les événements.

La politique de M. Carter, mise en pratique par le département d'Etat — malgré les réticences du Pentagone et de certains membres du Conseil national de sécurité comme M. Brzezinski, — a délibérément valorisé les pays à régime représentatif comme le Mexique, la Jamaïque, le Costa-Rica, le Venezuela, la Colombie. Si l'on ajoute à ces deux derniers pays, le Pérou, la Bolivie et l'Equateur, où des élections ont eu lieu ou sont promises à bref délai, c'est l'ensemble du pacte andin qui, en plus de son importance économique, a acquis ces derniers temps une légitimité démocratique mettant sur la défensive les dictatures du cône sud (Chili, Uruguay, Paraguay et Argentine). Le régime brésilien, se sachant mal élu, ne pouvait pas davantage prétendre aux premiers rôles en la matière.

La première grande victoire de cette politique avait été, en 1978, la transition réussie en République Dominicaine entre le régime autoritaire du Dr Balaguer et celui du principal parti d'opposition, le P.R.D., qui avait préalablement donné à Washington toutes les assurances nécessaires. Le président Carter avait dû élever la voix, puis le général McAuliffe, commandant du « Southern Command » de la zone du canal de Panama, avait dû se rendre personnellement à Saint-Domingue afin de mettre à la raison certains généraux, anciens élèves de l'Ecole des Amériques, pour que le verdict des élections du 16 mai *soit respecté et que M. Antonio Guzman* remplace le Dr Balaguer à la présidence en effectuant les mutations militaires nécessaires. Le « modèle dominicain », dont tout donne à croire qu'il donne pleine satisfaction, avait donc fondamentalement été mis en place par les Etats-Unis seuls, même si le Venezuela du président Carlos Andres Perez et l'Internationale socialiste (dont le P.R.D. est membre) avaient joué un rôle d'appoint.

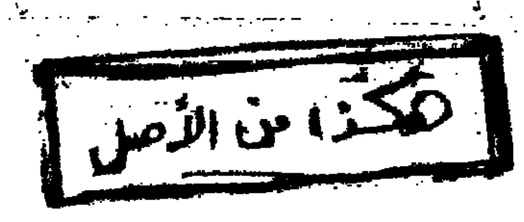
Le rôle des pays voisins

APRES l'insurrection de septembre 1978 au Nicaragua et le véritable génocide auquel s'était livré le général Somoza en écrasant sous les bombes, entre autres, les villes d'Esteli et de Léon, les Etats-Unis, croyant que le Front sandiniste était suffisamment affaibli (alors que c'était essentiellement la population civile qui avait été décimée), avaient alors imposé leurs bons offices entre Somoza et le Front élargi d'opposition (F.A.O.) regroupant les forces politico-économiques hostiles à la dictature (en particulier les secteurs conservateurs) et le groupe des Douze jouissant de la confiance des sandinistes. Pour sauvegarder les apparences, la commission de « *coopération amicale* » (dans la terminologie somoziste) ou de « *médiation* » (expression qui fut généralement retenue) s'était élargie au ministre des affaires étrangères de la dictature guatémaltèque et à celui de la République Dominicaine, l'amiral Jimenez, que son ancienneté (il occupait déjà ce poste sous le Dr Balaguer) désignait pour occuper la présidence du triumvirat. Derrière ce paravent latino-américain, c'est le négociateur américain, M. William Bowdler, et lui seul, qui menait le jeu. Son objectif était clair : obtenir le départ en douceur de Somoza (« *sur un toboggan* », comme nous le disait un négociateur du F.A.O., et « *non pas en chute libre* ») en transférant le pouvoir à des personnalités modérées et, surtout, en conservant intacte la garde nationale pour prévenir tout débordement populaire.

La clé du succès de cette formule était l'obtention du départ immédiat, ou à délai fixe, de Somoza. Les Etats-Unis ne voulurent pas exercer des pressions suffisamment fermes sur le dictateur, ce qui entraîna le départ des Douze du F.A.O., puis la perte d'audience progressive de cette coalition. Dans *le même temps, Somoza,* dont l'intransigeance se révélait payante, renforçait considérablement les effectifs et l'armement de la garde nationale et pouvait se donner le luxe, le 19 janvier 1979, de rejeter catégoriquement les propositions de la commission de médiation qui perdait alors toute raison d'être.

Les Etats-Unis venaient de commettre une très grave série d'erreurs d'appréciation : en laissant le champ libre à Somoza, ils pensaient que la solution militaire — désormais inévitable — tournerait, dans l'immédiat, à son avantage, laminerait le F.S.L.N. et permettrait de gagner du temps ; ils enlevaient tout espace politique à *l'opposition modérée du F.A.O.* et provoquaient la naissance, fin janvier 1979, d'un regroupement situé beaucoup plus à gauche, le Front patriotique national, véritable bras politique du F.S.L.N., rassemblant les organisations populaires du Mouvement du peuple uni (M.P.U.), les Douze et les dissidents du F.A.O. Parallèlement, les *trois tendances* du *F.S.L.N.* (« guerre populaire prolongée », « prolétarienne » et « insurrectionnelle » ou « terceriste ») se dotaient d'une direction unifiée. Plus de « solution dominicaine », c'est-à-dire pacifique, possible avec cette montée des enchères et fin du rôle unique des Etats-Unis dans la recherche *d'une solution : telles étaient les premières* conséquences de l'échec de la médiation.

Lors de sa réunion du mois de juin 1979, l'Organisation des Etats améri-





tutelle nord-américaine contre la paix sociale : ce fut la « **trahison de Moncada** » (1927). Le pacte de la réconciliation oligarchique transformait le pays en protectorat, scellant la domestication des classes dominantes et leur future incapacité à construire un Etat national. C'est pour dénoncer cette abdication que Sandino se retrancha dans les montagnes de Ségovie, à la tête de son « Armée de défense de la souveraineté nationale » — la « **petite armée folle** », comme l'appellera Gabriela Mistral — recrutée parmi les paysans de la région, avec la participation de quelques volontaires latino-américains. Malgré leurs formidables moyens, les « marines » américains ne purent en venir à bout militairement.

Sait-on que le premier bombardement de terreur d'un objectif civil fut celui de la petite ville d'Ocotal, au nord du Nicaragua, par une escadrille nord-américaine, dix ans avant Guernica ? Sandino résista cinq ans, n'acceptant de déposer les armes que lorsque les Etats-Unis eurent retiré leurs troupes (1932). Mais le président Coolidge et son envoyé Stimson avaient pris soin de mettre sur pied, dès 1927, une force supplétive : la guardia nacional. Elle fut d'abord commandée par des officiers américains, et la solde de la troupe directement payée par les occupants. Le jour même où ils commencèrent à réembarquer (2 janvier 1933), ils placèrent à sa tête Anastasio Somoza Garcia, premier du nom. En 1934, après accord avec l'ambassade américaine, il fit assassiner par surprise Sandino et plusieurs de ses généraux. Depuis cette date, le nom de ce « bandolero », de ce « communista » fut interdit dans son pays, effacé de l'histoire.

Contre cette amnésie organisée, une poignée d'hommes s'acharna à recueillir les lettres du disparu, à fouiller les archives, retrouver les témoins, réimprimer et faire circuler ces documents (comme le fit Sergio Ramirez, à l'université de Costa-Rica), afin de maintenir ouvertes les portes de l'avenir. Aujourd'hui, en Amérique latine, le nationalisme révolutionnaire, seule voie d'accès à une éventuelle révolution socialiste, requiert, face à une entreprise parfaitement consciente de déculturation dont les résultats s'appellent Puerto-Rico ou Venezuela, une véritable stratégie de la mémoire populaire. Une nation sans orgueil ni passé est une nation qui abdique tout dessein historique. Le clan Somoza, où l'on parlait anglais en famille (réservant la deuxième langue, l'espagnol, aux manifestations officielles) s'est acharné à laminer un pays entier sous le rouleau compresseur des hot-dogs et des Hilton, des câbles A.P. et U.P.I., des « American schools » et des « serials » télévisés. Si le sandinisme n'avait pas été une renaissance culturelle, serait-il jamais devenu une force politique et militaire ?

Echecs en série

LE sandinisme est l'expression déflagrante prise par l'exigence nationale dans une nation empêchée d'être, depuis plus d'un siècle, pour cause de géo-politique impériale. Rappelons-nous que le Nicaragua s'était déjà vu imposer pour président, peu après son accession à l'indépendance, un flibustier esclavagiste, William Walker, affilié aux sudistes américains, et finalement défait en 1857. Ce n'est pas l'exploitation économique du café, du coton ou du bois (les principales rubriques d'exportation), ni même le contrôle des très fructueuses mines d'or de la côte atlantique qui motivent l'acharnement américain sur ce pays, mais bien évidemment sa situation stratégique comme voie de passage idéale d'un canal transocéanique. C'est le Nicaragua qui avait été retenu par Washington avant la percée de Panama, dès la fin du siècle dernier. Aujourd'hui, il serait venu en complément, voire en remplacement du vieux canal, trop étroit pour les tankers, et dont le retour sous souveraineté panaméenne est désormais acquis, depuis le traité Carter-Torrijos de 1977.

Malgré le reflux du mouvement national entre 1934 et 1956, le fil de la résistance ne fut jamais complètement coupé. Rigoberto Lopez Perez, typographe et poète, exécuta Anastasio Somoza père au revolver, en 1956, la nuit même d'une énième réélection à la présidence. Contre Luis Somoza, fils du premier, on ne dénombre pas moins de vingt mouvements armés — conspirations ou incursions de guérilla à partir des frontières — entre 1956 et 1961. Cette année-là, le F.S.L.N. est constitué, à la chaleur de la révolution cubaine, par un trio d'étudiants en exil au Honduras, marxistes insatisfaits des partis du même nom : Carlos Fonseca, Silvio Mayorga, Tomas Borge. Le premier avait déjà échappé de peu à la mort en 1959 dans une guérilla internationaliste manquée, massacrée dès le départ — à El Chaparral — par les troupes conjointes du Honduras et du Nicaragua. L'histoire du Front sandiniste, si on l'avait arrêté au jour d'hier, constituerait sans doute la plus longue litanie d'échecs que puisse offrir une organisation révolutionnaire : échec du foyer guérillero de Patuca, en 1963 ; de celui de Pancasan, en 1966 ; de Zinica, en 1970. Extinction quasi complète du mouvement replié en ville, pendant quatre ans (presque tous les survivants se trouvant en prison), jusqu'à l'opération de commando de décembre 1974, qui obtint la libération des détenus en échange des plus hautes personnalités de la dictature prises en otages au cours d'une réception mondaine. Deux ans plus tard, Fonseca Amador et Eduardo Contreras (chef du commando urbain) retournent au combat dans la montagne, où ils trouvent la mort, le 8 novembre 1976. Reflux, polémiques, scissions. Au début de 1977, s'il avait existé quelque chose comme une Bourse aux valeurs révolutionnaires, les actions des sandinistes n'auraient pas trouvé preneur. Mais tant de sacrifices, après avoir soustrait le monopole de l'opposition « sérieuse » au jeu des partis dits civiques, avait fini par conférer au F.S.L.N. une légitimité irrésistible. « **La route de la victoire est pavée de défaites** », écrivit un jour Rosa Luxemburg.

Si tant est que le triomphe sandiniste n'est pas une revanche mais une récompense, décernée aux trois vertus théologales du révolutionnaire — fidélité, tenacité et discrétion, — on aura rarement vu morale de l'histoire plus morale que celle-là. Cela dit, les premiers prix de vertu ne font pas les révolutions sociales. L'action politique a ses règles et ses lois auxquelles le sandinisme, pour exceptionnelle que soit sa trajectoire, ne fait pas exception. Aucune révolution ne ressemble à une autre mais toutes se ratifient les unes les autres en ceci qu'elles réunissent, pour le dire avec les mots de Fidel Castro, « **le peuple, les armes, l'unité** » (26 juillet 1979). Idée simple et toujours neuve. La plus modeste des révolutions contemporaines, qui n'est pas un modèle mais une leçon, a surgi tout entière de la pratique (la théorie du sandinisme, ce sera son histoire même, le jour où ses protagonistes auront le temps de l'écrire). Mais comme le fait remarquer le commandant Jaime Wheelock, l'un des chefs de la tendance prolétarienne, écrivain et sociologue, « **il nous a fallu beaucoup étudier pour pouvoir devenir pragmatiques** ». De même dira-t-on que pour trouver « l'œuf de Colomb », il fallait rien moins qu'une avant-garde, c'est-à-dire, en l'occurrence, dix-huit années d'intelligence et d'abnégation. Le temps dira quel avenir réserve la fusion de trois facteurs mentionnés. Essayons de voir comment chacun d'eux — peuple, armes, unité — s'est trouvé, jusqu'à présent, mis en œuvre.

vention militaire étrangère, puis déguisée en régime civil « démocratiquement » issu d'élections « libres » au cours des années 40 et 50, se réduisait, en fin de parcours, à cette seule base sociale : une armée, flanquée d'une bureaucratie étatique (ministères, organismes publics, instituts, etc.) et d'une clientèle partisane officielle (les cadres du parti libéral). L'étroitesse même de cette base d'appui explique la cruauté inouïe de la répression. Puisqu'il s'agissait de la lutte, pas même d'une minorité contre une majorité, mais d'une garde prétorienne imposée et entretenue du dehors contre un peuple, d'un Etat militaire contre la sécurité civile, cette garde et cet Etat ont simplement déclaré la guerre à cette société, comme cela se fait entre pays étrangers. D'où le bombardement méthodique des villes d'Esteli, de Matagalpa et des quartiers populaires de Managua, avec des bombes de 500 et 200 livres, et du napalm lancé par hélicoptères. Guerre totale, guerre à mort (pas de prisonniers). Cinquante mille victimes en quelques mois. Si l'ennemi est le peuple, le seul bon citoyen est le citoyen mort. Cette logique de l'anéantissement portait en germe un génocide. Le spectacle de certaines villes du Nicaragua — sans précédent historique dans toute l'Amérique latine — ne peut se comparer, à l'échelle près, qu'à celui des villes rasées d'Europe après la deuxième guerre mondiale.

L'avant-garde débordée

ALIMENTEE jusqu'à la dernière semaine en armes et munitions, en vivres et équipements par des avions militaires américains (à partir de la zone de Panama), par Israël (fusils Galil, avions antiguérilla, canons), ainsi que par l'Argentine, la garde nationale aurait pu résister indéfiniment si elle n'avait rencontré en face d'elle qu'une force militaire isolée, nécessairement moins bien armée et entraînée. Malgré son incroyable héroïsme militaire, le F.S.L.N. ne dut son triomphe final qu'à sa capacité politique d'ébranler, de mobiliser et d'organiser un vaste bloc populaire qui a fourni son ossature à une guerre de mouvement, phase ultime des insurrections urbaines. Elle seule permit d'annuler l'effet de la répression en assurant la relève des combattants tués et en transformant la population civile en réserve et périphérie du mouvement.

Du début à la fin, il y eut toujours plus de combattants que d'armes disponibles. Cet élan populaire a même, au début, débordé l'avant-garde, en l'amenant à modifier ses plans d'opération en cours de route, comme lors du soulèvement de septembre ou l'occupation improvisée d'Esteli en avril 1979. Mais, dès cette date, des organes de défense populaire — comités de défense civile, comités de défense des travailleurs (C.D.C., C.D.T.) — étaient clandestinement implantés dans les principales villes et centres de production, dans le cadre d'une organisation d'envergure nationale, le M.P.U. (Mouvement du peuple uni). Ce dernier, créé après l'échec militaire de septembre (qui fut néanmoins un succès politique), regroupe vingt-deux organisations, syndicales, civiques, féminines, culturelles, collégiennes et estudiantines.

Entre avril et octobre, l'ensemble de la production agricole et agro-exportatrice (coupe, récolte, transport, etc.) entre en sommeil, libérant ainsi, en direction des villes, près d'un demi-million de travailleurs en demi-chômage, qui reprennent le travail en novembre. Ce sont donc, traditionnellement, les mois de plus forte agitation politique, et ce n'est pas un hasard si l'insurrection finale a été déclenchée le 29 mai, aussitôt suivie d'un ordre de grève générale. Les comités de quartier et d'usine avaient déjà stocké les vivres en réserve, recensé les familles, creusé des abris anti-aériens, recueilli toute l'information possible sur les forces ennemies. C'est la population civile, dans toutes les villes insurgées, qui, à travers ses propres formes d'organisation, embryons du pouvoir populaire actuel, a assuré l'acheminement des armes, le cantonnement, l'alimentation, les premiers soins, les communications des unités combattantes.

Le peuple : une formidable mobilisation

QUAND toute la population d'une capitale, femmes et enfants compris, peut mettre la main sur une arme et enfiler un brassard comme insigne d'autorité ; quand chacun se met à dresser un barrage au coin de la rue pour contrôler lui-même 100 mètres plus loin ; quand on peut arrêter et fouiller à la pointe du fusil la voiture du ministre parce qu'on ne sait pas qu'il vient d'être nommé ministre et que, de toute façon, « **les ministres on s'en fout** » — il faut choisir entre reconstruire un Etat à partir de zéro ou s'enfoncer dans le néant (un néant vite repeuplé par les vaincus de la veille). C'est aussi cela, une révolution — « **cette splendide, incoercible et tragique anarchie des masses insurgées** », comme le rappelait, de sa voix rauque, Tomas Borge en discutant dans l'ex-bunker de Somoza où venait de s'installer la direction du Front sandiniste. Et d'ajouter : « **Ce n'est pas nous qui avons gagné, ce sont eux. Ce peuple n'a pas volé le droit de jouir du pouvoir à sa manière, ingénue et sans bergne : après tout, c'est son pouvoir et sa victoire.** »

Le pillage des installations et des dépôts de la garde nationale, la mise à sac des résidences particulières des somozistes, les exactions contre les personnes avaient déjà eu lieu — pendant les courtes vingt-quatre heures qui séparèrent la fuite du dictateur de l'arrivée des forces révolutionnaires organisées. Ce qui s'installa ensuite sur Managua ne fut qu'un chaos incommode et bon enfant, chaque zone ayant ses mots de passe et ses laissez-passer. Mais dès lors que chacun se mêle de faire régner l'ordre et la sécurité, le désordre devient indescriptible et l'insécurité générale : chaque sortie en ville relève d'un gymkhana hasardeux, n'importe quel apache à foulard rouge et noir peut profiter de la situation ; et, dès la nuit tombée, un seul franc-tireur ennemi déclenche des hécatombes. Cette anarchie fut de courte durée. En moins de deux semaines, l'armée et le gouvernement réussirent à ramener la discipline au sein des milices populaires, à désarmer, dans toute la mesure du possible, resquilleurs et délinquants, à supprimer les barrages abusifs et à rouvrir les boutiques.

Rarement, en tout cas, l'expression « un peuple en armes » aura été moins métaphorique. La foule de « miliciens » sillonnant les rues et les routes (à distinguer des « combattants » en uniforme et régulièrement incorporés) témoigne de ce que fut le degré de participation des masses dans cette guerre. Jamais une avant-garde n'aurait pu venir à bout d'une garde nationale surarmée, fanatisée et déchaînée. Entre octobre 1977 et juillet 1979, le Nicaragua n'a pas connu une guerre civile, comme on l'a dit à tort — ce qui aurait au moins supposé un peuple divisé en deux — mais une guerre de libération nationale contre un véritable appareil militaire d'**occupation**, dominant le pays comme un camp retranché, à la façon dont la la colline fortifiée de Tiscapa, siège du bunker et des corps d'élite de Somoza, domine la capitale.

La dictature militaire des Somoza, historiquement apparue dans le prolongement d'une inter-

(Lire la suite page 8.)

cains, convoquée d'urgence à l'initiative des Etats-Unis (à l'issue d'une réunion du Conseil national de sécurité où M. Brzezinski et le secrétaire à la défense, M. Harold Brown, avaient préconisé une intervention des « marines »), donna le coup de grâce aux prétentions américaines en rejetant la proposition d'envoi à Managua d'une mission visant à « aider » les Nicaraguayens à former un gouvernement de « réconciliation nationale » et accompagnée d'une force multinationale de « maintien de la paix ». Le précédent de Saint-Domingue, en 1965, était encore présent à tous les esprits... Le « club » des pays démocratiques (pacte andin, le Mexique, le Costa-Rica, Panama, la République Dominicaine, la Jamaïque, Grenade) firent voter une résolution exigeant la démission de Somoza mais excluant toute intervention militaire. Sentant le vent tourner, la délégation américaine, soucieuse de conserver une marge de manœuvre dans la négociation à venir, se rallia in extremis, à ce texte que, non sans opportunisme, le Brésil et l'Argentine soutinrent également.

Les gouvernements du Venezuela, du Costa-Rica, du Mexique et de Panama, qui entretenaient depuis longtemps des contacts directs avec le groupe des Douze et la tendance « insurrectionnelle » du F.S.L.N. (à laquelle certains d'entre eux fournissaient aussi des armements), tenaient, à la différence des Etats-Unis, ces deux forces pour des interlocutrices dignes de confiance, susceptibles d'empêcher au Nicaragua une solution « cubaine » qu'ils redoutaient autant que Washington. On peut même dire qu'au sein du pacte andin, qui, lors de son sommet de Carthagène à la fin du mois de mai 1979, adopta le principe d'une politique commune à l'égard du Nicaragua, le Venezuela, à qui sa richesse pétrolière donnait un rôle prépondérant, se montra extrêmement préoccupé par la perspective d'une victoire militaire totale du Front. Cette crainte, qu'il fit partager aux autres pays membres, explique la pression conjointe du pacte andin et des Etats-Unis tant sur Somoza que sur la junte de reconstruction nationale de cinq membres (désignée le 16 juin par le F.S.L.N.) pour qu'un président provisoire, M. Urcuyo, soit désigné pour quelques heures — le temps d'effectuer la passation des pouvoirs à la junte — et surtout pour qu'un cessez-le-feu soit conclu entre la garde et l'armée sandiniste. Cette solution, que certains commandants d'unités du F.S.L.N. n'avaient acceptée que par discipline, et la rage au cœur, avait l'avantage, pour les gouvernements qui l'avaient imposée, de laisser en place une fraction non négligeable de la garde nationale et, notamment, de jeunes officiers que l'ambassade américaine encourageait vivement à ne pas quitter le pays.

Le rapport des forces militaires qui en serait résulté, certes favorable au Front, aurait tout au moins laissé aux Etats-Unis une marge de manœuvre minimale. La prétention héroï-comique de M. Urcuyo, sans nul doute encouragé depuis Miami par le général Somoza, de rester au pouvoir jusqu'en 1981, rendit au F.S.L.N. toute liberté pour reprendre l'offensive alors que, démoralisés par le départ de leur « patron », officiers et soldats de la garde prenaient d'assaut avions, camions ou bateaux pouvant les emmener à l'étranger. Un journaliste américain qui, en 1975, avait « couvert » la débandade des dernières phases de la guerre américaine au Vietnam pouvait dire : « On se serait cru à Saigon. »

On comprend que, pour tenter d'enrayer ce processus catastrophique, le gouvernement américain ait dû menacer Somoza d'extradition afin qu'il prie lui-même son compère Urcuyo de quitter sans délai le Nicaragua. Mais il était déjà trop tard : en quelques heures, la garde nationale avait cessé d'exister. L'armée sandiniste était désormais la seule formation régulière du pays. Il y a fort à parier que les Etats-Unis ne pardonneront pas de si tôt à Somoza d'avoir tout fait pour justifier, a posteriori, ses prophéties en escamotant la véritable et unique carte maîtresse encore en possession de Washington : la garde. C'est, en tout cas, la seule anicroche — mais une anicroche d'envergure et dont on ne peut encore mesurer les conséquences — à un plan de transfert du pouvoir dont le déroulement, accéléré par l'« offensive finale » du F.S.L.N. du mois de mai, avait, malgré tout, permis aux Etats-Unis, fût-ce au prix de révisions déchirantes de dernière minute, de conserver l'initiative.

Lors d'un voyage à Managua, au lendemain de la victoire sandiniste, M. Edward Zorinski, président de la sous-commission des affaires étrangères pour l'hémisphère occidental du Sénat des Etats-Unis, déclarait : « Si ce pays devient une démocratie, nous aurons ici un modèle pour les pays d'Amérique latine dans les années qui viennent. »

Le « modèle nicaraguayen », s'il réussit, c'est-à-dire s'il reste dans la mouvance globale des Etats-Unis, est destiné à remplacer le « modèle dominicain » en institutionnalisant la participation, sans doute encore mieux structurée à la prochaine occasion, des pays d'Amérique latine dotés d'un régime représentatif. Le rapport de forces qui s'est créé à l'O.E.A. (et qui sera encore mieux assuré par la voix du Nicaragua démocratique) peut faire de cette instance, non plus comme autrefois un vivier où, selon l'expression classique, coexistaient « un requin et des sardines » mais un forum où les Etats-Unis devront très largement composer avec les nouvelles puissances régionales. Même si les « faucons » du Pentagone et du Congrès voient là de nouveaux « abandons », cette situation n'est pas fondamentalement défavorable aux intérêts américains, dans la mesure où les contradictions économiques et politiques qui peuvent les opposer aux autres Etats capitalistes du sud du rio Grande sont secondaires par rapport au défi qu'incarne Cuba.

Une telle analyse ne doit guère rassurer les dictatures militaires du Salvador, du Honduras et du Guatemala, candidates toutes désignées à une « sortie » à la nicaraguayenne au cas où les guérillas — vivement encouragées par la victoire sandiniste — se renforceraient encore et que se manifesteraient localement des mouvements politiques susceptibles d'assurer la relève sans trop de heurts. Les « présidents à vie », Duvalier junior (Haïti) et Stroessner (Paraguay), pourraient un jour avoir, l'un à faire une place, l'autre — en raison de son âge — à la céder à une opposition qu'ils n'ont pas réussi à décimer. Les autres perdants, dans la conjoncture actuelle, sont les régimes militaires « institutionnels » de Buenos-Aires, Santiago et Montevideo dont l'isolement s'accroît et dont la crainte de la « subversion » s'exacerbe. Même si le Brésil, promu autrefois au rang de gendarme régional par M. Kissinger, n'a pu faire entendre sa voix dans cette affaire.

Reconstruction et aide extérieure

C'EST maintenant sur le terrain de la reconstruction du pays que se joue l'avenir politique du Nicaragua. La camarilla somoziste s'est enfuie en exil en emportant le dernier centavo disponible, et la dette extérieure atteint près de 2 milliards de dollars, dont la majorité est, à court terme, contractée auprès de banques privées à des taux d'intérêts très élevés (son service annuel est estimé à plus de 300 millions de dollars, alors que l'on estimait que les exportations agricoles — fournissant les deux tiers de devises — auraient normalement dû en rapporter 700). La récolte de café a souffert de la guerre et la récolte de coton est pratiquement perdue puisque c'est dans la région productrice de Leon et Chinandega que se sont déroulés les engagements les plus violents. Or cent mille familles nicaraguayennes dépendent de cette production pour leur gagne-pain. La récolte de canne à sucre, excellente pendant le premier trimestre (130 000 tonnes contre 113 000 pendant la même période de l'année précédente), aura également souffert de la dernière phase de l'offensive. Il faut ajouter qu'une grande partie des routes, des usines et des habitations sont détruites, les dommages de guerre dépassant les 3 milliards de dollars, soit une somme plus de trois fois supérieure au montant des dégâts occasionnés par le tremblement de terre qui ravagea Managua en 1972.

C'est d'un minimum annuel de 400 à 500 millions de dollars que les nouvelles autorités ont un urgent besoin. Or, elles constatent déjà que les aides promises, notamment par les Etats-Unis, arrivent plus lentement que prévu. Le C.E.E. a débloqué une aide de 13 millions de francs (1), la R.F.A. accordant, en son nom propre, une rallonge substantielle. Quant au gouvernement français (dont l'ambassadeur à Managua, M. Kebaili, s'était distingué par un zèle pro-somoziste fort remarqué au sein du corps diplomatique), laissant sans réponse les accusations d'assistance militaire directe ou indirecte au régime déchu (2), il s'est tardivement décidé, le 16 août, à livrer des médicaments et des vivres et a promis l'envoi de 1 500 tonnes de céréales. Comme les pays communistes se feront sans doute discrets dans cette « arrière-cour » des Etats-Unis et que Cuba ne peut guère aller au-delà de l'envoi de contingents de personnel médical, technique et éducatif, ce sont les pays occidentaux et leurs institutions financières internationales qui apporteront le maximum d'assistance.

Certes, comme l'a dit M. Mario Soares visitant le Nicaragua à la tête d'une délégation de l'Internationale socialiste, « l'aide apportée sera inconditionnelle ». Comme au Portugal sans doute... D'ores et déjà, le gouvernement nicaraguayen, qui ne se fait guère d'illusions, a pris la décision capitale de créer une commission de haut niveau, centralisant tous les projets d'aide étrangère, de manière à conserver un plein contrôle politique. Les dirigeants sandinistes souhaiteraient que les nombreux comités de solidarité, qui se sont créés un peu partout dans le monde pour soutenir leur lutte, transportent leur action — encore plus nécessaire aujourd'hui — sur le terrain de la contribution à la reconstruction du Nicaragua. En particulier en intervenant auprès des différentes institutions des pays concernés afin qu'une aide soit accordée au Nicaragua et en veillant à ce qu'elle ne soit assortie d'aucune condition politique.

Selon que l'aide internationale à la reconstruction du Nicaragua sera efficace ou non, le schéma politico-diplomatique de sortie de la dictature sera validé ou rendu inopérant à l'avenir

BERNARD CASSEN.

(1) Le Monde, 10 août 1979.

(2) Voir l'Humanité, 9 août 1979, et le Monde, 10 août 1979.

(Suite de la page 7)

Transportant les services d'arrière-garde en première ligne, creusant les tranchées antichars ou escortant les combattants avec pelles et pioches pour ouvrir au plus vite des fortifications, les civils, femmes et hommes, miliciens ou non, ont considérablement accéléré la reddition ou la prise des garnisons ou des forts de Leon, Masaya, Jinotepe, Matagalpa, etc.

Expert dans l'art des dénominateurs communs, fondement des pratiques d'alliance, le Front sandiniste a constamment cherché à unifier ou à rallier les autres organisations de l'opposition, quelle que soit leur coloration politique. C'est l'organisation de ce front patriotique de masse qui a permis aux sandinistes de gagner deux combats à la fois : *le combat militaire contre la dictature*, et le *combat politique pour une alternative populaire* à cette dictature. Le Front sandiniste **seul** n'eut sans doute pas pu contrebalancer le poids de ses alliés bourgeois (entreprise privée, partis d'opposition constitutionnels, Eglise, etc.), puissamment, bien que trop tardivement, aidés de l'extérieur par une diplomatie américaine à la recherche de solutions « équilibrées » ou d'échappatoires, baptisées « *dialogue national* », « *Commission médiatrice de l'O.E.A.* », etc. En impulsant la formation d'un bloc populaire, enraciné à la base, les sandinistes ont réussi non seulement à isoler complètement le régime somoziste de l'opposition bourgeoise réformiste à l'intérieur du pays, mais à intégrer cette opposition à l'intérieur du bloc populaire.

Les vertus du clan

SON meilleur allié dans cette tâche a été Somoza lui-même (sans oublier non plus son éphémère successeur, Urcuyo, dont l'entêtement suicidaire à s'accrocher au pouvoir, en dépit des accords passés, permit au Front sandiniste d'emporter les derniers réduits de la garde — transformant ainsi l'armistice prévue en capitulation sans conditions). Le régime somoziste n'a pas peu contribué à l'union nationale.

De par sa politique d'abord : en vidant de tout contenu les formes de démocratie constitutionnelle, de toute crédibilité les partis politiques officiels (libéral et conservateur, principalement), et de toute portée pratique les multiples associations « civiques », il ménageait aux forces révolutionnaires un espace politique insolite (jusqu'à la frontière du centre-droit). Faute de débouchés institutionnels, le sandinisme « hors la loi » devint la *seule alternative réaliste*, à court terme, y compris pour des modérés. Que faire d'autre, face à un clan qui fait assassiner le dirigeant historique de l'opposition modérée, le conservateur Pedro Joaquim Chamorro, incendier **la Prensa**, le principal journal du pays, et finalement bombarder les usines qui ne lui appartiennent pas ?

De par son comportement économique, ensuite : au terme de quarante ans de dictature dynastique, les deux tiers des moyens de production du pays étaient passés sous le contrôle du gang. L'inventaire des biens de famille va de la boutique de bijouterie jusqu'à la compagnie d'aviation nationale, en passant par les ambassades dans les capitales étrangères, souvent propriétés immobilières du président lui-même. L'utilisation du Trésor public et de toutes les ressources de l'appareil d'Etat (douanes, licences d'import-export, impôts exceptionnels à la production, taxations et commissions diverses, etc.) à des fins d'accumulation individuelle débouchait sur ce qu'un membre de la Confédération des entrepreneurs privés devait appeler un jour **« une situation de concurrence déloyale »**. Situation qui atteignit un comble en 1972 avec le tremblement de terre de Managua, lorsque le clan, non content de capitaliser ses entreprises avec l'aide financière internationale, se lança dans d'exorbitantes spéculations (revente de terrains, rachat de toutes les usines de ciment et notamment de pavés en vue de la réfection des rues, etc.).

Si le peuple se définit pratiquement comme l'ensemble de ceux qui, à un moment donné, ont intérêt au renversement d'un régime de domination donné, c'est un fait qu'au Nicaragua, en 1979, le **« peuple »** *incluait de larges fractions de la bourgeoisie industrielle, agraire et commerciale.* En revanche, l'expropriation des biens de Somoza — l'une des premières mesures prises *par la Junte de gouvernement — a eu pour effet* de faire passer aux mains de l'Etat populaire la partie la plus décisive de l'appareil productif et financier de la nation. Elle met, par exemple, à la disposition de l'Institut de réforme agraire des unités de production mécanisées et dotées des meilleures terres, qui ne seront pas divisées en lopins individuels mais transformées en propriétés collectives originales, les « communes agricoles sandinistes ». L'individualisme capitaliste d'Etat, antichambre d'un socialisme sans précédent.

Plus largement, la machinerie somoziste de sous-traitance économique et politique ne pouvait se désintégrer sans toucher des cercles d'intérêts concentriques. De même que ses assises économiques (investissements dans les pays voisins et prises de participations financières), les assises politiques et militaires du régime étaient devenues transnationales (en incluant quasi ouvertement quatre-vingts membres du Congrès et une bonne partie de l'establishment militaire et policier de Washington). Ce sultanat ultra-moderne, qui avait réinventé l'Etat patrimonial, n'avait sur place que son sérail et ses janissaires, mais non sa Sublime Porte. De même que les locaux de la E.E.B.I. (Ecole d'entraînement de base de l'infanterie) constituaient une véritable base militaire américaine (depuis les magazines de la bibliothèque jusqu'aux distributeurs automatiques de Coca-Cola, en passant par les devises bibliques affichées dans les bureaux et les sachets de nourriture déshydratée), de même le numéro téléphonique de l'ambassadeur des Etats-Unis figurait-il sur la liste des postes du réseau intérieur du bunker. Impossible d'abattre le pouvoir somoziste sans rencontrer en chemin un pouvoir mondial. L'internationalisme était donc inhérent à cette lutte pour la souveraineté nationale. La révolution nationale-démocratique, en raison de *la faiblesse historique de la bourgeoisie nationale*, trop longtemps réduite à la portion congrue et elle aussi trop dépendante, ne pouvait être que populaire et anti-impérialiste. C'est-à-dire, à terme, de contenu socialiste. Comme l'ont noté déjà les auteurs de la meilleure revue politique du pays, **Pensamiento Critico**, le sandinisme, expression organisée d'une lutte de classe natio*nale et internationale, est aussi bien un point* d'arrivée qu'un point de départ...

Les armes : des combattants politisés

CE qui apparente l'événement à une toute autre rubrique que des expériences antérieures et apparemment similaires (chilienne, argentine, péruvienne, etc.) ; ce qui autorise à parler en rigueur, pour la première fois depuis vingt ans, de **révolution**, tient en un mot : l'existence d'une armée populaire. C'est-à-dire la substitution formelle et sans réplique de l'ancien appareil répressif, colonne vertébrale de l'Etat somoziste, par une force organisée et de signe contraire. Ce noyau dur rend toutes les enveloppes institutionnelles possibles et, à la limite, secondaires. Si la question principale, celle du pouvoir d'Etat, est résolue, le reste n'est qu'affaire de gouvernement. La gauche latino-américaine a assez payé pour savoir que les gouvernements passent et que les armées restent. Et que l'intempérance de langage des régimes populaires est souvent proportionnelle à l'inconsistance de leurs bases réelles.

Dans un continent où il est de tradition que le réformisme emprunte costumes, mots d'ordre et langage à la révolution — magie verbale qui *n'a jamais assuré la survie des réformes*, — on ne manquera pas de saluer une révolution qui a la sagesse d'emprunter au réformisme. Les sandinistes peuvent se permettre aujourd'hui de parler poliment parce qu'ils ont frappé hier en profondeur : à la racine de la domination impérialiste. La révolution sandiniste n'a pas à être extrémiste, pour la simple raison qu'elle est radicale. La conciliation paraît être un art réservé aux vainqueurs.

Un intoxiqué des sciences politiques estimera sans doute qu'au Nicaragua l'armée est beaucoup plus qu'une armée et le gouvernement beaucoup moins qu'un gouvernement. Classifications inadaptées à une situation typiquement latino-américaine dans laquelle l'armée de guérilla a effectivement fonctionné comme noyau du parti d'avant-garde. Les délirants organigrammes de la « subversion », établis en anglais par les services de renseignement américains et retrouvés dans les dossiers secrets du commandement militaire de la garde nationale, montraient le Front sandiniste comme **« le bras armé »** du parti communiste nicaraguayen et de son « politburo » (lui-même, bien entendu, tentacule de Moscou). La colossale bêtise politique du colosse impérial constitue pour le révolutionnaire menacé de scepticisme la plus saine des réjouissances et le meilleur des stimulants.

L'armée sandiniste n'a jamais été l'instrument militaire d'une direction politique qui lui serait extérieure : ne faisant qu'un avec le Front, elle est elle-même la direction politique suprême. Cet état de fait, aucun civil membre du gouvernement, et **a fortiori** de la junte de reconstruction nationale, ne songe à en contester la légitimité, et pour cause : puisqu'il n'aurait sans lui aucune réalité. Entre les organes civils d'administration (junte et gouvernement) et l'organisme central de direction politico-militaire (Direccion Nacional Conjunta del F.S.L.N.), il ne saurait donc y avoir, malgré certaines apparences, situation de double pouvoir — pas plus qu'entre un mandant et un mandataire. Le gouvernement tient son investiture de la direction du Front, validée par la trajectoire individuelle de chacun de ses membres.

Il n'y a pas, du reste, deux programmes en présence, mais un seul : celui de la reconstruction nationale, élaborée sous l'égide du Front sandiniste, que la junte et le gouvernement ont fait leur, solennellement et sans restriction. Cela dit, les problèmes d'articulation entre niveaux de décision, canaux hiérarchiques et domaines de compétence ne sont pas à sous-estimer, notamment en province, où c'est l'état-major militaire dans chaque ville qui a dû assurer jusqu'à présent, et en attendant la constitution d'instances régulières, la totalité des fonctions de gouvernement et d'administration. Les désordres, retards et paradoxes découlant de cet état d'urgence n'indiquent pas une crise de pouvoir en amont, mais un simple et provisoire déséquilibre fonctionnel en aval.

Le Front sandiniste, qui a assumé dès sa fondation des tâches politiques et militaires, mais dont l'état-major était subordonné à la direction nationale, n'a jamais eu d'existence indépendante de ses structures de combat (colonnes, milices, fronts, etc.). Il n'est donc pas étonnant que les mêmes hommes qui ont dirigé la guerre conduisent le processus de reconstruction ; ni que « combattant » soit synonyme de « militant », et « commandant » de « dirigeant ». La prédominance du vert olive témoigne qu'une même lutte se poursuit, par d'autres moyens. La totale politisation du militaire dont a fait preuve le Front naguère devrait exclure à l'avenir toute militarisation du politique.

Et l'armée sandiniste est incontestablement plus (ou plus uniformément) « politisée » en 1979 que pouvait l'être l'armée rebelle cubaine en 1959. Le commissaire politique y était depuis longtemps de règle jusqu'à l'échelon du peloton — quelle que soit la « *tendance* » du commandement de l'unité, — les meilleurs « *cadres* » (de la colonne, pendant la guerre ; ou du bataillon, à présent) se retrouvant à l'état-major. Situation provisoire, *impropre à l'étape nouvelle*. Il existe très certainement un déphasage entre le degré d'organisation des masses — insuffisant — et le degré de conscience et d'unification de l'armée. Rattraper ce retard, accentué par le bas niveau d'organisation politique et syndical des travailleurs hérité du passé, apparaît à tous comme une nécessité vitale : la « construction du parti sandiniste » est devenue une tâche officiellement prioritaire.

L'armée sandiniste n'en restera pas moins demain, pour reprendre un terme souvent employé, le « garant » du processus révolutionnaire. Daniel Ortega, qui symbolise lui-même cette fusion du politique et du militaire en siégeant à la fois à la junte de gouvernement (cinq membres) et à la direction nationale du Front (neuf membres), ouvre et clôture ses allocutions sur deux slogans enchaînés, dont le premier servit de devise aux Chiliens de l'Unité populaire et le second aux guérilleros de partout : **« El pueblo unido jamas sera vencido »** et **« El pueblo armado jamas sera aplastado »** (écrasé).

Il a été prouvé qu'un peuple uni mais sans *armes s'exposait au même destin qu'une avant-garde en armes, sans le peuple*. Le défaut militaire fut le talon d'Achille des années 70 ; le défaut politique, celui des années 60. Le Nicaragua s'est peut-être engagé sur une voie qui synthétise les acquis de chaque décennie, en corrigeant l'une par l'autre.

L'unité : les étapes de l'intégration

LE principe de l'unité de direction étant admis, qu'en est-il de l'unité à l'intérieur de la direction ? Quand un certain journalisme international spécule sur ces divisions latentes, et quand le Front lui réplique par de solennelles affirmations de monolithisme, chacun fait son métier : la contre-révolution, et la révolution. Sans doute l'unanimisme lyrique des commencements ne favorise-t-il pas les mises au point. Tout le monde et le monde entier sont aujourd'hui sandinistes. Reste, incontournable, la question des « tendances ».

On sait qu'à partir d'un tronc commun, représentant l'orthodoxie du mouvement tel que l'avait conçu Fonseca Amador, une tendance dite « prolétaire » a fait scission en 1975, suivie en 1976 par la tendance dite « insurrectionnelle » ou « *tercériste* » (pour être la troisième). Chacune s'est vue un jour ou l'autre taxée par sa rivale, et à tour de rôle, la première de « foquiste », la seconde de « sectaire » et la troisième de « social-démocrate ». Schéma commode — qui confondrait les « *prolés* » avec la gauche, les « *tercéristes* » avec la droite et la « G.P.P. » avec le centre du Front. L'étiquetage ne résiste pas à l'examen. D'abord, l'origine de classe des dirigeants « prolétaires » n'est pas ouvrière mais estudiantine, pas plus que n'est paysanne celle des G.P.P. ni spécialement plus bourgeoise que les autres celle des tercéristes. Ensuite et surtout, parce que mots d'ordre et perspectives sont désormais identiques. Même s'il est vrai que tout pour le moment oblige les radicaux à parler en modérés et les modérés en radicaux.

La direction nationale conjointe du F.S.L.N. s'est constituée le 7 mars 1979, après de longues conversations, sur la base de trois représentants pour chaque tendance : Daniel Ortega, Victor Tirado et Humberto Ortega pour les tercéristes, Tomas Borge, Henry Ruiz et Bayardo Arce pour la G.P.P., Luis Garrion, Jaime Wheelock et Carlos Nunez pour les prolétaires. De même, la commission politique, chargée de superviser l'édification du parti, et la commission militaire, chargée de restructurer les forces armées, créées l'une et l'autre à la fin de juillet, sont chacune tripartite. Souci d'équilibre qui atteste autant la volonté d'unité que la réalité des anciens clivages.

La collégialité de la direction s'en est plutôt bien trouvée. Elle représente un défi sciemment opposé par les sandinistes à une hérédité nationale plutôt chargée, par l'omnipotence personnelle des Somoza comme par les traditions caudillistes et régionalistes de l'oligarchie. La publicité extérieure, qui s'était, par exemple, centrée sur la figure d'Eden Pastora, le fameux « Commandant Zero », ne lui a pas spécialement rendu service, pas plus qu'elle n'a aidé à la compréhension du contexte. Les uns verront dans ce refus délibéré de la personnalisation une nouvelle preuve du *haut degré de culture politique des cadres sandinistes* (l'un d'eux, responsable régional, ancien soixante-huitard parisien muni d'une solide formation marxiste, avoue de bonne grâce une influence situationniste) ; les autres, une séquelle parmi d'autres d'une sorte d'anarcho-christianisme émotionnel et populiste, dont les expressions parfois ingénues méritent en tout cas bien du respect. Témoin cet avis placardé sur les murs de la garnison de Matagalpa, sitôt après la libération de la ville :

« Le régional nord de l'état-major du Front sandiniste fait savoir par la présente qu'il n'est permis à aucun combattant de porter ce titre, ni à personne de l'appeler « commandant », « don » ou encore moins « monsieur ». La camaraderie sandiniste interdit que nous rendions un

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

BELGIQUE
(Elections législatives du 17 décembre 1978)

Nombre d'électeurs inscrits : 6 366 652 ; nombre de votants : 6 039 916, soit 94,87 % (Chambre) et 6 043 062, soit 94,92 % (Sénat) ; nombre de suffrages valablement exprimés : 5 533 206, soit 91,61 % (Chambre) et 5 478 960 voix, soit 91,68 % (Sénat).

Répartition des voix et des sièges entre les différents partis :

— A la Chambre : parti social chrétien (C.V.P.-P.S.C.) : 2 006 621, soit 36,26 %, 82 sièges ; parti socialiste belge (P.S.-B.S.P.) : 1 404 391 voix, soit 25,37 %, 58 sièges ; parti des réformes et de la liberté de Wallonie - parti libéral (P.V.V.-P.R.L.W.-P.L.) : 902 618 voix, soit 16,36 %, 37 sièges ; Volksunie (V.U.) : 388 368 voix, soit 7,02 %, 14 sièges ; Front des francophones - Rassemblement wallon (F.D.F.-R.W.) : 392 715 voix, soit 7,10 %, 15 sièges ; parti communiste - Union démocratique et progressiste (P.C.-U.D.P.) : 181 931 voix, soit 3,25 %, 4 sièges (pour le parti communiste) ; divers (Vlaams Blok - T.P.O. - Amada - U.D.R.T.) : 255 562 voix, soit 4,66 %, 2 sièges (Vlaams Blok : 1, U.D.R.T. : 1).

— *Au Sénat* : *C.V.P.-P.S.C.* : 1 987 339 voix, soit 36,26 %, 41 sièges ; P.S.-B.S.P. : 1 364 248 voix, soit 24,89 %, 31 sièges ; P.V.V. - P.R.L.W. - P.L. : 902 564 voix, soit 16,46 %, 17 sièges ; V.U. : 384 316 voix, soit 7,01 %, 7 sièges ; F.D.F. - R.W. : 397 168 voix, soit 7,23 %, 9 sièges ; P.C.-U.D.P. : 185 114 voix, soit 3,37 %, 1 siège (pour le P.C.) ; divers : 258 211 voix, soit 4,67 %.

BRESIL
(Elections législatives *du 15 novembre 1978*)

Nombre d'électeurs inscrits : 46 800 000 environ.

Répartition des voix et des sièges entre les partis :

— A la Chambre : parti gouvernemental (Arena) : 14 938 606 voix, soit 231 sièges ; mouvement démocratique brésilien (M.D.B.) : 5 029 197 voix, soit 189 sièges.

— Au Sénat : Arena : 13 114 383 voix, soit 43 sièges ; M.D.B. : 17 539 423 voix, soit 25 sièges.

CONGO
(4 avril 1979)

Premier ministre, chef du gouvernement : *colonel Louis-Sylvain Goma* ; ministre des affaires étrangères et de la coopération : *M. Pierre Nze* ; intérieur : *commandant François-Xavier Katali* ; information, postes et télécommunications : *capitaine Florent Tsiba* ; finances : *M. Henri Lopes* ; justice et travail, garde des sceaux : *M. Victor Tamba-Tamba* ; urbanisme et aménagement du territoire : *M. Benoît Moundele-Ngolo* ; culture, arts et sports, chargé de la recherche scientifique : *M. Jean-Baptiste Tati Loutard* ; éducation nationale : *M. Antoine Ndinga-Oba* ; jeunesse : *M. Gabriel Oba-Apounou* ; transports et aviation civile : *M. Hilaire Mounthault* ; mines et énergie : *M. Rodolphe Adada* ; industrie et tourisme : *M. Marius Mouambenga* ; économie rurale : *M. Jean Itadi* ; plan : *M. Pierre Moussa* ; commerce : *M. Joseph Elenga-Ngaporo* ; santé et affaires sociales : *M. Pierre Damien Boussoukouboumba*.

THAILANDE
(Elections législatives du 22 avril 1979)

Nombre d'électeurs inscrits : 20 927 965 ; nombre de votants : 9 328 413, soit 44,57 %.

Répartition des voix et des sièges entre les différents partis :

Action sociale (Kit-Sangkom) : 2 426 785 voix, 82 sièges ; Parti de la nation thaïlandaise (Chart Thai) : 1 240 526 voix, 38 sièges ; citoyens thaïlandais (Prachakorn Thai) : 489 252 voix, 32 sièges ; parti démocrate (Prachathipat) : 835 913 voix, 32 sièges ; cause libre (Séritham) : 519 896 voix, 21 sièges ; nation et citoyens (Chart Prachachon) : 349 465 voix, 13 sièges ; Parti des forces nouvelles (Palang Mai) : 211 098 voix, 8 sièges ; Parti des communautés (Kaset Sangkom) : 118 944 voix, 3 sièges ; Action démocratique (Kit-Prachathipatai) : 61 043 voix, 3 sièges ; Rassemblement des thaïlandais (Ruam Thai) : 55 379 voix, 2 sièges ; Action et justice (Kittham) : 24 464 voix, 1 siège ; Parti de la justice sociale (Dhamma Sangkom) : 25 115 voix, 1 siège ; Réforme siamoise (Siam Patirub) : 38 914 voix, 1 siège ; Soutien à la politique de M. Kriangsak : 24 023 voix, 1 siège ; indépendants : 1 988 760 voix, 63 sièges.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MERY
Directeur de la publication : Jacques FAUVET
Rédacteur en chef : Claude JULIEN
Rédactrice en chef adjointe : Micheline PAUNET

Prix de l'abonnement annuel (en francs)
VOIE NORMALE

France, DOM, TOM, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, République de Djibouti, Gabon, Mauritanie, République malgache, Mali, Niger, Sénégal, Tchad, Haute-Volta, Cameroun, Togo, Guinée, Tunisie, Poste militaire, Poste navale, Andorre, Monaco 75
Autres pays 95

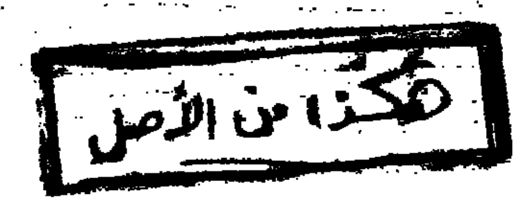
PAR AVION (abonnement et taxes) :

Europe, Turquie d'Asie, Chypre, Açores, Canaries, Madère, Algérie, Maroc, Tunisie 107
DOM, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Haute-Volta, République de Djibouti 116
TOM, République malgache, Etat comorien 136
Libye, Egypte, Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie 121
Birmanie, Brunei, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Macao, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taiwan, Thaïlande, Vietnam, Australie, Nouvelle-Guinée, Fidji, Nouvelle-Zélande, Laos, Cambodge 160
Canada, Amérique du Nord, Amérique centrale, Amérique du Sud, autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie 141

(Chèque postal Paris n° 4207-23)

Prix de vente au numéro : 7 F.

Rédaction et administration, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : Rédaction et abonnements : 246-72-23.
Adr. télégraphique : Journonde Paris — Télex Le Monde 650-572 Paris



culte à qui que ce soit. Nous ne nous devons les uns aux autres que des mots de fraternité. Il n'est de meilleur hommage à un sandiniste, combattant ou milicien, que le titre de « petit frère » ou « compagnon »... *Vive notre révolution socialiste !* La patrie libre ou la mort ».

L'avenir dira si ces envolées ne sont pas aussi un défi aux lois de la gravité des systèmes politiques, apparemment soumis à l'attraction de la personnalité comme les corps pesants à celle de la terre. *En attendant, le sandinisme offre l'exemple,* plutôt rare dans l'Amérique tropicale (bien que commun aux autres mouvements révolutionnaires du Salvador et du Guatemala), d'un charisme collectif émanant d'une organisation et non d'un leader. Avantage pratique : une plus grande *invulnérabilité aux coups de la répression ou de* l'action terroriste. Comment assassiner un sigle ?

Divisions et multiplication

LA tendance « guerre populaire prolongée » n'a cessé de mettre en avant la construction *nécessairement lente d'une force mobile stratégique dans les montagnes, là où l'ennemi pouvait* le moins utiliser son potentiel militaire. Les « prolétaires » insistaient sur la priorité du travail d'organisation politique dans les zones urbaines de la côte du Pacifique, là où est concentré le *plus gros des travailleurs (notamment les ouvriers* agricoles du coton et du café, ainsi que les chômeurs semi-permanents des faubourgs). Les tercéristes subordonnaient l'accumulation des forces de guérilla et le travail politique en profondeur *à la nécessité d'une offensive insurrectionnelle* à court terme, sur une base nationale, survenant dans le sillage d'opérations militaires à grande échelle et de fort impact public.

Toutes les tendances s'accordant sur le caractère central et décisif de la lutte armée ainsi que sur la nature de ses objectifs, les divergences *portaient plutôt, comme on le voit,* sur le calendrier de l'insurrection, la localisation de l'accent principal, le *degré de mûrissement de la crise.* Les tercéristes doutaient qu'une guerre de guérilla irrégulière puisse jamais entamer sérieusement la garde nationale, et les G.P.P. ne se doutaient pas que l'offensive de juin puisse connaître un *dénouement aussi rapide. Mais en se contredisant,* parfois violemment, les tendances ont fini par se compléter les unes les autres. Les divisions du Front sandiniste ont joué comme multiplication, augmentant chaque fois ses capacités d'initiative au lieu de les diminuer.

De cette miraculeuse et involontaire division *du travail, un regard malicieux pourrait encore* aujourd'hui discerner les empreintes : prépondérance des « prolés » dans le secteur « parti, idéologie et organisation de masses » ; des « insurrectionnels » dans les diverses hiérarchies *militaires ;* des G.P.P. dans les zones rurales les plus démunies. Les chasseurs de fractures auraient *néanmoins tort de s'enthousiasmer : l'unité* est un fait accompli au sommet, où prévaut l'intégration des tâches, les appartenances tendancielles n'apparaissant plus qu'à l'échelon des cadres moyens, et davantage à la périphérie que dans la capitale (la position personnelle des responsables locaux se trouvant souvent liée à la *position hégémonique de telle ou telle tendance* dans telle ou telle région).

La victoire, chacune en a eu sa part et toutes l'ont tout entière. La G.P.P., parce qu'elle a su assurer la continuité stratégique du Front pendant près de vingt ans, se faisant ainsi témoin et garant de son identité historique ; les « prolétaires », parce qu'ils ont donné à l'action militaire une base idéologique et politique de classe ; les *tercéristes, parce qu'ils ont conféré au Front une* puissance indépassable de convocation nationale et continentale, lui assurant de la sorte une puissance de feu maximale. A ces derniers, il a été parfois reproché, du côté gauche, d'avoir élu la tactique *militaire la plus conforme aux intérêts de la bourgeoisie, qui a logiquement moins* à craindre de coups de main à combustion rapide que d'une force populaire à accumulation lente. Mais les tercéristes, semble-t-il, n'ont pas planifié l'insurrection nationale parce qu'ils s'étaient alliés *à la bourgeoisie nationale, ils ont rallié à eux* la bourgeoisie nationale parce qu'ils voulaient l'insurrection. Loin de subordonner leur fin à leurs moyens, ils se sont résolument donné les moyens (diplomatiques et sociaux) de leur fin *(politique et militaire). La plus grande audace* résidait peut-être dans l'apparent compromis. Les « insurrectionnels » (et derrière eux, le Front dans son ensemble) auraient alors fait un apport capital à la révolution latino-américaine en brisant l'étau de l'élitisme d'organisation et du purisme idéologique qui ont entravé l'essor de nombreux mouvements de guérilla, quand ils ne *les ont pas tués dans l'œuf. Dispersion stratégique* des forces, ankylose défensiste, faible gravitation nationale, timidité politique sous couvert de rigueur : il est déjà arrivé que des organisations révolutionnaires, par un autre tour de prudence, *retournent aux postulats d'inefficience des partis* communistes traditionnels, dont la vocation propre *n'est pas, comme chacun sait, de monter à l'assaut du pouvoir* mais de survivre aux assauts du pouvoir.

C'est un fait que les actions d'octobre 1977, qui devaient marquer le commencement de la fin de la dictature et le passage de l'initiative politique et militaire dans le camp sandiniste, *tout comme l'attaque du palais national* en août 1978 et l'offensive générale de septembre, ont été lancées et assumées par les seuls « tercéristes », et souvent malgré *le désaveu formel* des autres tendances. C'est aussi un fait qu'on *ne trouve pas aujourd'hui un seul responsable* tercériste pour s'en targuer ou en faire état. La grande offensive finale, en revanche, a fait l'objet d'une coordination méticuleuse entre les états-majors de chaque tendance. L'unité sandiniste s'est sans doute scellée par en haut et tardivement, mais elle n'a rien d'artificiel parce qu'elle s'est forgée à chaud, dans la foulée d'un mouvement de masse en ascension qui n'aurait pu triompher sans entrecroiser les diverses lignes politiques et amalgamer toutes les formes de lutte : la guerre de guérilla, la grève générale insurrectionnelle, et le soulèvement des grandes villes (le tout doublé, à la frontière sud, d'une guerre de positions conventionnelle). La logique même des événements a transformé, en l'espace de quelques mois, la coordination militaire des opérations en une véritable intégration organique.

Les ruines à relever

CERTAINS se sont demandé si le coût politique de cette insurrection nationale *au dénouement relativement précipité ne* serait pas un peu trop élevé. La présence de quelques sommités bourgeoises à des postes gouvernementaux ; le maintien dans les services publics, à des postes subalternes, de certains fonctionnaires somozistes ; les yeux fermés sur tel ou tel retournement de veste de dernière minute, font grincer *ici quelques dents.* La visite d'un Mario Soares ou la soudaine sollicitude de certains sénateurs américains paraissent en inquiéter d'autres, à l'extérieur. On ne choisit pas ses circonstances et *le « socialisme à la carte » n'existe pas.* Que *les sandinistes aient réussi, dans la mieux surveillée* des chasses gardées américaines, à éviter une intervention militaire ouverte témoigne d'une maestria assez *rare dans le mariage du réalisme* et de l'imagination politique (allant jusqu'à une demande d'aide militaire aux Etats-Unis). *Sans* doute Washington a-t-il compris qu'en se mêlant *d'éteindre le feu par des moyens lourds, on ne* ferait qu'embraser la région tout entière : Gribouille échaudé craint l'eau chaude.

L'unification de tous les courants patriotiques à l'intérieur du pays a trouvé en effet son répondant international dans une nouvelle unité latino-américaine à l'intérieur de l'hémisphère. *Même si l'on oublie, dans l'Europe immobile, que* la terre tourne, rappelons que les rapports de *force se sont transformés dans ce continent comme* ailleurs, fût-ce par des voies quelque peu souterraines et déconcertantes. Le Costa-Rica, par exemple, s'était fait représenter aux côtés des Nord-Américains, à Saint-Domingue, en 1965. Quinze ans *plus tard,* ce même pays offrait aux sandinistes une base arrière et une terre d'asile. *Le Mexique de M. Lopez Portillo a fermement* décliné le rôle d'amortisseur que voulait lui faire jouer le département d'Etat afin de sauver les meubles de la dictature. Panama, sous l'impulsion du général Torrijos, a prêté une importante aide *humaine, matérielle et diplomatique. Le Venezuela* lui-même (du moins avant l'arrivée au pouvoir des démocrates-chrétiens) a pris des risques, avec une audace impensable il y a dix ans. Quant à Cuba, dans cet éventail de la solidarité *continentale, elle a joué un rôle que certains qualifient* de charnière. Les nouveaux Etats anglophones des Caraïbes venant à la rescousse de ce Front anti-interventionniste spontané, les Etats-Unis, pour la première fois dans l'histoire mis en minorité au sein même *de l'O.E.A. (l'ancien « ministère des colonies »), durent publiquement renoncer* à leur plan officiel d'intervention (23 juin 1979). Entre gouvernements, des liens de collaboration multilatérale se sont renforcés, comme entre organisations *des liens de fraternité* « internationaliste ». Conjonction de forces qui augure assez *bien de l'avenir. A commencer, espérons-le, par* celui du Nicaragua.

Le gouvernement n'a pas inscrit à son ordre du jour la construction du socialisme mais la **« reconstruction nationale »**, et l'expression doit être prise au pied de la lettre. Il s'agit bien de relever les murs — usines, hôpitaux, écoles, maisons — *pierre après pierre.* A cette lutte pour la vie, tous les secteurs du pays sont engagés, dans une union loyale fondée sur un programme précis. **« Nous avons passé des engagements formels avec la bourgeoisie démocratique,** dit Wheelock, **et nous entendons les respecter ».** Le drame est que ce petit pays ne peut pas, pour le moment, *se relever seul mais que ses S.O.S. n'ont reçu* jusqu'à présent que des réponses insuffisantes ou dérisoires.

La dette publique héritée de la dictature, et notamment de ses achats d'armements, se monte à 1 200 millions de dollars, mais le Patriarche, en filant, n'a laissé que 3 millions de dollars dans *les caisses.* On estime à 2 500 millions de dollars les dégâts subis par l'infrastructure productive *du pays, détruite à 60 %. La guerre a fait au* moins deux fois plus de victimes que le tremblement de terre (qui n'avait touché que la capitale), sans compter les deux cents mille réfugiés dans les pays voisins, qui regagnent peu à peu leur *foyer : le Nicaragua n'a pourtant pas reçu le* dixième de l'aide internationale qui avait alors afflué en quelques semaines.

Seuls les pays et les organisations latino-américaines (SELA, BID, O.E.A., etc.), *ressentant le problème comme leur, ont consenti un* effort réel. Il est juste d'y associer l'Espagne (grâce entre autres à l'insistance de M. Felipe Gonzalez, qui s'est personnellement déplacé), et sans doute, demain, les pays scandinaves. L'aide venue des *Etats-Unis et d'Europe occidentale* a été jusqu'à présent beaucoup plus déclarative *qu'effective, et il y a de quoi s'étonner à voir l'abîme séparant certains titres de la presse internationale* (« Le nouveau régime bénéficie d'une importante aide internationale », le **Monde**, 2 août) et la maigreur des arrivages (2). La famine *guette ici près d'un million de personnes, aux*quelles le Front a pu jusqu'à présent distribuer gratuitement les « grains de base » : riz, maïs, haricots.

La récolte de café sera assurée cette année (on en attend 250 millions de dollars de rentrées) mais celle du coton, la principale source de devises du pays, est gravement compromise, faute de semences et d'avoir pu préparer les terres à *temps. Des jours difficiles attendent cette nation* dévastée et ce n'est pas l'étrange alliage de désinformation et d'indifférence régnant à son propos dans l'opinion publique occidentale (le monde hispanique excepté) qui démentira ce sentiment. *Une fois de plus, les pauvres aideront les* pauvres. Il y a eu une « fête cubaine », il n'y a pas de fête nicaraguayenne. Aucune liesse collective, le premier jour passé, mais une gaieté individuelle, résolue, ingénieuse, fière. En dépit des charniers, des ruines et des vides à combler. Sans doute une leçon de plus.

(2) Le Fonds monétaire international a autorisé le 24 août le nouveau gouvernement de Managua *à effectuer un tirage d'un montant équivalant* à 17 millions de droits de tirage spéciaux, au titre de la facilité de financement compensatoire. Il *annonçait en même temps* l'annulation d'un crédit « stand-by » ouvert à Somoza le 14 mai dernier, d'un montant double : 34 millions de D.T.S. Le Fonds n'est pas perdant dans l'affaire... (N.D.L.R.).

Dans les revues...

Les relations entre l'Europe et l'Amérique, dans la perspective de nouvelles négociations SALT, préoccupent **FOREIGN AFFAIRS** : outre un article consacré à la « tension » entre Bonn et Washington, la revue américaine ouvre ses colonnes à François de Rose, ancien ambassadeur de France à l'OTAN, qui commente les conséquences des SALT sur la sécurité de l'Europe, et à Gregory F Treverton, de l'Institut d'études stratégiques *de Londres,* qui pose le problème de l'engagement nucléaire américain pour la défense de *l'Europe et d'une éventuelle* modification des dispositions nucléaires au sein de l'OTAN. (Vol. 57, n° 5, été, trimestriel, 3 dollars. - 58 East 68th Street, New-York, N.Y. 10021.)

Toujours à propos de la signature du traité SALT 2, **FOREIGN POLICY** en examine les incidences à l'intérieur des Etats-Unis (au Congrès, ou encore dans l'opinion publique), mais sans ignorer l'impact du traité sur les gouvernements alliés européens : Christopher *J. Makins, en particulier,* étudie les moyens de les associer de plus près à la stratégie de Washington. (N° 35, *été,* trimestriel, *3 dollars.* - 11, Dupont Circle, N.W. Washington D.C. 20 036.)

Un numéro d'été des **TEMPS MODERNES** consacré à l'Allemagne occidentale, « difficile démocratie », avec des témoignages sur l'histoire et les conditions faites aux opposants de gauche, et des études sur l'évolution des institutions et de l'économie. En particulier, Sébastian *Cobler démonte* le mécanisme de la législation (policière, juridique, administrative) destinée à « *légaliser la protection* de l'Etat » et qui se met en place inéluctablement, sous le prétexte de lutter contre les violences exercées par « quelques desperados ». « Il n'y a pas en Allemagne de situation fasciste, ni de régime fasciste comparable à celui des nazis », dit Sebastian Cobler, et le prétendre serait fausser le débat. En revanche, l'évolution interne prend tout son sens lorsqu'on songe au rôle *actuel de l'Allemagne* « dans une Europe en proie aux antagonismes de classes ». (N°s 396-397, *juillet-août, mensuel,* 44 F. - 26, rue de Condé, Paris-6°.)

POLITIQUE INTERNATIONALE s'ouvre sur une interview de George Ball, L'ancien sous-secrétaire d'Etat et ancien ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, interrogé par Mme Jackie Simon, professeur de sciences politiques à Harvard, sur la politique extérieure du président *Carter, tient à justifier comme* une tradition trop oubliée, en légitime réaction contre celles de Johnson et de Nixon-Kissinger, la « diplomatie ouverte » de la nouvelle administration américaine. D'autres articles de ce numéro sont consacrés aux Etats-Unis et à leurs relations internationales. (N° 4, été 1979, trimestriel, 50 F. - 4, rue Cambon, Paris-1er.)

Le président de la République grecque expose brièvement, dans **LA REVUE DE L'EUROPE,** les avantages que son pays présente pour la Communauté européenne. Pierre Baratoux plaide pour une dimension européenne en matière de défense, seule chance d'accéder à l'indépendance militaire. (N° 6, juin, trimestriel, 10 F. - 112, boulevard Saint-Germain, 75006 *Paris.*)

FAIRE, « pour le socialisme et l'autogestion », s'interroge sur l'U.R.S.S. « *première puissance militaire mondiale* », « société militaire ». Mais pour quoi... faire ? Menaçante ? Menacée ? Qui encercle qui ? *Des réponses et un débat.* (Juillet-août, mensuel, 15 F. - 48, rue Sainte-Anne, Paris-1er.)

Pour son trentième numéro, **CONTREPOINT** illustre sa tradition qui est de regarder sans complaisance vers *l'Est : suite de la substantielle étude* de K. Papaioannou sur Lénine ; la Tchécoslovaquie et la normalisation ; la Hon*grie et ses pauvres ;* bref : un salut sarcastique au « bilan globalement positif ». Un texte important de Souvarine : *ses souvenirs sur Babel.* (Eté 1979, trimestriel, 30 F. - 4, rue Cassette, Paris-6e.)

Le voyage de Jean-Paul II donne l'occasion à Paul Thibaud de décrire, dans **ESPRIT,** ce qu'il appelle « la renaissance polonaise ». De son côté, Jakule Karpinski, montre, dans la société polonaise, une « société de dissidents ». Qui vise à « prendre ses libertés ». (Juillet-août, mensuel, 25 F. - 19, rue Jacob, Paris-6e.)

Les positions de **LA NOUVELLE CRITIQUE** lors des débats à l'intérieur du P.C. n'avaient pas obtenu la pleine approbation de la direction du parti. Aujourd'hui, la revue trentenaire nous annonce un renouvellement, ou plutôt une fusion à l'intérieur d'un « grand hebdomadaire politique et culturel » dont la création a été décidée par le comité central. On précise peu après que cet *hebdomadaire « ne sera pas* un organe officiel du comité central ». En attendant, **LA NOUVELLE CRITIQUE** brille *de ses derniers feux* pour éclairer la voie « Paris-Moscou ». (Juillet-août, mensuel, 25 F. - 162, rue de Temple, Paris-3e.)

Sur la « nouvelle droite » encore, Marc Beigbeder envoie deux messages successifs *par sa* **BOUTEILLE A LA MER.** Il trouve bonne en soi « l'unanimité de rejet », et la critique néanmoins. Elle va trop loin, ignorant « l'ambiguïté et la dialectique ». Voilà en tout cas vingt pages d'analyse serrée qui s'obligent à l'objectivité sans préjugés. (Juillet et août, périodicité irrégulière. Prix non précisé. - 8, rue Théophraste-Renaudot, Paris.)

A côté d'articles sur l'économie saoudienne et la Libye, **DEFENSE NATIONALE** envisage les risques stratégiques dans la région du Golfe : Philippe Rondot examine avec circonspection les craintes de nouveaux *bouleversements après l'éviction* du chah en Iran, tandis que l'amiral H. Labrousse entreprend d'évaluer la stratégie amé*ricaine* qui se met en place en fonction des différents risques. (Août-septembre, mensuel, 16 F. - 1, place Joffre, 75700 Paris.)

Sous le titre « Torah et Islam », le rabbin André Saoul s'interroge sur les sources bibliques et néo-testamentaires du Prophète dans **LES NOUVEAUX CAHIERS,** revue de l'Alliance israélite universelle. Paul Dumont, de son côté, dépeint la condition juive en Turquie à la fin du siècle dernier, tandis que Moché Catane explique que le principal danger *pour* l'Etat d'Israël serait la disparition du judaïsme qui assure sa cohésion. (N° 57, été, trimestriel, 15 F. - 45, rue La Bruyère, Paris-9e.)

L'Islam encore, dans **TOTALITE,** revue « pour la révolution culturelle *européenne* » qui estime que « le moment est venu de poser les fondements métapolitiques d'une droite radicale et cohé*rente », orientés vers la « négation du* monde moderne, la révolte intégrale contre le système bourgeois ». Ainsi le dernier numéro *est consacré essentiellement* aux influences islamiques en Europe, et plus précisément, sous la signature d'Antonio Medrano, à la « valeur de la tradition islamique pour la révolution européenne ». (N° 8, 2e année, juillet-août, bimestriel, 18 F. - B.P. 405-16, 75769 Paris Cedex 16.)

Dans les **ETUDES,** L.-P. Péronne donne les raisons — vues de près — pour lesquelles, selon lui, l'Afghanistan pourrait bien être, pour l'U.R.S.S. qui *s'y est engagée, ce que fut le Vietnam* pour les Etats-Unis. (Août-septembre, mensuel, 14 F. - 15, rue Monsieur, Paris-7e.)

NEW AFRICAN reprend dans son numéro d'août les conclusions d'une équipe de la B.B.C. qui a enquêté sur les infractions aux sanctions économiques et militaires contre la Rhodésie. *Les auteurs ont reconstitué,* en particulier, les filières de certaines livraisons de matériel, hélicoptères ou avions, qui arrivent par voie détournée en Rhodésie. (N° 144, août, mensuel, 50 pence. - 63 Long Acre, Londres WC2E9JH.)

Shridath S. Ramphal insiste, dans **THIRD WORLD QUARTERLY,** sur la nécessité, face au Nord, d'une organisation des pays en voie de développement dépassant la simple unité formelle. S.D. Muni, quant à lui, interprète les tentatives *de classification des pays* pauvres en tiers-monde et quart-monde comme une volonté politique de division. (Volume 1, n° 3, juillet, trimestriel, 3 livres. - New Zealand House, Haymarket, Londres SW1Y 4TS.)

L'histoire récente du Maroc a transformé l'expression culturelle en dévalorisant les langues populaires, et en séparant berbères et arabes : des intellectuels marocains situent, dans **EUROPE,** la littérature de leur pays à l'intérieur *de ce contexte* linguistique et social. (N° 602-603, juin-juillet, mensuel, 29 F. - 21, rue de Richelieu, 75001 Paris.)

Le North American Congress on Latin America (NACLA) étudie dans son **REPORT ON THE AMERICAS** la situation brésilienne : Harry Maurer s'interroge sur le devenir de l'Amazonie, Jim Green sur le mouvement ouvrier et la tentative de libéralisation et Janet Shenk doute d'une démocratie sous tutelle militaire. (Volume 12, n° 3, mai-juin, bimestriel, abonnement : 19 dollars. - 151 West, 19th street, 9th floor, New-York, NY 10011.)

La situation économique des pays du Proche-Orient constituait le thème d'une récente livraison de **PROBLEMES ECONOMIQUES.** Outre la reproduction d'études sur l'Egypte, la Syrie et la Jordanie, un article, repris du journal « The Banker » de Londres, expose les difficultés économiques d'Israël. (N° 1633, 25 juillet, hebdomadaire, 4 F. - La Documentation française, 124, rue Henri-Barbusse, 93308 *Aubervilliers Cedex.*)

L'International Review of Community Development devient la **REVUE INTERNATIONALE D'ACTION COMMUNAUTAIRE,** désormais publiée en français à Montréal. Sa première parution sous ce nouveau titre est consacrée à la prise en charge communautaire de la *santé et aux difficultés que la structure* médicale traditionnelle cherche à lui imposer, au Québec, en France et en Belgique. (N° 1/41, *printemps 1979,* semestriel, 30 F. - ADRIAC, Institut d'études politiques, CEPES, B.P. 14, 38401 Saint-Martin-d'Hères.)

Une livraison de la revue semestrielle **ECONOMIA DE AMERICA LATINA** publiée par le *Centro de Investigacion y Docencia Economicas* de Mexico, est principalement axée sur les problèmes de l'insertion de l'Amérique latine dans l'économie mondiale. On relève notamment un essai de Pedro Vuskovic sur la nouvelle division internationale du travail qui fait affluer les capitaux vers les zones à main-d'œuvre bon marché et sans droits syndicaux ou sociaux, et qui favorise la création de zones libres, notamment au Venezuela, en Colombie, à Panama, en République Dominicaine. *Les analyses sur les situations nationales* de l'Argentine, de la Bolivie et du Mexique, qui complètent l'ouvrage, sont extrêmement fouillées et documentées. (Mars 1979, semestre n° 2. - CIDE, Mexico, disponible en Europe à la librairie America Latina, 90-93 Cowcross Street, Londres EC1.)

CINÉMA

Francis Coppola, auteur du film-*fleuve Apocalypse Now sur la guerre du* Vietnam, s'explique longuement (15 pages) dans **CAHIERS DU CINEMA,** sur l'ensemble *de son œuvre* et sur sa manière de travailler. (N° 302, août, mensuel, 15 F. - 9, passage de la Boule-Blanche, 75012 Paris.)

La revue américaine **CINEASTE** consacre une étude à « Hollywood et la guerre du Vietnam » et une autre à « la politique dans les films d'espionnage ». (Vol. IX, n° 3, été, trimestriel, 1,5 dollar U.S. - 333, Sixth Avenue, New-York, N.Y. 10014.)

Dans **LA REVUE DU CINEMA** Victor Bachy expose la situation du cinéma dans divers pays d'Afrique (Sénégal, Congo, Mali et Tchad), tandis que Paul Davay étudie le cas de la Belgique. (N° 341, juillet, mensuel, 10 F. - 3, rue Récamier, 75341 Paris Cedex 07.)

Le réalisateur égyptien Youssef Chahine s'entretient avec les rédacteurs de **CINEMARABE** ; on lira également, dans la même livraison, une présentation du collectif turc « cinéma du peuple » par son chef de file, le cinéaste Ishak Isitan. (N° 12, août, bimestriel, 15 F. - 32, rue Lecourbe, 75015 Paris.)

TECIMEOC (revue de la télévision et du cinéma méridional et occitan) propose, *notamment,* une *enquête sur le* cinéma au Quercy, et un manifeste de Robert Laffont pour une création authentiquement occitane. (N° 6, août, trimestriel, 10 F. - 84430 Mondragon.)

Claude Degand et Jack Ralite exposent, dans **ECRAN 79,** les perspectives et les difficultés, d'un cinéma « européen » subventionné par les organisations communautaires pour résister à l'expansion américaine. (N° 82, juillet, mensuel, 15 F. - 60, avenue Simon-Bolivar, 75019 Paris.)

Le piratage des œuvres audiovisuelles, que les nouvelles technologies favorisent grandement, atteint déjà des proportions considérables : **TELEQUAL** explique où en sont les recherches juri*diques conduites dans de nombreux pays* pour s'opposer légalement à la reproduction incontrôlée des créations audiovisuelles, dans un dossier intitulé : « Faut-il réinventer les droits d'auteur ? ». (N° 8, juillet, bimestriel, 15 F. - 4, rue de Savoie, 75006 Paris.)

CINEMA 79 propose une étude de Daniel Serceau, « l'image de l'homme *dans les films de femmes », ainsi* que deux textes sur l'enfant et la télévision. (N°s 247/248, juillet-août, mensuel, 22 F. *- 6, rue Ordener, 75018 Paris.*)

Une réédition de « Témoignage chrétien » clandestin

Entre novembre 1941 et l'été 1944, un groupe de catholiques et de pro*testants, a publié, sous le titre de Témoignage chrétien,* quatorze « cahiers » et douze « courriers » (ceux-ci d'un format plus modeste) qui abordaient les grands problèmes de *fond : la collaboration, les mesures* antisémites, la prétendue croisade anti-bolchevique, la déportation, les maquis, etc. L'entreprise était exceptionnelle par sa lucidité, tant le conformisme et la résignation restent en toutes circonstances la marque dominante d'une société ; elle était courageuse par les risques qu'elle impliquait. Trente-huit ans après la publication du premier « cahier », ces textes restent de précieux documents pour l'histoire. Cette histoire elle-même a été écrite par Renée Bédarida sous le titre *les Armes de l'esprit, Témoignage chrétien, 1941-1944* (Editions ouvrières, Paris 1977). Voici que maintenant les « cahiers » et les « courriers » vont être réédités en deux volumes qui contiennent les textes clandestins complets plus une brève introduction historique et quelques pages de notes.

La publication des deux volumes est prévue pour décembre prochain au prix de 120 F franco (ou 30 dollars franco). Les commandes doivent être adressées à Renée Bédarida, 13, rue Jacob, 75006 Paris. Règlement par chèque bancaire à l'ordre de Renée Mély-Bédarida ou par chèque postal au même nom, C.C.P. n° 2 227 00W Paris.

INCERTAINE

Le système et les hommes

CRISE DES INSTITUTIONS,

Par MARIE-FRANCE TOINET

RAREMENT président des Etats-Unis a été aussi mal aimé de ses compatriotes que M. James Carter. Non content d'avoir rejoint dans l'impopularité les présidents Nixon (au pire moment du Watergate, ce qui contribua à sa décision de démissionner) et Truman (qui renonça alors à se présenter aux élections présidentielles de 1952), M. Carter doit en outre subir la commisération méprisante de ses concitoyens : un sondage récent a révélé par exemple que 77 % des mille quatre cent quatre-vingt-douze personnes interrogées (contre 18 %) estiment que le président n'a pas *« les capacités nécessaires pour réaliser au mieux les programmes qu'il propose lui-même »* et 88 % (contre 10 %) croient que M. James Carter *« n'a pas encore l'expérience nécessaire à un président pour faire son travail »* (1). Même les gestes les plus spectaculaires — les entretiens de Camp David en septembre 1978, la signature des accords SALT 2 à Vienne en juin 1979 ou, le dernier en date, le *« sermon sur la montagne »* (comme l'a surnommé la presse américaine) du 15 juillet 1979 — ne parviennent plus à rehausser le prestige présidentiel que faiblement et temporairement aux yeux de l'opinion. Celle-ci est-elle dans le juste en estimant que M. James Carter, s'il a peut-être l'art de l'image, a failli dans sa mission et n'a pas tenu ses promesses électorales ? Ou bien s'agit-il d'un problème institutionnel, que soulignent en particulier les observateurs étrangers ? Ou encore, comme le croit M. James Carter, d'une *« crise morale et spirituelle »* ?

Ce n'est point tant que M. Carter ait déçu son électorat : celui-ci lui a, faut-il le rappeler, chichement accordé sa confiance en 1976. L'abstention fut particulièrement massive cette année-là, touchant près d'un électeur sur deux, 61 % des personnes interrogées dans un sondage ayant déclaré n'éprouver que *« peu d'enthousiasme pour l'un ou l'autre des candidats »* (2), ce qui veut dire que M. Carter, les résultats ayant été particulièrement serrés, n'obtint la « confiance » que de 28 % de l'électorat potentiel, moins d'un électeur sur trois. Encore cette confiance est-elle très relative. A la veille de l'élection de 1976, par exemple, un sondage indiquait que seules 59 % des personnes interrogées et qui se déclaraient en faveur de M. Ford étaient convaincues qu'il était l'homme qu'il fallait pour le poste de président. Chiffre peu convaincant, mais qui tombait à 45 % chez les partisans de M. Carter. Qui plus est, 65 % des partisans de M. Ford ne se déclaraient en sa faveur qu'en raison des doutes qu'ils entretenaient sur M. Carter (3).

Les propositions de M. Carter durant cette campagne électorale furent surtout caractérisées soit par leur imprécision, soit par les contradictions internes suivant les moments et les auditoires : le plus grand reproche fait à l'époque à M. Carter était le manque de netteté *(fuzziness)* de ses positions politiques. Il n'empêche que, sur certains points, des promesses avaient été faites et qu'elles n'ont guère été tenues. M. Carter avait, par exemple, promis de réduire le budget de la défense et les ventes d'armes à l'étranger : le premier augmente à l'heure actuelle de 3 % par an, effets de l'inflation décomptés ; les secondes, pendant les années de sa présidence, passeront de 11,2 milliards de dollars en 1977 à plus de 14 milliards en 1978.

Les exemples pourraient ainsi être multipliés, en politique étrangère et en politique intérieure ; deux cas permettront d'autant mieux d'illustrer les difficultés dues à la personnalité même du président Carter qu'ils sont d'une extrême importance pour les Etats-Unis : les accords SALT et l'énergie.

Durant sa campagne présidentielle, M. Carter avait procédé à une critique en règle de la manière dont M. Kissinger, au nom de M. Ford, avait mené les négociations SALT. Selon lui, les discussions ont duré trop longtemps sans aboutir — il devra lui-même attendre trente mois (et l'expiration de SALT 1, en septembre 1977 précédera de près de deux ans SALT 2, signé en juin 1979 et qui n'est pas encore ratifié) la conclusion d'un accord. Il estime que M. Kissinger n'a pas obtenu des réductions suffisantes de l'arsenal stratégique — en fait, l'accord est une réplique presque conforme de ce dont étaient convenus négociateurs américains et soviétiques, à Moscou, en janvier 1976. Il regrette les initiatives *« spectaculaires »* de M. Kissinger — mais procède de façon semblable en proposant une réduction drastique des missiles stratégiques de chaque camp : d'après M. Brzezinski, il s'agit de *« la première proposition véritablement orientée vers le désarmement »* (4). Il reproche à M. Kissinger ses méthodes et en particulier son goût du secret — mais, prétendant révéler l'ensemble du dispositif de négociations américain, il se garde bien de divulguer les détails précis puisque les décisions importantes auraient été prises dans le plus grand secret et sans fuites (5). Il sera, dit-il enfin, un négociateur beaucoup plus efficace — au point que, ayant inutilement heurté les Soviétiques, il faillit n'obtenir jamais d'accords et qu'ayant inquiété les « colombes » (qui ne voient pas en quoi SALT 2 réduit la course aux armements) et les « faucons » (non convaincus que l'accord contrôle réellement l'expansionnisme militaire soviétique qu'ils redoutent), il n'est pas sûr d'obtenir l'indispensable ratification du Sénat.

Les résultats ne sont pas plus convaincants en matière énergétique. M. Carter avait pourtant vu *« l'équivalent moral d'une guerre »* dans la *« bataille »* (puisqu'il affectionne les termes guerriers) à mener par les Etats-Unis pour recouvrer leur indépendance en énergie. Il n'a pas réussi à convaincre le peuple américain de la réalité d'une crise en la matière : comment en serait-il autrement, lorsque l'on constate que *« les stocks des Etats-Unis sont passés de 1 168 à 1 230 millions de barils »* (6) de mai 1978 à mai 1979, alors que l'on crie à la pénurie ? Il n'a pas réussi à convaincre le Congrès de la validité de ses propositions : quels que soient les torts de celui-ci en la matière, il lui serait difficile d'aboutir à un programme cohérent à partir d'un projet présidentiel qui a subi de nombreuses variations, très fragmenté et dont la logique n'a pas toujours paru évidente. Il n'a pas réussi à convaincre les compagnies pétrolières de leurs responsabilités ; leurs profits actuels sont tellement inouïs (et partiellement dus à la politique de M. Carter (7), ce dont se doute le public) qu'elles ont quelque mal à démontrer leur innocence à l'opinion. Enfin, quoi qu'en prétendent les porte-parole officiels des Etats-Unis (*« Les Etats-Unis progressent à grands pas sur la voie des économies d'énergie »*) (8), il n'a pas réussi à convaincre les utilisateurs de limiter leur consommation : les Etats-Unis sont le seul pays développé dont la consommation pétrolière annuelle par habitant ait *augmenté depuis 1973 (+ 17,1 % contre* — 2,3 % en Allemagne fédérale, par exemple) (9).

Au total, un bilan dont la médiocrité frappe d'autant plus que ses éléments principaux ont été acquis hors de toute politique cohérente, sans que le rôle de leadership du président ait toujours été évident et en laissant, pour l'essentiel, une impression de confusion totale.

Dans son discours du 15 juillet, s'il a reconnu certaines faiblesses personnelles, et des *« succès mitigés »*, M. James Carter s'est empressé de partager le blâme : Washington (c'est-à-dire les milieux politiques) et le Congrès sont tout particulièrement désignés à la vindicte politique. Mais s'il est parfaitement justifié de ne pas considérer l'actuel président comme seul responsable de la situation, encore faut-il mener correctement l'analyse : se présenter comme un *outsider* mal aimé d'un *establishment* retranché sur ses positions et qui tente de faire trébucher « l'homme du peuple » est une tactique éprouvée depuis le président Jackson, essayée récemment encore par M. Richard Nixon. Outre son côté caricatural, elle est fausse, particulièrement fausse dans le cas de M. James Carter. Contrairement à ce qu'il laisse entendre, il n'est pas vierge de tout passé politique puisqu'il fait activement de la politique depuis 1962, année où il se fait élire au Sénat de Georgie ; il n'est pas le *poor boy* (pauvre gars) de Georgie, petit fermier sans appuis qu'il décrit, car on ne sache pas que la Commission trilatérale créée par M. David Rockefeller, qui invita M. Carter à en faire partie, recrute dans le *lumpenprolétariat* ; et, en butte aux critiques systématiques d'ennemis politiques voulant sa perte, il n'est pas isolé dans la capitale fédérale, car il a pu recruter dans son gouvernement certains des plus beaux fleurons de l'*establishment*, politiquement expérimentés (certains servaient déjà sous la présidence de Kennedy), ayant travaillé dans ces antichambres du pouvoir que sont la Brookings Institution ou la Commission trilatérale : la liste des conseils d'administration (Chase Manhattan Bank, I.B.M., Bendix, Coca-Cola, Pan-Am) ou des grands cabinets d'avocats dont ils ont fait partie constitue un petit bottin mondain de la puissance américaine.

Les pouvoirs du Congrès

QUANT au Congrès, est-il vraiment ce pelé, ce galeux, *« tordu et tiraillé dans toutes les directions »* (10) qui *« restreint la liberté d'action »* (11) du président ? M. Carter est d'ailleurs en bonne compagnie : sa conviction est partagée par des observateurs américains (le rééquilibrage nécessaire entre président et Congrès est allé trop loin car *« le contrôle est passé de l'exécutif au législatif »* (12) ou étrangers — le Congrès s'est *« arrogé des pouvoirs exorbitants »* (13), — voire par des membres du Congrès eux-mêmes, tel le sénateur Goldwater qui le considère comme *« dangereux »* (14).

Si le Congrès a depuis quelques années réaffirmé sa volonté de participer dans la plénitude de ses pouvoirs à la définition de la politique gouvernementale, c'est simplement qu'il s'est rendu compte, à la suite de l'échec vietnamien, qu'avoir abdiqué l'essentiel de ses prérogatives, notamment en matière de politique étrangère, au profit du président ne contribuait pas nécessairement à promouvoir l'intérêt national. En ayant pris conscience, il faudra néanmoins attendre le scandale du Watergate et l'affaiblissement présidentiel qui en résulte pour que le Congrès ose s'opposer dans la réalité aux diktats nixoniens. Car la faiblesse parlementaire est bien illustrée par le fait que, comme l'a noté un groupe de travail des représentants démocrates, le Congrès, malgré son opposition croissante et déclarée à la guerre du Vietnam a, jusqu'à l'accord de cessez-le-feu de janvier 1973, *« donné à tous les présidents tout ce qu'ils ont demandé en matière de décisions politiques et de crédits pour l'Indochine »* (15). De plus, les méthodes frisant l'anticonstitutionnalité, voire tombant carrément dans l'illégalité, furent le fait non pas du Congrès mais bien des présidents, et tout particulièrement de M. Richard Nixon qui, il est vrai, avait su trouver à cet égard de bons maîtres chez ses prédécesseurs. C'est en effet M. Richard Nixon qui, par exemple, s'arrogea le droit, parfaitement anticonstitutionnel, de transférer certains crédits d'un article du budget à un autre contre l'avis exprès du Congrès : lorsque celui-ci tentera, en juin 1973, d'imposer la fin des bombardements sur le Cambodge, M. Richardson, alors ministre de la défense — et qui passa ultérieurement pour partisan sans défaillance de la rigueur constitutionnelle, — ne craindra pas de déclarer que les crédits nécessaires à la poursuite des bombardements pouvaient provenir d'autres articles de la loi de finances.

Le Congrès a cependant tenté la réassertion de ses pouvoirs, et notamment par le *Budget and Impoundment Act* (1974), qui resserre une procédure budgétaire jusque-là parfaitement inadéquate pour permettre aux parlementaires de *contrôler les décisions financières.* En matière de politique étrangère, le Congrès, par le *War Powers Act* (1973), s'efforce de préciser les pouvoirs respectifs, fort mal définis dans la Constitution et par conséquent source de litiges permanents, en matière de déclaration de guerre.

C'est justement en ce domaine de la politique étrangère que la réaffirmation des prérogatives du Congrès a été jugée outrancière. Le *War Powers Act* montre pourtant bien les limites que trouvent rapidement les tentatives de domination parlementaire, et l'on comprend aisément, à la lecture de la loi, que les plus progressistes des parlementaires ne s'y soient ralliés que pour affaiblir l'autorité politique de M. Nixon. La loi, en effet, est parfaitement ambiguë et peut aussi bien être interprétée comme une limitation que comme un renforcement des pouvoirs présidentiels : en un sens, elle autorise les interventions *« non autorisées »* par le Congrès, du moment qu'elles durent moins de soixante jours. Or la plupart des interventions américaines les plus réussies depuis la deuxième guerre mondiale n'ont duré que quelques jours, comme au Guatemala, au Liban ou en République Dominicaine, et la nouvelle loi n'a en rien empêché l'intervention du *Mayaguez* contre le Cambodge, en mai 1975.

Il en va de même pour ces dizaines de dispositions adoptées par le Congrès et qui ligoteraient le président de façon *insupportable*. Elles sont si contraignantes que M. Carter n'a demandé l'abrogation que de... trois d'entre elles et a déjà obtenu la suspension de la plus importante : l'embargo de 1974 sur les ventes d'armes à la Turquie a été levé pendant l'été 1978.

Au total, on ne saurait dire que *M. Carter a été en butte à l'opposition* systématique du Congrès. Le *bipartisanship* qui caractérise la politique étrangère américaine depuis 1945 demeure très largement la règle : bon nombre des succès présidentiels n'ont d'ailleurs été obtenus — ce fut le cas pour les traités sur le canal de Panama — que grâce au soutien des républicains. Comme le souligne *Congressional Quarterly*, la meilleure revue parlementaire américaine, dans son bilan annuel sur les institutions : *« A quelques exceptions près durant la guerre du Vietnam, au début des années 70, le Congrès, au vingtième siècle, a choisi de soutenir plutôt que de défier la présidence. »* (16).

Et, dans les rares cas où la présidence n'a pas obtenu gain de cause, peut-on dire pour autant que les positions du Congrès manquaient de réalisme : fallait-il intervenir à nouveau au Vietnam alors que Saigon était près de tomber ? Fallait-il s'engager plus avant en Angola ?

Quelque chose, cependant, a changé : le Congrès examine plus attentivement que dans le passé récent les propositions qui lui sont soumises — il arrivait que le budget des armées soit adopté après un débat ne dépassant pas deux heures, — et il ne suffit plus au président de faire connaître sa volonté à quelques responsables parlementaires : il lui faut cajoler la piétaille, prêter l'oreille à ses observations et tenir compte de ses réticences. Le président Carter — dont les relations avec les chambres de Georgie, lorsqu'il en fut le gouverneur (1970-1974), furent notoirement mauvaises — n'a pas su trouver un *modus vivendi* avec un Congrès qui souhaitait pourtant coopérer. Il n'a vu qu'un monolithe immuable dans la critique et buté dans son opposition là où n'existe qu'une collection d'individus plus aisés à séduire et plus prêts à se plier à la volonté présidentielle qu'il ne l'a cru. Surtout, il n'a pas su respecter les formes, ce qui veut dire accepter une opposition, au moins apparente, entre le législatif et l'exécutif, qui se résout le plus souvent par une victoire présidentielle — les échecs sont rares et souvent dus à un refus présidentiel de rechercher l'accommodement, comme ce fut le cas lorsque le Sénat refusa de ratifier le traité de Versailles et l'adhésion à la S.D.N. parce que le président Wilson avait refusé de céder sur un seul point — mais qui donne au Congrès l'impression d'exister et l'illusion d'influencer : il faut lui reconnaître un rôle. Dès lors, il lui est loisible de se rallier aux propositions présidentielles. On voit actuellement s'esquisser, suggéré par M. Kissinger lors de son exposé devant la Commission sénatoriale des affaires étrangères (31 juillet 1979), le compromis possible, voire indispensable pour la ratification de SALT 2. D'un côté, *« il est clair, en tout cas, qu'il existe parmi les sénateurs en ce moment une large majorité qui refuse de se laisser dessaisir, au nom d'un fait accompli international, de sa prérogative constitutionnelle d'examiner à fond et de retoucher éventuellement l'accord SALT qui vient de lui être soumis »* (17). De l'autre, M. Carter a besoin d'un accord pour des raisons tant intérieures qu'extérieures mais ne peut laisser le Sénat amender, par des révisions fondamentales, un traité dont l'U.R.S.S. a déclaré qu'elle préférerait alors y renoncer. La solution ? Adopter le traité tel quel, mais modifier son « environnement stratégique », de façon unilatérale, par diverses mesures plus dures, et notamment l'augmentation des crédits militaires. Immédiatement, *« le département d'Etat a déclaré que, s'il n'était pas d'accord avec toutes les propositions de Kissinger, il appréciait son « approche générale »* (18). Dès lors, les relations entre le président et le Congrès ont pris un aspect nouveau : les chances de ratification ont fortement augmenté.

Un état permanent de conflit

CETTE question des relations exécutif-législatif, souvent fort mal posée, soulève en réalité un problème beaucoup plus essentiel : celui des institutions politiques prises dans leur ensemble, telles qu'elles ont été définies par la Constitution et modifiées par la pratique politique. Ces institutions ont souvent été l'objet d'une admiration sans bornes (19), et nul plus que les Américains n'est convaincu de sa supériorité sur les autres systèmes politiques mis en place dans le reste du monde : ne s'agit-il pas, après tout, de la plus vieille Constitution écrite qui fonctionne encore ? Outre le fait que le texte de 1787 n'a que des rapports assez lointains avec la réalité présente (la Constitution n'avait par exemple prévu ni que les Noirs seraient citoyens, ni l'existence des partis, ni le contrôle de la constitutionnalité des lois, *ni le nombre de mandats présidentiels*, ni l'élection des sénateurs au suffrage universel, ni la Déclaration des droits des citoyens), il est surtout d'une redoutable ambiguïté sur certains problèmes graves, tels les droits réciproques des Etats et de l'Etat fédéral (imprécision qui sera une des causes majeures de la guerre de Sécession) ou la répartition exacte des prérogatives de l'exécutif et du législatif en matière de politique étrangère, institutionnalisant même des légitimités concurrentes.

Qui plus est, fondée sur des principes contradictoires (par exemple, la répartition des pouvoirs au niveau fédéral, fondement même de la Constitution, repose sur deux objectifs éminemment incompatibles puisqu'elle implique, à la fois, *séparation des pouvoirs et contrôle réciproque)*, la Constitution prévoit en réalité ce qu'on pourrait appeler des équilibres négatifs. L'une des idées-forces des « Pères fondateurs » est la méfiance à l'égard des détenteurs du pouvoir, de tout détenteur d'une parcelle d'autorité. D'où l'idée de créer des pouvoirs se partageant l'autorité et en état permanent de conflit : la liberté est assurée par une perpétuelle querelle de prérogatives. Mais pour que le système puisse fonctionner, il ne faut pas que le conflit latent devienne lutte ouverte jusqu'à écrasement définitif de l'un des acteurs : le prix de la liberté veut que chaque institution (présidence, Congrès et Cour suprême) puisse contrôler et réduire les prérogatives des deux autres afin que nulle ne parvienne à une situation de totale domination, de dictature. Tout, en un sens, est fait pour que le système soit constamment bloqué, et l'immobilisme est devenu une caractéristique essentielle du processus politique américain. Car, comme le notait un des juges à la Cour suprême les plus réputés pour son activité intellectuelle, M. Brandeis, le but du système n'est pas *« de promouvoir l'efficacité mais d'empêcher l'exercice arbitraire du pouvoir »* (20).

Les détenteurs du pouvoir sont d'ailleurs conscients de l'extrême fragilité du système. Bien qu'ils revendiquent hautement les prérogatives qui leur sont constitutionnellement imparties et qu'ils soient apparemment en concurrence constante, ils sont en réalité contraints à la coopération et à la solidarité s'ils veulent que le système produise le minimum de décisions indispensable à sa survie. Qui plus est, ils n'ignorent pas qu'aucune branche du gouvernement ne saurait s'éloigner trop nettement de l'idéologie dominante ou des objectifs et comportements qui lui sont constitutionnellement ou traditionnellement assignés sans risquer les représailles des institutions concurrentes.

A ces difficultés intrinsèques, s'ajoutent les obstacles internes à chaque institution

(1) Sondage réalisé entre les 15 et 21 juillet par la chaîne de télévision A.B.C.

(2) Sondage Yankelovich, dans *Time*, 11 octobre 1976, p. 39.

(3) *Time*, 6 septembre 1976, p. 25.

(4) D. Oberdorfer, « Brzezinski : hopes for the future », *Washington Post*, 2 avril 1977.

(5) Cf. M. Marder, « In pursuit of a SALT 2 agreement : the secretive birth of Carter's new plant for arms reduction », *Washington Post*, 11 avril 1977.

(6) « Pénurie ? », *le Monde*, 8 août 1979.

(7) J.-P. Smith, « Oil firms seen winners in Carter's energy plan », *Washington Post*, 23 avril 1977.

(8) « Economies d'énergie : un très net effort des consommateurs américains », supplément à *Focus* (publié sous la responsabilité de l'ambassade des Etats-Unis à Paris), mars 1979.

(9) J. Cernon, « Désarroi à la Maison Blanche », *le Monde diplomatique*, août 1979.

(10) Discours du 15 juillet 1979, in *International Herald Tribune*, 17 juillet 1979.

(11) Conférence de presse du 25 mai 1978, in *Congressional Quarterly*, 1er juin 1978.

(12) D. Broder, « The new realities of power », *Washington Post*, 2 avril 1975.

(13) M. Tatu, « Le remaniement dans l'entourage de M. Carter n'a pas fait remonter sa cote », *le Monde*, 12-13 août 1979.

(14) « Goldwater calls 94 th dangerous », *Washington Post*, 2 avril 1975.

(15) Etude du Democratic Study Group, citée par le *Congressional Quarterly*, 26 avril 1975.

(16) *Congressional Quarterly*, « Current American Government », C.Q., Washington, D.C., automne 1978, p. 2.

(17) U.P.I., « Le chef de file des sénateurs républicains se prononce contre l'accord SALT 2 dans sa version actuelle », *Le Monde*, 29 juin 1979.

(18) « SALT : a 5 % solution », *Time*, 13 août 1979, p. 19.

(19) M. Giscard d'Estaing, par exemple, en visite officielle aux Etats-Unis pour le bi-centenaire de la Déclaration d'indépendance déclare : *« L'Amérique, c'est donc (...) la démocratie »*, dans « Message to America », *Time*, 24 mai 1976, p. 21.

(20) Myers C. United States, 1272 U.S. 52, 293 (1926), cité par A. M. Schlesinger Jr., *The imperial presidency*, New-York, Popular Library, 1974, p. 9.



AMÉRIQUE

SCEPTICISME DES CITOYENS

qui entravent le déroulement régulier du processus politique : fonctionnement *inadapté à la réalité présente, blocages* nombreux du mécanisme législatif (qui, sous prétexte d'éviter la « tyrannie » de la majorité, permettent à l'autocratie d'une minorité de bloquer le Congrès), disproportion des moyens (colossaux) et des résultats (médiocres), inégalités de représentation, majorités incohérentes, absence *de programme, la liste est longue de ces* écrans qui *finissent parfois par faire* douter du sens du mot « démocratie » aux Etats-Unis. A *l'ambiguïté profonde* d'une Constitution en apparence claire et équilibrée, aux pratiques institutionnelles douteuses, s'ajoute l'inaptitude à définir *les projets politiques* : la remise en cause, pourtant constante et souvent approfondie, est incapable de déboucher *sur des décisions. Au total, on a l'impression que la mécanique tourne à vide*, qu'on assiste à une crise, ancienne mais enfin *évidente*, des institutions, qui ne parviennent plus à résoudre des problèmes qu'elles ont parfois elles-mêmes créés, *qui ne réussissent plus à convaincre les citoyens qu'ils ont un rôle à jouer dans l'ordre social pour réaliser un projet commun.*

Quelle opposition ?

EN effet, M. James Carter n'a pas tort de souligner « *l'érosion de la confiance* » des Américains à l'égard de leur gouvernement. Mais lorsqu'il l'attribue à l'affaiblissement du goût pour le travail, à la *dégradation de l'esprit de famille*, à l'effacement du sens communautaire et à l'*indifférence religieuse*, il oublie l'essentiel : *le scepticisme croissant* avec lequel les citoyens considèrent et les institutions et les hommes qui les gouvernent provient essentiellement de la déception à l'égard de pratiques politiques qui semblent si loin de l'idéal décrit et inculqué à l'école. Cette *désillusion* s'est fortement accrue dans les quinze dernières années, tous les sondages le confirment.

Alors qu'au milieu des années 60 une *majorité avait confiance dans la qualité* des institutions et estimait que le pays était gouverné dans l'intérêt général, les proportions se sont inversées à l'heure actuelle : alors que 42 % des Américains avaient « *grande confiance* » dans le *Congrès en 1966, ce pourcentage est* tombé à 10 % en 1978 (21) et 40 % des électeurs interrogés à *la sortie des bureaux de vote en 1978 estiment que* les élections, quel que soit leur résultat, ne provoqueront aucune différence (22).

Et ce désenchantement se traduit par un abstentionnisme croissant, alors même que l'accès aux urnes a été grandement *facilité de 1965 à 1972 : moins de 35 %* des électeurs ont participé aux dernières élections législatives en 1972.

Tout cela — l'échec de M. James Carter, les problèmes institutionnels, le scepticisme de l'opinion, — tout cela a *conjointement joué pour donner de la* scène politique américaine cette impression de faiblesse, de désorientation et d'incohérence. Mais pourquoi ? Car enfin, ce n'est *pas la première fois que les Etats-Unis* ont un *président médiocre*, et les faiblesses institutionnelles, quoi qu'en *aient les Américains, sont connues depuis* longtemps. Il nous semble qu'au-delà de toutes ces causes, pour réelles qu'elles *soient, existe un problème plus essentiel* et permanent de la nation américaine : ce qu'on pourrait appeler, de façon trop simple pour un phénomène si complexe, le refus du débat politique. Les Etats-Unis portent aux nues le fameux « consensus » *qui n'est que celui de l'* « *élite au pouvoir* » et auquel on n'est parvenu que par une répression constante — plus ou moins subtile, *parfois violente mais en* respectant le plus souvent les formes légales — de la différence idéologique.

Or ce qui caractérise les Etats-Unis, au-delà d'une apparence de tolérance trop souvent considérée comme la réalité, c'est une intolérance extraordinaire, fondamentale et permanente à l'égard de la *différence, car celle-ci* remet en cause l'unité nationale, considérée comme fragile et précaire. La nation américaine n'a *pu* se construire, globalement, que *contre* l'autre. L'Américain s'est créé aussi bien contre l'Indien que contre *l'Européen : l'ethnocentrisme, la conviction* de la supériorité nationale, la xénophobie parfois étaient probablement *inévitables et en quelque sorte* indispensables à sa création comme à sa survie et ont ainsi, et trop souvent, caractérisé *l'histoire américaine. Du Alien and Sedition Act* au nom symbolique (loi sur l'étranger et la sédition) de 1798 au *Maccarthysme en passant par les mouvements* nativistes et le Ku-Klux-Klan, on a *tenté de contrôler, d'interdire, de rejeter* tous ceux qui sont différents, qui professent des idées différentes : les Joe Hill, les syndicalistes, les ouvriers, les Debs ou les Rosenberg, les socialistes *ou les communistes, les Sacco et les* Vanzetti, les anarchistes, les Blacks Panthers, les paysans et les intellectuels *mêmes, voire les gens de cinéma, seront* punis, dans leur chair parfois, pour avoir osé être politiquement différents. Il s'agit là des cas les plus extrêmes et les plus significatifs — mais parfaitement *caractéristiques d'une histoire politique* (de la guerre de Sécession à l'assassinat de Kennedy), et sociale (de Pullman et Haymarket à *Harlan County*) aussi violente que sanglante.

Mais il y a aussi répression quotidienne et larvée de la différence politique : les *restrictions* au droit de vote, les obstacles à la candidature, le coût prohibitif des campagnes électorales, sans parler du harassement des tiers-partis, des manipulations dans le découpage électoral ou de la corruption politique (23), toutes pratiques aggravées par une information à laquelle tous (fournisseurs et consommateurs) n'ont pas le même accès et qui, en réalité, sous-informe un public pourtant intéressé par le politique (les trois quarts des Américains ont *regardé le* premier débat télévisé Ford-Carter de la campagne présidentielle de 1976 ; d'après *un sondage de 1978*, 62 % des téléspectateurs affirment que leurs « *émissions favorites* » sont les informations et émis*sions d'actualité*) (24). *Parfaitement représentatifs* d'un système politique dont ils sont partie intégrante, les organes d'in*formation de masse (mass media)*, d'après Robert Dahl, politologue américain aussi réputé que respecté, « *accordent une quantité de temps et d'espace négligeable aux vues ouvertement hostiles à l'idéologie dominante. Un Américain qui souhaite trouver des critiques des structures sociales, économiques et politiques fondamentales les trouvera certainement, mais il devra les chercher en dehors des organes d'information de masse (...). Aussi l'effet général des organes d'information de masse est de renforcer les institutions et l'idéologie existantes* » (25).

Car, contrairement à l'image traditionnelle que tentent de donner les responsables politiques américains du système politique national — « *désidéologisé* » à *tous les niveaux, avec un électorat ravi* d'avoir des représentants « *a-politiques* » *et centristes*, — *les élites politiques* comme les citoyens sont tout à fait politisés (26) et de façon hautement idéologique. *A preuve les partis politiques*, qui sont obligatoirement, même aux *Etats-Unis*, les médiateurs privilégiés et le lieu d'échange entre dirigeants et dirigés : « *Ce n'est pas parce que deux partis ont une conception identique du monde que l'on peut en conclure à une absence d'idéologie (...). Les partis américains sont des partis défendant en commun une certaine idéologie* » (27). A preuve les désaccords qui fragmentent le corps électoral, plus fréquemment et plus profondément qu'on ne le croit souvent, et qui divisent bien plus les Américains que les élites politiques parmi lesquelles ils sont censés choisir leurs gouvernants. *Ce fut vrai pour le Viet*nam (28). Ce l'est pour l'ensemble des problèmes, comme l'ont fort clairement *montré MM. Verba et Nie dans leur excel*lente étude sur la participation aux Etats-Unis : « *Nos données montrent que les activistes* (moins du tiers de l'électorat, qui dorénavant correspondent approximativement à ceux qui votent effectivement), *sont moins au courant de sérieux problèmes sociaux* (welfare) *que le reste de la population, moins concernés par la différence* de revenus *entre les riches et les pauvres, moins intéressés par l'intervention du gouvernement dans les problèmes de bien-être et moins concernés par l'égalité des chances pour les Américains noirs* » (29).

Mais ce qui distingue l'ensemble de la nation de ses dirigeants, c'est l'unanimisme cultivé par ceux-ci, face aux divisions de celle-là, au point qu'il est relativement aisé et fréquent de changer de parti, au point que dans moins de la *moitié des votes au Congrès une majorité* des démocrates s'oppose à une majorité des républicains et que les dirigeants parlementaires respectent moins la discipline que leurs propres troupes. Comme le notait l'éditorialiste James Reston *sous la présidence de M. Ford*, lorsque le législatif et l'exécutif étaient tenus chacun par un parti : « *Quant aux décisions qui affectent la vie des citoyens et la sécurité de la nation, le gouvernement républicain et le Congrès démocrate, malgré quelques écarts partisans, ne divergent pas sur la conduite des affaires nationales* » (30).

De prime abord, ce consensus peut sembler séduisant et paraît constituer un *mode de régulation satisfaisant du système* démocratique. Encore faudrait-il qu'il y ait aussi consensus de l'ensemble *de la nation*. Y a-t-il d'ailleurs une seule nation au monde où l'accord harmonieux *et paisible* règne *parmi* les citoyens ailleurs que dans les rêves... ou dans les régimes totalitaires ? En tout état de *cause, si le consensus n'est le fait que* de l'élite au pouvoir, on assiste inéluctablement à un divorce irrémédiable *entre gouvernants et gouvernés* qui aboutit soit au désintérêt, soit à la révolte des citoyens : leurs effets, souvent cumulés, *ne* peuvent que miner la démocratie. Qui plus est, il stérilise le débat jugé comme *inutile* par *les dirigeants* politiques mais indispensable pour la définition de projets cohérents, d'un projet de société. *N'est-ce pas la* situation où se trouve les Etats-Unis à l'heure actuelle ? Et ne serait-ce pas *l'occasion, dans un pays qui se flatte* d'avoir rénové la théorie démocratique, de reconsidérer le rôle que doit jouer *l'opposition, son caractère indispensable* pour la réalité et l'efficacité de la démocratie ?

MARIE-FRANCE TOINET.

(21) Sondage Harris de novembre 1978, cité par *Public Opinion*, novembre-décembre 1978, p. 22.

(22) Sondage CBS-News, *New York Times (Trente-quatre mille électeurs*, nov. 1978), cité par *Public Opinion*, janvier-février 1979, p. 24.

(23) Pour plus de détails, on peut se reporter à *notre article* « *la Concurrence* électorale imparfaite aux Etats-Unis », *Revue française de science politique*, octobre 1976, p. 979-995.

(24) A. C. Sanoff, « Why the overland of TV news shows », *US News and World Report*, 20 novembre 1978, p. 51.

(25) *R. Dahl, Political oppositions in Western democracies*, Yale University Press, New Haven, 1973, p. 47.

(26) Cf. P. Converse et G. Dupeux, « Politization of the electorate in France and the United States », *Public Opinion Quarterly*, printemps 1962, p. 1-23.

(27) F. et C. Masnata, *Pouvoir, Société et Politique aux Etats-Unis*, Payot, Paris, 1970, p. 184.

(28) Se reporter à l'analyse remarquable de MM. Page et Brody sur le poids de la question vietnamienne lors des élections présidentielles de 1968 : « Policy voting and the electoral process : the Vietnam war issue », *American Political Science Review*, septembre 1972, pp. 979-995).

(29) S. Verba et N. Nie, *Participation in America*, New-York, Harper and Row, 1972, p. 298.

(30) « The Mood of Washington », *International Herald Tribune*, 28-29 février 1976.

UN CAPITALISME DIVISÉ

(Suite de la première page.)

Le premier de ces deux phénomènes constituait la condition préalable au *réalignement des partis*, le second en fut le catalyseur.

Le poids réel des syndicats ouvriers au sein de la coalition électorale forgée par Roosevelt à l'époque du *New Deal était probablement moins* grand qu'on ne l'admettait à l'époque, du fait qu'ils devaient compter avec l'influence, au sein du parti démocrate, d'un grand nombre de dirigeants de banques commerciales et de banques d'investissement, de représentants de diverses industries à haute technologie, d'innombrables pétroliers, etc. ; il n'empêche que, à partir de 1935, les syndicats exercèrent une influence importante dans les cercles démocrates. Mais, dès la fin des années 50, leur position avait commencé *à se détériorer*.

En effet, un an avant l'élection de John Kennedy en 1960, le Congrès, largement dominé par les démocrates à la suite de la récession de 1958, vota la loi Landrum-Griffith, nettement hostile aux syndicats. En 1965, le Congrès possédant la plus forte majorité démocrate depuis le second mandat de Roosevelt, refusa d'amender la clause dite du droit au travail *(right-to-work)*, très restrictive pour l'action syndicale, incluse dans la loi Taft-Hartley votée en 1947 par un Congrès à majorité républicaine. En dépit de rituelles promesses électorales, d'autres congrès, dominés par les démocrates, se sont arrangés pour laisser les choses en l'état. Les syndicats *n'ont pas été davantage* capables d'endiguer le flot d'entreprises quittant le Nord pour s'installer dans les Etats du Sud ayant adopté des lois *(right-to-work laws)* très favorables au patronat. Tout au long des années 60, le pourcentage d'ouvriers *syndiqués ne cessa de décliner*, et, à la fin de la décennie, les *ouvriers syndiqués, sinon leurs dirigeants*, comptaient de plus en plus sur des candidats d'un tiers parti pour exprimer leurs revendications, ou bien se désintéressaient tout simplement du jeu politique classique.

Cette redistribution des cartes au sein du parti démocrate coïncide avec l'éclatement de la coalition républicaine forgée à l'époque d'Eisenhower. Le parti républicain des années 50 était caractérisé par la coexistence, *pacifique mais tendue*, de personnalités protectionnistes comme George Humphrey *(aciéries)* ou Robert T. Stevens (textile), et de multinationalistes comme Nelson Rockefeller et Douglas Dillon. Mais cette coalition commença de voler en éclats au fur et à mesure que montait la pression en faveur de la libération des échanges.

L'éventuel aboutissement de ces affrontements internes devint clair lors de la convention républicaine de 1960 : M. Nelson Rockefeller, vivante incarnation de la multinationale, n'obtint pas l'investiture ; le parti préféra désigner M. Richard Nixon, *qui n'était pas alors et ne serait* jamais le candidat préféré des multinationalistes, bien que certains aient alors encouragé sa quête du pouvoir. La réussite de Barry Goldwater à la convention de 1964 marqua la consolidation du pouvoir, au sein du parti *républicain*, de l'aile protectionniste représentée par des hommes comme George Humphrey (alors président de National Steel), Roger Milliken (de la firme textile Deering Milliken), des pétroliers indépendants comme John Pew et Henry Salvatori, et toute *une série de moyennes et petites* entreprises.

Une fois que les protectionnistes eurent pris le contrôle du parti républicain, il fut impossible de les déloger. Le cruel dilemme qu'ils posent aux candidats à l'investiture pour la course à la présidence fut *illustré l'an dernier par les hésitations* de M. Howard Baker à propos de la ratification du traité sur le canal de Panama : s'il votait contre, il serait acclamé par la droite nationaliste qui, sans doute, lui accorderait l'investiture républicaine ; mais, du même coup, il dresserait contre lui ce qui subsiste du vieil establishment républicain de la côte atlantique, prêt à quitter une formation républicaine protectionniste afin de bénéficier d'une libération des échanges, et l'investiture républicaine serait alors vaine puisqu'elle garantirait un échec à l'élection présidentielle. Des sources *sérieuses indiquent que* M. Howard Baker eut alors plusieurs entretiens avec M. Nelson Rockefeller au siège de la Chase Manhattan Bank. Finalement, il adopta à l'égard du traité une attitude favorable mais assortie de réserves, ce qui semble indiquer qu'il avait *flairé où* réside le véritable pouvoir aux Etats-Unis (1).

Ayant perdu le contrôle du parti *républicain, les partisans du libre-échange* et des multinationales trouvèrent un nouveau terrain d'action parmi les démocrates des années 60. John Kennedy tint ses promesses de constituer une administraiton bipartisane et fit entrer dans son gouvernement des industriels et banquiers républicains comme MM. Robert McNamara et Douglas Dillon. Avec les *multinationalistes* du Committee on Economic Development, il préconisa un allégement fiscal et prit fortement position en faveur du libre-échange (Trade Expansion Act de 1962, importantes *réductions douanières prévues* par le « Kennedy round »). Ne tenant pas compte des pressions de plus en plus fortes de son électorat syndicaliste en faveur du protectionnisme, Lyndon Johnson suivit la voie tracée par John Kennedy. Ce fut un désastre *pour les syndicats ouvriers, dont* les positions fortes se situaient précisé*ment* dans les secteurs industriels les plus vulnérables à la compétition internationale et qui virent déferler les importations en provenance d'Europe occidentale, du Japon et des filiales *américaines* installées à l'étranger, entraînant des suppressions *d'emplois. L'influence* des syndicats à l'intérieur du parti démocrate se détériora aussi de manière radicale au fur et à mesure que d'anciens républicains — venant particulièrement des industries pétrolière, chimique, automobile et d'autres secteurs à *haute technologie, ainsi que des* banques internationales — acceptaient des postes dans les gouvernements démocrates.

Avec les années difficiles de la « nouvelle politique économique » de M. Richard Nixon — protectionnisme *renforcé, dévaluations spasmodiques* du dollar, surtaxes à l'importation — on vit apparaître une *nouvelle* espèce d'animal politique, défiant toute taxonomie classique : le *democraticus multinationalis*, un gros homme d'affaires dont le parti démocrate était devenu l'instrument privilégié pour servir ses intérêts économiques. *M. David Rockefeller*, avec le ferme soutien d'un groupe de multinationalistes (parmi lesquels M. Michael Blumenthal, secrétaire au Trésor de M. Carter, remplacé à ce poste par *M. William Miller*), *organisa en 1972* la Commission trilatérale en vue de coopérer avec les principales entreprises européennes et japonaises pour développer le libéralisme dans les échanges internationaux. MM. James Carter et Walter Mondale furent parmi les premiers *membres* de la Commission trilatérale, administrée par M. Zbigniew Brzezinski. Depuis, plus de vingt membres de la Trilatérale ont servi dans le gouvernement Carter, dont l'orientation nettement favorable au monde des affaires n'est pas un capricieux épisode *des désillusions* consécutives au Watergate. Il *faut, au contraire*, y voir le point culminant d'une ample évolution historique, mise en mouvement depuis plusieurs années et qui continue d'orienter la politique américaine.

M. Miller et la Commission trilatérale

SUR cette toile de fond, le remaniement du gouvernement Carter et diverses autres nominations à des postes importants *prennent leur plus* savoureuse signification. Les cas de *MM. G. William Miller et Paul* Volcker sont particulièrement révélateurs car tous deux soulignent l'étroit ajustement entre les appuis multinationaux de M. Carter, le sens des nominations auxquelles il a procédé et la continuité sans faille des objectifs *de ses plus proches conseillers*.

M. William Miller, le nouveau secrétaire au Trésor, avait été nommé, en mars 1978, président du Bureau de la Réserve fédérale à la place de M. Arthur Burns. Dans les mois précédents, les principaux journaux avaient répété avec insistance que le choix de M. Carter en ce domaine *serait déterminant pour* l'avenir de ses relations avec le monde des affaires. Celui-ci, *disait-on*, s'inquiétait déjà de l'ampleur du déficit fédéral, du spectre d'une augmentation du salaire minimum, des tendances supposées de l'administration en faveur d'un contrôle des salaires et des prix. On considérait que si M. Arthur Burns — incarnation putative de la *rigueur* fiscale et d'une prudente déflation — *n'était pas maintenu* à la tête de la Réserve fédérale, M. Carter pourrait réveiller dans les milieux d'affaires la crainte ancestrale que leur inspirent les présidents démocrates et risquerait même de déclencher chez eux une redoutable « *crise de confiance* »

Lorsque M. William Miller apparut comme le successeur de M. Arthur Burns, la plupart des *commentateurs* soulignèrent que le personnage n'était pas *conventionnel*. Bien que certains doutent que le caractère institutionnel de la Réserve fédérale puisse permettre d'importants changements de politique, M. Miller était généralement décrit comme un *outsider* de la finance internationale, un inconnu que sa surprenante affiliation au parti démocrate rendait docile aux mains de *M. Carter pour superviser les affaires* monétaires, une menace potentielle pour le monde des affaires. On rappela, souvent de manière erronée, qu'il avait, dans le passé, préconisé un contrôle des salaires, un contrôle sélectif du crédit, des efforts en vue du plein emploi.

Bien que la presse continue de célébrer rituellement l'éloge de M. Arthur Burns, dans les mois qui précèdent son remplacement, les voix *importantes, dans le monde des* affaires, ne se font pas entendre pour *demander son maintien. Les appuis* qu'il recueille sont en général de pure forme, et ils viennent souvent d'éminentes personnalités mentionnées comme successeurs possibles, tel M. Gabriel Hauge, de la Manufacturers Hanover. Pas de paradoxe à cela *puisque M. Burns a soutenu* des politiques monétaire et commerciale tout à fait différentes de celles que défendent des économistes de la Commission trilatérale comme MM. Richard Cooper *et* Philip Trezise.

Car M. Burns n'a jamais été proche des multinationalistes. Au début des années 60, avant sa nomination à la tête de la Réserve fédérale, il n'a eu que deux importants liens d'affaires. D'une part, aux côtés de porte-parole aussi peu représentatifs que M. Raymond Moley et le sénateur Harry *Byrd Jr*, il avait été l'un des administrateurs de la très conservatrice Tax Foundation. D'autre part, avec M. Richard Nixon et d'autres, il avait été directeur de la Mutual Life Insurance Company, qui, *autrefois dominée* par le groupe Morgan et qui figurait alors parmi les plus importantes sociétés, avait depuis longtemps décliné en taille et en puissance.

La politique de M. Burns à la tête de la Réserve fédérale a été vigoureusement *critiquée* dans les premières publications de la Commission *trilatérale. Son aversion de principe* pour l'interventionnisme étatique n'était pas partagée par les multinationalistes, dont les vœux en faveur d'un Etat fort annoncent un nouvel âge en économie politique. En demandant une supervision des prêts consentis par les banques *américaines* à des pays du tiers-monde particulièrement fragiles, il menaçait une récente et importante source de profits pour les banques internationales, et les grondements de la Réserve fédérale, réclamant plus de modération dans la participation des banques américaines au marché des eurodollars, ne faisaient qu'aggraver les *inquiétudes*.

Au contraire, M. G. William Miller était *lié* aux plus hauts échelons du monde des affaires, avec une nette orientation vers la finance et l'industrie multinationales. Président de Textron Corporation (qui, au moins jusqu'à la chute du chah d'Iran, fut une multinationale à succès), il avait aussi *dirigé le Conference Board*, important instrument de recherche des *plus grandes* entreprises américaines, ainsi que plusieurs sociétés exceptionnellement puissantes.

Lorsque M. Miller fut nommé à la Réserve fédérale, il y avait, parmi les membres du bureau de direction de Textron, M. Heath Larry, président de la *National Association of Manufacturers* (l'équivalent du C.N.P.F. en France), qui, intéressé au choix du successeur de M. Burns, appuya vigoureusement la candidature de M. Miller, puis, une fois acquise la désignation, s'empressa de rendre hommage à son « *excellente* » compréhension des problèmes monétaires.

(Lire la suite page 12.)

(1) N.D.L.R. : le dilemme n'est pas moins grand pour M. Carter. Lors des « *mid term elections* » de novembre 1978, il intervient personnellement dans le Tennessee contre M. Howard Baker qui a pourtant pris le risque de déplaire à ses électeurs en entraînant une *quinzaine* de républicains à soutenir le traité sur le *canal de Panama. Bien pire*, M. Carter soutient, contre le sénateur Baker, un adversaire qui est certes démocrate mais qui centre sa campagne sur le fait que M. Baker a « bradé » le canal de Panama. Sur ce point et sur d'autres contradictions du même ordre, voir l'excellent article de Alton Frye et William-D. Rogers, « Linkage Begins at Home », *Foreign Policy*, n° 35, été 1979.

Un capitalisme divisé

(Suite de la page 11)

Parmi les liens de M. Miller, ceux qu'il entretenait avec Allied Chemical étaient particulièrement étroits. L'un des directeurs de cette firme avait négocié l'achat de 10 % de son capital par Textron, par l'intermédiaire de la société belge Solvay. C'est, en outre, un vieil ami du président d'Allied Chemical, M. John Connor, très lié, depuis l'époque de Roosevelt, aux dirigeants du parti démocrate. M. John Connor a occupé des fonctions officielles sous trois présidents démocrates jusqu'à Lyndon Johnson, dont il fut secrétaire au commerce. Consulté par M. Carter sur le choix du successeur de M. Burns, il recommanda chaleureusement M. Miller.

Parmi les membres de la direction d'Allied Chemical figurent aussi M. Richard Perkins, ancien dirigeant de la Citibank et en même temps *directeur de New Court Equity*, l'un des principaux instruments des Rothschild de Londres, M. Richard Shinn, de la Metropolitan Life Insurance Company, et M. E. Burke Giblin, président de Warner-Lambert, dans le bureau de laquelle on retrouve John Connor et le publiciste ultra-conservateur Irving Kristol. Le nom de Mme Katherine Graham, directrice du *Washington Post*, complète la liste des personnalités d'Allied Chemical qui ont pu favoriser la nomination de M. Miller : son père, Eugene Meyer, était président de la Réserve fédérale dans les années 30, et la famille Meyer a détenu un important paquet d'actions d'Allied Chemical. Le *Washington Post* est celui de tous les grands journaux qui a donné le maximum d'appui à la désignation de M. Miller, célébrant aussitôt après le *« succès »* de la *« chirurgie politique »* effectuée par M. Carter à la Réserve fédérale.

M. Miller a aussi été directeur de Federated Department Stores, dont le président, appartenant à une influente famille de Cincinnati, M. Ralph Lazarus, siège dans plusieurs comités directeurs, dont celui de la Chase. A la tête de la même société figurent deux membres de la Commission trilatérale, MM. Peter Peterson, de Lehman Brothers Kuhn Loeb, et J.P. Austin, président de Coca-Cola, qui *consacra une bonne* partie de l'année 1976 à pousser la candidature de M. Carter dans les milieux d'affaires.

Enfin, M. William Miller était un membre actif de la Business Roundtable, le lobby des quelque deux cents plus grandes firmes américaines, dirigée à l'époque par M. Reginald Jones (président de General Electric, ancien patron du Business Council, auteur à titre privé du premier projet de réduction fiscale du président Carter) et par MM. Irving Shapiro (président de Du Pont de Nemours) et Thomas Murphy (président de General Motors), qui tous deux furent particulièrement actifs, dans les milieux *gouvernementaux, en faveur* de la nomination de M. Miller.

Dans ces conditions, il n'était donc pas surprenant que, en septembre 1977, lors de la réunion annuelle du Fonds monétaire international, *« d'éminents banquiers aient fait savoir qu'ils ne considéraient plus comme essentiel de conserver M. Burns à la Réserve fédérale » (The Washington Post*, 29 décembre 1977), et que la voie ait été dégagée pour la nomination d'un homme soutenu par MM. Larry, Connor, Jones et Shapiro, et convenant tout à fait à la Chase, à la Citibank, à la Morgan Guaranty *et à la Bank of America. Membre de* la Commission trilatérale, ancien président de Bendix et, à ce moment-là, secrétaire au Trésor, ami de longue date de M. Miller, M. Michael Blumenthal eut la charge de conduire dans l'administration toute la procédure conduisant à la nomination. Le jour même où elle fut annoncée, MM. David Rockefeller, président de la Chase Manhattan Corporation, et Ellmore Patterson, président de la Morgan Guaranty Trust, exprimèrent leur pleine confiance en M. William Miller.

A la tête de la Réserve fédérale, aucune action de M. William Miller ne put un seul instant faire penser qu'il existait la moindre discordance entre son action et les vœux de ceux qui l'avaient poussé à ce poste ; bien au contraire, les critiques contre les prêts des banques privées à des pays du tiers-monde cessèrent aussitôt et, par toute une série d'initiatives, M. Miller s'affirma comme un fervent avocat de la compétition bancaire, stratégie qui favorise les plus grandes banques américaines et qui a été ardemment souhaitée par elles.

Avant d'accéder à la Réserve fédérale, il avait été directeur de la Reserve Bank de Boston, qui lança ce que l'on appelle les « NOW Accounts » (Negotiable Orders of Withdrawal), qui autorisent les banques commerciales à verser des intérêts sur les comptes courants, supprimant ainsi un handicap dans leur compétition avec les caisses d'épargne. Après son arrivée à Washington, M. Miller a pressé les leaders du Congrès d'étendre ce système à l'échelle nationale, et la Réserve fédérale autorise les banques affiliées à faire des transferts automatiques des comptes d'épargne vers les comptes courants à découvert, initiative qui indigne particulièrement les établissements d'épargne et de prêts.

Une accentuation de la centralisation du système bancaire américain a été favorisée par une rationalisation *des conditions de dépôt* dans les établissements membres du système de réserve, par un assouplissement des restrictions imposées aux opérations bancaires inter-Etats et par une attitude favorable de la Réserve fédérale *à l'égard des opérations de rachat par* des banques étrangères (occidentales). Dans le système même de la Réserve, M. Miller a renforcé l'autorité du bureau des gouverneurs sur les sections régionales. Il s'est publiquement prononcé pour la levée du contrôle sur les prix pétroliers et pour la libéralisation du commerce international.

M. Miller remplaçant M. Blumenthal au Trésor et M. Paul Volcker lui *succédant* à la *Réserve fédérale*, la continuité est parfaite. Non seulement M. Volcker était président de la Reserve Bank de New-York mais encore il est aussi membre de la Commission trilatérale et administrateur de la *Fondation Rockefeller. Protégé de* Robert Roosa (de la banque Brown Brothers Harriman, membre de la Commission trilatérale, vice-président de la Fondation Rockefeller), il a travaillé pendant plusieurs années pour la Chase Manhattan Bank. Sur des sujets aussi sensibles que le relâchement des règlements imposés aux opérations bancaires dans le pays, la centralisation de la Réserve fédérale et l'allégement des restrictions sur les opérations bancaires internationales et les rachats, il est dans le droit fil de la politique de M. G. William Miller.

Déclin et hésitations des syndicats ouvriers

EN procédant aux nominations de MM. Miller et Volcker, le président Carter a réaffirmé son engagement en faveur de la politique économique souhaitée par la Commission trilatérale. Ce faisant, il a davantage souligné le caractère encore plus fragile de la position des syndicats ouvriers dans le parti démocrate et, plus généralement, dans la vie politique américaine.

La situation des syndicats a quelque chose de désespéré, comme le montrent toute une série de données chiffrées. Le pourcentage de travailleurs syndiqués n'a cessé de *décliner depuis le* milieu des années 50 et n'atteint maintenant que 20,1 %. Les campagnes de recrutement lancées par les syndicats sont de plus en plus inefficaces. Jusqu'au milieu des années 60, les syndicats gagnaient *60 % des élections* pour les représentants du personnel, mais ce chiffre est tombé l'an dernier à 46 %. En raison à la *fois* du mécontentement des syndiqués à l'égard de leurs dirigeants et de la plus grande habileté des patrons contre *les* syndicats, le nombre de conventions collectives rejetées par la base a fortement augmenté ces dernières années. Les syndicats perdent maintenant près de 80 % des élections (de plus en *plus nombreuses) tendant à les « décertifier »* (pour leur retirer le statut de négociateur représentatif) ou à annuler la clause dite d'*union shop*, qui oblige un travailleur nouvellement embauché à adhérer au syndicat ; or ces scrutins sont organisés à l'initiative du National Labor Relations Board (N.L.R.B.), dont la création fut l'une des grandes conquêtes sociales du New Deal. Des *right-to-work laws*, qui restreignent les libertés syndicales, ont été adoptées dans une *vingtaine* d'Etats et font dans six autres Etats l'objet d'une dispendieuse campagne conduite par les forces les plus conservatrices.

L'évolution de l'opinion publique n'est pas moins défavorable aux syndicats. Les syndicats ont récemment lancé leur plus importante initiative pour essayer d'infléchir une législation qui entrave leur action. Il s'agissait de faire adopter par le Congrès le Labor Law Reform Bill (L.L.R.B., projet de réforme de la législation du travail). Divers sondages effectués pendant que le Congrès examinait ce texte montrent que les syndicats viennent *loin* derrière le patronat en ce qui concerne la confiance que leur accorde le public et sa confiance en leur caractère représentatif. Une majorité des personnes interrogées considèrent en outre que les grands syndicats disposent d'un pouvoir excessif.

Le Labor Law Reform Bill préconisait l'accélération des élections de représentants syndicaux, l'aggravation des pénalités imposées pour pratiques illégales *(unfair labor practices)* utilisées par les employeurs (et de plus en plus nombreuses), l'extension des pouvoirs du National Labor Relations Board dans les cas où le patronat refuse de négocier, l'augmentation des effectifs dont dispose le N.L.R.B., etc. (2).

Ce projet de loi fut rejeté par le Congrès sous l'influence d'une coalition sans précédent qui regroupait la Business Roundtable, la National Association of Manufacturers, les Chambres de Commerce et l'organisation d'extrême droite National Right-to-Work Committee. La sévère bataille qui se déroula alors se solda pour les syndicats par un retentissant échec, dont l'effet fut de faire voler en éclats, au sein du mouvement ouvrier, tout consensus sur les objectifs pour les années 80.

Au moment où se multiplient entre dirigeants syndicalistes les divergences sur la gravité de la situation actuelle et sur les *moyens* d'y remédier, plusieurs tendances *ont commencé* à se manifester. Certains syndicats jettent tout leur poids dans une nouvelle campagne en faveur de mesures protectionnistes contre les importations ; d'autres souhaitent rénover leurs alliances avec les libéraux, les groupes féministes et les minorités ethniques ; d'autres cherchent désespérément un candidat libéral à opposer au président Carter en 1980.

Mais, pour reconquérir l'impact libérateur qu'il avait autrefois dans l'imagination populaire, le mouvement syndical a besoin de trouver une nouvelle formule politique capable de séduire de larges couches au nom de l'intérêt général. C'est uniquement à cette condition qu'il pourrait utilement se tourner vers l'autre question, à savoir si le parti démocrate est encore un instrument plausible au service de ses aspirations.

Le protectionnisme que prêchent actuellement les principaux syndicats de l'A.F.L.-C.I.O. ne constitue certainement pas un élément de la solution recherchée. Comme substitut provisoire à des campagnes de recrutement ou à des campagnes politiques nécessaires *pour reconquérir une part du* pouvoir politique, l'action en faveur de protections douanières est beaucoup trop dangereuse pour l'avenir à long terme du mouvement syndical dans son ensemble. Car protégeant certains *emplois seulement, et cela* à un prix énorme qui retombe largement sur les autres ouvriers, la protection tarifaire ne peut que morceler le mouvement syndical sans pour autant résoudre les problèmes posés aux Etats-Unis dans une économie *mondiale* en pleine évolution. Comme le procès de production dans certaines industries (électronique lourde, automobile) est caractérisé par une substantielle intégration internationale, de nombreux syndicats y *seraient fermement hostiles*.

De même, la stratégie d'alliance avec les libéraux, les minorités et les groupes religieux, préconisée par M. Douglas Fraser, président du syndicat de l'automobile, ne peut répondre aux problèmes du syndicalisme. Bien qu'elle puisse partiellement atténuer l'isolement des syndicats, une telle formule relève de conceptions aujourd'hui dépassées. De semblables coalitions n'ont pas réussi, dans les années 60, à susciter une durable redistribution des pouvoirs. En outre, les quelques succès que ce jeu put remporter découlaient en partie de l'appui important fourni par les fondations qui, aujourd'hui, s'intéressent à des variations mineures sur des thèmes familiers dans le domaine des relations industrielles.

La *proposition* qui semble avoir le plus grand potentiel mobilisateur dans les années à venir est celle de la réduction de la semaine de travail. Une campagne en ce sens est codirigée en ce moment par MM. Frank Runnels (syndicat de l'automobile) et Frank Rosen (syndicat des électriciens) avec l'appui d'une trentaine de syndicats. Contrairement au protectionnisme, le mouvement en faveur de la réduction du temps de travail possède probablement une formidable capacité de séduction. Plusieurs éléments permettent de prévoir qu'un tel projet sera favorablement reçu : crainte évidente d'une extension du chômage, accroissement du nombre de diplômés sous-employés, septicisme à l'égard de l'éthique du travail, transformations démographiques qui dressent les uns contre les autres, par millions, les plus jeunes travailleurs se disputant les possibilités (de moins en moins nombreuses) de promotion.

Cependant, la campagne pour une plus courte semaine de travail n'occupe encore qu'une importance marginale et ne bénéficie pas du soutien actif des plus importants dirigeants syndicalistes. En l'absence d'un programme largement accepté, le mouvement syndical souffre de son éparpillement en fédérations et de sa recherche d'avantages locaux. Leur coordination entre les différents secteurs de production est en régression, et chaque syndicat est de plus en plus soumis à la logique particulière de chaque secteur industriel.

Dans une position généralement affaiblie, chaque syndicat — ou du moins ses dirigeants — est presque irrésistiblement attiré par la perspective d'accords séparés avec le patronat, débouchant ainsi sur une classique politique de clientélisme, notamment dans les relations avec la Commission *trilatérale. Parmi les dirigeants syn*dicalistes qui ont récemment appartenu à la Commission trilatérale figurent M. Leonard Woodcock, qui appuya la candidature de M. James Carter en 1976 et qui, lorsqu'il se retira de la présidence du syndicat de l'automobile, fut nommé chef du Bureau de liaison des Etats-Unis, puis ambassadeur à Pékin ; M. I. W. Abel, qui dirigea le syndicat des métallos en une période marquée par une forte contestation des dirigeants par la base, le successeur qu'il s'était choisi, M. Llyod McBride, l'emportant finalement sur M. Ed Sadlowski, candidat des contestataires ; M. Glen Watts, président du syndicat des ouvriers de la communication, qui attaqua publiquement M. George Meany pour avoir critiqué M. Carter après l'échec du Labor Law Reform Bill ; M. Lane Kirkland, l'éternel secrétaire-trésorier de l'A.F.L.-C.I.O., grande figure de la « guerre froide », successeur probable de M. George Meany, membre de la direction du Council on Foreign Relations, administrateur de la Fondation Rockefeller ; et enfin M. Sol Chaikin, du syndicat de la confection pour dames, qui récemment déclara avec effusion que *« le président Carter a une capacité intellectuelle plus grande que celle de n'importe quel président depuis Roosevelt »*.

MM. Glen Watts et Sol Chaikin ont déjà rassemblé quelques dirigeants syndicalistes disposés à se prononcer en faveur de M. Carter pour sa réélection en 1980, pendant que M. Jerry Wurf, président du très important syndicat des employés municipaux et d'Etat — qui, fait notable, s'est abstenu de faire en faveur du Labor Law Reform Bill un effort à la mesure des moyens dont il dispose — jouait un rôle efficace pour faire échouer les *efforts d'autres dirigeants syndicalistes* en faveur de la candidature du sénateur Edward Kennedy dans l'élection « primaire » de l'Iowa.



A la recherche d'un homme nouveau

BIEN entendu, la campagne de M. Carter ne sera pas axée sur le soutien des ouvriers. Au contraire, les dernières nominations auxquelles il a procédé manifestent son souci de renforcer sa position dans des domaines qui lui sont probablement favorables et de cultiver les secteurs sensibles au clientélisme.

En remplaçant, comme secrétaire à l'énergie, M. James Schlesinger, qui était politiquement gênant, par M. Charles Duncan, le président Carter a promu un personnage qui a des liens étroits à la fois avec Coca-Cola (ce que la presse a souligné) et avec les producteurs texans de gaz et de pétrole (ce que la presse a ignoré). Après avoir quitté Coca-Cola, M. Duncan a dirigé plusieurs sociétés au Texas, y compris une banque d'investissement liée à l'une des plus riches familles du Texas ; avant d'être nommé secrétaire à la défense en 1976, il était en relations d'affaires avec son frère, qui jouit d'une vaste influence comme directeur d'un nombre important de firmes et d'associations, parmi lesquelles Houston Natural Gas, Gulf and Western, Bank of the Southwest, la chambre de commerce de Houston, et Paktank, filiale américaine de la firme multinationale hollandaise Pakhoed.

Deux nominations tendent à renforcer la position de M. Carter auprès des maires des grandes villes, dont beaucoup seraient autrement acquis à M. Edward Kennedy : celle de M. Neil Goldschmidt, ancien maire de Portland, comme secrétaire aux transports, et celle, comme secrétaire au logement et au développement urbain, de M. Moon Landrieu, ancien maire de La Nouvelle-Orléans, puis président d'une société immobilière à laquelle était récemment associé le chah d'Iran.

Enfin, avec la désignation de Mme Patricia Harris comme secrétaire à la santé, à l'éducation et à l'action sociale, une femme noire est portée à la direction d'un ministère particulièrement important pour engranger les votes des électeurs noirs, qui jouèrent un rôle crucial dans l'élection de M. Carter en 1976 mais ont récemment manifesté leur déception.

Il est douteux que ces diverses mesures puissent garantir la réélection de M. Carter. Son engagement résolu en faveur de la politique économique de la Commission trilatérale — mis en relief notamment par les nominations de MM. William Miller (Réserve fédérale), Paul Volcker (Trésor) et Hedley Donovan (conseiller spécial) peut constituer pour lui un danger fatal. En effet, pour protéger le statut international du dollar, une nette augmentation du taux d'intérêt paraît inévitable ; mais, avec une économie intérieure en léthargie et un haut niveau de chômage, un resserrement du crédit peut se traduire par un désastre politique.

Au printemps dernier, la Réserve fédérale, sous la présidence de M. Miller, résista à de fortes pressions en faveur d'un taux d'intérêt plus élevé. A ce moment-là une politique souple *fut publiquement appuyée* par d'éminents banquiers internationaux comme M. David Rockefeller. Mais maintenant, dans le monde financier américain, il n'est personne qui n'admette la nécessité de resserrer le crédit. MM. Miller et Volcker ont l'un et l'autre affirmé leur détermination à protéger le dollar à quelque coût que ce soit. Pour eux, et pour les autres membres de la Commission trilatérale assemblés autour du président Carter — sinon pour M. Carter lui-même, — la route à suivre est claire : protéger le dollar, tout en surveillant la cote de popularité du président Carter, et, si nécessaire, le laisser tomber pour soutenir le populaire Edward Kennedy.

Le mécanisme destiné à trouver un candidat viable — comprenant les intérêts des multinationales, capable de battre la figure de proue du nationalisme et du protectionnisme (*M. Ronald Reagan ou M. John* Connally) et qui semble être en mesure d'obtenir l'investiture du parti républicain — est déjà en mouvement. M. Michel Blumenthal a ouvert des canaux de communication en direction *du sénateur Kennedy*, et *il* est en train de négocier avec des éditeurs new-yorkais la publication de ses Mémoires (la rédaction en est presque achevée) de secrétaire au Trésor. On dit que ce récit contient un portrait dévastateur de *M. James Carter*.

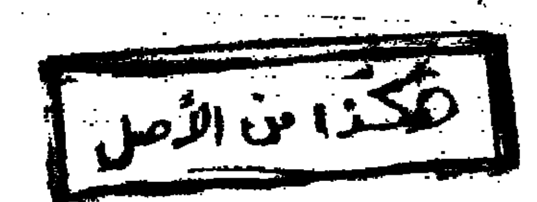
THOMAS FERGUSON et JOEL ROGERS.

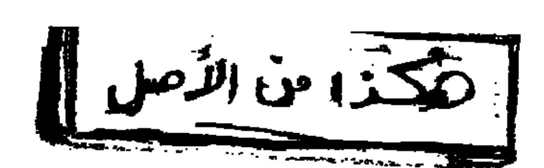
(2) Voir Pierre Dommergues, « Le modèle américain », *le Monde diplomatique*, mars 1979.

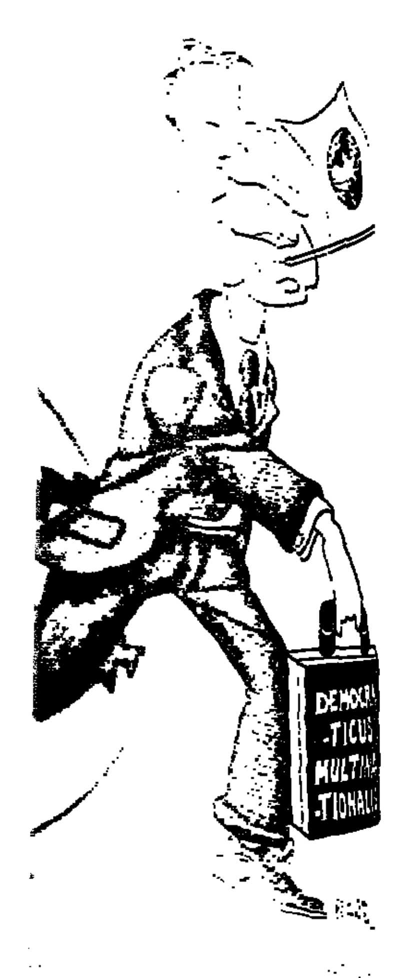
Carnet des ambassades

● A l'occasion de la célébration du trente-cinquième anniversaire de la libération, fête nationale, l'ambassadeur de la République socialiste de Roumanie et Mme Corneliu Manescu ont donné une réception le 23 août.

16-30 SEPTEMBRE	
15 MEXIQUE	Fête nationale
18 CHILI	Fête de l'indépendance
22 *MALI*	Fête nationale
23 ARABIE SAOUDITE	Fête nationale
26 RÉP. ARABE DU YEMEN	Fête nationale
30 BOTSWANA	Fête de l'indépendance
1er-15 OCTOBRE	
1 CHINE	Anniv. de la procl. de la Rép. populaire
1 NIGERIA	Fête de l'indépendance
1 CHYPRE	Fête nationale
3 REPUBLIQUE DE COREE	Fête nationale
4 LESOTHO	Fête nationale
7 RÉP. DEMOCR. ALLEMANDE	Procl. de la Rép.
9 OUGANDA	Fête nationale
14 RÉP. DEM. POPULAIRE DU YEMEN	Fête nationale







L'ESPAGNE DE DEMAIN

(Cliché Diego Goldberg-Sygma)

Espoir et périls

La libéralisation du régime espagnol pouvait échouer sur trois séries d'obstacles étroitement imbriquées les unes dans les autres : les réactions de l'extrême droite, avec les appuis dont elle dispose dans les différentes forces chargées du maintien de l'ordre ; les revendications autonomistes, d'autant plus vivaces qu'elles avaient trop longtemps été étouffées ; les difficultés économiques, aggravées de l'extérieur par la crise mondiale et de l'intérieur par la disparition des moyens de contrôle mis en place par le franquisme. Chacun de ces trois facteurs compliquait les deux autres, chacun d'eux risque encore de faire déraper l'évolution amorcée.

Bientôt quatre ans après la mort de Franco, à la suite des nombreuses consultations électorales qui ont jalonné le cheminement démocratique, et à la veille des référendums sur les statuts d'autonomie, des Espagnols — politologues, militaires, économistes, journalistes, critiques, etc. — brossent ici un tableau des forces en présence, des pièges à éviter, des résistances à surmonter, des audaces dont il faudra encore faire preuve.

Deux gros points noirs : d'une part, les statuts d'autonomie pour le Pays basque et la Catalogne ont, dans une large mesure, désamorcé les plus immédiates passions mais portent en germe de futures querelles à propos de l'articulation des pouvoirs comme de la répartition des ressources et des charges ; d'autre part, la production et les courants d'échange sont à la merci de la récession qui va frapper les Etats-Unis et l'Europe, menaçant ainsi de détériorer un climat social dont dépend la réussite du projet politique.

Seule une exacte appréciation de chaque pièce d'un puzzle aussi complexe permettra d'éviter d'éventuels déboires auxquels les voisins de l'Espagne ne sauraient rester indifférents.

Les mutations économiques dans la période de transition politique

Un essor à l'épreuve de la crise mondiale

Par JUAN MUNOZ, SANTIAGO ROLDAN et ANGEL SERRANO*

L'autonomie de la Catalogne et du Pays basque entraîne une décentralisation économique qui peut offrir à l'Espagne des conditions favorables à la mise en place d'un autre modèle de croissance. Faute de quoi la libéralisation politique ne laisserait que désillusions si, sous les coups de la récession mondiale, elle devait signifier, pour de vastes secteurs de la population, baisse du niveau de vie et tensions sociales.

LA mort de Franco n'a pas marqué une coupure radicale dans l'histoire politique et économique de l'Espagne. Le changement a été le résultat d'un processus mis en route bien avant le 20 novembre 1975. En 1972, par exemple, les banquiers espagnols se prononcèrent unanimement en faveur de l'adhésion de l'Espagne à la C.E.E. : c'était une façon « délicate » de solliciter la libéralisation du régime, condition indispensable à l'entrée dans la Communauté européenne.

D'autre part, dès 1973, l'économie espagnole, de plus en plus intégrée au capitalisme mondial, a été secouée par la crise internationale. La nécessité de changer s'est donc fait sentir bien avant la disparition du dictateur. A cela sont venus s'ajouter les effets des récentes transformations politiques qui ont entraîné un affaiblissement de tout l'appareil traditionnel et ont imposé la nécessité de remplacer, plus ou moins, l'ancienne classe politique par des hommes nouveaux dépourvus d'expérience dans la conduite et la gestion des affaires économiques de l'Etat, et cela au moment où la crise internationale frappait de plein fouet.

En outre, le nouvel Etat démocratique a dû faire face à l'explosion des « faits nationaux » dans les régions qui le constituent, facteur qui complique considérablement les tentatives de « rationalisation globale » de l'actuel système.

Cependant, malgré ces difficultés spécifiques, la crise économique est mieux supportée qu'on ne le craignait ; avec seulement quelques légères variantes et pratiquement sans retard, l'économie espagnole a suivi, depuis 1974, la même trajectoire que celle des principaux pays de l'O.C.D.E. : faible croissance du P.I.B., qui a enregistré un taux annuel moyen, pour la période 1975-1978, de 2,4 % ; progression de l'inflation qui, en 1977, a atteint 30 % ; augmentation du chômage, qui touche déjà plus d'un million de travailleurs (8,2 % de la population active) ; enfin, fort déséquilibre de la balance des paiements avec des déficits croissants dont la correction, après 1977, s'est révélée fort coûteuse.

Toutes les composantes de la demande, presque sans exception, ont contribué à l'écroulement du cycle économique. Seule la consommation privée, durant de courtes périodes en 1975 et 1976, a pu faire illusion. L'évolution des investissements — toujours au creux des oscillations du cycle — dissipe par contre tous les doutes : avec des taux négatifs durant quatre années consécutives, avec un recul en termes réels proche de 14 % par rapport à 1974, avec l'écroulement de ses principales activités (production et importations de biens d'équipement, production de capital fixe, construction de logements, etc.), l'investissement privé présente un des bilans les plus sombres de l'histoire récente du capitalisme espagnol. Ni les stimuli artificiels à la consommation privée, ni la politique de dépenses publiques, ni le surprenant taux de croissance, positif, des exportations, ne corrigent l'écroulement d'une donnée économique qui reflète à elle seule l'hésitant cheminement de l'économie durant les quatre dernières années.

Quatre ans au cours desquels le système capitaliste espagnol a subi de profonds changements qui ont bouleversé les rapports économiques fondamentaux. En effet, durant cette période, les mécanismes d'accumulation internes ainsi que les mécanismes d'équilibre avec l'extérieur ont connu des changements significatifs.

Transformation du marché du travail

DURANT les années 60, le monde du travail était régi par un ensemble d'institutions « sui generis » — inexistence de syndicats ouvriers libres, interdiction du recours à la grève, conventions collectives inefficaces, etc. — qui favorisaient grandement l'intervention de l'Etat dans le monde du travail et, plus particulièrement, dans la détermination et le contrôle des revenus salariaux. Cet ensemble d'institutions et l'intervention permanente, autoritaire et répressive de l'Etat garantissaient le bon fonctionnement d'un « modèle salarial » stimulant et adaptable à la conjoncture, fondé sur des « salaires de base » peu élevés, de multiples « compléments salariaux » — qui permettraient de « stimuler » l'effort de travail et d'augmenter la productivité — et la généralisation des heures supplémentaires. L'éventail des salaires était tellement complexe qu'il favorisait la non-généralisation des augmentations salariales. Au début des années 70, la pression de la classe ouvrière et le développement de son organisation provoquèrent un débordement presque permanent de ce cadre légal, accélérant ainsi l'effondrement du système juridique qui régissait les relations dans le monde du travail.

Devant cette inadaptation du modèle traditionnel, l'Etat, depuis 1974, a été conduit à intervenir différemment, en multipliant, notamment, la signature de conventions collectives qui, de 1974 à 1976, ont concerné respectivement 19,7 %, 33 % et 27,8 % de l'ensemble des travailleurs « conventionnés ».

Dès 1976, la contradiction entre la situation antérieure et le « nouveau cours » politique menace de discréditer la réforme démocratique : aussi, bien que la législation du travail n'ait pas été fondamentalement modifiée, on va permettre l'émergence des véritables partenaires de la négociation salariale, en particulier un syndicalisme de classe de libre affiliation. En même temps, les vastes possibilités légales d'intervention de l'Etat entraient en contradiction avec la logique de l'équilibre politique nécessaire pendant l'élaboration du projet constitutionnel.

A tout cela il faut ajouter le vide administratif créé par la stratégie réformiste qui, pour créer de nouvelles institutions dans le marché du travail, souhaitait obtenir un délai jusqu'à la fin des débats constitutionnels dans le but de négocier ensuite sans les entraves des concessions faites au nom du « consensus ».

Après l'épanouissement de cette crise institutionnelle, qui a commencé en 1973, le modèle salarial va progressivement se décomposer. Une excessive dichotomie entre l'activité politique et l'activité économique empêche souvent de voir la profonde interrelation existant entre la construction d'un nouvel Etat démocratique et la gestion d'un nouveau modèle de croissance économique. La mutation des principales institutions salariales, qui garantissaient le fonctionnement des mécanismes de détermination et de contrôle des salaires, modifie les rapports de distribution, d'accumulation et de reproduction du système.

C'est dans un tel contexte que l'on doit analyser l'évolution des salaires durant les dernières années ; en 1975, 1976 et 1977, on enregistre une forte accélération de l'augmentation des salaires et l'on peut parler de la nette apparition, pour la première fois, de tensions vers la hausse, apparues de manière autonome. La crise des mécanismes de détermination et de contrôle salarial, provoquée par les circonstances de la transition politique, produisait un effet de poussée inflationniste et une accélération des revendications, entraînant ainsi l'inévitable cercle vicieux de la spirale prix/salaires. A son tour, cette augmentation des salaires — accompagnée d'une radicale réduction du nombre d'heures travaillées — a eu un indéniable effet sur la distribution fonctionnelle du revenu. Ainsi, selon les chiffres de la Comptabilité nationale, la part des salaires dans le revenu national rompt la tendance enregistrée tout au long des années 60 et durant les premières années des année 70 : elle progresse de quatre points de 1974 à 1976 pour passer de 60,3 % à 64,6 %. En 1977, cette évolution a atteint un plafond puisque on enregistre un chiffre de 65,3 %, c'est-à-dire moins d'un point d'augmentation.

A partir de la signature des pactes de la Moncloa, fin 1977, et dans un contexte très différent, les revenus salariaux ont été fort sensiblement ralentis. En 1978, la croissance moyenne de la masse salariale brute peut être estimée, provisoirement, à quelque 20 %, selon un échantillon-témoin des grandes entreprises élaboré par la Commission déléguée des affaires économiques ; chiffre qui peut être diminué d'un ou deux points si l'on considère l'ensemble des entreprises et, surtout, si l'on tient compte de la diminution du nombre des salariés (— 1,8 %). Tout cela se traduit, en 1978, par un léger recul des salaires réels, avec des pertes très sensibles dans les catégories professionnelles les plus qualifiées : la part des salaires dans le revenu national diminue pour la première fois depuis la mort de Franco, elle perd deux ou trois points. Il faut savoir, à ce sujet, que les accords de la Moncloa admettaient, de fait, une diminution temporelle des salaires réels puisque les augmentations ont été limitées à 20 %, alors que le taux d'inflation était déjà de 26 %. On remplaça ainsi la référence au taux d'inflation enregistré, qui permet de garantir le pouvoir d'achat, par la référence au taux d'inflation espéré. Un tel mécanisme a contribué, partiellement, à briser la spirale inflationniste prix/salaires des années 1975 et 1976.

D'autre part, ces deux dernières années, le contrôle des revenus salariaux a été accompagné d'une politique monétaire et de crédit fortement restrictive, dans l'espoir de garantir le contrôle des prix, mais créant des difficultés financières à nombre d'entreprises. Ces difficultés ont été aggravées par les prévisions erronées faites par le gouvernement pour 1978 : alors qu'on attendait un déficit du commerce extérieur de 1,9 milliard de dollars, la balance des paiements a enregistré un excédent de 1,5 milliard de dollars, obligeant ainsi indirectement, pour éponger les liquidités du secteur extérieur, à de radicales réductions de crédit bancaire. Le crédit, facteur fondamental du financement des entreprises en Espagne, se faisant rare et les taux du loyer de l'argent s'élevant énormément, un autre mécanisme de base des années 60 disparaissait.

Chute des investissements, non-création d'emplois : en 1978, près de deux cent mille emplois ont été supprimés dans l'industrie et les services. Le secteur textile, à lui tout seul, a perdu quarante-cinq mille emplois, les autres secteurs les plus affectés étant le bâtiment, les charbonnages, la sidérurgie. L'an dernier, le nombre de chômeurs a augmenté de deux cent cinquante et un mille deux cents et il frappe actuellement un million de travailleurs ; cette progression des demandeurs d'emploi dépasse largement les prévisions (cent mille) formulées dans le pacte de la Moncloa. Le taux de chômage actuel est de 8,2 % : c'est un des plus élevés de l'O.C.D.E. Avec des conséquences sociales d'autant plus graves que les allocations de chômage sont, en Espagne, moins importantes que dans les autres pays européens et qu'elles ne concernent que 45 % des demandeurs d'emploi. Dans certaines régions, notamment en Andalousie et en Estrémadure, le chômage touche plus de 15 % de la population active : Séville (17,7 %), Cadix (17 %) et Malaga (16,1 %) sont les provinces les plus affectées ; les chiffres absolus les plus élevés se trouvent à Madrid (cent soixante-dix-huit mille chômeurs) et Barcelone (cent cinquante mille trois cents). Près de 60 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi ont moins de vingt-cinq ans et tout laisse prévoir, étant donné la stagnation des investissements, que ce pourcentage va encore augmenter au cours des prochains mois.

Déséquilibre extérieur et endettement

SI jusqu'en 1973 les devises dues au tourisme et aux virements des ouvriers émigrés comblaient plus ou moins le déficit de la balance commerciale, et si le niveau de la dette extérieure était faible (alors que celui des réserves était élevé), depuis lors la situation a commencé à changer. La dette extérieure a connu une hausse spectaculaire, dépassant 14 milliards de dollars, tandis que les réserves baissaient sensiblement.

Cette délicate situation découlait du système politique en vigueur, qui aggravait la méfiance à l'égard de l'économie espagnole. Les mesures de redressement possibles ne pouvaient, en effet, être prises qu'en comptant sur un appui populaire important, car le précaire équilibre politique de la « transition » excluait le recours aux mécanismes utilisés naguère par l'ancien régime que l'on n'avait pas remplacés.

Aussi, les premières tentatives de lutte contre la crise n'ont pu intervenir qu'après les élections de juin 1977 ; c'est alors qu'est décidée la dévaluation de la peseta de 20 %, ce qui provoque un renversement spectaculaire dans le panorama, jusqu'alors bien sombre, du commerce extérieur.

(Lire la suite page 14.)

* S. Roldan est doyen de la faculté de sciences économiques de l'université autonome de Barcelone, J. Muñoz et A. Serrano sont professeurs à l'université de Madrid.

(Suite de la page 13)

Le plus grand succès de la politique économique des gouvernements U.C.D. réside sans doute dans le redressement de la balance des paiements. Après les importants déficits de 1974, 1975 et 1976, l'exercice 1978 a connu un excédent de 1,5 milliard de dollars. Plusieurs facteurs ont favorisé ce résultat : d'abord le recul des importations (conséquence de la stagnation des investissements), mais aussi le fort dynamisme des exportations (stimulées par la dévaluation de 1977, par l'affaiblissement de la *demande interne et par la décélération* des coûts et des prix). Depuis 1975, les entreprises espagnoles ont réalisé d'importants bénéfices sur de nouveaux marchés et ont dépassé le rythme de croissance du commerce mondial. Ces bénéfices ont été surtout importants avec la C.E.E. — la France est devenue le premier client de l'Espagne. Cependant, on enregistre des pertes considérables dans les échanges avec les Etats-Unis, en raison de l'importante érosion du dollar et du protectionnisme qui entrave les ventes espagnoles. Une part *considérable de ces exportations* est constituée par des marchandises qui comportent une technologie de « type moyen », presque toujours importée ou dépendant d'entreprises multinationales ; celles-ci ont très fortement augmenté leurs exportations au cours de ces dernières années (*Ford* et *Michelin* sont les deux principales firmes exportatrices « espagnoles »). Les principaux produits exportés sont : automobiles, chaussures, produits sidérurgiques, dérivés du pétrole, navires, matériaux de construction, pneumatiques, livres, etc.

Par ailleurs, les devises dues au *tourisme* s'élevèrent l'an dernier à 5,5 milliards de dollars, somme spectaculaire qui a permis de couvrir largement — événement inédit dans l'économie espagnole — le déficit commercial. En outre, les virements effectués par les émigrants, les investissements étrangers et, surtout, les rentrées sous forme de « prêts et crédits », auxquels ont eu recours les grandes entreprises pour faire face à leurs croissantes difficultés financières, ont contribué, pour plus de 4 milliards de dollars, à l'augmentation des réserves. Dans de telles *circonstances*, la peseta n'a pas cessé de se raffermir, depuis la dévaluation de juillet 1977, sur les marchés internationaux ; de plus de 32 % par rapport au dollar ; de 26 % par rapport à la lire ; de 65 % par rapport à l'escudo portugais ; de 18 % par rapport au franc français ; de 12 % par rapport au franc belge ; de 9 % par rapport au mark allemand, etc., et elle ne s'est dépréciée que de 6 % par rapport au franc suisse. Le niveau des réserves est actuellement de 11 milliards de dollars.

Certes, l'avenir économique de l'Espagne est sombre. La reconversion de l'industrie dans le cadre d'une transnationalisation généralisée *a été réalisée* essentiellement grâce à l'utilisation intensive de capitaux et à un recours, de plus en plus massif à l'énergie pétrolière. Ce type de développement, répandu dans le monde entier par les Etats-Unis, est aujourd'hui en crise, et les perspectives de croissance sont limitées par l'étranglement énergétique. Cependant, la situation de l'Espagne est peut-être moins critique que celle d'autres pays de la Communauté européenne dont le niveau de vie est bien plus élevé et dont les populations supporteront plus mal les *restrictions. D'autre part*, la *situation* géographique du pays est devenue un atout économique non négligeable. En effet, alors qu'autrefois le voisinage de l'Afrique — un marché limité et « captif » de certaines métropoles européennes — constituait une donnée négative, actuellement cette proximité est devenue un avantage certain puisqu'il s'agit de marchés en expansion. Par ailleurs, les « *liens traditionnels* » avec l'Amérique latine constituent aussi une chance pas encore suffisamment exploitée ; cependant, ces derniers temps, les *industriels espagnols semblent avoir* compris que la « *parenté culturelle* » avec l'Amérique latine plaçait l'Espagne en meilleure position que tous les autres pays industrialisés pour développer les échanges avec les marchés latino-américains dont la capacité de croissance est considérable. Si les investissements espagnols à l'étranger ont beaucoup augmenté au cours de ces six dernières années (ils sont passés de 15 764 millions de pesetas en 1973 à 57 172 millions en 1978), ils se sont surtout concentrés sur l'Amérique latine où sont allés plus des deux tiers de ces sommes.

En principe, cette décision d'investir de préférence en Amérique latine *peut sembler* un contresens ; surtout si l'on considère les efforts faits par l'administration espagnole pour parvenir à s'intégrer au Marché commun européen. Mais l'entrée dans la Communauté, même si elle ne devient effective que dans un délai plus ou moins long, apparaît aux investisseurs espagnols comme un fait allant de soi ; ils estiment que « *courir après ce qui va de soi est ridicule en politique* ». D'autre part, étant donné le grave étranglement énergétique dont souffre la Communauté européenne, il est préférable de jouer l' « *option latino-américaine* » en comptant sur l'abondance d'énergie et d'autres matières premières dans ces pays dont les perspectives de croissance sont beaucoup plus grandes que celles de l'Europe.

Cependant, le style de développe*ment transnational élaboré* par l'économie américaine (riche en ressources énergétiques et pauvre en ressources humaines), puis imité servilement par l'économie européenne (pauvre en ressources énergétiques et riche en ressources humaines) est en crise. La centralisation sectorielle, le gaspillage, le coût social élevé et la destruction écologique sont les principales caractéristiques de ce « modèle », et il s'agit maintenant de les éviter.

Or l'Espagne a commencé — pour de toutes autres raisons — un processus de décentralisation politique qui, s'il favorisait la décentralisation réelle de l'économie, pourrait lui permettre de trouver une issue éventuelle à la nouvelle crise mondiale. On a répété que l'Espagne connaît de nouveau, comme dans les années 30, une phase démocratique dans un contexte de crise mondiale et qu'une telle conjoncture est défavorable. Ainsi formulé, le problème est mal posé. *La* crise (politique) de la transition devrait, en effet, être utilisée pour proposer des solutions qui puissent servir de réponse au grand défi d'aujourd'hui, au moment où la disparition progressive du pétrole est en train de bouleverser la structure économique mondiale. Les hommes politiques espagnols commettraient une erreur s'il ne fournissaient à l'Espagne qu'une « issue au franquisme » alors que le problème principal qui est posé au pays est celui de la fin d'un style de croissance.

L'Espagne, qui traverse simultanément plusieurs crises importantes, se trouve mieux placée que tout autre pays pour tenter de fournir à la crise économique mondiale, en puisant dans son expérience actuelle, des réponses originales, inédites.

JUAN MUNOZ, SANTIAGO ROLDAN, ANGEL SERRANO.

Souvenirs de la guerre civile et hésitations devant le nouveau pouvoir

Les militaires et le développement démocratique

Par BELLICUS *

Des officiers en activité analysent ici les tendances politiques des forces armées *et s'interrogent sur les grandes questions* — notamment l'éventuelle adhésion de l'Espagne à l'OTAN, — posées au gouvernement de Madrid. Quel est le rôle des militaires dans la jeune démocratie espagnole soumise à l'épreuve du terrorisme ?

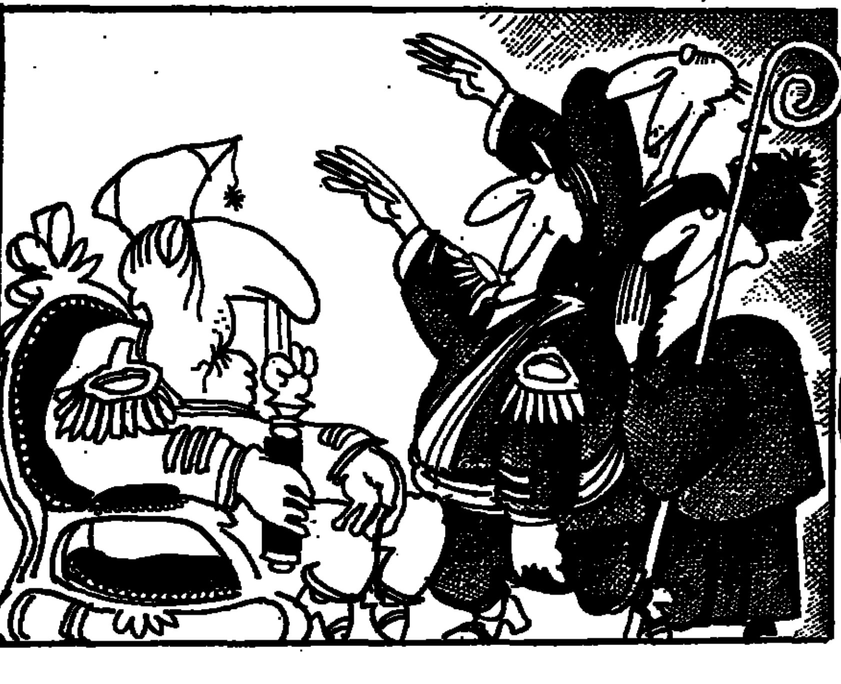
* Pseudonyme d'un groupe d'officiers.

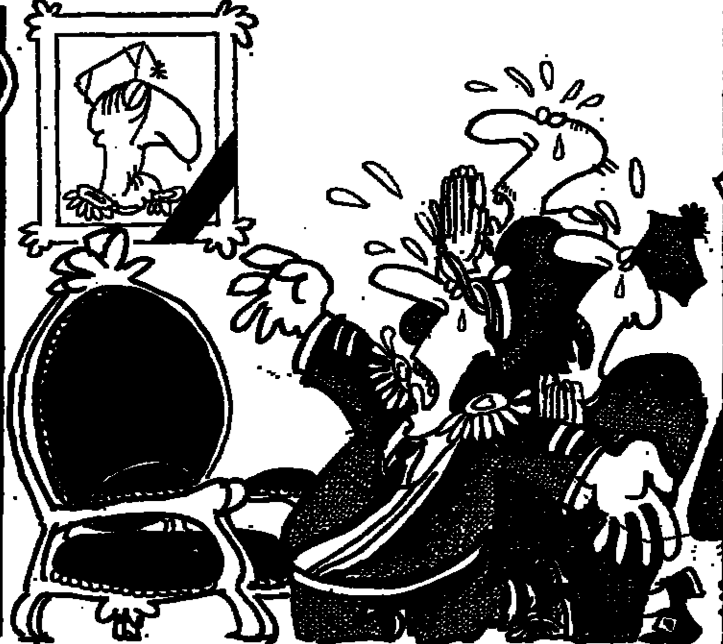
CE texte porte sur deux questions toutes *différentes* : *l'une*, celle de l'OTAN face à l'Espagne, est étudiée dans son ensemble et nous disons comment nous pensons qu'elle doit être abordée par l'Espagne démo*cratique ; l'autre, un panorama* des forces armées, est le fruit d'une insupportable paresse, son contenu n'est que l'*argile* avec laquelle il était prévu de bâtir l'édifice de la situation militaire intérieure, matière première à laquelle on a ajouté quelques conclusions élémentaires.

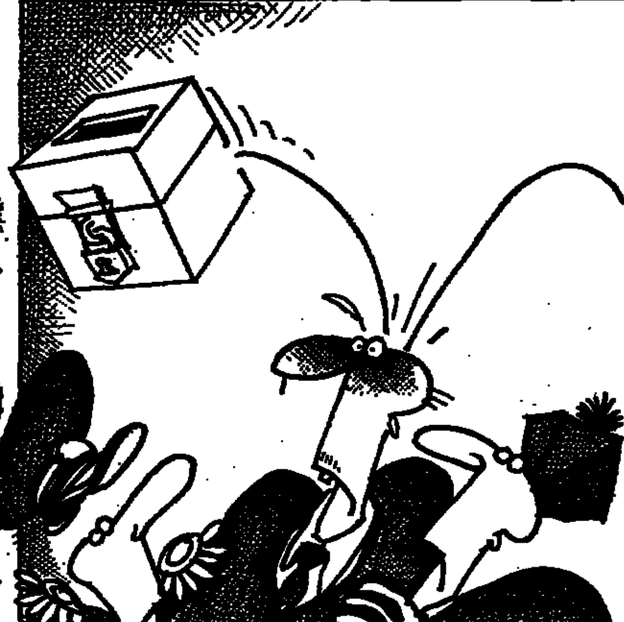
Avant de porter un jugement sur la façon de penser des forces armées, il est nécessaire d'avoir toujours présent à l'esprit qu'il s'agit d'une collectivité fortement hiérarchisée au sein de laquelle l'emporte habituellement l'avis des autorités supérieures. Les plus hautes autorités des trois armes et des forces de sécurité sont aujourd'hui constituées par des généraux et des colonels qui ont *pris* part à la guerre civile (1936-1939) *dans le* camp des vainqueurs. Beaucoup d'entre eux rejoignirent, par la *suite*, les forces hitlériennes au sein de la Division Azul, où ils accomplirent des actions jugées favorablement encore de nos jours (citons pour exemples les lieutenants-généraux Ibanez, actuel ministre de l'intérieur ; Campano, Merry, Milans del Bosch et Gonzalez del Yerro, respectivement capitaines généraux du Leon, d'Andalousie occidentale, de Valence et des Canaries). Bien mieux, presque tous les généraux et colonels, jeunes civils en 1936, se sont découvert une vocation militaire au cours du conflit.

A mesure que le temps passe, ces autorités disparaissent par vagues successives. Comme beaucoup d'entre eux sont nés en 1920, il n'y aura plus, en 1981, soit un demi-siècle après le début du conflit, de colonels provenant de cette guerre mais, en revanche, en 1986, tous les lieutenants-généraux en seront issus. A moins qu'on n'abaisse les âges limites de chaque grade en les alignant sur le niveau européen, ce qui comporterait bien des avantages *tant sur le plan de la qualité professionnelle* que sur le plan politique.

Il serait faux de dire que les officiers acceptent avec enthousiasme le nouveau régime, pour la simple raison qu'ils n'ont pas pris part à la guerre civile. On pourrait même dire de certains d'entre eux qu'ils « *sont plus papistes que le pape* ». Ce n'est pas pour rien que beaucoup portent des noms évocateurs de cette guerre, comme Sanjurjo, Queipo de Llano, Varela, Garcia Valino, *Munoz* Grande, etc., et *l'on* pourrait dire la même chose de la marine et de l'aviation (Moreno, Pita, etc.). Cependant, dans l'ensemble, les officiers favorables au changement démocratique sont plus nombreux dans les promotions de *l'après-guerre et leur nombre* croît de façon inversement proportionnelle à leur âge. Entre autres facteurs qui ont contribué à cette situation, il faut retenir la conviction de plus en plus forte de l'inutilité de cette guerre, les études







Après la légitimation populaire du post-franquisme

UNE DÉMOCRATIE DE POLITICIENS

Par JOSE VIDAL-BENEYTO *

LE référendum qui a entériné la Constitution de 1978, tout comme les élections légis*latives du 1er mars 1979 et municipales* du 3 avril dernier a bouclé le cycle de la légitimation populaire du pouvoir politique post-franquiste. Cette multiplication des consultations électorales avait un but ultime : réparer le vice originel d'une démocratie mise en place par le haut et par un pouvoir dont l'origine, le comportement et les modalités n'étaient aucunement démocratiques. Ces scrutins ont permis de clore officiellement la phase de transition démocratique, de consacrer les usages politiques réels du nouveau régime dans les limites politiques précises imposées *par le consensus, d'introniser les nouveaux* hommes de la démocratie, de donner aux partis politiques une position d'oligopole et de les *constituer en voie d'accès privilégiée* — voire unique — au pouvoir, de constituer enfin un espace politique où le professionnel de la politique est le seul à pouvoir assumer un rôle.

* Sociologue, professeur à l'université de Madrid.

Les élections post-franquistes ne peuvent, en aucun cas, être abordées avec les critères d'exigence appliqués aux démocraties parlementaires traditionnelles. Rappelons par exemple que, deux ans après les premières élections générales du 15 juin 1977, nous ne disposons toujours pas de publication officielle et fiable des résultats ; ou que, cinq mois après les élections générales du 1er mars dernier, l'unique source que l'on peut consulter est constituée par les résultats publiés par le quotidien El Pais, qui s'appuient, *semble-t-il*, sur les *rapports des juntes électorales de chaque province*. En outre, nombreuses sont les irrégularités de la dernière consultation qui ont été reconnues et *acceptées par l'administration* de l'Etat. Deux exemples :

— La *loi électorale* exige qu'il n'y ait qu'un seul recensement, fermé ; or, dans un certain nombre de districts électoraux, les listes du Congrès et du Sénat présentent des différences notables (à *Madrid*, la liste du Congrès comprend 3 177 732 citoyens inscrits, alors que celle du Sénat n'en a que 3 138 177) ;

— L'article 55, paragraphe 5, stipule de façon impérative que les bulletins de vote pour le Congrès et le Sénat doivent être déposés ensemble, sous peine de non-recevabilité, ce qui doit obligatoirement donner le même nombre de votants pour les deux Chambres. *Or tel n'est pas le cas dans beaucoup de* districts ; à Gérone, pour ne citer qu'un seul cas, on compte pour le Sénat 4 021 votes de plus que pour le Congrès.

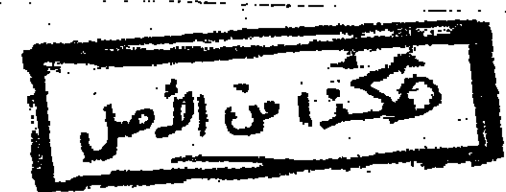
Du point de vue des partis politiques, les campagnes pour les élections *générales* du 1er mars 1979 et *municipales* du 3 avril ont été caractérisées par : 1) un effort destiné à tranquilliser l'électeur en le renvoyant à un passé aux références connues et positives plutôt qu'à un avenir peut-être *exaltant* mais problématique ; 2) la réduction des éléments idéologiques et strictement politiques dans la manière d'aborder les programmes ; 3) l'importance donnée à la *dimension éthique* et à la compétence publique — *capacité, fiabilité, etc. ; 4) la volonté* de *personnaliser le vote* en recherchant d'abord une identification du parti avec ses leaders.

Ces attitudes ont inévitablement conduit à une atténuation des différences entre les programmes électoraux, aux généralités, à la *neutralité des slogans, à la portée réduite et à la faible combativité* des propositions de transformations sociales et politiques. Ils avaient tous en commun un axe essentiel : revendiquer la démocratie, se porter garant de son établissement et s'en constituer les paladins indiscutables. Le message de base du gouvernement, tout au long de la campagne, est demeuré : « L'U.C.D. tient ses promesses **» et «** Suarez tient ses promesses **». Il s'appuyait ainsi sur le passé immédiat, se référait aux promesses de démocratie formulées et effectivement tenues par son leader depuis son accession au pouvoir. La *principale devise* du P.S.O.E., lancée quelques jours avant le début de la campagne électorale à l'occasion du *premier centenaire de la fondation du parti*, invoquait pour sa part «** Cent ans d'honnêteté et de fermeté **» et, encadrée par les photos de MM. Pablo Iglesias et Felipe Gonzalez, elle renvoyait à un passé politique où la dimension spécifiquement socialiste s'estompait pour faire place tout d'abord aux conditions de «** moralité démocratique **».**

Quant à la participation des citoyens aux meetings, elle est restée extrêmement faible et *s'est confiné, dans la plupart des cas*, aux petits groupes de militants appartenant au parti du candidat. L'audience des émissions télévisées et radiophoniques consacrées aux thèmes électoraux s'est révélée particulièrement réduite chaque fois qu'on a pu la mesurer. En règle générale, l'expectative ou l'enthousiasme qui avaient présidé aux meetings électoraux de la première campagne du 15 juin 1977 — à un moment où les arènes et les stades se remplissaient — ont cédé la place, en 1979, à une indifférence généralisée dominante ; on peut même ajouter que les partis politiques — y compris ceux de gauche — ont été le plus souvent incapables de rassembler leurs propres militants. Certains analystes prétendent qu'aucun effort sérieux n'a été fait dans ce sens, et ce pour une double raison. D'abord parce que presque toutes les formations politiques ont refusé de recourir directement à la *mobilisation populaire* ; cette attitude apparaît de façon discontinue au début de 1977, puis devient habituelle l'été de *cette même année, en particulier à partir* des débats parlementaires sur la Constitution. Ensuite, parce que les états-majors des différents partis étaient persuadés que les meetings *s'adressaient* exclusivement aux *personnes* convaincues d'avance et qu'il était donc préférable de diriger leurs efforts vers un autre *public*.

Le patronat et l'église

LES sondages électoraux avaient déjà fait leur apparition lors de la première consultation, en 1977. Dans celle du 1er mars 1979, ils ont joué un rôle relativement important et ont provoqué des polémiques passionnées dans la presse espagnole. Les deux enquêtes réalisées par SOFEMASA, à la demande du journal El Pais, ***et publiées par celui-ci les 6 et 27*** **février 1979, et celle menée par une société française pour le compte du quotidien** Diario 16, **sont sans aucun doute celles qui ont suscité le plus grand nombre de débats. De façon générale, ces sondages ne se sont pas révélés d'une grande précision, et l'avantage qu'ils attribuaient au P.S.O.E. a pu avoir un effet boomerang en poussant l'électorat du centre et de droite à un effort de mobilisation de dernière minute. En se limitant simplement aux sondages de SOFEMASA — qui furent de loin les plus commentés — on relève des erreurs *importantes : ils donnaient, par* exemple, un nombre de votants supérieur de 9,7 points au nombre de personnes qui ont effectivement voté ; ils attribuaient à l'U.C.D. 27,7 % des votes alors qu'elle en a obtenu 35,2 %, et accordaient au P.S.O.E. un avantage de 1,8 % sur l'U.C.D. *quand, en réalité,***



et emplois civils des intéressés et le mariage avec des femmes passées par l'Université. Sans compter un autre *facteur* essentiellement professionnel : l'abandon dans lequel on maintenait *l'armée*, sa *valeur* opérationnelle réduite et le médiocre statut de l'offi*cier comparé à celui des dirigeants du* syndicalisme « vertical » par exemple.

Mais tout ce qui brille n'est *pas or.* Depuis cinq ou six ans, il sort des *académies des promotions d'officiers* très influencées par les idéologies d'extrême droite. *Cela est dû princi*palement au fait que les écoles prépara*toires* et les *académies elles-mêmes sont* aux mains de professeurs militaires activement réactionnaires. *Une impor*tance excessive accordée à la sélection *physique, des études exhaustives sur la « subversion marxiste »*, l'enseignement des Lois fondamentales du franquisme pourtant abrogées sont quelques-uns des moyens utilisés *pour créer un corps* d'officiers défavorable à la nouvelle situation politique. De là, le sentiment des *milieux* politiques *et militaires espagnols : ils considèrent que le prin*cipal problème du ministère de la défense est l'application *de la réforme* de l'enseignement (une *réforme qui don*nerait *plus* d'importance *aux sciences* humaines) et la sélection des membres du *corps* enseignant. Autrement, le futur du régime, pensent-ils, serait fortement compromis.

Quant aux sous-officiers, leurs préoc*cupations, comme dans presque* tous les pays du monde, sont fondamentalement d'ordre social ou corporatiste, bien plus que politique. La recherche d'un logement convenable et les salaires forcément inférieurs à ceux des officiers sont leurs deux grands problèmes, qui seraient considérablement atténués s'ils pouvaient compter sur un logement à loyer modeste et sur la gratuité de l'enseignement pour leurs enfants. Leur niveau intellectuel s'est beaucoup élevé, ce qui permet d'attendre d'eux un esprit critique plus structuré qui les préserve de tout conditionnement mimétique.

Les *nouvelles* « *Ordonnances* royales » de Juan-Carlos Ier ont honoré *le sous-officier, l'apparentant* à l'officier. Et il n'est plus rare de voir des *sous-officiers faire partie des commis*sions représentatives des armées qui *rendent* visite au *roi*, phénomène inhabituel sous la dictature franquiste. On *peut s'attendre que les sous-offi*ciers soutiennent l'esprit démocratique *d'une monarchie qui les honore autant* que la seconde République.

Une « légalité clandestine »

DANS sa quasi-totalité, la troupe est constituée par le recrutement obligatoire. Les jeunes gens accomplissent leur service militaire, hormis un *faible pourcentage, dans des régions* distinctes de leur lieu de résidence. Cette transhumance régionale facilite leur éducation politique puisque toutes *les unités sont composées de soldats* catalans, basques, madrilènes, parmi lesquels se trouvent les éléments les plus progressistes. Leur niveau intellec*tuel a progressé relativement beaucoup* plus que celui des officiers et sous*officiers, ce qui compte pour beaucoup* dans leur prise de conscience politique.

Leur conduite, durant la période de transition, est depuis quelque temps très correcte, notamment si l'on considère le comportement des soldats ralliés aux idéologies de gauche, ce qui suscite des réflexes d'émulation chez leurs compagnons. Si, en 1936, la rébellion militaire a dû essentiellement faire appel aux troupes mercenaires étrangères, à plus forte raison on peut espérer aujourd'hui que les soldats espagnols ne suivront aucune initiative anticonstitutionnelle et ultramontaine.

Deux corps *paramilitaires* composent les forces de sécurité de l'Etat : la Garde civile et la police nationale, dont les *cadres moyens* et *supérieurs* sont *issus de l'armée de terre ou ont reçu* une formation similaire.

Bien *que leur comportement, depuis* 1975, ait été *convenable*, nombreux *parmi eux sont les éléments peu* enclins à la démocratie, surtout dans *la Garde civile, à cause de son* système d'autorecrutement toujours en *vigueur. Habitués, pour la plupart*, à réprimer impunément sous le franquisme, *il leur semble maintenant difficile* et humiliant de devoir accepter l'autorité *de ceux qu'auparavant ils maltraitaient*, avec l'approbation de leurs chefs.

Crispés aujourd'hui par le terrorisme de l'ETA qui se déchaîne contre eux, et excités en coulisse par l'extrême droite, leur recyclage sera d'autant plus difficile que leur niveau culturel est des plus faibles. A tout prendre, le panorama est moins sombre pour la police nationale, qui pourra réaliser de notables progrès grâce à une nouvelle académie et à un nouveau règlement.

Consolider la démocratie avec de telles forces armées relèverait d'une cure homéopathique miraculeuse. On n'a procédé à aucune épuration et on pratique une discrimination de fait contre les officiers « démocrates » : accès barré à certains postes-clés, éloignement du commandement direct des troupes, basses qualifications, arrêts de *rigueur*, etc. A tel point que l'on commence à parler d'une « *légalité clandestine* ». *Ni le général Gutierrez Mellado* ni le roi en personne n'ont le pouvoir *de mettre un terme à de pareilles* injustices. Pas plus que la majorité militaire proche de *l'U.C.D., contestée* d'ailleurs, ne peut compenser l'hosti*lité viscérale contre le président Suarez* dont fait preuve la bruyante minorité *d'extrême droite (environ 20 à 25 % des* officiers).

S'il est vrai, comme on l'a entendu dire, que M. Suarez a le ferme propos de mater les éléments militaires réactionnaires, il y a un espoir, car c'est un homme d'une grande habileté. La désignation d'un civil, M. Rodriguez Sahagun, au ministère de la défense, a été favorablement *accueillie* et on attend beaucoup de lui. La désignation, bien que *fortuite*, d'un militaire, le général Ibanez, au ministère de l'intérieur peut *aussi paraître une bonne chose du point* de vue des militaires, qui y voient la *preuve d'une volonté d'en finir avec le* terrorisme sécessionniste basque (*capable, d'ailleurs, de déstabiliser la démo*cratie). Et, coiffant les deux précédents, *comme coordonnateur*, le *fidèle et* compétent général Gutierrez Mellado *peut garantir les droits des civils et* freiner les initiatives militaires.

Le débat sur l'OTAN

DANS le domaine d'une politique *étrangère caractérisée par* d'incessantes hésitations, la décision que prendra prochainement le gouvernement à propos de l'OTAN touche directement les *forces* armées et a déjà bipolarisé les forces politiques espagnoles avant même que le problème ait été sérieusement posé.

A l'occasion du trentième anniversaire de la signature du traité de l'Atlantique nord, la presse espagnole a publié de nombreux reportages et des déclarations exprimant les points de vue des principaux partis et de personnalités diversement concernées (*militaires, diplomates, économistes*). Les forces de droite sont ouvertement favorables à l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN, celles de gauche et d'extrême *gauche y sont radicalement hostiles*. A peine trouverait-on quelques nuances *intermédiaires, ce qui révèle un faible* niveau de compréhension du problème.

Cependant, ni les uns ni les autres ne *posent le problème, devant l'opinion* publique, dans des termes appropriés. *Aussi* bien d'un côté que de l'autre, on avance des arguments de toute nature : économiques (les dépenses militaires seront rationalisées, disent les partisans ; elles augmenteront, disent les opposants), politiques (ou bien on sera en mesure d'aborder, avec des chances de succès, le problème de Gibraltar ; ou bien on n'aura plus d'indépendance pour élaborer la politique étrangère), et même diplomatiques (rapprochement avec l'Europe pour les uns, déséquilibre Est-Ouest accentué pour les autres).

L'élément *principal* à considérer n'est que timidement signalé par quelques militaires interviewés par la presse : *il s'agirait de structurer la sécurité* nationale de façon démocratique — pour *la première fois* en Espagne ; *de définir* ses objectifs et de fournir les moyens nécessaires pour les atteindre. Les objectifs de la sécurité nationale, s'ils ont jamais été définis par le général Franco, celui-ci les a emportés avec lui *dans la tombe*. La *décolonisation* africaine, en plusieurs étapes, n'a pas constitué une des pages les plus brillantes de la politique étrangère espagnole. La sécurité nationale est restée soumise, semble-t-il, à la sécurité du Caudillo et de son régime, ce qui n'a rien d'étonnant de la part de quelqu'un qui était *arrivé* à une totale identification entre les intérêts de l'Espagne et les siens propres. Jamais la nation n'a eu conscience de *l'existence* à l'étranger d'ennemis qui n'auraient pas été les mythiques ennemis intérieurs : communistes, *juifs*, francs-maçons, démo-libéraux et d'autres du même acabit dont on agitait habilement les fantômes terrifiants chaque fois qu'il fallait étayer le trône fissuré sur lequel reposait le régime.

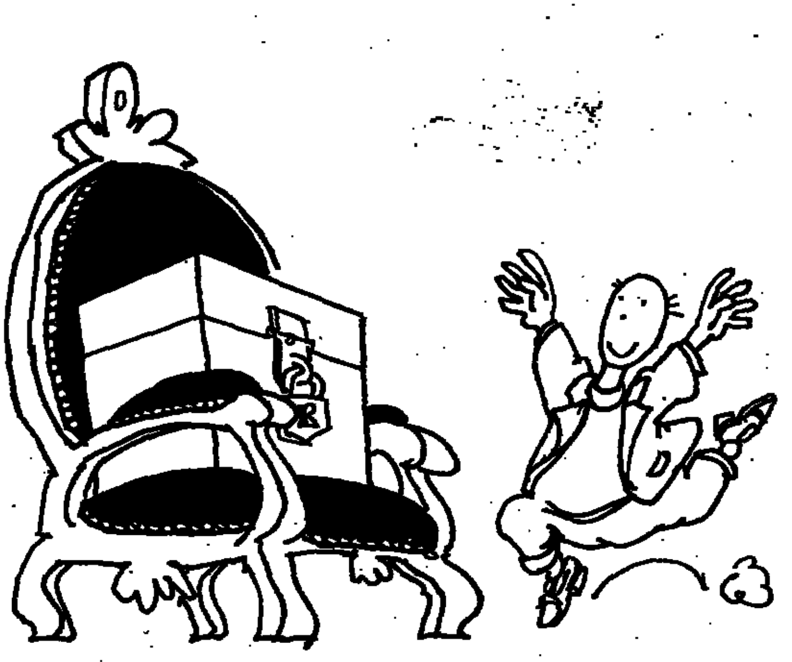
Mais les circonstances sont différentes maintenant, ou en tout cas elles devraient l'être. Toute politique efficace de défense, dans les démocraties occidentales, passe par l'appui populaire et, pour l'obtenir, il est indispensable de donner à la population les moyens de se former une opinion. L'Espagne devra *définir* les objectifs concrets de sa sécurité, dont une définition claire de la situation des enclaves en Afrique du Nord et une revalorisation de l'importance stratégique que peuvent avoir pour l'Espagne le détroit de Gibraltar et l'archipel des Canaries.

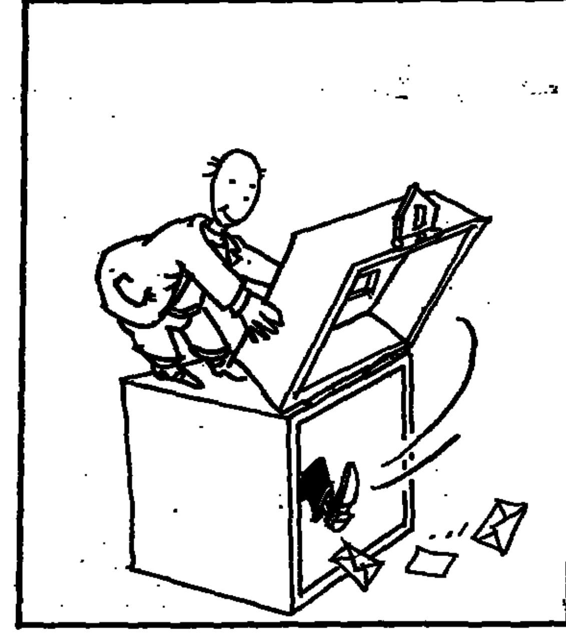
Que peut faire l'OTAN à cet égard ? *Si, comme le pensent quelques partis* de droite, l'entrée dans l'OTAN devait *servir* à résoudre le problème de Gibraltar, il ne faut pas oublier, en revanche, que beaucoup d'arguments *avancés par* Madrid pour récupérer « la Roca » peuvent être utilisée, avec de légères modifications, par le roi Hassan II pour revendiquer Ceuta et Melilla. Certes, on ne peut, avec un tant soit *peu de logique*, se battre en faveur de l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN dans le but, si secondaire soit-il, de résoudre de manière indirecte le contentieux de Gibraltar. L'entrée dans l'OTAN ne peut être acceptée par la majorité du peuple espagnol que si cela signifie pour lui une sécurité mieux *assurée* face aux éventuels ennemis de l'Espagne — et non pas une meilleure position face aux pays de l'OTAN. Le gouvernement espagnol devra clairement expliquer au peuple, d'abord les orientations de sa politique de défense et, ensuite, la forme sous laquelle l'OTAN contribuera efficacement à compenser *les déficiences naturelles. Ne pourrait-on* faire la même chose pour le traité bilatéral avec les Etats-Unis ? Celui-ci serait-il annulé au cas où l'Espagne *entrerait* dans l'OTAN ? Quels avantages comporterait la marche résolue vers un « tiers-mondisme » ? Ces questions devront recevoir une réponse au cours des *débats* parlementaires qui auront nécessairement lieu avant que le gou*vernement ne prenne une décision.*

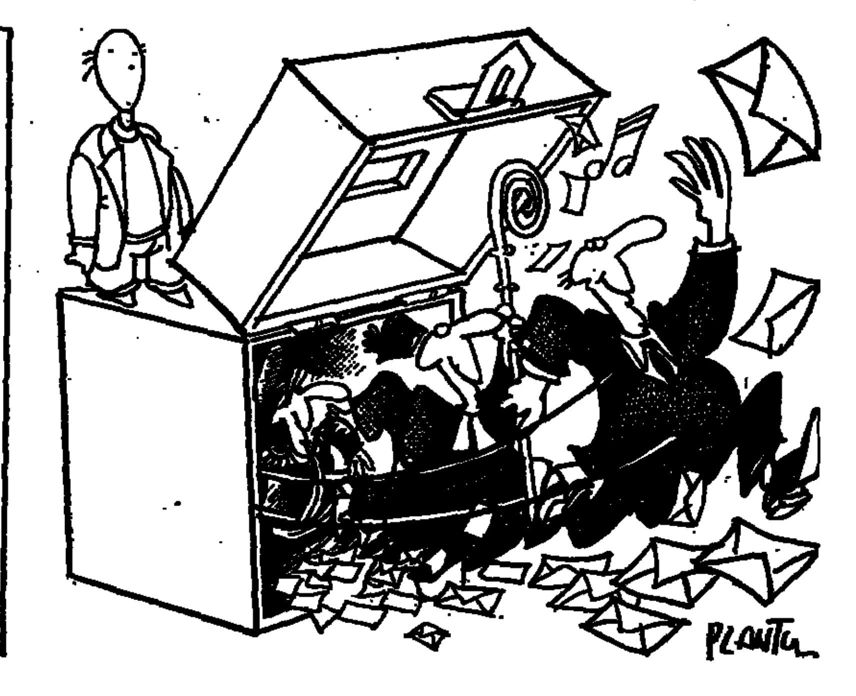
Mais le degré de bipolarisation qu'on perçoit déjà chez les dirigeants des *partis* fait craindre que, s'ils ne font pas un pas vers une nécessaire rationalisation, les débats ne deviennent stériles et n'aboutissent à une décision *fondée sur la simple mécanique* parlementaire. Dans ce cas, on laisserait, *une fois de plus, à l'homme de* la rue, l'impression que les partis politiques *espagnols n'attendent de lui qu'un vote* de temps en temps, et qu'ensuite ils *se passent de son opinion, dont* le rôle est pourtant essentiel, surtout pour *une démocratie* en gestation.

BELLICUS.









cette dernière *l'a devancé par* 5,8 % des votes *émis*.

Les résultats des élections du 1er mars dernier se *caractérisent* essentiellement par les *trois points suivants* : consolidation des alignements électoraux ; essor des nationalismes ; abstention. Les commentateurs politiques, *qu'ils soient nationaux ou étrangers*, ont *consacré* toute leur attention à la victoire de l'U.C.D. sur le P.S.O.E., mais ils ont passé sous silence la dimension *essentielle* de cette consultation, qui était précisément la mise en *place*, pour ainsi dire *définitive*, du cadre social et politique de la lutte électorale à travers la confirmation des grands partis et de leurs électorats respectifs. Cette confirmation intervient alors que les partis ne font aucune référence au passé ou au futur, restent centrés sur eux-mêmes, s'orientent exclusivement vers les secteurs sociaux avec lesquels ils s'identifient et cherchent à devenir le seul moyen d'expression des espoirs immédiats qu'ils représentent. En d'autres termes, ce qui est important ce n'est pas que l'U.C.D. ait obtenu, le 1er mars 1979, 0,8 % de votes de plus que le 15 juin 1977, ni que le P.S.O.E. ait perdu 2,9 % des voix (en tenant compte des votes recueillis en 1977 par les partis socialistes qui, depuis, se sont rattachés à lui). Ce qui est important, c'est que le comportement électoral des Espagnols, dans ses lignes dominantes, se soit *ritualisé* dès les premières élections libres et que le panorama électoral ait acquis, dès son émergence, une configuration difficilement modifiable — à quelques décimales près, vers le haut ou vers le bas, — si l'on exclut toute éventualité de cataclysme social ou politique difficilement prévisible à l'heure actuelle. Et ce processus s'est déroulé en marge de toute détermination historiquement et spécifiquement politique.

Avec ses 6 268 593 votes (soit 35,5 % des voix émises) et ses cent soixante-huit sièges, l'U.C.D. s'est imposée à tous les autres partis pour devenir *la minorité dominante au* Congrès. Son triomphe est dû, d'une part, à l'analyse erronée du P.S.O.E. et à *la stratégie* électorale qu'il a adoptée, et, d'autre part, au fait que les deux grandes forces sociales et institutionnelles, *le haut patronat et* l'Eglise hiérarchique, renonçant à la position ambiguë qui avait été la leur lors de la campagne de 1977, aient pris nettement parti pour le gouvernement.

Le document de la Commission permanente de l'épiscopat espagnol, *publié à l'occasion des élections, informait les fidèles qu'ils ne pouvaient rallier que les options politiques et* électorales qui acceptent le magistère de *l'Eglise sur les points essentiels : valeur de* la vie humaine (rejet de l'avortement), stabilité du mariage et de la famille (rejet du divorce), droit des parents au choix et au contrôle de l'éducation de leurs enfants (en défendant et en garantissant l'enseignement privé face à l'enseignement public), etc. De son côté, la C.E.O.E. — Confédération espagnole des organisations d'entreprises — indiquait très clairement, par la voix de ses leaders, que ses préférences allaient à l'U.C.D., afin de résister aux dangers de collectivisme, représentés par les partis de gauche, et de voter utile.

Les erreurs des socialistes

CE qui est remarquable, dans le triomphe de l'U.C.D., c'est que l'exercice du pouvoir n'ait pas entamé sa *crédibilité* de parti de gouvernement. *Ce résultat est dû en partie au fait que cet exercice du pouvoir a été de* courte durée (vingt mois et demi), mais aussi *à la polarisation politique qui s'est produite* à ce moment-là autour de la Constitution et qui a été pour *ainsi dire exclusivement* capitalisée par ce parti. Il faut aussi ajouter que, *lors des élections du 1er mars, la machine* politique de l'U.C.D. a fonctionné de façon *beaucoup plus efficace qu'en* 1977 *et avec* une plus grande autonomie par rapport à *l'administration de l'Etat*, l'U.C.D. *parvenant* à se présenter comme un parti électoral de *centre-droite* dans le style européen. Enfin, dans les grandes lignes de son idéologie et de *son programme, le parti du gouvernement* marque un virage vers la droite par rapport à sa campagne de 1977 *et s'aligne* ainsi davantage sur ses homologues européens.

Le P.S.O.E., quant à lui, n'a pas perdu les *élections*. L'U.C.D. *les a gagnées, ce qui n'est* pas exactement la même chose. D'ailleurs, si *l'on compare les résultats de 1977 et de* 1979 strictement en termes de partis, les der*nières élections ont été plus favorables au* P.S.O.E. qu'à l'U.C.D. Il suffit de se reporter *aux chiffres. Le P.S.O.E., à lui seul, obtint*, le 1er mars 1979, 1,34 % de votes et vingt-*trois sièges de plus (si l'on additionne parle*mentaires du Congrès et du Sénat) que le *15 juin 1977, alors que l'U.C.D. n'a gagné* dans le même temps que 0,8 % des votes et *treize sièges. Bien entendu, si l'on ajoute aux* votes et aux sièges du P.S.O.E. ceux remportés *en 1977 par le P.S.P.-Unité socialiste, les* résultats sont alors totalement différents et *les socialistes deviennent perdants. Mais*, en fait, les votes du P.S.P. — qui étaient mou*vants, critiques, entre l'auto-exigence et l'uto*pie, et qui avaient été définis par M. Tierno *Galvan comme des « votes de qualité »* — ne pouvaient en aucun cas être capitalisés par le P.S.O.E. *Et c'est ce que les dernières élec*tions ont montré : il semble qu'ils aient émi*gré, dans une très petite mesure, vers le P.C.E.* ou l'U.C.D. et qu'ils aient surtout nourri le *camp des abstentionnistes*.

Cette non-victoire socialiste a été rendue *plus patente encore par le fait que les leaders* du P.S.O.E. étaient convaincus de leur triom*phe et qu'ils se considéraient déjà, bien avant* les élections, comme une alternative de pou*voir. Cette attitude semble avoir très nette*ment influencé les prédictions électorales en *leur faveur. En tout cas, l'exercice du pouvoir* a apporté à l'U.C.D. 834 376 votes de plus *qu'en 1977, et a fait perdre aux socialistes* 264 181 voix. Cette *affirmation est fondée sur le fait que c'est précisément là où les* socialistes ont exercé un pouvoir, même s'il *n'était que symbolique (par exemple dans le* domaine des pré-autonomies), qu'ils ont enregistré un recul. Cette usure socialiste s'est produite principalement dans le Pays basque et en Andalousie mais également produite dans le pays valencien. Dans ces trois cas, on trouve à l'origine du phénomène un comportement généralement triomphaliste, une grande ambiguïté dans les objectifs présentés et des résultats concrets pratiquement nuls au cours de leur mandat. Si la Catalogne apparaît ici comme une exception, c'est précisément parce qu'elle n'a pas connu d'autre gouvernant que M. Taradellas et que le P.S.C.-P.S.O.E. a pu ainsi échapper à l'usure que le pouvoir a entraînée ailleurs pour les socialistes.

Cette perte de 2,9 % de votants chez les socialistes par rapport aux élections de 1977 *a fait l'objet de multiples interprétations*. Une analyse détaillée, par région et par nationalité, *des gains et des pertes révèle assez clairement* que, là où l'on enregistre une réduction des *votes socialistes, c'est essentiellement à cause* de leur trop grande modération dans la façon *d'aborder la problématique sociale et des* nationalités. Vouloir prétendre qu'une prise *de position plus radicalement socialiste aurait* poussé vers l'U.C.D. une part importante de *ceux qui ont voté pour le P.S.O.E. reviendrait* à nier l'existence d'un électorat socialiste en *Espagne. En fait, le P.S.O.E. a repris les thèmes* de sa campagne de 1977, où il identifiait *antifranquisme et démocratie, en accordant* au mot « démocrate » le poids *décisif au moment du vote. Or il s'est trompé.* En premier lieu parce que franquisme et antifranquisme *avaient été tous deux enterrés au printemps* 1977, et que le P.S.O.E. avait, avec les autres *partis de gauche, contribué à cet enterrement*. En deuxième lieu parce que l'U.C.D. s'était entre-temps *accréditée* en principal garant de cette démocratie, car c'était elle qui l'avait instaurée et institutionnalisée, — et son leader venait d'être l'objet d'une conspiration des ultras pour le renverser. Enfin et surtout, parce que les expectatives populaires de la première phase post-franquiste n'avaient pas été satisfaites au niveau des résultats concrets et que les politiciens avaient essayé de combler ce vide par l'usage incontrôlé de la rhétorique démocratique, provoquant ainsi une réaction généralisée de frustration, de désintérêt et d'apathie.

JOSÉ VIDAL-BENEYTO.

De vieilles tendances à travers les étapes du rajeunissement

Les divers visages de l'Eglise catholique

Par XOSE CHAO REGO *

Malgré le déclin de la pratique religieuse, l'Eglise conserve une influence dont le nouveau pouvoir a cherché à bénéficier. Les thèmes classiques du divorce, de l'avortement et de l'enseignement confessionnel peuvent cependant fournir l'occasion de fortes tensions à l'heure où le Vatican insiste sur la rigueur doctrinale tandis que se libéralise la société civile.

LA transition du franquisme à la démocratie n'a pas *pris l'Eglise* au dépourvu. Une longue période d'adaptation à l'avenir immédiat était déjà en cours : un processus qui fait penser à une stratégie diplomatique bien étudiée plutôt qu'à un élan évangélique de rénovation, au moins de la part d'une partie du clergé. Si la situation n'est pas totalement ambiguë, elle peut au moins être taxée d'ambivalente. Il existe en effet deux pôles de plus en plus définis, et qui, pour l'instant, semblent difficiles à concilier : le « sommet » hiérarchique et la base ecclésiale.

Pour donner à l'image du catholicisme espagnol une apparence de rénovation, plusieurs facteurs sont intervenus, que l'on peut ici réduire à *trois. D'abord, le concile Vatican-II*, véritable surprise pour une hiérarchie dépourvue d'un bagage culturel suffisant qui lui aurait permis de se douter de l'existence, en Europe, d'une théologie assez vigoureuse pour provoquer un virage. Le deuxième facteur a été la situation socio-économique dans laquelle se débattait le pays au cours des années 60, et qui avait déclenché un mouvement d'émigration massive en direction des pays européens, ainsi que l'élaboration artificieuse de plans de développement par les technocrates de l'organisation religieuse *Opus Dei*.

Or au sein de la société espagnole demeurait, dans un état léthargique, une force de réserve connue dans le *jargon politico-ecclésiastique sous le* nom de *« la Santa Casa »* (la Sainte Maison), appuyée économiquement sur l'*Editorial Catolica* (avec ses publications et sa chaine de journaux) et idéologiquement sur l'*Asociacion Catolica Nacional de Propagandistas* (A.C.N. de P.). Créée au début de ce siècle, cette force avait mis ses efforts au service d'une politique catholique de droite : aujourd'hui, elle constitue le secteur démocrate-chrétien dont le président *Adolfo Suarez n'a pas pu se passer.* En 1945, elle fut arrachée par Franco à l'ostracisme qui la frappait, ce qui facilita l'évolution qui aboutit au concordat de 1953 avec le Vatican et au rétablissement des relations diplomatiques avec les Etats-Unis. A partir de 1956, ses membres ont été *« remerciés pour leurs services »* — conformément au style du dictateur. — cependant que leurs rivaux de l'*Opus Dei* commençaient leur ascension.

C'est ici qu'intervient le troisième facteur : la Rome démocrate-chrétienne. On ne doit pas oublier que le cardinal Benelli, archevêque de Florence, dont on s'accorde à reconnaître l'influence au Vatican et qui est un fervent partisan de l'aile droite de la D.C. italienne, était secrétaire de la nonciature à Madrid jusqu'à son « expulsion » au début des années 60, prouesse dont se vantaient les hommes du régime franquiste. Et il n'y a pas beaucoup de doutes que c'est à lui que l'on doit la promotion d'une nouvelle série d'évêques alignés sur les positions de la *Santa Casa*.

La relève du national-catholicisme *était en préparation en même temps* que l'on faisait des démarches pour obtenir le renouvellement d'un concordat que la police franquiste ne respectait plus. Rappelons qu'il existait à Zamora cette étrange institution appelée « prison concordataire »... Des membres de l'*Opus Dei* se chargeaient des démarches au nom du gouvernement espagnol, cependant que Rome, peu encline à la hâte, parlait par la bouche de l'actuel secrétaire d'Etat, Mgr Agostino Casaroli, qui faisait allusion à une imminente conclusion des négociations. Mais, apparemment, le Vatican était dans l'attente de certains événements d'ordre biologique : ceux-ci eurent lieu le 20 *novembre 1975*.

L'action conjuguée de ces trois facteurs réussit à rénover le visage du catholicisme espagnol, au point d'en faire l'un des plus vitaux et même des plus explosifs du *continent européen. Dans les années 70*, il y avait dans les prisons espagnoles plus de religieux que dans toutes les autres prisons du monde, y *compris* derrière le mythique « rideau de fer ». Mais le martyre ne touchait que la base ecclésiale, et *cela minoritairement, quoique* avec assez de force pour créer des expectatives et des espoirs. Des prêtres, qui se voyaient infliger des amendes par les gouverneurs civils à cause de leurs sermons, ainsi que l'octroi du droit d'asile pour des réunions politiques ou syndicales dans les locaux religieux, conférèrent à cette minorité un prestige élevé.

L'erreur populaire fut de surévaluer le poids de cette minorité et de présumer que l'Eglise était en train de changer. Les nouveaux évêques « conciliaires » disposaient d'une marge de manœuvre assez étroite, marquée par leur stricte dépendance à l'égard de Rome et par leur allégeance à une doctrine sociale catholique qui ne les poussa jamais à une critique radicale du régime : tout au plus osèrent-ils lui donner quelques bons conseils. Et pourtant, certains d'entre eux étaient arrivés à la dignité épiscopale grâce à une argutie : leur nomination comme évêques auxiliaires, qui leur avait permis d'échapper au contrôle du Caudillo, qui détenait le privilège de présentation des candidatures.

Le mirage d'une Eglise espagnole antifranquiste parcourut l'Espagne et même l'Europe. Certes, cette illusion pouvait s'expliquer par la résistance que de nombreux croyants opposèrent à la dictature et dont le prestige fut, sans grands risques, usurpé par la hiérarchie, qui en même temps mettait les contestataires sur la touche. Dans l'ensemble, les *conflits entre la hiérarchie et le* régime ne relevaient pas de la défense de personnes, mais de celle de privilèges. Ce chapitre de l'histoire de l'Eglise espagnole contemporaine est peut-être le plus douloureux.

On dit qu'après avoir écouté l'homélie par laquelle le cardinal Tarancon, archevêque de Madrid, faisait la leçon à Juan Carlos, roi débutant, M. Valéry Giscard d'Estaing et d'autres chefs d'Etat rentrèrent *chez eux étonnés* par son ton « prophétique » et par les affirmations d'indépendance de l'Eglise. Le discours du prélat plut à tout le monde, sauf à quelques hyper-critiques. Il semble que le roi avait eu à l'avance connaissance de quelques brouillons de l'allocution, et qu'il en fut très satisfait.

L'œuf du serpent

AUJOURD'HUI, après que la population a été convoquée aux urnes, deux fois pour des référendums, deux autres fois pour des élections législatives et une fois pour des élections municipales, il n'échappe plus à personne que l'Eglise avait *alors* opté pour le nouveau pouvoir. Mgr. Tarancon lui-même avait dit, avant les premières élections, qu'il n'y aurait pas de parti *catholique ; une semaine plus tard*, il nuançait son affirmation en précisant qu'il y en avait toutefois *« d'inspiration catholique »*. Distinction scolastique rien moins que subtile, car la démocratie chrétienne s'était parfaitement intégrée dans le conglomérat que M. Adolfo Suarez forma sous le nom d'Union del Centro Democratico (U.C.D.).

Le pacte remplit parfaitement sa fonction. A la fin 1976, quarante-neuf *théologiens d'orientation progressiste* modérée s'adressèrent à l'épiscopat espagnol, le mettant en garde contre les « *tentations du néo-capitalisme* ». Ils anticipaient ainsi ce qui est aujourd'hui une *réalité : étant donné que, dans une* société sécularisée, une légitimation directe est hors de question, on allait demander à l'Eglise de mettre un frein à la contestation ou à la dénonciation prophétique, légitimant par là indirectement le nouveau pouvoir dont elle recevrait faveurs et privilèges. L'un des signataires avait déjà perçu la situation de « néo-gallicanisme » qu'il définissait comme suit : « *Une pratique d'intégration de l'Eglise et de ses fonctions sociales, effectuée à partir du pouvoir politique (...) ; c'est l'action politique efficace pour que l'Eglise se choisisse elle-même telle qu'on la veut de l'extérieur* » (Alfonso Alvarez Bolado).

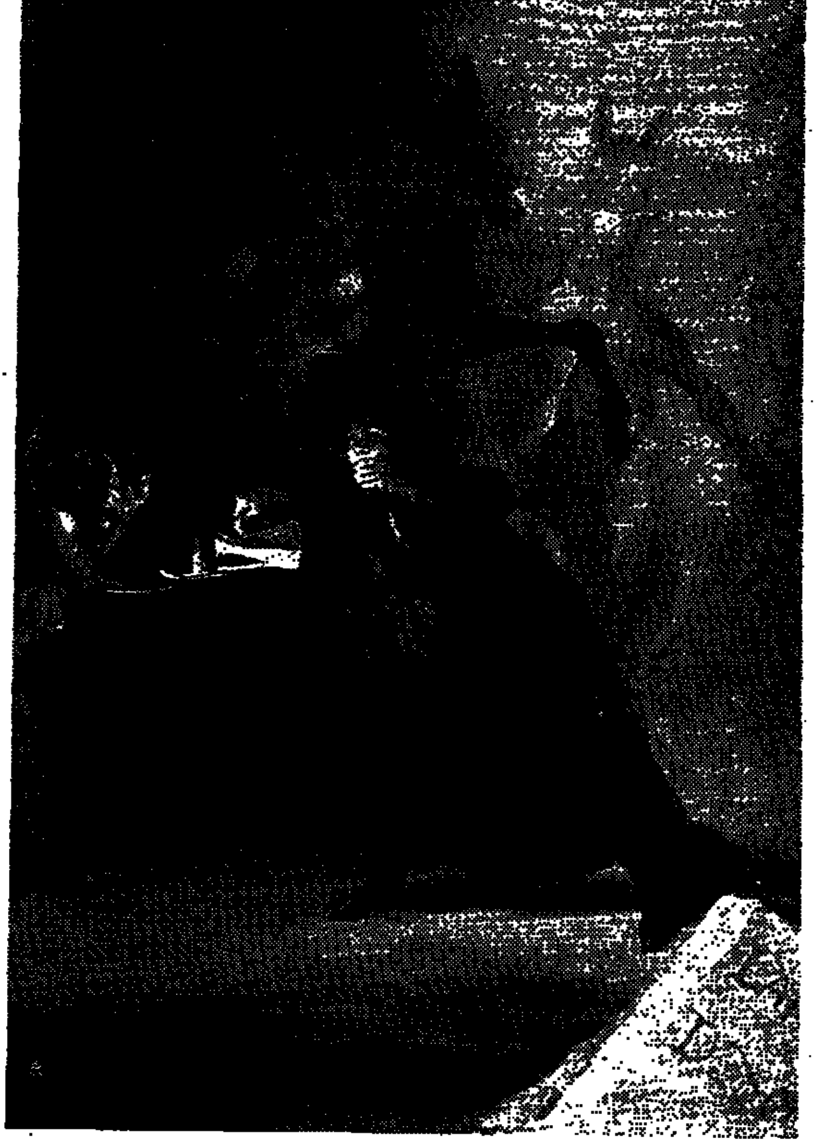
Le résultat a été une confessionnalité dissimulée, bien que la nouvelle Constitution se reconnaisse non confessionnelle : ce qui ne l'empêche pas de faire nommément mention de l'Eglise catholique. *Mention surprenante, défendue* par le parti qui est au pouvoir et mal assimilée par la gauche marxiste, qui l'a tolérée afin de ne pas ressusciter les spectres républicains d'avant la guerre civile, dont le franquisme s'est servi comme épouvantails. Seuls, les différentes *« communautés chrétiennes populaires »* et d'autres groupes apparentés ont dénoncé le sophisme de l'indépendance de la hiérarchie.

Il n'y avait rien à craindre au sujet des vieux privilèges de l'Eglise: il suffisait de les rajeunir. Pas à pas, on arriva au 3 janvier 1979, date à laquelle le vieux concordat de 1953 fut remplacé par quatre accords partiels. Le premier, d'ordre économique, favorise l'Eglise par des privilèges fiscaux et par l'institution de l'impôt religieux, d'après le modèle allemand ; un deuxième accord porte sur l'assistance religieuse aux forces armées, dont l'archevêque-vicaire général demeure soumis au droit de présentation ; le troisième texte concerne la régulation du mariage canonique, et le quatrième l'*enseignement* privé et religieux. C'est ce dernier qui a la portée la plus large et qui prête le plus à controverse.

Comme dans l'*Œuf du serpent*, le film d'Ingmar *Bergman, on voit* parfaitement à travers la membrane le reptile en formation : le vote catholique, encouragé d'une manière appropriée par Rome, qui dans ce cas a opté pour une prudence *serpentine. Ce n'est* pas non plus un simple jeu de mots que d'affirmer que l'attitude de la hiérarchie est aujourd'hui plus proche de celle du « faucon » que de celle de la « colombe » : et cela, à *la veille peut-être d'une « guerre »* civile religieuse, lorsque pointent à l'horizon des sujets tels que le divorce et l'avortement, ainsi que l'épineuse question de l'enseignement privé dont les propriétaires, des congrégations religieuses pour la plupart, ont déjà livré les premières escarmouches.

Quelqu'un pourrait s'étonner de l'influence que garde encore l'Eglise en Espagne, presque cinquante ans après le moment (1931) où Manuel Azaña proclama dogmatiquement que *« l'Espagne a cessé d'être catholique »*. Certes, le discrédit de l'institution ecclésiastique et l'abandon des pratiques religieuses vont en augmentant. En *outre*, l'Eglise elle-même n'est pas monolithique, et les critiques les plus vigoureuses viennent du secteur intra-ecclésial le *plus évangélique et le plus populaire*. Mais ce pays est encore, pour une grande partie, un pays rural, et la classe moyenne a des intérêts et une conception de la famille et du confort spirituel qui font du *clergé un agent de stabilisation utile* face à de possibles tensions.

Curieusement, si le pape Montini a pu accélérer le dételage du franquisme, le pape Wojtila se profile *comme une inconnue menaçante et* stimulatrice d'une involution qui, dans l'épiscopat espagnol, a commencé avec la mort du dictateur, et peut-être même avant. Sa conception polonaise d'un catholicisme de masses, conservateur et à forte cohésion intérieure, risque même de favoriser une reviviscence de l'*Opus Dei*, que certains entrevoient déjà. Mais, pour se redresser, celui-ci devrait tenir compte de ses plus directs rivaux sur le plan des intérêts politiques : les hommes de la *Santa Casa*, dont M. Adolfo Suarez ne peut pas se passer en ce moment.



(Photo Anderson-Giraudon.)
L'EXORCISME SELON GOYA.

* Ecclésiastique, professeur au lycée de Villalba (Galice), chargé de cours à l'université de Saint-Jacques-de-Compostelle.

La rançon d'une triple dépendance

INCERTITUDES D'UNE DIPLOMATIE AUTONOME

Par ROBERTO MESA *

LES relations internationales de l'Espagne sont commandées par deux données fondamentales : l'une, la situation géopolitique de la péninsule Ibérique, occupant, sur les deux bords de la Méditerranée et sur la côte atlantique, une position essentielle pour le fonctionnement du système stratégico-militaire de l'Occident ; l'autre, la dépendance économique de l'Espagne à l'égard de l'Europe industrialisée et des Etats-Unis, conformément aux lois du « développement inégal ». Ces deux données ont pris une importance particulière durant la « guerre froide », époque où elles ont contribué au renforcement extérieur du franquisme.

A quoi il faut ajouter un troisième facteur, produit des circonstances, mais tout aussi important : Franco est mort de vieillesse, la dictature s'est terminée avec la vie physique du dictateur. Ce que le général Franco appelait les « prévisions de succession » s'est accompli rigoureusement en la personne de Juan Carlos de Bourbon. La période décisive, qui va du 20 novembre 1975 (mort de Franco) au 1er mars 1979 (élections législatives) a été dirigée par la même classe sociale qui dominait pendant le franquisme. De l'accord passé entre les héritiers du franquisme et les forces démocratiques a surgi une Espagne qui vit enfin sa modernisation socio-politique. Cette curieuse transition a été possible, entre autres choses, parce que toute la problématique en cours a été gelée grâce au consensus qui a concerné la politique intérieure autant qu'étrangère. Finalement, le consensus a été rompu au moment des élections législatives du 1er mars 1979, qui ont confirmé au pouvoir l'U.C.D. (Union du centre démocratique), parti qui recouvre aussi bien le passé franquiste que ce que l'on appelle la droite civilisée.

Ainsi la politique étrangère espagnole n'était pas censée rompre avec le passé pendant la période du consensus. On pourrait dire que cette étape a été un prolongement perfectionné dans la voie tracée durant les années où M. Castiella était ministre des affaires étrangères (1957-1969) ; ce n'est pas un hasard si le titulaire actuel de ce portefeuille n'est autre que M. Marcelino Oreja, fidèle collaborateur de M. Castiella pendant sa jeunesse et appartenant au même groupe politique (Association catholique nationale des propagandistes).

Il ne serait pas absolument exact de considérer hâtivement cette étape comme négative ; si elle a servi loyalement les intérêts particuliers de la classe dominante, elle a aussi bénéficié, par certains côtés, aux autres formations socio-économiques espagnoles. D'une part, elle a modifié et consolidé les anciennes alliances : transformation de l'accord exécutif avec les Etats-Unis en traité ayant une validité de dix ans ; remplacement du pacte ibérique, caduc et périmé, par un traité d'amitié et de coopération avec le Portugal ; révision du concordat avec le Vatican. D'autre part, la politique européenne a été ré-actualisée : entrée au Conseil de l'Europe, avec l'engagement démocratique que cela implique, et ouverture des négociations pour l'entrée dans le Marché commun. Avec, en troisième lieu, quelques timides ébauches d'une politique à l'échelle mondiale, où le gouvernement espagnol apparaît comme un pays libéral au sens strict du terme : établissement de relations diplomatiques avec tous les Etats socialistes, diplomatie plus active dans le cadre des Nations unies et défense des droits de l'homme (ce dernier point toujours plein d'ambiguïté et d'équivoques).

Relations avec l'Europe et les États-Unis

FACE à ce programme d'action à l'étranger, la position des partis politiques de l'opposition, en particulier celle du P.S.O.E. et du P.C.E., a été pour le moins lente et ses réflexes ont été tardifs. Et cela, vraisemblablement pour trois raisons : contraintes imposées par la politique de consensus ; priorité accordée à la problématique intérieure, en particulier l'élaboration de la Constitution ; absence ou insuffisance de définitions claires en matière de politique étrangère dans les programmes des partis de gauche. Mais le consensus, conformément aux prévisions et aux souhaits, est maintenant terminé. Quelle sera, dans ces nouvelles circonstances, la politique étrangère du gouvernement et celle de l'opposition ?

Certes, les problèmes restent les mêmes : les changements internationaux sont lents et les orientations globales d'une diplomatie ne sont pas facilement modifiables, surtout s'il n'y a pas eu de transformations radicales en politique intérieure ; ces orientations générales ont été tracées sous le franquisme : alliance avec les Etats-Unis et entrée dans l'Europe communautaire.

Sur ce dernier point, il existe une totale identité de vues entre le gouvernement de l'U.C.D. et les partis de gauche, ces derniers y voyant en outre un moyen de consolider la démocratie espagnole encore fragile ; peut-être pourra-t-on déplorer l'absence d'une réflexion des socialistes et des communistes sur l'entrée de l'Espagne au sein de l'Europe capitaliste et monopoliste des Neuf.

L'autre grand thème, l'alliance avec les Etats-Unis, n'est pas non plus objet de discussion ; mais, derrière cette entente bilatérale, il y a le grand projet de la diplomatie Suarez-Oreja : l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN. M. Adolfo Suarez, dans son discours d'investiture, s'est montré résolument favorable à ce projet, alors que socialistes et communistes y sont radicalement hostiles. Le gouvernement a promis, à plusieurs reprises, un « large débat national » à ce sujet. Promesse pleine d'équivoques : le large débat, s'il est seulement parlementaire, débouchera sur un vote qui, par la simple loi du nombre, sera favorable à la thèse de l'U.C.D., c'est-à-dire à l'entrée dans l'OTAN ; il y aurait une autre possibilité, que refuse systématiquement le parti au pouvoir, qui consisterait à soumettre la question à un référendum national. En tout cas, on a beau affirmer le contraire,

* Professeur de relations internationales à l'université de Madrid.

Les enjeux de la guerre municipale

La pression populaire sur les mairies conquises par la gauche

Par
EDUARDO HARO TECGLEN *

D'inévitables tiraillements entre un gouvernement centriste et des municipalités sociale-communistes constitueront un test — sans doute décisif — pour le parti de M. Suarez comme pour la cohésion et l'efficacité des partis de gauche. A l'échelon local, les affrontements autour de certains privilèges hérités du franquisme peuvent ranimer les plus vives passions.

L'INSTALLATION *de conseils municipaux* à direction socialiste-communiste dans des municipalités qui représentent 60 % de la population nationale a créé en Espagne une situation *politique* insolite, sans précédent même en Europe. Il existe, dans de nombreux pays, une contradiction entre un pouvoir gouvernemental où prédomine la droite et de grandes villes dirigées par des maires socialistes ou communistes ; mais, en Espagne, compte tenu des conditions particulières *du retour à la démocratie*, de la composition des conseils municipaux et de *certaines survivances du passé*, cette contradiction prend une signification *très spéciale. Il s'agit là de la première* rupture réelle avec le franquisme, et elle intervient à *un moment* où les structures de l'Etat n'ont encore *subi* que des *réformes modérées* et lentes.

Le système de pouvoir instauré par Franco était caractérisé par l'installation de certaines personnes dans des postes donnés. Franco ne détestait pas seulement les partis politiques démocratiques, mais aussi ceux qui avaient activement collaboré au sein de ce qu'il appelait, à juste titre, le « *Movimiento* » : il ne voulut même pas de cette fiction nominale qu'était, dans l'Italie fasciste ou dans l'Allemagne *nazie, le parti unique. En outre, il ne* croyait pas entièrement aux personnes : *comme tous ceux qui sont animés par* des passions abstraites — la religion, *la patrie, la famille, la milice,* — il croyait aux virtualités génériques et estimait impossible qu'une personne puisse représenter ces valeurs (lui-même mis à part) ; il appréciait les hommes selon qu'ils étaient plus ou moins proches de ces idéaux, tout en sachant que l'absolu n'existe pas. Pour se faire une opinion sur les personnes, il ne se fondait pas sur leurs déclarations, sur leurs discours ou leurs écrits (car son anti-intellectualisme l'éloignait de ce genre de jugements), mais sur leur comportement. De ces comportements, la guerre civile avait fourni un bon échantillonnage qui lui permit de choisir les hommes dont il avait besoin pour étendre le réseau de son pouvoir. Au fur et à mesure que cette élite de vainqueurs vieillissait ou s'éteignait, il les remplaçait par des hommes jeunes dont le comportement était également sûr. C'est ainsi que fut créée une classe politique qui *présentait les caractères d'une caste.*

L'accession au pouvoir n'était pas toujours accordée pour des *raisons* relevant de l'intérêt de l'Etat ou du gouvernement *mais, souvent, elle revêtait* le caractère d'une *récompense, assortie de la punition correspondante* infligée à ceux qui auraient déçu : la *punition prenait généralement* la forme d'une mutation — le mot employé était « *compensation* », — et le fait caractéristique était que cette punition n'était *pas appliquée* pour des erreurs dans l'exercice des fonctions, même pas pour des prévarications — Franco ne devait pas croire que l'enrichissement par l'exercice d'une fonction publique fût autre chose que la juste récompense d'un bon comportement, — mais pour des fautes de conduite par rapport à lui-même ou aux idées absolues qu'il représentait.

Dans ce système, les *municipalités* fournirent des postes nombreux et *importants. L'idée organique* de l'Etat selon Franco était fondée sur la trilogie *famille-municipalité-syndicat.* Le *syndicat* (« vertical ») se trouva bientôt *inondé par* des *centaines* de milliers *de fonctionnaires, généralement en provenance* de la Phalange — le national-syndicalisme — et d'une conduite garantie. Les mairies, celles des grandes villes surtout, furent attribuées à des personnes de qualité, d'un comportement irréprochable. L'idée que Franco se faisait de la fonction de maire est illustré par la fréquence avec laquelle ce poste était — surtout à Madrid et à Barcelone — l'antichambre d'un poste dans la police : direction supérieure de la police, direction générale de sécurité, ministère de l'intérieur. Dans des villes moins importantes, le niveau *immédiatement supérieur était celui de* gouverneur *civil* et de chef provincial *du Movimiento* (ces deux fonctions allaient ensemble, ainsi que celles de *maire et de chef local du Movimiento).* Franco n'avait pas complètement tort d'attribuer ce pouvoir policier au maire : l'étymologie même du terme espagnol correspondant le voulait *(« alcade »* provient de l'arabe *al cadi,* qui signifie le juge). Jadis, ce pouvoir municipal constituait une défense contre le féodalisme et même contre le centralisme, comme en témoigne toute la littérature théâtrale du Siècle d'Or *(Fuenteovejuna, El Alcalde de Zalamea, El mejor Alcalde el Rey),* tandis qu'à partir de Franco il *devint* une extension, *une* délégation de son pouvoir absolu. Les conseils municipaux étaient également d'importantes sources d'enrichissement, depuis les municipalités les plus modestes — où l'on spéculait sur des bois et pacages communaux, sur des travaux d'irrigation, ou sur des emplois dans les travaux ruraux — jusqu'à *celles* des grandes villes, avec la spéculation sur les terrains à des *prix* exorbitants, sur des permis de construire, sur des *permis de démolition de vieux immeubles,* sur des travaux de viabilité ou *sur de très gros budgets.*

Un panorama bouleversé

LA structure créée par Franco sur *l'énorme réseau municipal espagnol* a gardé ses caractéristiques jusqu'aux *élections d'avril dernier.* La *victoire* électorale de la gauche, obtenue *par les urnes, mais* surtout grâce à l'accord général passé entre le parti socialiste — *majoritaire* — et le parti communiste, est venue modifier spectaculairement toute cette vieille et solide trame.

Le choc que *provoque cette poussée* de la gauche est encore plus fort du fait que les autres *formes de pouvoir* étatique n'ont changé que très légèrement. *Les groupes de force constitués* et consolidés à l'époque franquiste *n'ont pas changé : le commandement* de l'armée, les directions financière et *économique du pays et même* l'Eglise — dont le vaste secteur conservateur est *maintenant renforcé par* l'orientation suivie par le nouveau pape — sont entre les *mains* des mêmes personnes. Et le parti gouvernemental, l'U.C.D., provient de la classe *politique* qui s'est formée sous le régime précédent. Entre ce parti et les groupes précédemment cités, il existe une relative méfiance, tempérée par des liens de parenté, des relations d'affaires et des amitiés personnelles. Disons que le parti gouvernemental estime que la perpétuation du pouvoir de classe est plus probable dans le cadre d'un système démocratique, qui ménage des soupapes de sûreté et qui est indispensable dans les rapports avec les pouvoirs extérieurs (institutions européennes, OTAN, Etats-Unis), et qu'en outre une liberté de mœurs — sous *tutelle* — est favorable à l'expansion de marchés propres *à la société de consommation* ; tandis que le secteur du pouvoir le plus *conservateur considère que ce* type d'ouverture ne débouche que sur *la révolution,* la *guerre* civile, le désordre et, enfin, la perte de son pouvoir. C'est *l'éternel* affrontement entre « faucons » et « colombes ». Le parti gouvernemental, depuis qu'il est arrivé au pouvoir, n'a cessé d'offrir des gages aux conservateurs : la domestication de la gauche par des pactes et des consensus, la limitation des débats aux Cortès, la modération des augmentations de salaires, la *répression* des partis restés en marge du consensus, une Constitution ambiguë. La victoire remportée par l'U.C.D. aux élections législatives a été une nouvelle offrande au conservatisme franquiste : l'assurance que le gouvernement se maintient et qu'il n'a plus besoin de pactes ou d'arrangements, car il compte désormais sur une *majorité* absolue, facilitée par la coalition avec les peu nombreux représentants de l'extrême droite et par l'appui de quelques groupes régionaux de moindre importance.

Mais, un mois plus tard, les élections municipales sont venues bouleverser *tout ce panorama.* Ce n'est *pas* seulement qu'un changement dans les *grandes municipalités* risque de modifier rapidement des chiffres d'affaires *gérés* jusqu'ici par la droite : mais, en outre, le principe de l'unité entre socialistes et communistes ressuscite le vieux spectre du Front populaire, dont la droite se sert comme épouvantail. Jusqu'à présent, les dures polémiques entre les deux partis et les accusations qu'ils se lançaient mutuellement leur avaient valu plus d'indulgence que leurs penchants pour la modération (eurocommunisme, social-démocratie) : à présent, la droite proclame que, « *comme toujours* », les marxistes sont d'accord entre eux et qu'ils disposent déjà de bases importantes pour *faire leur* « *révolution* ». On change les noms des rues et des places consacrées *à Franco ou à ses* différentes appellations *(Caudillo, Generalissimo), ainsi que celles* placées sous l'invocation de José Antonio *Primo* de Rivera *(fondateur* de la Phalange), et qui avaient subsisté pen*dant deux* années d'une *démocratie* douteuse : c'est un spectacle que la droite supporte mal et qu'elle considère comme une « provocation », sinon comme une révolution.

Mais d'autres événements l'inquiètent davantage. Pensons aux petites mairies de la Costa del Sol qui, sans exception, sont tombées dans les mains de la gauche : des zones où se trouvent de grands domaines et des intérêts des grands notables du régime précédent, des magnats de l'hôtellerie et des promoteurs immobiliers, dans lesquelles on ne respectait même pas les lois franquistes, vont faire maintenant l'objet d'un contrôle. La grève des personnels de l'hôtellerie qui s'est étendue sur la Costa pendant les jours clés de la Semaine sainte a rappelé à ces possédants que la gauche *n'accepte pas leur pouvoir, ne reconnaît* pas l'acquisition de leurs richesses, et que les nouveaux maires sont obligés de les soumettre à des contrôles. Déjà, l'appareil de l'Etat adresse des avertissements à ces zones, leur signalant que toute modification importante risquerait de provoquer une diminution de l'afflux du tourisme, lequel continue de représenter la principale source de devises pour l'Etat, mais qui a surtout une influence directe sur le niveau de vie des zones en question. Et cela *n'est qu'un petit exemple. Les maires* qui viennent d'assumer leurs fonctions *n'ont pas encore eu le temps de manifester* leur pouvoir.

Les dilemmes de la gauche

AUTOMATIQUEMENT, l'Etat est parti en guerre contre *les municipalités* de gauche. Très rapidement, des dispositions ont été *prises, enlevant aux* maires la responsabilité de la police *et du maintien de l'ordre public* ; ces fonctions sont entièrement transférées aux gouverneurs civils, qui sont désignés directement par le gouvernement par le truchement du ministère de l'intérieur, lequel a été confié à un lieutenant-général par le nouveau gouvernement formé par M. Suarez. Il s'agit aussi d'obliger les conseils à nommer à des postes municipaux — les délégations aux services — des représentants de tous les partis ayant des conseillers. Une nouvelle loi d'administration locale est en préparation, dont on craint qu'elle ne vise à réduire encore davantage les pouvoirs *municipaux. L'Etat* pourrait accorder des faveurs aux villes « *bonnes* » : des *travaux* publics, des permis *pour* l'implan*tation d'entreprises, des améliorations* budgétaires, des routes... Et, pour les *petites municipalités : adduction d'eau,* électricité, etc. En même temps, le *parti socialiste subit apparemment* des pressions visant à lui faire rompre les « *pactes municipaux* » qu'il a passés avec les communistes, même en gardant *pour lui quelques mairies,* pouvant compter dans ce but sur les voix des conseillers membres de l'U.C.D. Ces pressions font valoir que les chances du parti socialiste de devenir une alternative de gouvernement dans les élections législatives qui auront lieu dans quatre ans s'évanouiraient s'il s'obstine à maintenir un « front populaire » qui, d'ailleurs, n'existe pas. On a dit aussi que des pressions de ce genre viennent d'Allemagne fédérale et des Etats-Unis.

La position des maires de gauche est ainsi très difficile. Ils ont, en réalité, des postes de gouvernement : le maire socialiste de Madrid, le professeur Tierno Galvan, a déjà dit que « *le conseil municipal est le gouvernement* de *Madrid, tandis que le gouvernement n'est que le gouvernement* à *Madrid* ». Malgré tout, les *espoirs vont beaucoup* plus loin que les possibilités réelles. *Si certaines capitales peuvent encore* trouver des solutions à leurs problèmes, Madrid a *très peu de* chances d'y parvenir, surtout dans un délai de *quatre ans,* et *sa population* a besoin de voir se concrétiser des solutions, même partielles, à ses problèmes : les cités-dortoirs dans la banlieue, l'insuffisance des transports urbains et la situation chaotique des transports privés ; les quartiers populaires où les immeubles bon marché s'écroulent — séquelles de certaines « affaires en or » dans le secteur du bâtiment ; la pollution ambiante ; bref, toutes les plaies habituelles des grandes capitales, mais multipliées à l'infini par l'absence de scrupules dans l'administration *précédente, sont déjà difficiles à guérir.* Les solutions partielles ne sont pas *suffisantes.*

Mais les maires « continuistes » ou résignés ne peuvent donner satisfaction à une gauche sociale qui se ressent déjà *des effets du « désenchantement »* politique, et qui vient de regagner un *peu de terrain aux élections municipales.* Les nouveaux conseils municipaux se *trouvent placés devant une alternative* : ou bien affronter ouvertement les puissances de *droite* et faire face à une guerre dure livrée par l'appareil de l'Etat, avec des conséquences imprévisibles ; ou bien pactiser, modérer leurs revendications, ce qui contribuerait à décevoir les électeurs de la gauche et risquerait d'avoir des effets non seulement lors des prochaines élections locales (qui doivent avoir lieu dans quatre ans), mais aussi au sein des partis politiques. Il n'est pas sûr, non plus, que l'accord entre socialistes et communistes puisse se prolonger longtemps, et cela non pas à cause de pressions extérieures, mais en vertu des *différences* qui séparent leurs points de vue respectifs sur des problèmes de tout ordre. Supposons, par exemple, que le personnel des transports municipaux *de Madrid* se mette en grève. Ce *simple* épisode suffirait *déjà à placer le maire socialiste devant* un choix délicat : faire appel à l'armée *ou à la police pour assurer ces services,* comme cela se fait d'habitude, *déboucherait sur un affrontement avec* la classe ouvrière ; laisser au gouver*nement* central la responsabilité de prendre ces mesures reviendrait à lui *déclarer une guerre ouverte* ; enfin, laisser Madrid privé de transports entraînerait une détérioration de l'image publique du maire et de son administration. Si cette *grève* était, en outre, appuyée par les Commissions ouvrières (organisations syndicales d'inspiration communiste) et *réprouvée* par l'Union general de trabajadores (d'orientation socialiste), on assisterait à une rupture grave au sein du conseil.

Ces *considérations* laissent présager *un avenir* difficile. La *gauche* attend de ses conseillers et de ses maires qu'ils « *fassent quelque chose* ». Mais le changement de nom de rues et de places, des mesures de soutien à la culture et aux associations de voisins, ne suffiront pas. Si socialistes et communistes ont été obligés de s'unir malgré leurs querelles pour ne pas perdre complètement la face aux yeux de la base, leurs élus sont maintenant obligés de mener des actions rapides, efficaces et visibles, malgré l'opposition du gouvernement et des groupes de pression ; sinon, on assisterait à l'écroulement *moral de la gauche* et à la naissance d'une « gauche sauvage ».

* Sous-directeur de la revue *Triunfo.*

---

l'alliance atlantique n'est pas un *mécanisme* périmé : *elle conserve toute son actualité et* tout son dynamisme. Une discussion publique, dépassant les limites de la *condamnation ou* de l'approbation *simplistes, s'impose de toute* urgence. *La question presse et, pourtant,* Madrid devant être, en 1980, le siège de la Conférence sur la *sécurité et* la coopération en Europe, le gouvernement de l'U.C.D., selon *toute probabilité, repoussera* le débat jusqu'à une date ultérieure.

Les réfugiés latino-américains

D'AUTRES domaines doivent être signalés où, sauf rares exceptions, aucun progrès n'a été enregistré. En Amérique latine, théâtre de nombreux voyages de *Juan Carlos et de* MM. Adolfo Suarez et Marcelino Oreja, les résultats obtenus n'ont pas *été précisément* spectaculaires. Une exception importante, toutefois : le voyage de M. *Suarez à Cuba, marqué* par d'appréciables succès politiques et économiques, contrastant avec *la déception* causée par la visite de Juan Carlos à Mexico. Fuyant les dictatures *militaires, il y a actuellement* en Espagne un nombre considérable d'exilés argentins, chiliens *et uruguayens ;* jusqu'à aujourd'hui, socialistes et communistes ont sollicité avec *insistance l'approbation d'un* statut pour les réfugiés politiques, projet qui, invariablement, se heurte *aux obstacles dressés* par le gouvernement U.C.D. Il ne s'agit pourtant que d'adopter un comportement *correspondant* à celui des pays latino-américains à l'égard des réfugiés espagnols *qu'ils accueillirent* après la guerre civile.

La pratique franquiste au Proche-Orient recherchait *l'amitié* avec tous les pays arabes sans distinction. Ces derniers temps, on a pu observer *une importante campagne, orchestrée* par les Etats-Unis, *en faveur de l'établissement de relations diplomatiques* avec Israël. Jusqu'à maintenant, les déclarations du ministère des affaires étrangères *et* celles de M. Suarez devant le Conseil de l'Europe ont soutenu qu'une telle démarche ne pourrait intervenir tant que l'Etat d'Israël n'appliquera pas les résolutions des Nations unies et ne reconnaîtra pas les droits du peuple palestinien à l'autodétermination. Position à laquelle s'associe la gauche espagnole. *Mais des revirements* spectaculaires de la politique gouvernementale ne *seraient pas surprenants dans les* prochains mois.

En ce qui concerne la défense des droits de l'homme, le gouvernement paraît respecter fidèlement les principes contenus dans l'Acte d'Helsinki. Mais les partis de gauche se montrent plus entreprenants et plus cohérents que le gouvernement, qui, tout en affirmant le contraire, pratique une politique sélective. C'est ainsi, par exemple, que l'industrie espagnole d'armements livre du *matériel militaire* à une bonne partie des gouvernements les plus réactionnaires du tiers-monde. *Socialistes* et communistes n'ont cessé de dénoncer ce trafic *sanglant, mais les ventes d'armes* continuent d'augmenter.

Le legs du colonialisme

L'UN des plus graves problèmes hérités du franquisme a fourni au gouvernement Suarez l'occasion de faire preuve d'une certaine maladresse. Il s'agit des relations avec le Maghreb *et* de la problématique coloniale, *domaine dans lequel la diplomatie espagnole a été le jouet* de la politique de l'Algérie et du Maroc. En ce qui concerne le Sahara occidental, c'est pendant *l'agonie de Franco qu'ont été conclus les accords de Madrid,* violant ouvertement les résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies et l'avis émis par la Cour internationale de justice. Sur ce point *précis, la position* des socialistes et des communistes a été des plus cohérentes et tout à fait en accord avec la réalité internationale : reconnaissance du Front Polisario et exigence *de la reconnaissance du droit à l'autodétermination* du peuple sahraoui.

Un second problème, celui des Canaries, *a été utilisé,* autant par l'Algérie que par le *Maroc,* comme moyen de pression sur *Madrid.* Mais gouvernement et opposition sont unanimes : les Canaries, c'est l'Espagne ; ni d'un côté ni de l'autre, on n'admet la thèse de *l'africanité de l'archipel.* Sans doute le problème est ailleurs, et a plutôt trait à une éventuelle utilisation militaire des îles. Que se passerait-il si l'organisation atlantique y installait des bases ? Les partis de gauche devraient réclamer un statut de neutralité pour *l'archipel,* faute de quoi *plusieurs Etats africains* et l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) pourraient raisonnablement y voir une lourde menace pour la paix et la sécurité continentales.

Troisième aspect, les dernières possessions *coloniales : Ceuta et Melilla. Sur ce point,* dans le meilleur des cas, Madrid n'a pas de *position claire ; au pire, on affirme sans* détour l'hispanité des deux enclaves, affirmation *qui ne résiste pas à l'analyse : Ceuta* et Melilla constituent une atteinte à l'unité *et à l'intégrité territoriales du Maroc,* quel que soit le régime politique de ce pays. Reste le sort qui serait *réservé* à la population espagnole de ces deux villes. C'est, probablement, un des problèmes qui pèseront le plus lourd sur la diplomatie espagnole.

Ce rapide survol permet de poser *la question de fond : quelles sont les limites d'une* politique étrangère autonome pour une puissance de second rang comme l'Espagne ? Ce qui conduit à cette autre *interrogation* qui trouvera plus difficilement une réponse : est-il possible d'élaborer une politique étrangère démocratique sans briser les moules de la diplomatie franquiste ? En fait, la réponse a été apportée par la consultation électorale du 1er mars 1979 qui a donné la majorité parlementaire à l'U.C.D. jusqu'en 1983. En politique étrangère, *de même qu'en politique intérieure,* en l'absence de crise, l'orientation *portera la marque d'un parti qui est l'expression* politique de la classe dominante espagnole, la classe franquiste se prolongeant dans le post-franquisme.

Au-delà, restent les projets les plus ambitieux **et les tentations qui *s'expriment* actuellement dans de vagues déclarations de principe. D'une part, le non-alignement, toujours repoussé du fait de la crise interne ; d'autre part, les modèles européens. Mais ni le modèle français ni le modèle allemand, qui ont tous deux un poids considérable sur la diplomatie de l'U.C.D., ne paraissent appropriés à la politique étrangère d'une Espagne démocratique puisque les deux alliés ne lui laisseraient qu'un rôle très discret tant sur le plan politique qu'économique ; et, en fin de compte, ces deux subimpérialismes ne sont que de fidèles agents de l'impérialisme nord-américain. Il n'est donc pas facile de trouver une voie de politique étrangère pour l'Espagne, qui, si elle veut réellement être démocratique, devra rompre le cercle infernal de sa triple dépendance face au monde occidental : économique, politique et idéologique.**

ROBERTO MESA.

Autonomies et administration centrale

VERS UNE NATION DE NATIONS

Par IGNACIO RAMONET

PAR les passions qu'elle déchaîne et par les rages qu'elle suscite, la *« question des autonomies » est certainement, de* toutes les difficultés qu'affronte la nouvelle démocratie espagnole, la plus épineuse et la *plus controversée.* De son dénouement dépend, en grande mesure, la stabilité du nouveau régime ; les récents accords sur les statuts d'autonomie pour le Pays basque et la Catalogne, élaborés dans l'esprit de la Constitution, laissent cependant espérer aux autres peuples d'Espagne que la longue incompréhension de Madrid envers leurs particularités nationales est en voie de prendre fin.

Les revendications autonomistes, traditionnellement limitées à quelques zones bien circonscrites (Pays basque, Catalogne et, à un moindre degré, la Galice et les Canaries), se sont rapidement étendues (surtout depuis 1975) à l'ensemble des régions d'Espagne. Les partis réclamant l'autonomie ont essaimé ; ils ont vu le nombre de leurs suffrages augmenter régulièrement d'une élection à l'autre. Un important pourcentage d'électeurs a même déserté les partis politiques de dimension étatique (notamment les grands partis de gauche, P.S.O.E. et P.C.E.) pour rejoindre des formations *nationalistes,* préférant se définir politiquement sur des bases de nationalité plutôt que sur des critères de classe. Les grands partis ont ainsi payé d'un lourd tribut de voix *la suspicion de « centralisme » ou de « succursalisme »* dont ils font l'objet.

Localisé dans deux ou trois régions, le phénomène des nationalismes *paraissait s'opposer à une entité politique homogène nommée* Espagne ; or les volontés d'autonomie se sont généralisées de telle sorte (les résultats des élections municipales du 3 avril dernier ont clairement montré leur extension et l'importance de leur audience) qu'aucune région, pratiquement, ne semble guère disposée à être identifiée à ce qu'on nomme « Espagne » (1). Les peuples d'Espagne en viennent donc à admettre que l'autonomie ne peut s'obtenir *contre* les autres peuples d'Espagne, puisque ceux-ci aspirent également à la même autonomie. Les autonomies devront donc être solidaires. Cette constatation, récente, a modéré la répulsion que le mot Espagne (remplacé systématiquement par l'expression « Etat espagnol ») suscitait ; ce terme est aujourd'hui compris non pas comme une unité quelconque (c'était l'obsession franquiste), mais plutôt comme une solidarité entre les divers peuples qui y cohabitent.

Cette nouvelle compréhension du fait autonomiste doit beaucoup à la Constitution du 29 décembre 1978, qui, dans son article 2, « reconnaît et garantit le droit à l'autonomie des nationalités et des régions » ; ce que confirme l'article 143 en stipulant que « les provinces limitrophes aux caractéristiques historiques, culturelles et économiques communes, les territoires insulaires et les provinces représentant une entité régionale historique pourront accéder à leur autogouvernement et se constituer en communautés autonomes ».

Actuellement, il suffit que les deux tiers des *municipalités et l'ensemble des conseils généraux d'une région souhaitent s'organiser* en communauté autonome pour que le procès d'autonomie s'enclenche légalement. Ces communautés autonomes se doteront d'une assemblée législative (selon un système de représentation proportionnelle) élue au suffrage universel, laquelle désignera son président, et celui-ci nommera son gouvernement. Les compétences des communautés autonomes sont nombreuses (cf. art. 148 de la Constitution) et concernent, notamment, l'enseignement de la langue nationale, l'aménagement du territoire, le développement économique, la santé, etc. ; elles ont la possibilité de créer leur propre police (art. 149-29) et bénéficient d'une autonomie financière (art. 156-1), pouvant percevoir une partie des impôts d'Etat, des surtaxes sur les impôts d'Etat, et des taxes, des contributions et des impôts propres. L'article 148-2 dispose enfin que « les communautés autonomes pourront élargir progressivement leurs compétences ». Par ailleurs, la Constitution garantit les statuts d'autonomie et interdit leur modification sans le consentement préalable, par référendum, du peuple concerné.

Malgré l'ensemble de ces dispositions, la Constitution fut reçue avec défiance et circonspection par nombre de nationalistes échaudés par l'histoire. La situation dans le Pays basque n'en fut guère apaisée ; les mesures autonomistes de la Constitution considérées comme le fruit de compromis politiques, seraient, pensait-on, vidées de leur sens dès les premières négociations.

L'épreuve de vérité devait être la discussion du statut de Guernica élaboré par l'ensemble des partis basques et discuté en juillet dernier à Madrid (2). Cette épreuve, fondamentale, a été, on le sait, favorablement surmontée et un accord sur le statut d'autonomie pour le Pays basque a pu être signé. Cet accord confirme que les dispositions de la Constitution à l'égard des autonomies sont respectées et appliquées avec générosité. Les Basques obtiennent en effet, notamment, que les finances autonomes soient définies en fonction des privilèges traditionnels du Pays basque ; que l'Assemblée du Pays basque ait pleine compétence en matière d'éducation ; qu'ils puissent créer leurs propres moyens de communication de masse (et en particulier une troisième chaîne de télévision parlant exclusivement basque) ; la communauté autonome basque pourra enfin avoir sa propre police pour le maintien de l'ordre public (article 17-4 du statut). Au sujet de la Navarre (dont l'inclusion dans le Pays basque constitue une revendication fondamentale pour les nationalistes basques qui craignent une « ulstérisation » de cette province), le statut énonce qu'elle pourra, si elle le décide, par référendum, s'intégrer à la communauté autonome du Pays basque.

Pour l'instant, seule la coalition Herri-Batasuna (3) fait campagne contre l'approbation, par référendum, du statut de Guernica.

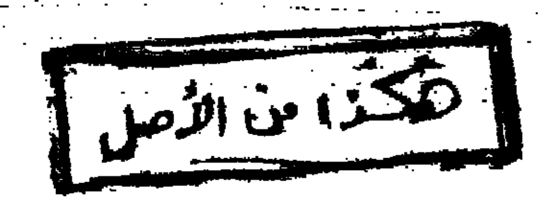
Ce statut, à cause des circonstances particulières que connaît le Pays basque, défend une conception très large de l'autonomie (bien supérieure à celle que lui accorda la II[e] République en octobre 1936, et qui ne concernait que la Biscaye et le Guipuzcoa, les provinces d'Alava et de Navarre l'ayant rejeté dès 1934). Ayant été discuté en premier, il constitue désormais un précédent pour les prochains accords sur les autonomies ; l'approbation, après de fort rapides discussions, du statut catalan, signé à Madrid le 7 août dernier, prouve que le précédent basque, par son ouverture, facilite l'accès des autres peuples d'Espagne à l'autonomie. La Galice, l'Andalousie et les Canaries vont suivre bientôt. L'Espagne unitaire, centralisée disparaît donc peu à peu ; à sa place une véritable « nation de nations » se constitue.

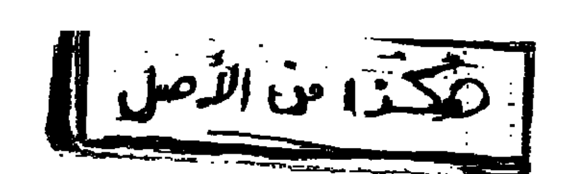
---

(1) Le centralisme espagnol est assez récent : il ne date pas, comme on le pense d'ordinaire, des rois catholiques ; ceux-ci, en effet, rassemblèrent sous leur autorité les territoires qui constituent aujourd'hui l'Espagne (ils adjoignirent aux royaumes de Castille et d'Aragon, les Canaries — 1483 — le royaume de Grenade — 1492 — et la Navarre — 1512) mais ils maintinrent, dans l'ensemble, les particularités juridiques et culturelles des diverses composantes. Le centralisme date, essentiellement, du règne de Philippe V, premier Bourbon et petit-fils de Louis XIV, qui, après le siège de Barcelone en 1714 et l'occupation de la Catalogne, proclama les décrets de « Nueva Planta » abrogeant toutes les institutions catalanes, interdisant la langue et démantelant l'Etat catalan, qui avait réussi à subsister sous la dynastie des Habsbourg. Concernant le Pays basque, la centralisation est encore plus tardive puisque ce sont les lois du 21 juin 1876 qui ont aboli les privilèges ancestraux de cette région et l'ont soumise au régime général. Les particularités qui subsistèrent ne furent définitivement supprimées (dans les provinces de Biscaye et d'Alava) qu'après la victoire franquiste de 1937.

(2) Parmi les parlementaires basques qui ont négocié et signé cet accord figurent, outre des représentants des partis socialistes (P.S.O.E.), communiste (P.C.E.), centriste (U.C.D.) et nationaliste (P.N.V.), M. Mario Onaindia, vétéran de la lutte armée, membre de l'E.I.A. (parti révolutionnaire basque), ainsi que M. Juan Maria Bandrés, indépendantiste, membre de l'Euskadiko Eskerra ; aussi bien l'E.I.A. que l'E.E. sont des organisations politiques appuyées, en principe, par l' « ETA politico-militaire », branche de l'ETA qui déclencha cet été, pour faire pression sur le gouvernement avant la discussion du statut, la *« guerre* (sans victimes) *des vacances ».*

(3) Herri-Batasuna (peuple uni) est une coalition indépendantiste qui regroupe les partis suivants : Action nationale basque, parti socialiste basque (E.S.B.), parti ouvrier révolutionnaire patriote (L.A.I.A.), parti socialiste révolutionnaire basque (HASI). Herri-Batasuna a obtenu près de 15 % des voix aux élections législatives du 1[er] mars dans le Pays basque. Cette coalition est soutenue, en principe, par l'« ETA militaire », autre branche de l'ETA, qui posa trois bombes le 29 juillet dernier dans deux gares et un aéroport de Madrid (six morts et une centaine de blessés) pour protester contre la signature du statut d'autonomie, considéré comme trop restrictif.





Politique et littérature

DÉSENCHANTEMENT DE LA VIE CULTURELLE APRÈS LE FRANQUISME

Par RAFAEL CONTE *

LE mot à la mode est « désenchantement ». *Quatre ans après la mort du vieux dictateur, la métamorphose politique a eu lieu sans* grands traumatismes et sans convulsions excessivement violentes. La démocratie espagnole est bien partie, et, cependant, elle n'a pratiquement rien apporté au peuple, à l'exception de quelques libertés formelles dont il fait, pour l'instant, peu usage.

Le changement a surtout touché les hommes politiques et peu concerné *la vie quotidienne* des Espagnols. D'où ce désenchantement qui *s'exprime par une importante abs*tention aux dernières élections et par une forte poussée de l'indifférence politique chez les jeunes. Le peuple ne participe pas réellement au changement ; car, pour l'essentiel, le modèle de société n'a guère changé par rapport aux temps franquistes, surtout aux dernières années de « dictature molle ». Certes il existe maintenant de nouveaux mécanismes permettant d'organiser différemment les relations sociales, économiques, professionnelles et familiales, mais ces relations, au fond, n'ont pas été modifiées. Les citoyens ont voté cinq fois en quatre ans, en faveur de la liberté, mais ils ne se sont pas mobilisés autrement pour la démocratie ; comme si le vote suffisait.

En 1931, l'avènement de la Deuxième République procura à la société espagnole un véritable sentiment de fête populaire ; il y avait une passion, une mobilisation générale des consciences... Cette fois-ci, un tel enthousiasme a manqué ; le dictateur est décédé dans son lit, de mort naturelle, et les hommes qui ont conduit la transition sont, pour l'essentiel, ses propres héritiers. Il n'y *a pas eu de fête, et le peuple attend* la suite des événements avec un *sentiment mêlé de scepticisme* et de résignation.

Au printemps dernier, le parti socialiste (P.S.O.E.) réunit dans un colloque un grand nombre d'artistes, d'écrivains, de journalistes et de professeurs pour discuter des causes du « marasme culturel » dont souffre aujourd'hui l'Espagne. Ce marasme est illustré par le fait suivant : au cours du premier semestre de 1979, les activités culturelles de tous ordres *(éditions de livres, premières théâ*trales ou cinématographiques, concerts, *conférences, vernissages, etc.) ont* diminué d'un tiers par rapport à la *même période de l'an dernier. Les* participants au colloque refusèrent *d'excuser cette situation par la cons*tante référence aux « *quarante ans de franquisme* ». Les causes sont ailleurs, en effet ; probablement dans les *caractéristiques* mêmes de cette transition politique.

Le vent de liberté qui souffla sur l'Espagne au début de 1976 est devenu, peu à peu, une brise légère qui ne secoue plus rien et n'a suscité, dans le contexte culturel, aucune création importante. Au point qu'il faut dire (avec consternation) que l'événement le plus remarquable de la nouvelle situation culturelle est l'apparition, et l'étalage ad nauseam, dans les kiosques à journaux, d'une profusion de revues érotiques. Ce type de libéralisation n'a d'ailleurs pas favorisé l'adoption de lois favorables au divorce ou à l'avortement ; même l'usage des contraceptifs est encore soumis à un contrôle honteux et anachronique.

Un élitisme nonchalant

LE colloque du P.S.O.E. mit en relief une autre donnée de la vie culturelle espagnole d'aujourd'hui : l'effacement des intellectuels. L'avènement de la démocratie semble en effet les avoir pris au dépourvu, au point que, jusqu'à présent, ils ne sont guère intervenus (à quelques exceptions près) dans les querelles pourtant nombreuses de la vie publique. Notamment lors des deux grands débats qui ont agité le monde politique et culturel (l'abandon par le P.C.E. de la référence au « léninisme », et le souhait de certains *socialistes* d'abandonner la référence au « marxisme »), *les intellectuels ont surtout* brillé par leur absence. Certes, au *début, on put craindre que* la politisation excessive balaierait tout souci de raisonnement, mais cela ne fut pas le cas ; en réaction à cette crainte, les intellectuels se sont malgré tout réfugiés dans leur tour d'ivoire et cultivent désormais une sorte d'élitisme culturel, nonchalant et distancié, sans doute pire que la surpolitisation elle-même.

La démocratie a apporté quelques *transformations importantes dans les* structures mêmes de la vie culturelle ; la *censure* par exemple a été abolie (le franquisme finissant fer*mait déjà* les yeux sur beaucoup de choses) même si des « tracasseries » administratives entravent encore la libre circulation des créations d'art ; cela provoque parfois de curieux paradoxes ; par exemple, on saisit des chefs-d'œuvre de la littérature *érotique universelle tandis que s'éta*lent aux devantures les publications les plus franchement *pornographiques*.

Les artistes et les intellectuels exilés ont pu revenir dans leur patrie (ils avaient commencé à revenir dès la fin des années 60) ; Salvador de Madariaga, qui avait été élu à l'Académie en 1936, a pu enfin occuper son fauteuil en 1976 ; il est cependant mort à Locarno, sa résidence d'exil, en 1978.

Les professeurs chassés de leurs chaires durant la dictature — comme Enrique Tierno Galvàn, maire socialiste de Madrid, José Luis Aranguren, Agustin Garcia Calvo et José Maria Valverde — ont repris leurs cours avec tous les honneurs. Dans l'ensemble donc, le monde des idées peut à nouveau se restructurer en toute liberté.

Dans le domaine de la philosophie, l'influence des *idées traditionalistes* et confessionnelles est nulle auprès des nouvelles *générations* ; même l'école d'Ortega Y Gasset (mais ses *disciples actuels sont plus conser*vateurs que l'auteur de *la Révolte des masses), de type libéral,* perd de l'influence après avoir été le *refuge du libéralisme sous le fran*quisme. Trois tendances dominent aujourd'hui la jeune pensée philosophique espagnole : le marxisme, d'une part, avec des penseurs comme Manuel Sacristàn, Gustavo Bueno, Valeriano Boral et Jacobo Muñoz, lesquels analysent — et critiquent — l'évolution du parti communiste espagnol et sa conception de l'eurocommunisme ; l'école analytique, d'autre part, d'influence anglo-saxonne, héritière du néo-positivisme logique, qui exerce une grande influence parmi les jeunes professeurs d'université et dont le chef de file est Javier Muguerza ; et, enfin, ceux qu'on appelle les « acratiens », d'inspiration néo-nietzschéenne, dont le membre le plus en vue est Agustin Garcia Calvo, un anarchiste qui fait trembler le vieil anarchisme hispanique et qui exerce une considérable influence chez les jeunes, notamment chez les nouveaux « pasotas » — *qui se fichent* de tout — prônant le scepticisme et l'ironie ainsi que *la passivité en politique. Parmi* les vieux maîtres, une personnalité *conserve un grand crédit intellectuel* et se mêle souvent à la vie publique par voie d'articles dans la presse : José Luis Aranguren.

La poésie a été honorée en 1977 en la personne de Vicente Aleixandre qui reçut alors le prix Nobel de littérature ; ce prix, au-delà d'une reconnaissance personnelle juste et méritée, récompensait en même temps l'ensemble de la poésie espagnole du vingtième siècle, depuis Juan Ramon *Jimenez* (lui-même lauréat du Nobel en 1956) jusqu'à la génération de *1927 (à laquelle appartient Aleixan*dre), celle des grandes figures : *Lorca, Alberti, Cernuda,* Damaso Alonso, Gerardo Diego, etc. Mais cette récompense ne doit pas cacher une évidence : la poésie espagnole depuis la guerre a baissé en qualité. La poésie franquiste ainsi que la poésie sociale, antifranquiste, dénotaient un effondrement du niveau artistique et esthétique. Les mouvements plus récents, comme celui des « Novisimos » de la fin des années 60, ainsi que leurs épigones, ne sont pas encore parvenus à produire une seule œuvre réellement achevée. En fait aucun poète nouveau n'est apparu depuis longtemps en Espagne, et la transition démocratique n'a pas favorisé son apparition.

Au fur et à mesure que la société se démocratise, le succès du livre *politique, qui caractérisait l'édition* espagnole à la fin du franquisme, *s'estompe sérieusement*. On dirait que la lecture constitue une sorte de sublimation de l'inaction ; comme si sous la dictature les gens lisaient des livres devant l'impossibilité de *faire* de la politique. Maintenant que la politique est partout, les lecteurs l'ignorent. De toute façon, en Espagne, on lit peu, un Espagnol sur deux n'achète jamais un livre durant toute sa vie.

La plus grande escroquerie

DANS le domaine du roman, les choses demeurent ce qu'elles étaient ; les lecteurs continuent de bouder les jeunes écoles d'avant-garde, *formalistes et esthétistes*, préférant les romans érotiques ou les *best-sellers adaptés par la télévision* ; rarement les récits politiques. Le prix Planeta *(équivalent, en influence,* au Goncourt) domine les ventes. Les derniers élus furent Jorge Semprun pour son *Autobiografia de Federico Sanchez,* récit de sa propre expérience au sein du P.C.E. et de son expulsion ; Jesus Torbado, auteur de *En el Dia de Hoy* (Aujourd'hui) où il imagine ce qu'aurait été l'Espagne si la guerre civile avait été gagnée par les républicains. Avec *la Muchacha de las Bragas de Oro* (la Jeune Fille au slip en or) de Juan Marsé, le prix Planeta a *tenté* de renouer avec la véritable littérature. En réalité, aucun écrivain de talent ne n'est révélé depuis la fin du franquisme.

Les grands maîtres actuels des lettres espagnoles, Camilo José Cela et Miguel Delibes, sont demeurés silencieux depuis quatre ans (si l'on ne tient pas compte d'un roman politique mineur de Delibes). Enfin, dans la littérature politique, il faut signaler les ouvrages d'un écrivain nostalgique du franquisme, Fernando Vizcaino Casas, qui connaît de grands succès populaires en ridiculisant les personnalités politiques actuelles et en évoquant avec un humour simpliste les « dangers » de la démocratie : désordre, crise, terrorisme, etc., tout lui est bon pour attaquer le changement démocratique, regretter la mythologie phalangiste et l'ombre protectrice du dictateur. Ses lecteurs sont légion, et se recrutent surtout parmi *les* enthousiastes du leader d'extrême droite, M. Bas Piñar. *Ceux-ci* fréquentent également les nombreux théâtres où l'on joue des pièces politiques d'ultra-*droite* dont raffole la bourgeoisie conservatrice ; *ces salles sont les seules (ainsi que* celles qui proposent des pièces érotiques) qui échappent à la crise mortelle qui frappe aujourd'hui le théâtre espagnol.

Dans le domaine littéraire, il faut signaler que, pour la première fois, une femme, la poétesse Carmen Conde, *a été admise à l'Académie. Cela* ne signifie pas forcément que la situa*tion de la femme en Espagne* ait beaucoup changé, mais enfin c'est un symbole encourageant. *Un autre* symbole : le tableau de Picasso *Guernica* (aune qui servait à mesurer le degré de démocratie de l'Espagne) reviendra enfin en Espagne en 1981.

La télévision d'Etat s'affirme entretemps comme la plus grande escroquerie culturelle du pays ; c'est un médium monopolisé par le gouverne*ment, payé par les contribuables,* qui n'informe pas, ne distrait guère et éduque *encore moins. C'est, en somme,* le plus féroce ennemi de la culture espagnole.

Le cinéma par contre a connu quelques *succès à l'intérieur* du pays et même à l'étranger (des prix à Cannes, *Berlin, Moscou,* pour des *films* de Saura, Bardem, Ricardo Franco, *Martinez Lazaro, Gutierrez Aragon)* ; il se trouve cependant (1) dans une *situation économique catastrophique.* Il ne peut vivre sans protection de l'Etat, mais le gouvernement n'est pas encore parvenu à établir un système d'aide efficace ; l'Etat doit aux producteurs des milliards de pesetas et, comble tragi-comique, le tribunal suprême vient de condamner le principe du « quota » qui exigeait la projection d'un film espagnol pour deux films étrangers. Aujourd'hui les circonstances sont telles que le cinéma, qui avait assez bien supporté le franquisme, risque de disparaître définitivement.

Certainement, quatre ans, c'est trop peu pour juger une période où l'espoir et la confusion se mêlent trop souvent ; il faut un temps de maturation pour que puissent surgir des produits artistiques et culturels qui reflètent bien leur époque. Il faut dire aussi que la démocratie est arrivée sur la pointe des pieds, pour ne pas effrayer les vieux démons, et les Espagnols n'y croient pas encore tout à fait. Car peu de choses ont changé depuis quatre ans — excepté ce qui changeait déjà à la fin du franquisme, — et les rapports humains, les méthodes de l'administration, les hommes, les mœurs... demeurent ceux de naguère. Peut-être faut-il attendre que les nouvelles générations accèdent à leurs postes dans la société. Pour le moment, pas de souffle neuf, on respire la même atmosphère (rumeurs de *violence et vacarmes d'illusions)* de toujours, avec en plus la brume mon*tante du scepticisme* et de *l'indiffé*rence politiques. Il faut quand même *espérer que* la *foi en* une véritable démocratie sera plus forte que ce désenchantement et qu'elle balaiera enfin les peurs et les désertions pour laisser s'épanouir, sans entraves et sans faux-fuyants, une véritable culture de la liberté.

* Ecrivain, journaliste, adjoint à la direction du quotidien *El Pais*.

(1) Lire à ce propos la page « Cinéma politique » consacrée à l'Espagne, « *Images d'une transition* » dans *le Monde diplomatique* de décembre 1978 (N.D.L.R.).

OUVRAGES RÉCENTS

« TERRE CATALANE ». — Ouvrage collectif sous la direction de Jean-François Brousse

★ **Editions Eole (171, rue Saint-Jacques, 75005 Paris), Paris, 1978, *458 pages (nombreuses photos).***

Une série d'articles rédigés par des personnalités diverses (universitaires et écrivains notamment) dresse une sorte d'histoire des Catalans, de leur influence *et de leurs idées. Ce livre apporte* ainsi un éclairage nouveau sur ce qui *s'est produit d'original* depuis la préhistoire jusqu'à nos *jours dans les sept* provinces catalanes : Cerdagne, Roussillon, Andorre, Gérone, Barcelone, Lérida et Tarragone. La littérature, la musique et la cuisine sont en particulier évoquées ainsi que divers aspects de la « mentalité catalane » et les caractéristiques de la vie quotidienne. Pour favoriser le contact direct avec ce pays, fracturé en deux par les Pyrénées et la frontière franco-espagnole, et avec ses habitants, un *certain nombre* d'itinéraires privilégiés sont proposés qui *transforment* cet ouvrage en un guide de voyage *intelligent et complet*.

ESPANA, DE LA DICTADURA A LA DEMOCRACIA. — Raymond Carr et Juan Pablo Fusi

★ **Editorial Planeta, Barcelone, 1979, 324 pages.**

Raymond Carr est un spécialiste de l'histoire contemporaine espagnole, J.-P. Fusi a publié plusieurs livres consacrés aux problèmes basques ; *tous deux* enseignent à Oxford. Ils décrivent de manière fort pédagogique la structure politique du franquisme, les circonstances qui ont conduit ce régime à la crise des années 1974-1976, ainsi que les caractéristiques de la nouvelle démocratie souhaitée par le roi Juan Carlos.

BLOOD OF SPAIN (An Oral History of the Spanish Civil War). — Ronald *Fraser*

★ **Pantheon Books, New-York, 1979, 640 pages.**

Tout *paraissait* déjà *dit sur* la guerre d'Espagne. *Mais voilà* que, *deux ans durant*, de juin 1973 à mai 1975, comme le franquisme *s'évanouissait*, Fraser a arpenté la carte des anciens fronts de la guerre civile, magnétophone en main, retrouvant dans les hameaux et dans les villes, dans les champs et dans les asiles, des victimes, des *témoins* ou des acteurs (des deux camps) de la grande tragédie. Des gens du peuple commun saisis, il y a quarante ans, par la tourmente fratricide et qui se remémorent le cauchemar avec la palpitation *passionnée des mémoires* somnambules. Trois cents entretiens, *classés, entrelacés, fournissent* du conflit une description crue, âpre, rêche, bien différente des analyses politiques ou militaires habituelles. Placés, par les circonstances, dans l'œil du cyclone, *ces trois cents Fabrice* donnent de cet hallucinant Waterloo une vision à hauteur d'homme, et leur misère concrète (physique ou affective) atteint soudain les dimensions infinies de la détresse humaine.

Cette histoire orale et sociale *de la guerre civile arrive à temps*, comme une mémoire (une sagesse) *populaire, pour rappeler* à la jeune démocratie espagnole le gouffre dans *lequel elle s'abîme*rait si la tolérance, le dialogue, la modération et *l'indulgence* cessaient d'être, à nouveau, les vertus *cardinales* de la politique en Espagne.

L'ESPAGNE ET SES POPULATIONS. — André Dessens

★ **Editions Complexe (distribution PUF), Bruxelles, 1978, 420 pages.**

L'un des meilleurs ouvrages consacrés à *l'Espagne* d'aujourd'hui. La complexité (historique, ethnique, *économique* et *politique*) du pays, les aspirations régionales, les économies *locales*, les modes d'expression culturelle sont présentés dans leur originalité, l'auteur n'ayant jamais recours au stéréotypes d'usage. Les forces politiques et syndicales (nationales et régionales) sont décrites avec précision. Un ouvrage de base pour bien comprendre la période actuelle d'un pays en mutation.

LA INTERNACIONALIZACION DEL CAPITAL EN ESPANA. — Juan Munoz, *Santiago Roldan et Angel Serrano*

★ **Cuadernos para el Dialogo; *Divulgacion Universitaria 121*, série « Cuestiones Españolas », Madrid, 1978, 462 pages.**

L'internationalisation du capital est, pour les auteurs, l'événement économique le plus important qu'ait connu l'économie espagnole au cours des dernières décennies. Ce phénomène a modifié les relations internes, les structures et les marchés du capitalisme espagnol ; il est la conséquence du pacte de Madrid signé en 1953 avec les Etats-Unis et bouleverse les données économiques traditionnelles de l'Espagne depuis 1959.

L'ESPAGNE, OU LA DEMOCRATIE RETROUVEE. — Guy Carcassonne et Pierre Subra de Bieusses

★ **Editions nationales *administratives et juridiques*, coll. « Institutions et Politique », Créteil, 1978, 362 pages.**

Les auteurs analysent en détail le processus (lent et original) de démocratisation politique de l'Espagne, depuis la mort de Franco jusqu'aux élections de juin 1977. Ils étudient notam*ment le nouveau* système électoral ainsi que les différentes stratégies des *principaux partis* politiques.

L'ESPAGNE D'APRES (l'Apprentissage de la liberté). — *Christian Rudel*

★ **Editions Encre, Paris, 1979, 224 pages.**

D'une sorte de déambulation à travers *l'Espagne d'aujourd'hui*, Christian Rudel, journaliste spé*cialiste des questions hispaniques*, rapporte, dans un style alerte et agréable, une série d'impressions et de témoignages glanés au cours de conversations avec des gens ordinaires ; il y mêle adroitement des données économiques et politiques, donnant ainsi un portrait vivant et véridique de l'Espagne démocratique au ras des rues.

ESPAGNE, UNE CONQUETE DE LA DEMOCRATIE. — Marcelino Camacho (en collaboration avec Serge Ravanel)

★ ***Flammarion*, Paris, 1979, 350 pages.**

Les souvenirs d'opposition au franquisme d'un des plus prestigieux *leaders syndicaux* espagnols, fondateur des « commis*sions ouvrières* » *et dirigeant* du parti communiste d'Espagne.

ESPANA, UN ESTADO PLURINACIONAL. — Carles Gispert et Josep-Maria Prats

★ **Editorial Blume, coll. « Leviatan », Barcelone, 1978, 343 pages.**

L'Espagne, déclarent les auteurs, professeurs de géographie à l'université de Barcelone, par ses caractéristiques particulières, ne constitue pas *un seul* pays, mais un ensemble de pays et de régions nettement différenciés ; on ne peut donc parler d'*un* peuple mais de peuples divers. Ils proposent un fédéralisme comme solution politique pour l'avenir de l'Espagne.

ECONOMIA Y SOCIEDAD DE LA TRANSICION. — Juan Velarde Fuertes

★ **Editora Nacional, coll. « España en tres Tiempos », Madrid, 1979, 907 pages.**

Le professeur Velarde — maître des meilleurs économistes espagnols — analyse au jour le jour les fluctuations de l'économie espagnole durant les deux années charnières *(1976-1977)* de la transition démocratique.

L'ESPAGNE DEMOCRATIQUE

★ **Revue « Pouvoirs », n° 8, Paris, 1979, 288 pages.**

Dans ce dossier, élaboré sous la direction de *Guy Carcassonne*, de José Vidal-Beneyto et de *Guy Hermet, on lira notamment* les textes (pages 79 à 166) consacrés à l'analyse de la Constitution espagnole. I. R.

HISTOIRE DE L'ESPAGNE. — Jean Descola

★ **Fayard, Paris, 1979, 602 pages.**

Jean Descola s'est voué à écrire, dans dix ouvrages divers, une histoire de l'Espagne qui est en même temps un portrait, tant il la saisit tour à tour dans tous ses traits et ses aspects : chrétien, conquérant, impérialiste, colonial et révolutionnaire ; littéraire et quotidien. Il a repris toute cette matière en la concentrant sur l'itinéraire, le devenir historique de l'Espagne, et donne avec ce gros volume une somme de sa multiple recherche. Y. F.

Une nouvelle de Mtutuzeli Matshoba

Je ne suis pas un homme

Car je ne suis un homme ni aux yeux de la loi, ni aux yeux des autres hommes !

POUR avoir biaisé, menti, résisté quand cela *était possible, pour avoir décampé* alors que j'étais déjà coincé, pour m'être laissé prendre de précieuses sommes d'argent, pour avoir quelquefois appelé mes sœurs à l'aide afin qu'elles entrent dans le jeu et *séduisent mes rançonneurs, pour m'être* laissé frapper sur la bouche devant des femmes de ma race, avoir permis que l'on insulte ma mère en me traitant de fils de pute, l'homme qui est en moi est mort un nombre *incalculable de fois. Seule subsiste* de moi une carapace pour vous parler des souffrances de l'autre, qui sont en fait mes propres souffrances. Car ce qu'un autre homme endure sous mes yeux, je l'endure dans mon âme. Le chagrin qu'il connaît, je le connais. Cette coupe d'amertume à laquelle il boit, j'y bois également. Nous sommes des forçats sur la même galère.

C'est toujours le vendredi qu'ils choisissent pour perpétrer leurs exactions, bien qu'en ce moment ils ne viennent que de temps en temps, environ une fois par mois. Peut-être ont-ils trouvé ailleurs de plus gras pâturages, là où leurs proies sont plus faciles qu'à Mzimhlope. Cet endroit, en effet, a vu la mort brutale de trois de leurs complices qui avaient poussé la chasse un peu trop loin en entrant dans le foyer pour « célibataires » au nord de notre quartier, dépouillant ainsi les gens en plein milieu de leurs répugnants campements de travail. Juste après, leurs descentes sont devenues plus rares, tant dans notre quartier que dans le foyer adjacent. Mais le répit fut de courte durée — le temps que le calme revienne après l'orage — car la mémoire s'efface très vite dans nos quartiers, en particulier la *mémoire de la mort. Nous* commencions à pousser des soupirs de soulagement et à grommeler « bon débarras » lorsque, tout à coup, ils réapparurent, nous terrorisant à nouveau. Juin 1976 les avait balayés de la scène pour un an, on les avait à peine vus. Et pourtant, telles des fièvres malignes, ils récidivent, refusant de se faire oublier définitivement.

CELUI qui connaît un peu Soweto aura sans doute deviné que les énergumènes auxquels je fais allusion ne sont autres que les fameux « réservistes » de la police qui arpentent nos rues crasseuses pendant les week-ends, dépouillant les malheureux trop confiants tandis qu'ils se déguisent en agents de la paix pour maintenir la loi et l'ordre dans la communauté. Il n'existe pas, dans toute la zone des taudis, plus grands bandits que ces serviteurs de la loi et de la justice, ces agents de la paix volontaires de la sécurité publique. Car, contrairement à d'autres dont le métier est aussi de vivre de la sueur de leurs victimes, ceux-ci volent au grand jour, sous le nez de tout le monde. On ne peut évidemment rien faire pour les en empêcher car ils drapent leurs exploits de l'étendard de la loi. Protester contre leurs méfaits revient à défier le pouvoir en place.

Donc, ce vendredi-là également, nous nous trouvions sur le pont de la gare de Mzimhlope. Il était à peu près 5 heures de l'après-midi. Le soleil, boule rouge suspendue au-dessus des toitures toutes identiques dégorgeant leurs fumées de charbon, teignait ces vapeurs épaisses de traces écarlates. Les trains de banlieue en provenance de la ville s'arrêtaient sous le pont toutes les deux ou trois minutes et vomissaient leur inépuisable cargaison humaine composée pour la plus grande partie de pensionnaires des foyers qui remontaient Mohale Street à la hâte pour faire cuire leur maigre dîner sur des réchauds à alcool. Le dernier train que nous avions vu devait, à cet instant même, quitter Phefeni, la troisième gare après Mzimhlope. Le train suivant venait juste d'émerger de dessous le pont, en provenance de New-Canada où se trouve la correspondance entre Soweto-Est et Soweto-Ouest. Le groupe de « pensionnaires » descendus du train quittant en ce moment la gare de Phefeni venait juste d'arriver au tournant, *là où Mohale Street croise Eliot* Street. Les 200 mètres séparant la gare d'Eliot Street étaient donc relativement dégagés, et l'on pouvait facilement repérer les piétons qui se dirigeaient vers la gare.

Tandis que le train venant de New-Canada s'arrêtait brutalement dans un grincement de roues, quatre hommes — deux en combinaison, les deux autres en bleu — firent leur apparition à l'angle de Mohale Street. On savait tout de suite qui ils étaient, rien qu'à leur façon d'occuper la largeur de la voie et de marcher comme *si tout ce qui se trouvait dans leur champ de vision*, être humain ou chose, leur appartenait. Quand ils arrivèrent à la hauteur des vieilles qui vendaient des fruits et légumes et des aliments frits le long des méchantes contre-allées poussiéreuses, ils abattirent leurs grosses pattes *sur ce qui les tentait et se dirigèrent vers nous en mâchant* avec voracité. Une fois de plus, on n'y pouvait rien, car les misérables marchandes n'avaient pas de permis pour glaner les quelques miettes qui devaient leur permettre de soulager les ventres criant de famine de leurs petits-enfants orphelins, à la maison. Contre le chapardage des « réservistes » sans pitié, elles étaient sans défense.

« Aïe, voilà les flics ! », s'écria Mandale à côté de moi. « Filons, mon ami. »

IL avait raison. Ces réservistes faisaient penser aux *truands d'un vieux western. Mais je n'allais pas bouger* de ma place simplement parce qu'ils descendaient la rue comme des gangsters. Autre chose aussi : je savais que l'agent qui était de service à la gare ce vendredi-là n'acceptait pas que l'on persécute les gens dans son périmètre. Je voulais donc voir comment les réservistes allaient être refoulés, et jouir pleinement du spectacle.

« Ne t'inquiète pas. Attends un peu de voir comment ce flic va les chasser de là. Il ne va pas les laisser arriver jusqu'à la gare », répondis-je.

Ils se scindèrent en deux groupes quand ils furent sous le pont où nous nous trouvions. Deux d'entre eux — un grand type au visage rongé par un fond de teint éclaircissant, coiffé d'une casquette de golf jaune, ainsi qu'un autre d'un cinquantaine d'années, mal rasé, mal *habillé, le front dégarni et la mine avinée*, mâchonnant un pied de mouton frit subtilisé à l'une des grands-mères — se mirent à grimper les marches à notre droite, le plus jeune les gravissant quatre à quatre. Quant aux deux autres, ils décidèrent d'aller coincer leurs victimes sans *méfiance à l'angle de la rue, juste au pied* des escaliers à notre gauche. La première vague de passagers descendus du train arrivait au milieu du pont quand le deuxième homme atteignit le haut de l'escalier.

Peut-être les gens connaissaient-ils les réservistes de vue, peut-être flairèrent-ils le flic dans l'atmosphère polluée, ou, puisqu'on était vendredi, savaient-ils à quoi s'attendre. Toujours est-il que les trois ou quatre premiers de la vague humaine pivotèrent sur leurs talons et coururent abriter leur précieuse liberté dans l'anonymat de la masse qui suivait. Les autres furent pris de court par ce mouvement inattendu et ils vacillèrent dans tous les sens, tentant de retrouver leur équilibre. En une fraction de seconde, ce fut la pagaille dans la gare, comme si un chat sauvage avait pénétré dans un poulailler. Deux de ceux qui n'avaient pas été assez rapides furent attrapés par la manche et on leur demanda leurs laissez-passer. Pendant qu'ils produisaient les documents, les loups tâtaient leurs poches, feignant de chercher des armes *dangereuses, des couteaux ou autres objets interdits* pouvant éventuellement être dissimulés sous les vêtements. En réalité, ils voulaient s'assurer qu'ils avaient tiré les bons numéros pour accomplir leurs desseins. Ils étaient en train de feuilleter les laissez-passer quand le policier de garde apparut.

« Et alors, imbéciles, vous ne savez pas que c'est interdit de faire vos saloperies ici ? Foutez le camp ! Foutez le camp et allez faire ça ailleurs. Pas sur le territoire des Chemins de fer. » Il hurlait si fort qu'on aurait *cru que les veines de son cou allaient éclater.*

« Arrête ces chiens, baba, donne-leur aussi une occasion de tâter de la prison ! », cria Mandale.

« Oui, dis-je à Mandale, je parie qu'ils n'ont jamais fait un tour là où ils sont si pressés d'envoyer les autres. »

Les gens qui étaient là se mirent à crier avec nous et nous jetâmes les couards hors de la gare avec force insultes. Ils descendirent les marches la queue entre les pattes et rejoignirent leurs comparses sous le pont. Quelques passagers alertés par le tumulte regagnèrent le quai en attendant que les réservistes soient partis.

NOUS restâmes à notre poste d'observation, car les persécutions continuaient. Je me demandais si les réservistes lisaient vraiment les laissez-passer (à supposer *qu'ils sachent lire), ou si les victimes savaient si, oui ou* non, leurs livrets étaient en règle. Il est plus probable que les malheureux croyaient ce que leur disaient les bandits assermentés. Ces derniers exigeaient les laissez-passer après avoir jugé que leurs proies étaient peu dan*gereuses, en feuilletaient rapidement les pages, les met*taient dans leurs poches (ce qui empêchait leurs détenteurs de continuer leur chemin) et disaient aux pensionnaires abasourdis de rester là pendant qu'ils appréhendaient d'autres victimes. En un clin d'œil, il y avait d'un côté *de la rue un groupe d'hommes complètement affolés* qui criaient à leurs compagnons d'aller chambre numéro tant ou tant, et de dire à untel ou untel qu'ils avaient été arrêtés à la gare et qu'on leur apporte de l'argent pour qu'on les relâche. Parmi ceux qui étaient ainsi dépêchés, peu entendaient vraiment le message, trop heureux qu'ils étaient de pouvoir filer hors de la zone dangereuse. Ceux qui avaient de l'argent serraient la main de leurs rançonneurs, récupéraient leurs laissez-passer et remontaient Mohale Street au pas de course. S'ils étaient malchanceux, ils tombaient dans un autre piège, 300 mètres plus haut, et tout recommençait. Malheur à ceux qui avaient tout donné aux premiers rançonneurs, car cela ne comptait pas. Le poste de police serait leur prochaine halte avant qu'ils ne soient traduits devant les commissions bantou. De là, ils partiraient pour leur destination finale, la prison de Modder Bee. *Ils fourniraient* ensuite les fermiers en main-d'œuvre bon marché, pour la durée de leur condamnation. Les peines varient de deux jours à deux ans de détention pour *loaferskap (vagabondage)* — ce qui, en fait, n'est que chômage, état que l'on ne saurait reprocher à ces malheureux. Tout le système pue les travaux forcés à plein nez.

La grande kwela-kwela fonça dans Mohale Street à tombeau ouvert. La foule se dispersa pour l'éviter, et les gens s'accrochèrent aux barrières qui s'affaissaient presque pour la laisser passer. Pour échapper aux regards des voyageurs, la voiture fit une embardée et tourna brus*quement dans* la deuxième rue adjacente non loin de la gare. Un renfort de réservistes s'en déversa pour continuer avec zèle la sale besogne. Les captifs, préalablement alignés le long de la palissade de la maison la plus proche de la gare, furent poussés à coups de pied vers la kwela-kwela. Pour qu'ils *s'y* enfournent tous ensemble, on les bourra de coups de poing et de coups de godillot. Le chauffeur de la kwela-kwela, le seul à porter l'uniforme, referma la porte violemment et vérifia qu'elle était bien verrouillée. Puis il alla se camper devant l'une des marchandes, d'un geste autoritaire s'empara d'un avocat, l'éplucha, le fourra tel quel dans une bouche gargantuesque et recracha ensuite le volumineux noyau. Il n'avait pas besoin de se donner la peine d'appréhender qui que ce soit. Ses gangsters lui cédaient tous la part du lion sur leur butin, l'arrosant de surcroît de bière et de brandy.

Il n'arrêtait pas de ramener sur sa bedaine sa ceinture bien cirée que le calibre 38 de la police, dans son étui de cuir, tirait à nouveau vers le bas. Il préférait sans doute porter son arme de façon décontractée comme un cow-boy.

Un garçon d'environ dix-sept ans fut pris un couteau dans la poche. C'était considéré comme une arme dangereuse. Ils le frappèrent une demi-douzaine de fois, lui passèrent les menottes avant de le plaquer contre le mur de béton de la gare. Dix minutes plus tard, sa *sœur, qui était mignonne*, descendait du train pour découvrir son jeune frère parmi les personnes arrêtées. Tandis qu'elle lui demandait pourquoi on le gardait et le grondait parce qu'il portait un couteau, un jeune réserviste s'approcha d'elle et commença à la peloter. Elle le *laissa faire. Trois minutes après, son frère était libre. Le* visage du réserviste rayonnait, content qu'il était d'avoir, dans l'exercice de ses fonctions, avancé ses affaires avec une jolie femme mais ignorant bien sûr que l'adresse qu'elle lui avait donnée était fausse. Quelques-unes de nos sœurs noires sont parfois obligées d'aller jusqu'au bout pour sauver leurs compagnons et, comme d'habitude, on n'y peut rien.

UN homme descendait Mohale Street, facilement repérable dans la foule à cause du sac et de la valise chargés sur son épaule droite. Il était vêtu d'une combinaison. Une couverture grise roulée était attachée par des courroies à son énorme valise. De sa main gauche pendait une encombrante boite de carton qui le faisait pencher de ce côté. Il marchait comme quelqu'un chaussé de bottes de caoutchouc qui avance sur un terrain accidenté. Quelque chose dans son allure disait qu'il lui restait une longue route à parcourir, et qu'il fallait à tout prix qu'il y arrive. Il s'agissait sans aucun doute d'un *goduka* (un travailleur migrant) qui revenait chez lui après plu*sieurs mois de travail à la ville.* Cela faisait peut-être même des années qu'il n'était pas retourné à la campagne.

Il ne vit pas la kwela-kwela en embuscade — ce qui aurait pu le prévenir du danger qui l'attendait à la gare. C'est seulement quand il buta contre les deux réservistes surgis sur son chemin et exigeant qu'il pose ses bagages qu'il se souvint peut-être qu'on était vendredi, jour des rafles. Quand il se rendit compte du piège, la plus profonde confusion s'exprima sur son visage. Il se mit à tâter frénétiquement les poches de sa combinai*son. La confusion grandit encore sur son visage sombre.* Il chercha une fois de plus, sans trouver. Les hommes qui l'avaient arrêté le tirèrent de côté, chacun le tenant bien serré par la manche de sa combinaison. Il se laissa faire sans protester, comme un animal dompté. Ils lui firent lever les bras tandis qu'ils *le fouillaient minutieu*sement. Ne trouvant rien de caché sur lui, ils lui demandèrent l'inévitable laissez-passer, bien qu'ils se soient déjà aperçus qu'il ne l'avait pas. Ses mains gesticulaient tandis qu'il leur expliquait pourquoi il ne portait pas le document sur lui. De là où je me trouvais, à quelques mètres au-dessus d'eux, je pouvais à peine entendre les propos échangés. « C'vrai, madoda, dit-il implorant, j'ai fait une erreur. J'ai mis le laissez-passer dans mes bagages. Je l'ai oublié dans une veste qui est dans ma valise. »

« Comment peut-on savoir *que tu n'es pas en train* de mentir, hein ?, demanda l'un des réservistes sur un ton agressif.

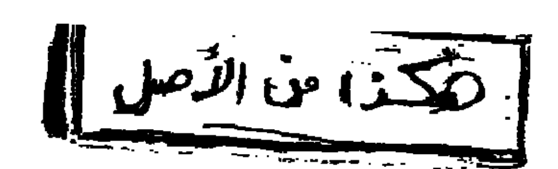
— Je ne mens pas, mfowothu. Je jure sur la tête de ma mère que c'est la vérité », expliqua l'homme apeuré.

Le deuxième réserviste se montra encore plus odieux et inflexible : « Il faut t'en prendre à ta propre bêtise. Cela va te conduire tout droit à la prison, pas chez ta femme.

Mtutuzeli Matshoba est né à Soweto en 1950, alors que la cité noire commençait à s'ébaucher à la périphérie de Johannesburg. L'univers qu'il décrit ici est le sien. Mohale Street, c'est la rue de son enfance où, « les samedis et dimanches matin, raconte-t-il, on découvrait toujours quelque cadavre, recouvert de morceaux de papier flottant au vent ». Univers de violence, de déchéance et de mort dont le jeune écrivain veut aujourd'hui témoigner « afin que, quoi qu'il advienne à l'avenir, je ne puisse être qualifié de « terroriste assoiffé de sang ». Afin que je puisse dire : tels furent les événements qui ont fait les Steve Biko et les Salomon Mahlungu et tous les autres avant eux, et ceux qui viendront après ».

En Afrique du Sud, une littérature marginale de contestation a commencé à fleurir au lendemain des événements de Soweto (1976), grâce notamment à la revue anglophone Staffrider, de Johannesburg, qui veut offrir un moyen d'expression à tous ceux, *écrivains et poètes noirs de la nouvelle génération*, qui en sont généralement privés. *Je ne suis pas un homme* est déjà paru dans cette revue (sous le titre : *Call me not a man*), avec d'autres nouvelles de Mtutuzeli Matshoba. Les auteurs noirs ont suffisamment de difficultés à se faire entendre dans leur propre pays pour que le Monde diplomatique publie exceptionnellement une œuvre qui n'est pas inédite. La revue *Staffrider*, dont l'éditeur est un Blanc sud-africain, a fait l'objet de plusieurs interdictions de vente en Afrique du Sud en vertu de la loi de 1974 sur les publications.

Dans la page ci-contre, le journaliste américain Ernest Harsch, retour d'Afrique du Sud, complète la perception de l'artiste en donnant une description sommaire des conditions de vie dans les cités noires « officielles » et dans les bidonvilles « sauvages » de ce pays, trois ans après les émeutes de Soweto.



— O frère, mets-toi à ma place. Voilà deux ans que je n'ai pas vu les miens. C'est la première fois que je peux aller serrer dans mes bras mes deux petites jumelles qui sont nées pendant que j'étais ici. Trouve un autre pauvre Noir, s'il te plait, mon cher frère. Pardonne-moi pour cette fois.

— Et quoi encore ! Ce n'est pas la peine de nous faire le coup des enfants. Nous aussi on a nos familles. On est même en train de travailler pour elles en ce moment, répliqua l'autre avec une brutalité entêtée.

— Mais, mfo, ne serais-tu pas, toi aussi, en train de faire une erreur ? »

Cette question, l'homme acculé n'aurait jamais dû la poser. Cette fois la réplique fut accompagnée d'une violente claque sur la figure. « Tu me crois aussi bête que toi, hein ? Attache cet homme, Mazibuko, passe-lui ces foutues menottes, à ce chien.

— Non, vieux, laisse-moi parler à ce pauvre type. Peut-être qu'il peut faire quelque chose pour nous en échange de la liberté », suggéra le moins féroce des deux — et il tira l'homme à l'écart des autres captifs.

« Oui, occupe-toi de lui toi-même, Mazibuko. Je ne peux pas supporter d'adresser la parole à des idiots de paysans comme lui. Je l'étranglerai de mes propres mains s'il pense que je suis venu à Johannesburg pour m'amuser ! » La colère dans la voix de l'homme était feinte. C'était celle d'un couard essayant d'effrayer quelqu'un à sa merci. Je crois qu'il n'aurait même pas pu affronter une souris. Il accosta deux adolescents, les fouilla, mais ne demanda pas leurs laissez-passer.

« TU vois, ami, tu es vraiment dans le pétrin. Je suis le seul qui puisse t'aider. L'homme qui t'a arrêté n'est pas dans son meilleur jour. Je plaiderai en ta faveur, mais il te faut faire un petit effort. » D'une voix doucereuse, pourrie par la corruption — le seul et unique mobile qui l'avait poussé à s'enrôler dans la police — le réserviste expliquait à l'homme traqué la seule façon de s'en sortir.

« Je n'ai pas un sou en poche. Tout l'argent qu'ils m'ont donné au travail a servi à acheter des provisions, des cadeaux pour les miens et mon billet de train. Regarde, nkosi, j'ai seulement mon billet et les chèques qui me serviront à retirer de l'argent quand je serai chez moi. » Il sortit ses papiers et défit sa combinaison jusqu'aux hanches, si bien que l'on pouvait voir le pantalon marron qu'il portait dessous. Il retourna ses poches sales. « Il n'y a rien que ça dans mes poches, monsieur, honnêtement.

— Ecoute !

— Oui, M'sieu ?

— Tu veux retourner chez toi voir ta femme et tes enfants ?

— Oui, je t'en supplie, ô frère, laisse-moi partir !

— Alors pourquoi me montres-tu ces foutus chèques ? Ils vont nourrir tes enfants à toi, pas les miens. Quand tu rentreras à la maison, tu retireras de l'argent et tes enfants se gratteront la panse et feront la sieste après un bon repas, tandis que moi j'aurai perdu mon boulot pour t'avoir laissé filer, et alors mes enfants à moi n'auront plus qu'à faire les poubelles avec les chiens. Tu vois que t'es pas bien, mos. » Il se tourna vers son acolyte : « Hé, Bayoli, ton homme dit qu'il n'a rien. Pourtant il va rejoindre sa famille qu'il n'a pas revue depuis deux ans !

— Je t'avais dit de lui mettre les menottes. Il cache probablement une petite fortune dans ses sous-vêtements. Peut-être qu'il a honte de montrer ça devant tout le monde. Mais ça viendra au poste, ou en cellule, quand nos p'tits apprentis vont le secouer.

— Allez, viens ici toi, tes mains ! »

L'autre essaya de dégager ses bras. Sa voix s'éleva, désespérée : « O mes amis, vous êtes sérieux ? Vous voulez vraiment m'arrêter ? Pardonnez-moi ! S'il vous plait. »


(Dessin de Mzwakhe - Staffrider.)

Il s'ensuivit une lutte entre les deux hommes.

« Tu résistes à l'arrestation ? Espèce de... » ; vint une bordée d'insultes impliquant toute l'anatomie de sa mère.

« Non, non, je ne résiste pas. Mais écoutez-moi, s'il vous plait ! » L'homme se débattit et réussit à se dégager de l'étreinte du réserviste. Celui-ci, qui n'était d'ailleurs qu'un morceau de graisse sans viande dessous, fit trois pas en arrière, vacilla et tomba sur l'arrière-train. Quand il se remit sur ses pieds, avec une rapidité surprenante pour une telle masse, il avait un regard d'assassin. Ses acolytes abandonnèrent leurs postes en courant et s'abattirent sur l'homme sans défense comme une meute de hyènes sur une carcasse. Les autres gens qui avaient été rançonnés sur le pont virent là une occasion de filer pendant que les loups étaient encore occupés. Ils dévalèrent les escaliers et remontèrent Mohale Street aussi vite que des chevaux de course. Deux jeunes que l'on avait attachés ensemble profitèrent de la diversion, se jetèrent en tandem dans la première rue venue, emportant leurs menottes avec eux. Ils couraient bizarrement, ligotés l'un à l'autre par les bras, mais ils étaient jeunes et en bonne santé et s'en tirèrent bien, vu les circonstances.

Nous ne pûmes supporter plus longtemps le passage à tabac auquel l'autre homme était soumis.

« Hey ! Hey ! Sies maan, arrêtez, arrêtez de le battre comme cela. Mettez-le en prison si vous voulez, mais cessez de le battre. Vous êtes en train de le tuer, salauds ! » Nous nous mîmes à protester bruyamment. Un attroupement se formait. Quelqu'un cria : « Arrêtez, où c'en sera fini de vous pour toujours ! »

Les psychopathes lâchèrent prise, laissant voir le résultat de leur sale besogne. L'homme gémissait au pied de la clôture, de l'autre côté de la rue, là où la poussière s'était amoncelée. Il se contorsionna pour essayer de s'asseoir. Son visage était couvert de poussière et de sang, là où les menottes glissées sur les poings avaient atteint leur but, et ses traits s'en trouvaient déformés de façon grotesque. Mais cela ne suffisait pas au gros lard. Il s'agenouilla et prit les poignets de l'homme qui geignait, dans l'intention de les attacher à la barrière avec des menottes.

« Hey, hey, hey ! Satan ! Laisse-le partir. Tu ne vois pas que tu as assez tapé sur cet homme ? »

L'atmosphère devenait explosive, le policier en uniforme le sentit :

« Laissez-le partir, les gars. Pardonnez-lui. Laissez-le partir », dit-il, lançant des regards inquiets dans toutes les directions.

ET alors, l'homme que l'on avait battu fit la chose la plus inattendue et la plus déchirante. Il s'agenouilla devant celui qui ordonnait qu'on le relâche, et, ses mains couvertes de poussière jointes dans un geste de prière, il dit, toujours à genoux : « Merci beaucoup, mon Seigneur. Dieu te bénisse. Maintenant je peux aller retrouver mes deux petites jumelles et les miens. »

Si l'idée lui en était venue en ce moment d'action de grâces, il l'aurait fait : il aurait baisé les bottes bien cirées du policier.

Le pauvre diable épousseta ses vêtements de son mieux, ramassa ses deux paquets et se mit à gravir les marches en essayant de grimacer des mercis à la foule qui avait crié pour prendre sa défense. Le policier décida que ce serait son jour de bonté. Le troupeau des autres malheureux fut poussé vers la kwela-kwela en attente.

J'essayai d'imaginer comment l'homme expliquerait son visage tuméfié à sa femme. Je le voyais, projetant ses jumelles en l'air, les rattrapant, encore et encore, les serrant fort contre lui en jouant avec elles.

« Il y a une longue route à faire, ami » : c'était Mandla qui me parlait à l'oreille.

« Pour aller où ?, demandai-je.

— Avant d'arriver en enfer. Ha ! Ha ! Peut-être que là nous serons des hommes.

— Ah ! cela fait déjà longtemps que nous y sommes. Cela fait longtemps que nous sommes en enfer.

— Avant d'en sortir, alors... »

MTUTUZELI MATSHOBA.

La vie à Soweto et à Crossroads

Par ERNEST HARSCH *

SOWETO, Crossroads. Deux concentrations urbaines où les Noirs sud-africains vivent quotidiennement, à 1 400 km de distance, la même réalité de l'apartheid. Soweto, à la périphérie de Johannesburg, est une cité noire (township) d'un million et demi d'habitants, dotée de l'existence la plus officielle, puisqu'elle a été construite par décision des autorités sud-africaines. Avec vingt mille habitants, près du Cap, Crossroads n'est qu'un bidonville édifié dans l'illégalité par ses résidents. Soweto, c'est la monotonie de centaines de milliers de petites maisons de brique qui s'étirent, rangée après rangée, selon un canevas géométrique. A Crossroads, au contraire, ce sont de fragiles cabanes qui ont poussé au hasard des arrivées.

A ces deux extrémités du pays, cependant, malgré la différence des conditions de vie, la population noire urbanisée affronte le même système d'apartheid : chacune à sa manière, Soweto et Crossroads portent témoignage de la situation sociale du Noir au pays de la suprématie blanche.

Dépossédés de leurs terres durant la conquête coloniale, privés de leurs moyens de production, les indigènes noirs furent réduits dans leur vaste majorité au statut de main-d'œuvre surexploitée par les industriels blancs, les barons des mines et les fermiers. Ils furent chassés de leurs terres par millions, sous le coup de la loi ou des nécessités économiques. Poussés de force vers les grands centres urbains pour y servir l'économie capitaliste en expansion.

Les 13,7 % de la terre qui furent laissés aux Africains forment aujourd'hui dix bantoustans morcelés, surpeuplés et si pauvres que, pour la grande majorité de leurs habitants, il est impossible d'y vivre de la terre. Les hommes d'âge adulte (et aussi de plus en plus de femmes) sont obligés d'aller périodiquement travailler dans les villes pour y gagner un salaire qui permettra à leurs familles demeurées sur place de subsister.

Hors des bantoustans, les travailleurs migrants et ceux des Noirs qui vivent de façon semi-permanente dans l'Afrique du Sud « blanche » ne sont tolérés dans les villes que pour y travailler. On sait qu'ils n'ont aucun droit politique, aucun député au Parlement, aucune possibilité de posséder des terres hors des bantoustans. En fait, ce sont des travailleurs immigrés dans leur propre pays.

Bureaux d'embauche, laissez-passer, etc., font partie d'un système de contrôle très compliqué mis en place pour réglementer très strictement le déplacement des Africains, tenir hors des villes ceux qui n'ont pas à y remplir de tâche particulière. Tous les Africains considérés comme « superflus » dans l'économie — des centaines de milliers de femmes, d'enfants et de vieillards, en particulier — ont été expulsés de force de leurs maisons et installés dans les bantoustans. Pour les autres, un système rigoureux de contrôle du travail les empêche de lutter pour défendre leurs droits ou améliorer leurs conditions. Les patrons peuvent ainsi maintenir les salaires à leur niveau le plus bas : dans les entreprises sud-africaines, les profits sont parmi les plus élevés du monde industrialisé.

LES travailleurs des zones urbaines sont regroupés, dans leur grande majorité, dans ce qu'on appelle les townships, concentrations aménagées à la périphérie des grandes villes selon les canons de la ségrégation officielle. A Soweto, par exemple, ce sont trois cent cinquante mille personnes qui, chaque jour, prennent le train pour aller besogner à Johannesburg.

Les « travailleurs migrants », qui représentent plus du tiers, ce sont ceux qui n'ont aucun droit de résidence bien établi. Ils ne peuvent faire venir leurs familles auprès d'eux, ils doivent vivre à part, dans des « foyers » groupés à l'intérieur d'un enclos, et ils doivent se rendre au moins une fois par an dans leur bantoustan pour avoir un nouveau permis de séjour. Pour les autres, les choses vont un peu mieux car ils ont généralement la possibilité de vivre avec leurs familles dans des logements individuels (bien sûr, s'il en est de disponible). Leurs droits de résidence sont toutefois très précaires : qu'il leur arrive, par exemple, de ne pas trouver d'emploi, de perdre leur chef de famille (mâle), de se livrer à des activités politique, ou, tout simplement, qu'on leur impose la « nationalité » d'un bantoustan « indépendant », et les voilà subitement privés de tout droit. Les administrateurs blancs ont le pouvoir de chasser tout Africain — homme ou femme — jugé « indésirable », même s'il est né dans la cité et ne l'a jamais quittée.

La vie à Soweto est sensiblement la même que partout ailleurs dans les cités noires officielles, parfois meilleure, parfois pire. En tout cas, 80 % des ménages y vivent dans des conditions inférieures au standard minimum semi-officiel qui sert d'indice de pauvreté. Actuellement, ce revenu est de 200 rands par mois (1 000 FF environ), ce qui suffit à peine à assurer la subsistance d'une famille de six personnes.

Alors, la faim est un phénomène courant. Une récente étude a révélé que les carences en protéines constituent un « problème clinique majeur » chez les Noirs de la région de Johannesburg. Dans les écoles de Soweto, la fréquence d'une maladie comme le rhumatisme cardiaque, dans laquelle les facteurs nutritionnels et socio-économiques ont un grand rôle, est la plus forte qui soit connue dans le monde.

Dans de telles conditions de pauvreté et de surpopulation, on ne s'étonnera pas que Soweto ait aussi l'un des taux de criminalité les plus élevés du monde — et le sentiment de frustration face à la suprématie de la société minoritaire blanche n'y est pas pour rien. Système de violence institutionnalisée contre les Noirs, l'apartheid engendre la violence. Ce sont de telles réactions qui ont explosé lors des soulèvements de Soweto et des autres cités noires en 1976. La répression, rapide et brutale, fit des centaines de morts. Les traces en sont toujours visibles : ruines calcinées d'écoles, de débits de boissons ou d'édifices gouvernementaux ; plaques funéraires dans les cimetières ; postes de police entourés de lourds barbelés comme des postes avancés en territoire occupé.

Les raisons de la colère des jeunes de Soweto n'ont pas disparu depuis 1976. Les logements surpeuplés restent un problème crucial. En effet, malgré la croissance rapide de la population, le nombre de maisons construites à Soweto chaque année n'a cessé de baisser depuis le milieu des années 60. En 1978, aucune n'a été édifiée par les soins du conseil d'administration de West Rand, organisme qui gère la cité. Conséquence : vingt-cinq mille familles (plus de cent mille personnes) sont maintenant inscrites sur la liste d'attente pour recevoir un logement. Pour l'ensemble du pays, on reconnaît officiellement un déficit de 170 000 maisons pour les Africains et de 131 000 pour les métis. En réalité, la situation doit être bien plus grave.

Les familles doivent donc s'entasser dans les maisons existantes, déjà fort exiguës. Chacune d'elles, à Soweto, abrite de six à sept personnes ; les habitants les appellent des « boîtes d'allumettes ». Pour surmonter ce problème de logement, certains résidents des zones urbaines ont construit des bidonvilles sur des terrains inoccupés, où ils furent rejoints par des travailleurs migrants qui avaient choisi de vivre là avec leurs familles, malgré la loi, puisque celle-ci ne les autorise pas à se loger en famille.

DES bidonvilles comme Crossroads, il y en a beaucoup en Afrique du Sud. Certains dans des régions semi-rurales, comme la colonie qui abrite trois cent cinquante mille Africains au Bophuthatswana (l'un des bantoustans). La plupart autour des villes principales : il y a plus de deux cent mille squatters africains et indiens près de Durban et Pietermaritzburg ; quinze mille Africains autour de Port Elizabeth ; jusqu'à deux cent cinquante mille, Africains et métis, près du Cap.

Et de la même manière que Soweto est devenu un symbole typique de la vie dans les cités noires, Crossroads témoigne pour tous les habitants de tous les bidonvilles. On y habite dans de petites cabanes (les pondoks) faites de bois, de tôles, de carton, de plastique ou de n'importe quoi qui puisse servir d'abri. Comme dans tous les autres campements de squatters, il n'y a pas d'eau courante, pas de commodités sanitaires et très peu de ces services qui, d'ordinaire, permettent de vivre en ville.

Et pourtant, pour leurs habitants, c'est chez eux. Une différence frappante par rapport à Soweto tient à l'atmosphère qui règne à Crossroads, un climat beaucoup plus détendu. Les habitants se sont organisés en une communauté bien soudée. La criminalité y est presque inexistante. Aucun poste de police. A certains égards, l'aliénation y est moins marquée que dans les cités officielles où la population est soumise au contrôle rigoureux des administrateurs du gouvernement.

Pour les dirigeants de l'Afrique du Sud, les bidonvilles comme Crossroads sont des sous-produits non désirés du système d'apartheid. Construit sans autorisation et en dehors du cadre de l'administration urbaine, ils sont autant de défis à l'autorité politique, en particulier la présence des travailleurs migrants campant là avec leurs familles. « Crossroads, c'est la négation du contrôle de l'entrée dans les zones urbaines », se lamente le général J.H. van der Westhuizen, fonctionnaire au Cap. Aussi le régime a-t-il fait de son mieux pour supprimer les bidonvilles ; ses bulldozers ont rasé des milliers de cabanes à Eldorado Park, Werkgenot, Kraaifontein, Klip Road, Modderdam, Unibel, etc. Il a tenté d'en faire de même à Crossroads, mais les habitants y étaient organisés pour résister aux bulldozers. Ils tinrent des manifestations, demandèrent un large soutien et surent se faire une publicité considérable, obligeant les autorités à renoncer à leurs projets de démolition immédiate. Concession partielle, le gouvernement accepta de reloger certains dans une nouvelle cité, officiellement reconnue celle-là, qui serait appelée New Crossroads. En conformité, naturellement, avec les dispositions prévues par la politique d'apartheid. Ceux des habitants de Crossroads qui sont considérés comme des « criminels », comme des « vagabonds », « ceux qui n'ont aucun moyen d'existence tangible et légitime » seront expulsés vers les bantoustans. Le contrôle des arrivées en ville s'en trouvera renforcé. Tandis que, dans les autres bidonvilles, les démolitions continueront.

A New Crossroads, ceux qui pourront y être relogés trouveront fort vraisemblablement des conditions similaires à celles de Soweto et des autres cités noires. Les « améliorations » apportées à leurs conditions de vie seront plus apparentes que réelles. Car aussi longtemps que durera le système d'apartheid, les habitants des cités noires n'échapperont pas à la surpopulation, à la pauvreté, à la faim et à la répression policière.

* Journaliste américain.

Une conférence de l'ONU pour la protection des populations civiles

PEUT-ON INTERDIRE DES ARMES COMME LE NAPALM ?

CERTAINES armes sont-elles, pour les populations civiles, plus cruelles ou plus dangereuses que d'autres ? Et, dans l'affirmative, peut-on en interdire ou en restreindre l'usage ? Après des années d'efforts diplomatiques, qui trouvent leur origine dans la guerre du Vietnam, les Nations unies tiennent ce mois-ci une conférence sur *« certains armements classiques »*. Des pays du tiers-monde et de petits pays européens comme la Suisse, la Suède, l'Autriche et la Yougoslavie ont, depuis 1971, uni leurs efforts pour aboutir à cette conférence dont ils espèrent qu'elle permettra d'interdire certaines armes comme, par exemple, le napalm.

Médiocres sont pourtant les chances de succès de cette conférence. Car l'histoire de la lutte en ce domaine montre parfaitement comment l'inéquitable répartition de la puissance politique et militaire dans le monde freine le développement du droit international.

Les *« déclarations »* de Saint-Pétersbourg, en 1868, et de La Haye, en 1899, interdirent l'utilisation contre des êtres humains des balles explosives ou incendiaires et des balles dum-dum (1). On admettait alors que, dans un conflit, il suffisait de rendre un soldat inapte au combat, et on considérait comme superflus les projectiles qui causent de larges blessures ou des brûlures augmentant les risques d'entraîner la mort (immédiatement ou à terme) ou une invalidité durable.

Il est vrai que ces règles étaient conçues pour être appliquées dans des guerres entre armées européennes, plutôt que dans des guerres coloniales — les plus fréquentes à cette époque. Les balles explosives et les balles dum-dum étaient utilisées dans les guerres coloniales où, dit-on à la conférence de paix de La Haye, elles étaient nécessaires pour arrêter les *« sauvages »*. Malgré leurs limites, ces règles constituaient les pierres d'angle du droit humanitaire, et en 1907 elles furent étendues afin de protéger les populations civiles contre des attaques aveugles.

La technologie a à ce point modifié la nature de la guerre que maintenant, presque toujours, de plus grandes pertes sont infligées aux populations civiles qu'aux forces militaires. La somme de munitions dispersées sur un champ de bataille moderne est devenue énorme. Pour ce qui concerne les seules munitions dites classiques, la puissance de feu des troupes de front des principales puissances est aujourd'hui vingt-cinq fois supérieure à ce qu'elle était au moment de la seconde guerre mondiale. Les forces américaines, pour chaque soldat ennemi tué, ont dépensé 1 100 kilos d'explosifs pendant la seconde guerre mondiale, 5 600 kilos pendant la guerre de Corée et 17 800 kilos pendant la guerre du Vietnam (2). Dès 1968, une division motorisée soviétique pouvait tirer 53 000 kilos de munitions en une seule salve. En même temps, se sont accrues la portée et la surface de couverture des armements, et c'est l'une des raisons pour lesquelles, dans de nombreux pays, les militaires demandent de plus vastes camps d'entraînement, comme au Larzac en France. Les populations civiles sont de plus en plus impliquées dans les conflits, du fait à la fois des développements démographiques et de l'extension de l'urbanisation.

Le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) a pris l'initiative d'actions diplomatiques tendant à améliorer la protection légale des populations civiles en temps de guerre. En 1977, deux « protocoles additionnels » complétèrent les conventions de Genève de 1949 pour interdire les bombardements massifs de zones habitées, la destruction des récoltes et la destruction d'ouvrages publics — tels que les barrages hydro-électriques ou les centrales nucléaires — abritant des *« forces dangereuses »*.

Par MALVERN LUMSDEN *

Cependant, à ce moment-là, les efforts pour obtenir l'interdiction de certaines armes comme le napalm furent tenus en échec par l'opposition massive des principales puissances militaires. Les Nations unies n'en ont pas moins été requises de convoquer la conférence qui s'ouvre à Genève ce mois de septembre 1979.

Blessures cruelles, effets aveugles

ON pourra objecter que tous les armements sont inhumains et qu'il est dépourvu de sens de vouloir établir entre eux des distinctions. Bien que l'argument soit en partie fondé, il reste que les diverses armes ont des effets extrêmement différents et qu'il est utile de les comparer en fonction de six critères d'interdiction, les trois premiers concernant ce que l'on peut appeler les blessures superflues, les trois autres ayant trait aux effets aveugles.

A) GRAVITE ET AMPLEUR DE LA BLESSURE. — En termes généraux, la taille de la blessure dépend de l'énergie (énergie mécanique, chaleur, souffle) du projectile au moment de l'impact ; en outre, les projectiles qui restent en mouvement dans la blessure provoquent des dégâts plus considérables. L'accroissement de l'énergie est égal au carré de la vitesse, et un projectile de petit calibre mais de haute vélocité et qui reste en mouvement après avoir atteint sa cible peut causer plus de dégâts qu'un projectile de calibre supérieur mais moins rapide et plus stable. C'est pourquoi les balles de 5,56 mm., comme celles utilisées par le M-16 américain, le Galil israélien ou le FAMAS français, peuvent être considérées comme *« les balles dum-dum »* d'aujourd'hui, et à ce titre condamnées en vertu de la déclaration de 1899 ;

B) DUREE DES EFFETS. — L'objectif, en temps de guerre, étant de rendre un homme inapte au combat pendant qu'il accomplit une mission militaire, les effets à long terme d'une arme ne concourent pas au but militaire poursuivi. Il est certes difficile de répondre à la question : est-il « préférable » de tuer un homme immédiatement ou de le laisser vivant mais en proie à de longues souffrances ? Mais une arme est particulièrement inhumaine si elle ne laisse pas à la victime qui survit une chance raisonnable de guérison. Certaines blessures, comme celles dues à de sévères brûlures, peuvent avoir, à long terme, des conséquences physiques, sociales et psychologiques désastreuses ;

C) EFFETS RETARDES. — Les blessures qui affectent la victime des mois ou des années après la bataille sont parfaitement superflues du point de vue militaire, alors qu'elles sont particulièrement inhumaines. Un exemple en est fourni par les cancers de la peau et autres effets des brûlures au napalm. On peut aussi citer les effets retardés des armes chimiques et, bien entendu, des radiations nucléaires. La « bombe à neutrons » est d'abord une arme antipersonnelle dont beaucoup de victimes ne succomberont que fort longtemps après la blessure ;

D) ZONE D'IMPACT DE L'ARME. — Plus vaste est la zone d'impact, plus il est difficile d'assurer que seuls seront atteints des combattants, mais il est possible de calculer la *« zone de risque »* autour d'une cible visée par chaque type d'arme, élément à prendre en considération si l'on veut épargner des populations civiles ;

E) EFFETS QUI ECHAPPENT AU CONTROLE DE L'UTILISATEUR. — Les armes nucléaires, chimiques, biologiques et incendiaires ont des effets qui échappent à tout contrôle, et c'est une raison majeure pour en condamner l'emploi. Le feu peut se propager, des épidémies peuvent se répandre, les retombées chimiques ou radioactives peuvent être dispersées par le vent ou la pluie et contaminer l'air ou les ressources en eau à de grandes distances du point d'impact. Au Vietnam, on a pu constater que les poissons et crustacés étaient contaminés dans des zones fort éloignées des régions dans lesquelles les forces américaines avaient répandu des défoliants ;

F) PERSISTANCE DES EFFETS. — Les produits chimiques toxiques et les radiations peuvent persister pendant des années, et, dans certains cas, affecter les enfants à naître et les futures générations. Les armes classiques elles-mêmes peuvent avoir des effets de longue durée (dégâts causés à l'environnement, munitions et mines non explosées, ce dernier cas, posé dans diverses parties du monde, faisant l'objet, à la demande de l'ONU, d'une étude conduite par le Programme des Nations unies pour l'environnement). Les nouvelles générations de mines, qui peuvent être dispersées par centaines ou par milliers par des avions, par des roquettes ou par des obus d'artillerie, constituent une nouvelle menace particulièrement grave.

De frappantes lacunes apparaissent lorsqu'on examine le programme de la conférence de l'ONU. D'abord, bien que le problème ait été posé pendant des années, examiné au cours de réunions préparatoires, on n'a pas tenté de définir les critères qui permettraient d'identifier des armes dont l'usage pourrait être interdit. En second lieu, les armes qui, sans l'ombre d'un doute, répondent aux six critères déjà mentionnés — les armes nucléaires — échappent délibérément à la discussion. Il est assez remarquable que, les armes nucléaires n'étant pas prohibées, les juristes puissent feindre de considérer qu'elles n'entrent pas dans le champ couvert par le droit humanitaire. En troisième lieu, enfin, l'efficacité de la conférence des Nations unies dépendra du mode de décision qu'elle adoptera : consensus ou règle de la majorité ? Les grandes puissances militaires, bien entendu, réclament le consensus, qui leur laisse un droit de veto interdisant tout progrès sérieux.

Ainsi se trouve posée la question : est-il préférable d'aboutir à un accord que les principales puissances militaires peuvent accepter parce qu'il ne leur impose aucune restriction réelle, ou à un accord qu'elles n'acceptent pas mais qui définit clairement des normes de droit international ? On doit rappeler qu'il fallut attendre cinquante ans pour que les Etats-Unis signent le protocole de Genève interdisant les armes chimiques et biologiques, mais finalement Washington dut bien le signer.

La simple existence d'interdictions augmente le prix politique payé par le pays qui ne les respecte pas, et cela, sans le dissuader à coup sûr, peut le faire réfléchir.

Le point peut-être le plus remarquable est que les textes dont la conférence est saisie ne sont pas ceux qui, à l'origine, furent proposés par un groupe de nations non alignées, qui avaient été émues par l'utilisation massive et aveugle d'armes dévastatrices au Vietnam. Les principaux textes discutés seront ceux présentés par les nations occidentales en consultation avec les Etats-Unis et avec l'appui de l'Union soviétique ; or, dans certains cas, ces textes représentent un pas en arrière par rapport aux nouveaux protocoles adoptés en 1977.

Les balles explosives et les balles dum-dum, ainsi que leurs successeurs, les balles de petit calibre et à haute vélocité d'aujourd'hui, les bombes à fragmentation et le napalm, ont joué un rôle majeur dans les efforts des puissances coloniales pour conquérir ou garder leurs possessions, autant que pour éliminer des groupes minoritaires et des oppositions internes. Continuer d'utiliser de telles armes est à la fois un affront à la notion même des droits de l'homme et un obstacle majeur aux efforts qui tendent à établir un nouvel ordre international. La conférence que les Nations unies tiennent en ce mois de septembre, pour étudier *« certains armements classiques »*, doit être considérée non pas comme un phénomène isolé et accessoire, mais comme l'une des batailles livrées pour un nouvel ordre mondial.

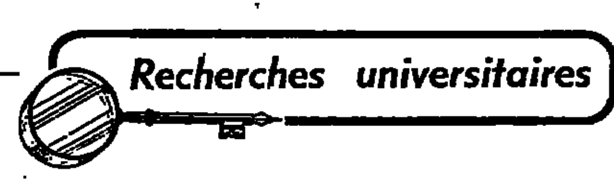


(Photo Griffiths-Magnum.)

* Chercheur du SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute), auteur de *Incendiary Weapons* (1975) et de *Antipersonnel Weapons* (1978). Voir, dans *le Monde diplomatique* de mai 1976, son article sur les conventions de Genève.

(1) Du nom d'une localité de l'Inde où elle fut fabriquée, la balle dum-dum est une balle de fusil dont l'enveloppe est entaillée en croix de manière à provoquer une large déchirure.

2) A. H. Westing, « The Military Impact on the Human Environment », dans *World Armaments and Disarmament, SIPRI Yearbook*, 1978, pp. 43-68, édit. Taylor & Francis, Londres, 1978.



VENTES DE MATÉRIEL MILITAIRE ET DIPLOMATIE

SOUVENT, dans le passé, les ventes d'armes ont eu une signification politique : elles reflétaient les configurations de forces, révélaient la formation de coalitions ou l'extension de zones d'influence, confirmaient la solidité d'une alliance. Le seul remède à l'inégalité des forces au sein d'une alliance ne consistait-il pas dans le partage des armes ? La France a soutenu financièrement la Russie avant 1914 pour qu'elle renforce son potentiel militaire ; les Etats-Unis ont vendu (et donné) des armes à leurs alliés pendant et après le second conflit mondial... Aujourd'hui encore, les exportations d'armement peuvent revêtir une grande importance diplomatique : en 1955, le contrat de fourniture d'armes conclu par la Tchécoslovaquie et le gouvernement du Caire annonce et symbolise le rapprochement de l'Egypte nassérienne avec le camp socialiste, l'irruption de l'Union soviétique dans un Proche-Orient jusque-là chasse gardée de l'Occident ; à partir de 1966, les ventes d'armes françaises sont la conséquence directe des choix diplomatiques et stratégiques de la France, le retrait de l'organisation militaire intégrée de l'OTAN constitue un handicap pour les exportations vers les Etats alliés, comme le montrent les péripéties du « marché du siècle » pour le remplacement des avions Starfighter, tandis que l'adoption d'une politique militaire indépendante favorise les relations commerciales avec ceux des Etats du tiers-monde qui préfèrent ne pas avoir recours aux superpuissances (1) ; en 1979, la Chine de M. Deng Xiaoping tente de concrétiser, par des achats d'armes auprès des puissances occidentales, sa politique de « *front général* » contre le « *social-impérialisme* » soviétique, nouvel avatar de la théorie des trois mondes...

Une novation est, cependant, intervenue dès 1945 : l'un des paradoxes de l'arme atomique a été l'admission implicite, dès l'origine, du principe de non-dissémination, même s'il n'a pas toujours été rigoureusement appliqué, comme en font preuve les facilités obtenues des Etats-Unis par la Grande-Bretagne et même, dans les années 1957-1959, de l'Union soviétique par la Chine. A la longue, une telle situation peut réagir sur le concept même d'alliance. Les Etats-Unis ont cru trouver, en 1963, une solution moyenne, excluant à la fois la non-dissémination totale, peu réaliste, et la dissémination totale, dangereuse pour l'avenir : il s'agissait de faire de l'OTAN, prise collectivement, une nouvelle puissance nucléaire, par la création d'une force atlantique intégrée (2) ; en réalité, par le projet de Force multilatérale, les alliés des Etats-Unis obtenaient, en échange d'une dépense supérieure à 3 milliards de dollars, un simple droit de veto sur 3 % de la force nucléaire américaine. A l'Est, l'alliance soviéto-chinoise s'est brisée sur les contradictions de l'ère nucléaire (3), avec la dénonciation, en juin 1959, par Khrouchtchev, de l'accord secret du 15 octobre 1957 par lequel Moscou promettait au gouvernement de Pékin de lui fournir l'aide technique nécessaire à la fabrication de l'arme atomique.

AUJOURD'HUI, la fonction économique et sociale des ventes d'armes apparaît parfois dominante. En France, les pouvoirs publics mettent l'accent sur les bénéfices économiques que procurent les exportations d'armements et soulignent le caractère purement commercial des transactions ; et les centrales syndicales elles-mêmes sont partagées entre le souci de dénoncer le « commerce de mort » et celui de défendre les intérêts de leurs adhérents.

Par CHARLES ZORGBIBE

Plus généralement, depuis le « séisme » d'octobre 1973, les pays occidentaux — et particulièrement les pays européens — ont eu recours à divers moyens pour réduire l'impact de l'augmentation du prix du pétrole sur leur balance des paiements, parmi lesquels d'importantes livraisons de matériel de guerre aux Etats du Proche-Orient, voire des promesses de vente de réacteurs nucléaires à des pays arabes et à l'Iran. Mais, quelles que soient les motivations, économiques et commerciales, des exportations d'armements, leur incidence politique et diplomatique ne saurait être négligée.

L'accumulation d'armements au Proche-Orient doit être interprétée comme un facteur de tensions, un ferment de conflits. Dans bien des parties du tiers-monde, l'acquisition de matériels de grande performance peut introduire des éléments d'instabilité dans les équilibres régionaux (4). Et les transferts de technologie nucléaire civile peuvent favoriser la prolifération de l'atome militaire (5) — surtout lorsque les éventuels acquéreurs ne sont pas partie au traité de non-prolifération, et du fait des carences du système de contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Doit-on s'accommoder d'une compétition acharnée entre industriels de l'armement, encore exacerbée par les disponibilités financières des pays producteurs de pétrole et l'impératif de l'exportation qui s'impose aux pays consommateurs ? Une première solution réside, évidemment, dans le comportement responsable des principales puissances — c'est-à-dire dans les limitations que les nations exportatrices imposeraient à leurs propres industriels. Mais hommes politiques et diplomates s'interrogent : est-il opportun de définir une politique pré-établie ? Parfois le « coup par coup » leur semble préférable. Et si bien des réglementations nationales existent — ainsi en France ou aux Etats-Unis (6), — seule la Suède semble véritablement « s'autolimiter ». Au-delà, le choix est, une fois de plus, à faire entre une société internationale anarchique et une véritable communauté des nations organisée — c'est-à-dire entre les démarches individualistes et les réglementations multilatérales.

Dans le domaine des transferts de technologie nucléaire, les sept principaux pays producteurs ont réussi à définir, depuis les réunions informelles de Londres et de Washington, en 1975, un code de bonne conduite à même d'éviter qu'une compétition sans borne favorise la prolifération des armes nucléaires. Une limitation des ventes d'armes de type classique suscite plus de scepticisme : les SALT n'ont pas conduit à une limitation des stocks existants et n'ont nullement entravé la course qualitative aux armements stratégiques entre les deux protagonistes nucléaires ; il y a peu de chances que ce modèle appliqué aux armements de type conventionnel produise des résultats plus satisfaisants. Reste l'idée, introduite par le plan français de désarmement, d'une limitation du volume des transactions résultant d'accords régionaux entre les Etats directement intéressés — Etats acheteurs mais aussi Etats fournisseurs. Une difficulté est cependant prévisible : il s'agira de fixer un niveau d'armement compatible avec la satisfaction des besoins de sécurité des Etats de chacune des grandes régions du monde ; un délicat « seuil optimal de sécurité » sera donc à définir.

(1) Jean Klein, « Commerce des armes et politique », *Politique étrangère*, n° 6, 1976 ; et Edward Kolodziej, « Mesuring French Arms Transfers : a Problem of Sources and Some Sources of Problems », document ronéoté 1977.

(2) Didier Truchet, *le Projet de force de frappe multilatérale*, PUF, 1972.

(3) Mario Bettati, *le Conflit sino-soviétique*, A. Colin, 1971.

(4) William Zartman, « Les transferts d'armements en Afrique », rapport ronéoté au colloque québécois de relations internationales, 30 septembre-3 octobre 1976.

(5) André Petit, « Le commerce nucléaire international et la non-prolifération », rapport ronéoté au colloque québécois précité. Cf. aussi : Jean Klein, « Ventes d'armes et d'équipements nucléaires », *Politique étrangère*, n° 6, 1975.

(6) Jacques Soppelsa, « Le complexe militaire industriel américain et la politique extérieure de Jimmy Carter », revue *Défense nationale*, janvier 1979.



les livres du mois

L'ENTOURAGE DU SOLITAIRE

Par YVES FLORENNE

CE livre, qui s'attache à éclairer chez de Gaulle le *mouvement de la décision et les méthodes de travail*, est exemplaire en ceci qu'il illustre lui-même une nouvelle *méthode pour saisir sur le vif le mouvement de l'histoire*. Appliquée depuis peu aux Etats-Unis, elle ne l'avait pas encore été en France, semble-t-il, du moins d'une manière aussi complète et systématique. Elle consiste à réunir les témoins, qui furent aussi participants, et qui *témoignent* de ce qu'ils savent devant les historiens, lesquels non seulement enregistrent mais interrogent et confrontent ces archives vivantes et parlantes.

Le « procès » s'est déroulé pendant deux pleines journées, mais il avait été précédé d'une longue et minutieuse instruction — enquêtes et rapports — dont le substantiel dossier accompagne, dans le livre, le multiple dialogue des débats publics. L'ensemble, constitué sous la direction de l'institut Charles-de-Gaulle, clairement rassemblé et présenté par *Gilbert Pilleul*, donne une sérieuse impression d'objectivité. C'est à la fois, ranimés par les feux de la mémoire, les principaux *faits*, actes et moments d'une quinzaine d'années d'histoire et *une passionnante radiographie du mécanisme* intellectuel de l'homme qui en fut l'un des acteurs, et sans *doute*, individuellement, le plus grand.

Une quinzaine d'années, car l'étude ne prend en compte que celles où de *Gaulle fut*, comme il aurait dit lui-même, « en charge de la France ». Premier jour de cette ère : *le 18 juin 1940. Le pouvoir*, alors, consistait en un vouloir solitaire — inflexible, passionné, comme *mystique* — et *rien d'autre*. Il y a quelque chose de dérisoire et de pathétique à parler *d' « entourage » pour un homme si peu entouré*. Il serait parti tout à fait seul pour sa « romantique » aventure, s'il n'avait, au dernier moment, embarqué dans l'avion Geoffroy de Courcel, qui fut donc son premier collaborateur. Celui qui le rejoignit aussitôt avait une autre antériorité : il était le seul à avoir eu, avec le colonel de Gaulle, des relations de travail, dans un autre « entourage ». Car c'était le directeur du cabinet de Paul Reynaud : Gaston Palewski. L'un et l'autre auront beaucoup à dire ici (1).

TOUS le feront dans deux directions, évidemment convergentes : décrire, expliquer, apprécier cet entourage, dans sa variété, sa mobilité et sa fidélité au cours des seize années considérées ; souligner son importance, dans la mesure où il était, justement, le support et l'agent des méthodes de travail. D'autre part, témoigner sur tout ce qu'ils ont pu voir et savoir de l'événement, ainsi que de la pensée, de la réflexion, puis de la décision de celui qu'ils servaient.

Car il s'agissait, exclusivement — l'accent est mis par tous sur ce point, — de le servir, en l'aidant (on est tombé d'accord sur ce que aider était le mot-clé). Pas moins, mais jamais plus. Les moindres qualités exigées étaient le dévouement et la discrétion, dans une « transparence » parfaite. On va jusqu'à écrire ici que le général ne voulait pas d' « hommes qui existaient par eux-mêmes ». Ce qui est, d'évidence, forcer la pensée à la vouloir exprimer avec force. La rectification ne manque pas d'être apportée : « *L'expression de transparence ne saurait être entendue au sens d'inexistence.* » *Il est montré que, de la part de l'entourage*, la discussion, la critique, la résistance, étaient un des facteurs de l'aide, sans la *dépasser jamais. En échange*, les collaborateurs sont frappés de ce qu'ils reçoivent *de confiance spontanée. Tous sont des « compagnons »*.

Cet éclairement est important, car il dissipe certaines légendes sur les « éminences grises » ; sur ce qui, des idées et des décisions, eût prétendument appartenu à tel ou tel. Rien de commun entre ce *que de Gaulle* appelait « sa Maison » (du moins à l'Elysée) et le brain trust des présidents *américains*. Le *brain et* le trust étaient dans une seule tête.

L'absolu de cette attitude à laquelle incline, certes, le caractère s'explique — est-il suggéré avec raison, à *travers les allusions écrites de l'auteur des Mémoires* — par la hantise qu'il avait gardée de la façon dont *l'entourage du maréchal Pétain le « chambrait »* et le manœuvrait. Cette mauvaise habitude militaire n'avait *été qu'ancrée dans le pouvoir politique*.

SEULE la première partie consacrée à l'entourage — non sans évidentes projections sur tout le reste — est chronologique. Les deux autres retracent l'histoire des prises de décision selon ce qui les apparente — décisions longuement méditées, décisions à chaud — *et leur contexte politique*, à travers un « jeu tactique » variable, une stratégie à long terme mais souple, un *dessein inflexible*.

Le cas-type des décisions longuement mûries, exécutées selon des échéances calculées, et dont la conclusion prévisible n'est pas moins éclatante, c'est le *retrait de l'OTAN. On trouvera ici le texte de la lettre* au président des Etats-Unis, qui peut être, à juste titre, qualifiée de « *chef-d'œuvre épistolaire* ». Pour les décisions urgentes, deux se situent aux extrêmes de la puissance réelle de la France et de son chef : l'affaire de Strasbourg en 1944, l'affaire de Cuba en 1962. Puis, à la fin, la décision-coup de tonnerre de ne pas dévaluer le franc. Elle est très révélatrice des domaines et circonstances où de Gaulle ne pouvait décider qu'en fonction de ce qu'on lui apportait. Tout, en lui, refusait de dévaluer. Les compétences à tous les échelons lui dirent que la dévaluation était fatale. Il fallut, au dernier moment, qu'on lui apportât la preuve qu'elle était non seulement évitable mais inopportune, pour qu'il décidât contre presque tout le monde.

L'autre coup de théâtre, c'est évidemment celui du 30 mai 1968. Là encore, pour la fameuse prise de parole du héros-dramaturge, son texte, à l'avant-*dernière heure, était : « Je ne dissous pas l'Assemblée. »* A la dernière, sur le manuscrit, « je ne dissous pas » *devient : « Je dissous. »*

A propos de mai 1968, on a fait un sort à la « chienlit ». Connaît-on le mot tombé sur le conseil des ministres qui dut en rester silencieusement étonné : « *Encore une fois, la France est exemplaire...* » Puisque nous en sommes aux mots historiques peu connus, deux seulement : « *La gauche n'a pas le sens de l'Etat ; la* droite n'a pas le sens de l'histoire. » Et, à quelqu'un *qui protestait que tel découpage électoral ferait élire* les communistes : « Mais, monsieur, les communistes sont des Français *comme les autres.* »

S'il arrive qu'on ne trouve pas, dans certains de ces *témoignages, ce qu'on y cherchait, c'est qu'ils* sont nourris par la mémoire, et on peut regretter que manquent *les notes. On n'en sera pas moins frappé*, d'ailleurs, de la convergence précise sur ce qui concerne *juin 1940*. Qui se trouve emporté dans un *maelström* a rarement le loisir de tirer son agenda ; en compensation, il y a chance *que* l'empreinte de la mémoire soit d'une profondeur qu'elle n'aura pas dans des circonstances plus courantes, mais importantes. C'est le cas, notamment, pour l'affaire de Cuba. « Je suis surpris de voir à quel point ma mémoire me fait défaut », dit le témoin, qui est diplomate. Ni lui, ni personne, n'a donc pris de notes ? Aussi, ne savons-nous toujours pas en quoi a résidé, exactement, la mission de Dean Acheson envoyé par Kennedy, ni ce que furent les paroles capitales de l'entretien.

Entre autres enseignements, le livre en apporte un, qui oblige à retrancher ce qu'on a toujours tenu pour une caractéristique du régime, ou du moins de sa pratique par de Gaulle : le « domaine réservé ». Il y avait les grandes questions — d'ordre diplomatique ou militaire — que de Gaulle dominait. D'autres, où il devait s'éclairer auprès de... lumières peu vérifiables. Il en souffrait, comme nous souffrons tous de devoir croire sur parole les scientifiques, qui nous trompent parce qu'ils se trompent. *Il* ne se désintéressait pas pour autant de ces questions, au contraire. Et il veillait aux affaires *dites « sociales » avec d'autant plus* d'attention que, si elles n'étaient pas, comme il est dit *dans le livre, « de son génie »*, elles étaient de sa raison et de sa sensibilité. La légende du désintérêt dédaigneux pour l' « intendance » achève, ici, de tomber d'elle-même. Ce qu'on voit clairement, c'est que le chef de l'Etat se saisit toujours selon l'importance, l'urgence, la circonstance. En ce sens, rien n'est réservé et tout l'est.

★ *« L'entourage » et de Gaulle*, ouvrage collectif, Plon, Paris, 1979, 386 pages.

(1) Et M. de Courcel aujourd'hui même. Il faut lire son dernier témoignage dans le numéro d'août de *la Revue des Deux Mondes*. Il est amené, à l'occasion d'un jugement rendu en juin dernier — procès perdu par celui qui l'avait intenté, — à déclarer *vigoureusement la vérité, touchant de* prétendues pensées, arrière-pensées et intentions, gratuitement prêtées à de Gaulle durant sa participation au gouvernement Paul Reynaud.

CULTURE

COMMUNICATION ET POUVOIR (MASS MEDIA ET MEDIAS COMMUNAUTAIRES AU QUEBEC). — J.-F. Barbier-Bouvet, P. Beaud et P. Flichy

★ Editions Anthropos, coll. « Mass-Média et Idéologies », Paris, 1979, 240 pages.

Au milieu des années 70, une « rumeur sociologique » répandit avec une béate *jubilation l'idée que le câble et la vidéo* légère, en bouleversant les conditions de diffusion de la télévision, étaient en train de « réinventer la démocratie » au Québec. Les auteurs de ce livre (au départ, un *rapport de recherche pour le ministère de* la culture et de la communication), économistes et sociologues eux-mêmes, après une pertinente enquête sur le terrain, nuancent sérieusement l'enthousiasme *hâtif des premières conclusions*.

Ils privilégient dans leur étude le contexte socio-culturel au sein duquel les « télévisions locales » et les « télévisions communautaires » se sont développées ; ils expliquent, d'autre part, les stratégies politiques (émergence d'un nationalisme *québécois) qui favorisèrent leur considérable extension*. La fonction sociale et politique des « médias » communautaires (dont on parle tant aujourd'hui à propos des radios locales) apparaît alors dans sa *véritable dimension d'expérience conjoncturelle*, difficilement exportable telle quelle, mais réellement passionnante à connaître.

I. R.

LE ROI EST NU. — Alberto Moravia

★ Stock, Paris, 1979, 216 pages.

Un entretien (en français) avec Vania Luksic, qui est mémoire et histoire. La vie d'un homme, le regard sur une œuvre et sur la création littéraire à travers l'engagement politique à gauche — mais jamais dans ses romans, jamais non plus dans un parti — d'un individualiste militant (au point de répudier tout complexe de culpabilité collectif, par exemple à l'égard du colonialisme), le plus célèbre écrivain italien d'aujourd'hui, le témoin de plus d'un demi-siècle d'Italie : du *fascisme au terrorisme (où il voit une* fin en soi, les buts n'étant qu'alibis). Pour lui, tout tient et dure par l'art de la débrouille propre à l'Italien. Comme au Français ? Mais le Français préfère se *débrouiller dans l'ordre. L'Italien se* débrouille et s'épanouit dans son désordre.

Y. F.

LES ENFANTS DE LA CONTRE-CULTURE. — J. Rothchild et Susan Wolf

★ Editions Epi (Desclée de Brouwer), Paris, 1979. Trad. Marie Tadié, 256 pages.

Deux journalistes ; un reportage ; un style lâché, grossier avec naturel, que la traductrice a su reproduire *sans l'édulcorer* : c'est un mérite car il est révélateur. D'une certaine culture, peut-être. Le lieu du reportage : la contre-culture américaine, ses « militants », ses communautés, *hors la loi commune. L'originalité : les* sujets ne sont pas les adultes qui ont « inventé » cette contre-culture ou s'y sont installés, mais les enfants qui sont nés dedans. Comment se comportent-ils ? *Comment vivent-ils le présent ? Annoncent-ils* un avenir ? Ce témoignage, cette observation laissent « soupçonner » que ces enfants-là sont plus libérés que les autres, moins angoissés, bref plus *heureux. Un soupçon qui entraîne* des questions sur la culture.

Mais la culture est *aussi* mère de l'angoisse. L'animalité exclut l'angoisse (sinon immédiate et aussitôt effacée). Est-ce une raison pour y retourner ? La contre-culture n'est certes pas l'animalité, mais... Autre question : n'est-ce pas la culture américaine — triomphalement exportée — qui est *insupportable ?*

Y. F.

COMMUNICATION AND CLASS STRUGGLE, vol. 1 : CAPITALISM, IMPERIALISM, sous la direction d'Armand Mattelart et Seth Siegelaub

★ International General, New-York, 1979, 448 pages.

Cette anthologie (dont le second volume *Liberation, Socialism* devrait paraître dans quelques mois) offre en premier lieu l'avantage de rassembler les textes théoriques *fondamentaux relatifs* aux communications de masse d'un point de vue marxiste (Marx, Engels, Lénine, Gramsci, Mao Tse-toung). Les essais suivants (presque une cinquantaine) répartis en *trois grandes parties (« l'idéologie* bourgeoise de la communication », « la formation du mode capitaliste de communication » et « capitalisme de monopole, impérialisme et contrôle idéologique *global ») sont dus* à des collaborateurs aussi divers que Pierre Bourdieu, Henri Lefebvre, Robert Escarpit, Jurgen Habermas, Raymond Williams, Armand et Michèle Mattelart, Herbert Schiller, etc. C'est dire la richesse de ce volume dont on souhaiterait qu'il soit prochainement traduit en français.

B. C.

POLITIQUE

TON AVENTURE, PEUPLE DE GAUCHE. — Guy Perrimond

★ Editions Ramsay, Paris, 1979, 236 pages.

Du congrès de Tours à l'échec de mars 1978, *cet ouvrage fait revivre la longue* marche de ce « peuple de gauche » dont les rares moments d'unité ont toujours été empreints d'une forte dose d'allégresse, de joie de se retrouver fraternellement au *coude-à-coude. D'où l'amertume des* ruptures. Si cette dimension affective est fort bien restituée par Guy Perrimond, il sait aussi disséquer avec précision les forces qui, tant au sein du P.C. que du *P.S., ont créé des dynamiques un moment* parallèles, de 1972 à 1977. Actif au sein du P.S. (il est rédacteur en chef de l'hebdomadaire l'*Unité*) mais connaissant aussi fort bien le P.C. dont il fut longtemps membre, *Guy Perrimond assène* quelques rudes vérités aux uns et aux autres sans jamais être agressif, en s'efforçant de comprendre le « pourquoi » au lieu de manier l'invective. Cette franchise ne sera *malgré tout guère apprécié des* dirigeants de l'un et de l'autre partis, surtout du P.C. qui n'aime guère que d'autres que lui explicitent sans complaisance la démarche qui le conduit à *adopter telle ou telle « ligne », que le* militant est ensuite invité à « assimiler ». Ecrit avec bonheur, *Ton aventure, peuple de gauche* est d'une lecture fort tonique par les temps qui courent.

B. C.

AMÉRIQUES

GOODBYE TO GOODTIME CHARLIE : THE AMERICAN GOVERNOR TRANSFORMED, 1950-1975. — Larry Sabato

★ Lexington Books, Lexington (Mass.), 1978.

Les gouverneurs, élus au suffrage universel dans les cinquante Etats qui composent les Etats-Unis, sont-ils des chefs de l'exécutif disposant de pouvoirs *effectifs* à l'échelle locale ? Exercent-ils, au-delà de leur Etat, une influence notable sur la politique nationale de leur pays ? Après avoir mené une enquête empirique dans toutes les règles de l'art de la science politique américaine, L. Sabato répond affirmativement à ces deux questions. Grâce à des réformes récentes, dûment examinées dans cet ouvrage, les gouverneurs américains auraient désormais acquis les moyens d'influencer les pouvoirs locaux de leur Etat et de servir de médiateurs privilégiés entre ceux-ci et le gouvernement de Washington, obligé désormais de traiter *les gouverneurs presque sur le même* pied que les sénateurs du Capitole. Le fait que les gouverneurs entrent de plus en plus dans la course à la présidence et que M. James Carter soit ancien gouverneur *de Georgie* prouverait l'importance croissante de cette charge, exercée d'ailleurs par des hommes plus brillants et dynamiques, plus jeunes et possédant un meilleur niveau d'éducation et d'expérience politique, moins obligatoirement « WASP » (blanc, anglo-saxon et protestant) que leurs aînés.

Pour convaincante que soit sa thèse, l'auteur semble avoir insuffisamment mis *en lumière les profondes transformations* sociales, économiques, politiques et culturelles qui ont favorisé cette extension du rôle des gouverneurs dans la vie politique américaine d'aujourd'hui et qui devraient *permettre de mieux augurer du caractère* durable ou passager de ce phénomène. Cet ouvrage, quelque peu rébarbatif par ses nombreuses données statistiques, intéressera les spécialistes de l'étude du *système fédéral américain*.

M.-C. G.

- WILLING'S PRESS GUIDE, 1979 : c'est une compilation de tous les titres de la presse au Royaume-Uni et des principaux pays d'Europe occidentale et orientale (U.R.S.S. exclue), ainsi que des Etats-Unis et des pays du Golfe. La Grande-Bretagne y tient une place prépondérante (Cent cinquième édition, Thomas Skinner, Haywards Heath, West Sussex, 1969, 874 pages.)
- THE INTERNATIONAL WHO'S WHO, 1978-1979 : cette dernière édition, la quarante-deuxième, complète la précédente par plus de cinq cents nouvelles *biographies. Peu de noms sont écartés* de la précédente liste. Les mille neuf cent deux pages de ce volume exposent dans l'ordre alphabétique le nom, la vie, les fonctions et les travaux de personnalités *considérées comme essentielles* dans le monde. (Europa Publications Limited, Londres.)



AFRIQUE

DEMAIN, LES PAYSANS D'AFRIQUE. — Louis Bellard et Philippe Bonnin

★ Ecole supérieure d'agriculture d'Angers, 1979, 306 pages.

Le développement rural en Haute-Volta constitue le sujet de ce mémoire de fin d'études, qui ne représente ni sur le *fond* ni dans la forme, un ouvrage élaboré d'économie rurale du tiers-monde. Son intérêt tient à son caractère concret dont l'analyse se fonde *sur deux observations ponctuelles* : un projet classique de développement réalisé à Kantchari, avec l'aide internationale, dans le cadre d'un programme national ; puis un effort plus *modeste d'autopromotion paysanne*, engagé par un organisme chrétien d'assistance. La comparaison des deux expériences permet de mettre en évidence les incapacités naturelles des méthodes *administratives, trop technocratiques* et orientées vers les intérêts urbains pour éviter de développer la dépendance, pour connaître les besoins réels, et pour promouvoir l'autonomie villageoise.

J.-P. A.

LA POLITIQUE FRANÇAISE DE COOPERATION EN AFRIQUE : LE CAS DU SENEGAL. — Albert Bourgi

★ Bibliothèque africaine et malgache, *Paris, 1979, 373 pages.*

Voici un livre utile dont l'intérêt dépasse de loin les seules relations franco-sénégalaises. Ancien fleuron de l'Afrique occidentale française, le Sénégal occupe *toujours une place privilégiée au sein du* système français de coopération mis en place à l'ère des indépendances. L'auteur fait clairement ressortir dans cet ouvrage bien documenté que cette coopération « *se concilie difficilement avec les exigences de souveraineté de l'Etat assisté* ». Il passe au crible la présence multiforme de l'ancien colonisateur et ses conséquences pour le Sénégal dans le domaine de la vie économique *et* financière, militaire, culturelle et politique.

S'il est vrai que des aménagements ont eu lieu dans les rapports entre les deux pays depuis 1972, l'essentiel du système reste intact. Pour le moment, la bourgeoisie d'Etat sénégalaise est plus à l'aise dans le giron d'une coopération étroite avec l'ancienne métropole. Néanmoins, ces rapports de coopération sont au centre d'un *débat politique qui oppose le parti* au pouvoir aux diverses oppositions, qu'elles soient légales ou non, dans le cadre d'un multipartisme limité.

H. S.

- THE UNITED STATES AND AFRICA, *1785-1975 : La seule idée de ce* travail marque l'intérêt que les Etats-Unis *portent* aujourd'hui à l'Afrique. A travers une bibliographie des documents officiels ou garantis par les gouvernements, il énumère les accords relatifs aux rapports entre les Etats-Unis et l'Afrique (à l'exception de l'Egypte). Le classement adopté permet une recherche chronologique, régionale et par pays. Dans le même esprit, le Congrès américain publie, d'autre part, un volume consacré aux documents officiels du Kenya de 1886 à 1975 : Kenya, Subject Guide of Official Publications. (U.S. Government Printing Office, Washington, D.C. 20 402, 1979.)

PROCHE-ORIENT

LES YEMEN. — Alain Rouaud

★ Editions Complexe, Bruxelles, 1979, 240 pages.

Avec ce neuvième volume, la collection « *Pays et Populations* », que nous avions signalée, s'assure une place qu'occupait à peu près exclusivement « Petite planète » du Seuil. Les volumes ont plus de densité. Ce sont des guides si l'on veut, mais plus encore des traités *de découverte* : sites, villes, monuments, pittoresque, *folklore*, sans doute ; politique, histoire, économie, bien entendu ; mais tout cela pénétré par une vue ethnographique, anthropologique, toujours accessible et stimulante. Bref : toutes les clefs. *Elles* nous ouvrent *cette fois* les trois Yemen. Trinité disparate, opposée à elle-même, ennemie, — en apparence : du fait de l'artifice politique. Plus évidente et plus forte que ces séparations, une unité réelle qui devrait, tôt ou tard, se traduire en unité « légale ».

Y. F.

ÉCONOMIE

LA FORMATION D'UNE RATIONALITE ECONOMIQUE. — Claude Menard

★ A. A. Cournot, Flammarion, Paris, 1978, 327 pages.

Curieux personnage qu'Antoine-Augus*tin Cournot, né avec le dix-neuvième* siècle, successivement ou simultanément mathématicien, physicien, économiste, philosophe, chercheur, enseignant, administrateur, tenté par l'*action* politique, et *passé à la postérité pour ses Recherches sur les principes mathématiques de la théorie des richesses* qu'il n'aura de cesse de renier pendant la seconde moitié de son existence.

Le titre de l'ouvrage que Claude Ménard lui consacre pêche par excès de modestie et dissimule sa richesse et sa portée. Au-delà de la présentation du pionnier de l'utilisation des mathématiques en économie, la réflexion vise à expliciter les présupposés implicites du recours aux techniques mathématiques en *général* et à certaines *branches en* particulier, ainsi que la signification sociale, politique et idéologique des analogies physiques ou biologiques utilisées. L'actualité de la démarche est attestée *par le recours de diverses écoles économiques*, aujourd'hui encore, aux mêmes instruments (courbes d'offre et de demande) ou aux mêmes images (l'équilibre, la croissance...).

C'est en historien que Claude Ménard constate que la théorie de Cournot est étroitement localisée et datée, dépendant de l'état d'avancement des mathématiques de son temps, du rôle social assigné à la *science et* aux savants après la Révolution, de la place institutionnelle de l'Ecole polytechnique... C'est en épistémologue qu'il souligne que la mathématisation vise à nier ce fait, sous couvert *de scientificité, pour* présenter comme norme un modèle fictif stable, excluant les ruptures, considéré comme l'aboutissement du processus historique. Le savant doit en accélérer l'avènement en guidant les interventions politiques afin de réduire les écarts entre le modèle et la réalité. C'est en *économiste*, enfin, qu'il brosse le tableau de l'influence exercée par la pensée de Cournot jusqu'à l'époque contemporaine.

On peut espérer que le regard du Huron induira *étudiants et praticiens de* l'économie à s'interroger plus rigoureusement sur les fondements, la portée et les limites de leur discipline.

A. W.

Industries culturelles



Venus du monde entier, plus de deux cents sociologues des communications de masse se sont réunis du début de l'été à Burgos pour considérer en commun le phénomène de l'internationalisation des industries culturelles et son incidence dans la détermination des modèles de société (1).

On sait que l'ensemble des moyens de communication de masse ont suivi, depuis la fin du siècle dernier, une évolution et une expansion similaires, passant par des phases identiques selon une même logique économique. Au début, le « médium » procure un service ou une distraction à un public restreint, la relation producteur-consommateur est alors intime, directe, presque chaleureuse ; pensons, par exemple, au cinéma forain du début du siècle.

En se développant, le « médium » prétend satisfaire les besoins de groupes plus nombreux ; le capital investi augmente, la production se rationalise et fait appel aux innovations techniques pour favoriser une plus ample distribution. Le caractère artisanal disparaît alors, et les secteurs de la production et de la distribution commencent à se différencier nettement, à se spécialiser. La clientèle, trop vaste, est devenue anonyme.

Dans un deuxième temps, la propriété financière des moyens de communication de masse se concentre en quelques sociétés seulement ; celles-ci, réduisant le cloisonnement production-distribution-exploitation, obtiennent un contrôle diversifié sur les secteurs séparés de l'industrie culturelle. Cette diversification incite ces sociétés à se lier à d'autres producteurs de biens de loisirs et, en dernière instance, à s'intégrer dans des conglomérats.

Aujourd'hui, la concentration économique tend à se généraliser (elle résulte de l'augmentation des coûts de production et de la versatilité de la demande). En contrôlant, en profondeur et en volume, l'amont et l'aval d'un produit (au risque de « contourner » dangereusement les législations antitrusts), les sociétés visent à maintenir « captive » leur clientèle et à disperser, répartir les risques. Cette concentration se fait généralement en suivant deux directions : à l'horizontale, par le contrôle de points situés dans un même secteur (création de circuits d'exploitation comprenant un grand nombre de salles de cinéma, par exemple), ou à la verticale, par l'appropriation de tous les maillons des différents secteurs (tel Gaumont en France, qui distribue et exploite dans ses salles les films produits par lui-même).

Le phénomène de concentration entraîne inévitablement des modifications structurelles dans les produits eux-mêmes (lire à ce sujet le texte de Dieter Prokop) qui sont peu à peu affinés, façonnés et taillés sur mesure pour convenir au public moyen le plus large. Les lois du marché en viennent ainsi à imposer des archétypes récurrents doués, en quelque sorte, d'un « effet subliminal » que suscitent l'adhésion du public et sa sympathie à l'égard du produit.

Destinés en principe au monde entier, ces produits « homogénéisés » peuvent effectivement l'atteindre aujourd'hui, grâce aux nouvelles technologies ; les satellites notamment, de diffusion indirecte (dont traite l'article de William Melody) ou de diffusion directe (que seuls possèdent en orbite, au stade expérimental, l'U.R.S.S. et le Japon) vont favoriser la mondialisation de biens culturels conçus uniquement dans quelques pôles (on sait que les Etats-Unis constituent, de loin, le principal exportateur de programmes de télévision) et stimuler vigoureusement les « appareils de violence symbolique » auxquels de nombreuses cultures ne pourront résister. Un exemple : l'Inde, où la télévision est encore peu développée et qui n'avait pu jusqu'à présent installer un réseau de relais hertziens lui permettant de couvrir son immense territoire, va investir 500 millions de dollars dans la mise en place d'un satellite de télédiffusion directe INSAT-I (Indian Satellite System), construit par une filiale du conglomérat américain Ford (la Ford Aerospace Communications Corp.). Ce satellite diffusera un programme national de télévision atteignant, pour la première fois, l'ensemble du pays (deux cent mille villages seront équipés, dans un premier temps, d'antennes paraboliques de réception directe).

Ainsi, grâce aux progrès technologiques, à l'efficacité des usines américaines et aux séductions des images hollywoodiennes, plusieurs centaines de millions de personnes s'apprêtent à voir leurs cultures singulières se disloquer, s'écarteler, se fausser au contact des brillantes lucarnes électroniques... pour le plus grand profit des industries culturelles.

IGNACIO RAMONET.

(1) Organisé par le Comité international de communication Connaissance et Culture (I.S.A.), sous les auspices de l'UNESCO et du Conseil de l'Europe, le symposium « Industries culturelles et modèles de sociétés » s'est tenu à Burgos (Espagne) du 3 au 7 juillet.

Les satellites, redoutables outils de domination

LA technologie des satellites permet d'envisager un nombre considérable de services nouveaux, différents et efficaces dans le domaine des télécommunications. Elle rend possible, notamment, la diffusion d'un message unique vers des points de réception multiples dispersés sur de vastes zones géographiques ; elle supprime le système de connexions indispensables aux réseaux terrestres ; elle réduit considérablement les coûts de diffusion... Tout le flux des informations et des modèles de communication s'en trouve radicalement transformé. Quelles en sont les conséquences économiques et politiques ? L'énorme déséquilibre que les satellites introduisent dans les médias stimule-t-il davantage l'expansion des empires ?

Au Canada, à cause de leur grande séduction technologique, les satellites ont obtenu très vite un important financement de la part du gouvernement et de nombreuses fondations privées ; cela a favorisé, depuis dix ans, une floraison de programmes expérimentaux, surtout de nature technique. A l'échelle mondiale, les projets canadiens de C.T.S. (Communication Technology Satellite) ont représenté, durant la dernière décennie, les efforts les plus considérables en matière d'applications expérimentales, mis à part les programmes américains d'A.T.S. (Application Technology Satellite) qui lui sont comparables. Cette expérimentation doit d'ailleurs se prolonger car elle est jugée indispensable pour la mise au point des nouvelles générations de satellites qui seront lancés dans les années futures.

Une telle fièvre (coûteuse) d'expériences n'a donné lieu jusqu'à présent, en guise de bilan d'évaluation, qu'à des sortes de célébrations euphoriques de la technique ou à des hymnes béats d'autosatisfaction ; les textes qui en parlent ressemblent à des prospectus commerciaux chargés de la promotion d'un produit dont on ne vante que les qualités. Nulle part il n'est fait mention des difficultés pratiques ni des obstacles qui gênent, retardent ou empêchent la mise en application des performances techniques. Quant aux méfaits d'ordre social ou culturel, il n'en est tout simplement jamais question. On essaye de dissimuler un problème d'envergure : les applications commerciales de la technologie des satellites représentent, en Occident, une menace très sérieuse pour les puissantes firmes qui contrôlent les industries de communications par moyens de surface (par câble surtout, terrestre ou sous-marin). Intelsat, par exemple, le satellite de l'Organisation internationale des télécommunications par satellite, contrôlée par un consortium de pays occidentaux, limite délibérément les possibilités de ses engins spatiaux pour ne pas concurrencer les firmes et administrations des pays membres qui possèdent des intérêts dans les technologies de surface (1).

Profit contre efficacité

AUX Etats-Unis, la Comsat (Communication Satellite Corporation) a été structurée également de manière que le contrôle effectif de ses satellites soit détenu par les industriels des technologies concurrentes par câble (A.T.T., I.T.T., R.C.A. Gobecom, et Western Union International). La Comsat (2) est contrainte de se mettre à la disposition des « usagers autorisés » (c'est-à-dire, en fait, des firmes concurrentes), qui vendent leurs services sans préciser si les opérations s'effectuent par satellite ou par câble. Les satellites demeurent, de la sorte, subordonnés aux intérêts des industries par câble dont les niveaux de profit autorisés sont fixés en fonction de l'importance de leurs investissements dans le domaine des câbles (notamment sous-marins) ; ces investissements étant considérables, les industriels préfèrent les rentabiliser plutôt qu'utiliser les satellites de manière efficace. Cette situation est tellement absurde que la commission fédérale américaine des communications a dû ordonner à ces sociétés d'utiliser les circuits de satellites qu'elles négligeaient malgré leur plus grande efficience et leur moindre coût. La commission en est venue récemment à autoriser l'existence de systèmes de satellites concurrents ; plusieurs sont déjà en service et les prix d'utilisation ne cessent de baisser (3) : on le sait, les satellites servent principalement à établir des liaisons téléphoniques et à livrer des signaux de télévision à des stations réémettrices installées au sol (4).

Le Canada, ici encore, s'est inspiré du modèle américain malgré les insuffisances de celui-ci. Le système Télésat a été conçu de manière à ne pas nuire aux intérêts des sociétés Bell Canada (5) ni à ceux de Trans Canada Téléphone, propriétaires des réseaux de communications de surface et qui, seules avec la C.B.C. (Canadian Broadcasting Corporation), peuvent utiliser ses services. Conséquence : Télésat demeure sous-utilisé pour éviter que le prix de l'unité de communication ne baisse trop et ne rendent vite périmés les investissements effectués dans les moyens de surface (6). Cette situation paralyse le système de communications canadien, et les usagers en viennent à avoir recours au système américain, devenu, grâce à la concurrence, plus efficace. Le modèle américain est ainsi doublement néfaste au Canada et, quoique ce pays possède une législation spéciale destinée à empêcher l'utilisation d'un système étranger pour des communications internes, il est très difficile de l'appliquer en raison de la prépondérance des filiales américaines dans l'industrie canadienne. C'est un problème qui ne sera résolu que si l'on se décide à rendre le système canadien plus efficace, en exploitant réellement les possibilités de la technologie des satellites (7).

Sur le plan social et culturel, les satellites ont, certes, permis aux Indiens du Nord canadien d'avoir accès à l'éducation et à la santé ; mais ils leur ont fourni en même temps des doses massives de télévision commerciale américaine. Les satellites renforcent le pouvoir des langages et des pratiques dominantes ; tandis que les cultures originales, isolées, reçoivent avec passivité les nouveaux messages. Quelles que soient les intentions déclarées des utilisateurs des satellites, il est clair que les engins spatiaux sont des outils qui servent aujourd'hui à détruire les cultures des minorités.

A cet égard, les satellites sont bien les pyramides du vingtième siècle : prodigieuses (mais partiellement inutiles) réalisations technologiques et, en même temps, tombeaux somptueux pour les civilisations fragiles.

WILLIAM H. MELODY,
professeur
au département de communication
de l'université Simon-Fraser,
Vancouver.

(1) Le réseau Intelsat comprend quatre satellites (deux au-dessus de l'Atlantique, un au-dessus du Pacifique et un au-dessus de l'océan Indien. Ses principaux utilisateurs sont les Etats-Unis (25 % du trafic), la Grande-Bretagne (10 %) et la France (5,9 %).

(2) La Comsat, créée par la loi du 31 août 1962 sur les communications par satellites, est une société privée, contrôlée par la R.C.A., à laquelle le législateur américain a accordé le monopole de l'exploitation commerciale des communications internationales par satellites. La Comsat s'intéressant également au marché intérieur américain, elle a passé en 1974 un accord avec I.B.M. pour créer une firme commune : Satellite Business System.

(3) Outre Comsat, et en attendant la mise en place dès 1981 du réseau S.B.S., deux autres systèmes américains de télécommunications par satellites existent actuellement : le Westar (trois satellites) qui appartient à la Western Union et le Comstar propriété d'A.T.T.

(4) Les transmissions par téléphone et par télex représentent 90 % du trafic d'un satellite ; la télévision 5 % et la transmission des données 5 %.

(5) Bell Canada, une filiale du géant américain A.T.T. (American Telegraph and Telephone).

(6) La compagnie canadienne Télésat possède actuellement dans l'espace quatre satellites. Le dernier, Anik-B, a été mis sur orbite en janvier 1979 par une fusée Delta lancée de la base américaine de Cap Kennedy. Anik-B peut assurer la transmission simultanée de quatorze programmes de télévision et de sept mille cinq cents liaisons téléphoniques vocales dans les deux sens. Ses utilisateurs : C.B.C., Bell Canada, Trans Canada Telephone System et le ministère fédéral des communications.

(7) Le gouvernement canadien a mis fin récemment au monopole de Télésat sur les transmissions par satellite ; il a encouragé la création du consortium concurrent, Cable Satellite Network Limited, qui a créé un réseau de cent-trente stations terrestres reliées par satellite ; il entrera en fonctionnement à l'automne prochain. Ces stations ne seront pas autorisées à exploiter les programmes américains disponibles (N.D.L.R.).

Le phénomène d'homogénéisation

LE système actuel de standardisation des moyens de communication de masse et des loisirs a commencé à prendre forme durant les années 30, coïncidant avec l'apparition d'une nouvelle classe moyenne et avec le développement de formes de marché oligopolistes puis monopolistes. Aux Etats-Unis, surtout au cours des années 40, les investissements dans le secteur des loisirs se sont multipliés, alors que la classe ouvrière se repliait sur la cellule familiale, les groupes d'amitié et les activités de délassement. Ces transformations structurelles favorisèrent sans doute le succès des moyens de communication de masse. Ce succès est allé grandissant, puis il a envahi l'Europe.

Depuis vingt ans, les courants sociaux qui ont présidé à l'expansion des grands organes de communication se sont consolidés, et nos sociétés ont aujourd'hui affaire à un système de culture de masse où les messages se structurent tous selon les mêmes modèles, aussi bien un slogan de campagne électorale qu'un feuilleton policier à la télévision, de sorte qu'on peut parler d'« effets de monopole », non seulement au sens économique mais encore en termes de contenu et de forme.

Les moyens de production des communications de masse sont, on le sait, contrôlés financièrement par les grandes banques, par les groupes d'entreprise ou (comme c'est le cas des chaînes de télévision d'Etat dans la République fédérale d'Allemagne) par des associations elles-mêmes influencées par les partis politiques. Les grands holdings ne se bornent plus à contrôler un seul « médium » ou un simple secteur d'une industrie culturelle, ils sont en outre propriétaires de stations de télévision, d'usines de câbles de télévision ; ils produisent aussi des films (surtout des feuilletons de télévision) et éditent des disques. Cette situation économique, radicalement différente, ne peut qu'avoir modifié la structure des produits eux-mêmes.

Naguère, dans un système de concurrence réel, le petit capitaliste, pour éviter la faillite, devait orienter lui-même sa production en fonction de la demande de ses clients. Aujourd'hui, les monopoles disposent de moyens considérables en matière de recherche et d'enquêtes de marchés, ce qui leur donne la possibilité de façonner, de modeler leurs produits pour leur donner un caractère universel. Dans les actuelles conditions monopolistes, il est possible, par le type de conception d'un produit et par la promotion des ventes, de stabiliser la demande et de la maintenir à un niveau optimal. La relation d'échange cesse d'être aléatoire ; en intégrant un certain nombre de critères culturels et en tenant compte de mécanismes psycho-sociologiques précis, les monopoles déterminent à l'avance le degré d'acceptation de leurs produits.

LE clivage politique-non-politique ne recoupe pas, en matière de communication de masse, l'opposition entre information lucide et distraction aliénante ; et on ne pose guère mieux le problème en confrontant « œuvres d'élite » et « œuvres vulgaires ». L'essentiel n'est pas le manque d'« objectivité » dans l'information ou l'absence d'ouvrages « de qualité » ; ce qui importe, c'est de constater que les conditions monopolistes de production opèrent, travaillent, agissent à l'intérieur même des formes et des contenus, aussi bien dans l'information, le document, que dans le divertissement, la fiction, afin d'obtenir une « dé-spécification », une standardisation, une homogénéisation des diverses formes et contenus culturels.

La production monopoliste des grands moyens de communication suppose la subordination du personnel créateur (journalistes, artistes) et technique aux décisions des managers d'entreprise. L'évaluation du produit est déterminée par des moyens purement bureaucratiques (marketing) de gratification et de contrôle et par des tendances autosélectives qui en découlent. La production monopoliste signifie aussi l'élimination des fournisseurs plus faibles, qui produisaient pour des groupes limités de consommateurs.

Quant aux besoins et aux désirs du public, il est clair que de telles structures économiques modèlent leurs produits en fonction des préférences et des goûts supposés des classes aisées, et, à l'intérieur de celles-ci, de « groupes-cibles » parfaitement délimités selon des critères abstraits. La recherche du public, la volonté de captiver son intérêt ne sont pas, par essence, des attitudes négatives ; n'importe quel journal local ou même les « auteurs » de films ont le même souci. Mais le problème, avec les monopolistes ou les oligopolistes, c'est qu'ils parviennent actuellement à fasciner et à fixer au moyen de signes intégrés rationnellement dans leurs produits.

Des producteurs et des distributeurs, dont le but est d'investir un marché mondial ou d'obtenir des indices d'écoute aussi élevés que possible, n'encouragent guère (comme c'était le cas encore en 1920, à l'époque des premiers oligopoles) les œuvres relativement autonomes, originales, trop personnelles ; au contraire, ils recherchent les sensibilités moyennes et produisent alors des signes calculés pour les groupes-cibles correspondants.

DIETER PROKOP,
professeur de sociologie
des communications de masse
à l'université de Francfort

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Au Conseil de sécurité : ajournement du vote sur les droits des Palestiniens

COMME prévu, le Conseil de sécurité des Nations unies a repris le 23 août son débat sur les droits inaliénables du peuple palestinien. Un projet de résolution lui était soumis par le comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, réitérant notamment ses « *droits inaliénables à l'autodétermination, à l'indépendance nationale et à l'indépendance en Palestine* » conformément *à la charte de l'ONU et* aux précédentes résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Le même *texte* recommandait que ces droits soient pris en considération lors des conférences internationales et autres efforts sous l'égide des Nations unies en vue d'une paix juste et durable au Proche-Orient.

Présentant ce projet de résolution, le délégué du Sénégal, M. Medoune Fall, président *du comité, s'était déclaré « conscient que le Conseil pourrait ne pas être en mesure de prendre une décision immédiate »*. De fait, le 24 juillet, au terme d'un débat marqué par l'intervention de M. Andrew Young, ambassadeur (démissionnaire) des Etats-Unis à l'ONU, le vote a été ajourné *sine die*. Des consulta*tions seront* engagées pour fixer la date de la reprise des discussions sur ce problème. Avant la fin de la session, le président du Conseil de sécurité a tenu à attirer l'attention sur l'aggravation de la situation militaire au Sud-Liban, invitant les parties intéressées à cesser les combats.

La session d'été du Conseil économique et social

La session d'été du Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC) s'est tenue à Genève du 4 juillet au 3 août. Elle a adopté des mesures sur le rôle du secteur public et de sa gestion dans la promotion du développement économique dans les pays en voie de développement ; l'assistance à une dizaine de pays africains frappés par diverses calamités ; l'aide aux peuples et aux étudiants réfugiés de l'Afrique australe ; la mise en œuvre de la *Déclaration sur l'octroi* de l'indépendance aux territoires et aux peuples coloniaux par les *institutions spécialisées* et les *organismes* des Nations unies ; la décennie des transports et communications en Afrique (1978-1988) et le développement des pays de la zone soudano-sahélienne.

Par ailleurs, dans le cadre de l'Année internationale de l'enfance, le Conseil a adopté une résolution demandant que des mesures soient prises en ce domaine au-delà de 1979.

Il a appelé les Etats membres à ratifier la Constitution de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), ou à *y adhérer afin* qu'elle devienne la dix-huitième institution spécialisée de l'ONU, invitant aussi les Etats à *lui* verser des contributions pour qu'elle puisse développer ses activités en faveur de l'industrialisation des pays en voie de développement.

Le Conseil a élu neuf membres supplémentaires au comité exécutif du programme du haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, ainsi que les dix membres du Conseil d'administration du nouvel Institut international de recherches et de formation pour la promotion de la femme.

Il a maintenu inchangée la composition de la Commission économique pour l'Asie occidentale (C.E.A.O.), décidant de remettre à plus tard l'examen d'une recommandation qui demandait la suspension de l'Egypte.

Le Conseil a aussi adopté par 36 voix contre 4 (France, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni et Etats-Unis) une résolution concernant les « activités des sociétés transnationales en Afrique australe et leur collaboration avec les régimes racistes minoritaires de cette région ». Diverses autres résolutions ont été votées, concernant notamment les ressources naturelles et la coopération régionale.

DECOLONISATION. — *Le comité de la décolonisation a décidé en juillet l'envoi d'une mission dans le territoire sous tutelle de Guam pour assister au référendum constitutionnel qui était prévu pour le 4 août. Il a en outre adopté, le 1er août, quatre rapports sur les territoires sous tutelle des îles Cocos (Keeling), des Nouvelles-Hébrides, des Bermudes et des îles Vierges britanniques. Le 8 août, le comité a voté par dix voix contre zéro et avec deux abstentions (Australie et Suède) un projet de résolution sur les activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la déclaration sur la décolonisation.*

DISCRIMINATION RACIALE. — *Le comité pour l'élimination de la discrimination raciale a tenu sa vingtième session du 30 juillet au 17 août. Il a examiné dix-sept rapports présentés par des Etats sur l'application de la convention internationale pour l'élimination de la discrimination raciale sous toutes ses formes. En outre, il a entendu des pétitions et examiné diverses informations portant sur la situation dans les territoires dépendants.*

DROITS DE L'HOMME. — *Du 30 juillet au 17 août, le comité des droits de l'homme (créé pour contrôler la mise en œuvre du pacte international relatif aux droits civiques et politiques) a consacré sa septième session à l'examen de rapports présentés par six Etats sur l'application de ce pacte. Il a en outre envisagé de compléter ses règles de procédure pour être désormais en mesure de se saisir de plaintes d'un Etat partie contre un autre Etat partie censé ne pas s'acquitter de ses obligations au titre du pacte.*

DROIT DE LA MER. — *La huitième session de la troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer, qui s'était ouverte le 19 juillet à New-York, s'est achevée le 24 août sans que les participants se mettent d'accord sur le futur régime d'exploitation des fonds marins. En revanche, des progrès ont été réalisés sur des points secondaires. La conférence tiendra une nouvelle session en 1980.*

SCIENCE ET TECHNIQUE. — *La conférence des Nations unies sur la science et la technique au service du développement a eu lieu à Genève du 30 au 31 août* (on trouvera un bref résumé de ses *travaux dans le prochain numéro).*

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT. — *La vingt-sixième session du conseil d'administration du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) s'est achevée à New-York le 16 juillet, après la mise au point du rapport destiné à l'Assemblée générale. Le conseil tiendra sa prochaine réunion en février 1980, en session spéciale à New-York.*

NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES À VOCATION MONDIALE

ENFANCE. — *Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF ou FISE) a organisé, en coopération avec le Comité international de la Croix-Rouge, un premier vol de secours à destination du Kampuchéa : l'avion, chargé de médicaments d'urgence et d'équipements médicaux, a quitté Ho-Chi-Minh-Ville pour Phnom-Penh le 9 août, avec à son bord deux délégués représentant chacune des organisations.*

— *L'UNICEF est également intervenu au Nicaragua, après qu'une mission y eut été envoyée pour mettre au point, avec le nouveau gouvernement, un programme de secours. Treize « unités de secours » ont ainsi été dépêchées au Nicaragua dès la fin de juillet pour traiter les enfants atteints de malnutrition.*

REFUGIES. — *Le haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.) a décidé, fin juillet, de mettre initialement une somme de 1 million de dollars à la disposition du gouvernement du Nicaragua afin d'apporter des secours immédiats aux personnes qui s'étaient réfugiées dans les pays voisins et qui ont regagné leur pays à la suite du changement de régime.*

— *Le H.C.R. signalait d'autre part, au début du mois d'août, que son programme d'assistance humanitaire en Ouganda avait commencé. Les secours sont destinés à plusieurs catégories de réfugiés.*

• COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE. — *La Commission économique des Nations unies pour l'Europe a annoncé le 12 juillet la publication d'une étude donnant un aperçu d'ensemble de ses activités au cours des trente années de son existence (1947-1977). Sous le titre :* Trois décennies de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe, *l'ouvrage dresse notamment le bilan des progrès accomplis dans le domaine de la coopération entre pays européens de l'Est et de l'Ouest.*

F.A.O.

Révision en baisse des prévisions de production de céréales

L'ORGANISATION des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) a dû réviser en baisse ses prévisions de production de céréales dans la proportion de 5 % par rapport à la campagne précédente : dans son bulletin de juillet *Perspectives de l'alimentation*, elle a en effet annoncé que la récolte mondiale de céréales ne devrait pas dépasser cette année 1 143 millions de tonnes. Quant à la demande, elle augmenterait de 12 millions de tonnes sur le blé, surtout à cause des besoins d'importations de l'U.R.S.S., pour atteindre le total de 169 millions de tonnes. En conséquence, les prix internationaux s'élèvent, aggravant les difficultés des pays en voie de développement.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — *En raison de la gravité de la situation des réfugiés dans plusieurs parties du monde, le Programme alimentaire mondial (PAM) a dû entreprendre diverses opérations d'urgence : une distribution de rations alimentaires à des réfugiés indochinois en Indonésie, en Malaisie et en Thaïlande ; une aide à Djibouti pour les réfugiés d'Ethiopie ; la quatrième tranche d'aide au Soudan pour les réfugiés d'Ethiopie.*

— *Grâce à une contribution financière de l'Arabie Saoudite, le PAM a acheté 2 100 tonnes d'huile d'olive à la Tunisie, représentant une valeur de 4,2 millions de dollars, qui seront affectées à des projets auxquels participe le PAM en Syrie, au Maroc, en Jordanie et dans la République arabe du Yémen.*

PECHE. — *A l'occasion de la conférence sur le droit de la mer réunie à New-York le mois dernier la FAO a annoncé le 21 août le lancement d'un nouveau programme de 35 millions de dollars pour le développement des pêches. Ces fonds devront permettre aux pays en voie de développement de tirer parti des ressources halieutiques dans leurs nouvelles zones côtières de 200 milles.*

• ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL. — *Un volume spécial de l'Etude du développement industriel, intitulé* l'Industrie dans le monde depuis 1960 : progrès et perspectives, *a été publié en juillet par le Centre international d'études industrielles de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI).*

• ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE. — *La première réunion d'experts régionaux sur les sciences de la communication pour la promotion de la santé s'est tenue à Brazzaville du 9 au 13 juillet 1979 : ses travaux ont surtout porté sur la réorientation des services d'information et d'éducation pour la santé dans la région africaine de l'O.M.S.*

— *La quatrième conférence européenne sur les statistiques sanitaires s'est réunie à Luxembourg du 28 au 31 août : elle a conclu à la nécessité de réviser les méthodes de détermination des statistiques en fonction des conditions actuelles.*

ORGANISMES FINANCIERS D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Fonds monétaire international

Octroi d'un crédit de 17 millions de D.T.S. au nouveau gouvernement nicaraguayen, et annulation d'un crédit deux fois plus élevé accordé antérieurement à l'ancien régime

LE Fonds monétaire international a annoncé le 24 août l'octroi d'un crédit au Nicaragua d'un *montant équivalant* à *17 millions* de droits de tirage spéciaux (D.T.S.). Cette aide est octroyée au titre de la facilité de financement compensatoire, pour remédier aux conséquences sur la balance des paiements de la chute des exportations d'octobre 1978 à septembre 1979.

En même temps, le F.M.I. annonçait l'annulation d'un crédit se montant au double de cette somme, soit 34 millions de D.T.S., qui avait été accordé le 14 mai dernier au régime de Somoza. Le Fonds justifie cette annulation en faisant remarquer qu' « en juin et juillet, les exportations cessèrent pratiquement ; les réserves en devises étrangères étaient épuisées et il devint impossible de suivre le programme financier « soutenant » l'accord de crédit « stand-by » conclu en mai ».

ACHATS DANS LE CADRE DU MECANISME DE FINANCEMENT COMPENSATOIRE. — *Trois autres pays ont été autorisés à effectuer des tirages dans le cadre du mécanisme de financement compensatoire ces dernières semaines : l'Ethiopie (30 juillet pour un montant équivalant à 18 millions de D.T.S.), le Malawi (3 août, pour un montant équivalent à 8,5 millions de D.T.S. et l'Ouganda (24 août, pour un montant équivalent à 5 millions de D.T.S.).*

CREDITS « STAND-BY ». — *Trois pays ont bénéficié de crédits « stand-by » dans la seconde quinzaine de juillet :*

— *Turquie (19 juillet) : une ouverture de crédit pour les douze prochains mois, et d'un montant équivalant à 250 millions de D.T.S., destinés à appuyer le programme de stabilisation économique.*

— *Pérou (23 juillet) : une ouverture de crédit jusqu'au 31 décembre 1980, pour un montant maximum équivalant à 285 millions de D.T.S.*

— *Bangladesh (31 juillet) : ouverture de crédit pour douze mois à concurrence de l'équivalent de 85 millions de D.T.S.*

REVISION DE LA POLITIQUE D'AIDE FINANCIERE. — *Le Fonds monétaire a annoncé le 7 août qu'il avait décidé de « libéraliser » sa politique d'aide financière en faveur notamment des pays exportateurs de matières premières éprouvant des difficultés de balance de paiements en raison d'une baisse temporaire de leurs exportations.*

Désormais, le F.M.I. accordera aux pays membres de l'organisation des crédits équivalant à 100 % de leur quote-part.

Le F.M.I. se sera assuré au préalable, au cas où la totalité des crédits demandés et de ceux déjà octroyés dépasserait 50 % de la quote-part du demandeur, que ce dernier « a coopéré avec lui dans son effort pour trouver une solution appropriée aux difficultés de sa balance des paiements ». *Le F.M.I. n'acceptait jusqu'à présent de n'octroyer des crédits de ce genre et dans les mêmes conditions qu'à concurrence de 75 % des quotes-parts.*

VENTE D'OR. — *Le F.M.I. a procédé le 1er août à sa vente mensuelle d'or par adjudication au bénéfice des pays en voie de développement : 444 000 onces d'or fin, soit la totalité mise en adjudications, ont été attribuées aux adjudicataires ayant présenté des offres ordinaires. Les prix offerts allaient de 288,95 dollars à 291,07 dollars et s'établissaient en moyenne à 289,59 dollars l'once.*

Banque mondiale

Trois prêts

TROIS prêts ont été accordés par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale ou BIRD) en faveur des pays ou organismes suivants :

— Tanzania Investment Bank (26 juillet) : 25 millions de dollars pour fournir à cette institution une partie des devises nécessaires au financement de projets dans les secteurs industriel, agro-industriel et touristique jusqu'en juin 1982 ;

— Indonésie (13 août) : 99 millions de dollars pour la réalisation d'un projet de plantations mères et villageoises à Sumatra et au Sud-Kalimatan ;

— Thaïlande (13 août) : 40 millions de dollars destinés au renforcement des structures du département de développement agricole.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT. — *L'Association internationale de développement (IDA), filiale de la Banque mondiale, a approuvé le 13 août un crédit de 35 millions de dollars en faveur d'un projet de développement forestier en Birmanie.*

LE DEVELOPPEMENT DANS LE MONDE. — *Deuxième volume d'une série de publications annuelles préparés par les services de la Banque mondiale, le* Rapport sur le développement dans le monde, 1979, *diffusé le 16 août, a pour thème principal l'accélération de la croissance économique et l'atténuation de la pauvreté. Ce document met l'accent sur la nécessité pour tous les pays, riches ou pauvres, de créer un climat favorable aux échanges, aux mouvements de capitaux et à la mise en valeur des ressources énergétiques.*

EMPRUNT DE LA BIRD EN SUISSE. — *La Banque a annoncé le 27 juillet qu'elle avait placé un emprunt à moyen terme d'un montant de 200 millions de francs suisses auprès d'un groupe de banques suisses.*

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE. — *La Société financière internationale (S.F.I.), filiale de la Banque mondiale, annonce trois opérations :*

— *En Egypte : investissement de 5,97 millions de dollars (30 juillet) dans un projet de production de volaille. La contribution de la S.F.I., assortie de prêts d'investisseurs égyptiens, a été consentie à la Ismailia Misr Poultry Company ;*

— *En Jordanie : participation pour un montant de 684 000 dollars (1er août) à la création d'une société financière jordanienne, la Jordan Securities Corporation. Cet investissement est assorti de prêts accordés par divers investisseurs jordaniens des secteurs public et privé.*

— *En Argentine : financement (1er août) d'un projet de pêcheries au sud de Buenos-Aires et à Puerto Madryn. La contribution de la S.F.I. s'élève à 480 000 dollars ; des investisseurs argentins et espagnols participent également à cette opération.*

Banque européenne d'investissement

Prêts à l'Irlande et à la Grande-Bretagne

LA Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a accordé le 26 juillet en Irlande six prêts d'une contre-valeur de 48,6 millions de livres irlandaises (72,7 millions d'u.c.). Les *prêts se répartissent comme suit* :

— Alimentation en eau et collecte des eaux usées : trois prêts d'un *montant* de 25,8 *millions* de livres irlandaises à l'Etat irlandais (pour vingt ans et à 8,55 %) ;

— Amélioration du réseau routier : 11 millions de livres irlandaises à l'Etat irlandais (aux mêmes conditions que précédemment) ;

— Drainage des terres : 7 millions de livres irlandaises à l'Etat irlandais (aux mêmes conditions) ;

— *Production de tourbe* : 4,8 millions de livres irlandaises (pour quinze ans, à 12,05 %) prêtés à Bord Na Mona, *organisme irlandais* chargé de la mise en valeur de la tourbe destinée aux centrales électriques principalement, et aussi à la fabrication de briquettes.

D'autre part, la B.E.I. a annoncé le 31 juillet *l'octroi de trois* prêts d'une *contre-valeur* totale de 32,6 millions de livres (soit 51,8 millions d'u.c.) à la Grande-Bretagne. Les deux premiers ont été consentis au National Water Council pour des travaux d'adduction d'eau et d'assainissement dans le nord-ouest et dans la région de Plymouth au sud-ouest (25,4 millions de livres pour quinze ans au taux de 10,2 % et 3,4 millions de livres pour quinze ans au *taux de 10,05 %*) ; *le troisième* prêt, d'un montant de 3,8 millions de livres, a été accordé pour quinze ans au taux de *10,2 %* au conseil du Comté de Devon pour la réalisation d'infrastructures indispensables au développement de l'industrie et du tourisme.

PRETS A LA GRECE, AU PORTUGAL ET AU LIBAN. — *En vertu du deuxième protocole financier conclu le 1er août 1978 entre la Communauté européenne et la Grèce, la B.E.I. a accordé le 26 juillet un prêt de 20 millions d'u.c. (d'une durée de vingt ans, à 6,85 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 % à charge du budget de la Communauté) pour le financement d'un projet d'irrigation en Thrace (Grèce).*

Le 2 août, la B.E.I. a aussi prêté 11 millions d'u.c. à Aeroportos e Navegacao Aera (ANA) au Portugal (d'une durée de quinze ans à 6,6 % compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 % à charge du budget de la Communauté) pour le financement de travaux visant à améliorer la sécurité du trafic à l'aéroport de Funchal à Madère.

Enfin, la B.E.I. a accordé le 8 août 7 millions d'u.c. (d'une durée de dix ans, à 6,15 %) au Liban pour contribuer à financer l'adjonction de trois groupes de 70 MW à la centrale thermique de Jieh près de Beyrouth.

Banque interaméricaine de développement

Cinq prêts

LA Banque interaméricaine de développement annonce cinq prêts en *faveur* des pays suivants :

— *Uruguay* (19 juillet) : 35,5 *millions* de dollars (à l'aide des ressources inter-régionales de la Banque, pour vingt ans à 7,50 %) pour la construction de routes à grande circulation :

— République Dominicaine (20 juillet : 50 millions de dollars (à l'aide des ressources *du fonds vénézuélien administré par la* Banque, pour vingt-cinq ans, à 7,90 %) pour compléter le financement de huit projets de développement dont six d'entre eux ont déjà bénéficié de prêts de la Banque ;

— Nicaragua (31 juillet) : 20 millions de dollars consentis à la Banque centrale du Nicaragua (à l'aide *des ressources du fonds* vénézuélien) ;

— *Guyana* (7 août) : 7,7 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à 1 % pendant les dix premières années et à 2 % ensuite) pour l'amélioration de la production agricole ;

— Pérou (7 août) : 400 000 dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour vingt-cinq ans, à 1 %) pour l'installation d'une laiterie-fromagerie.

EMISSION D'OBLIGATIONS EN SUISSE. — *Une émission d'obligations de la Banque interaméricaine de développement libellée en francs suisses a été réalisée le 17 juillet dernier en Suisse. D'un montant de 100 millions de francs suisses (à dix ans), cette émission intitulée* « 4,50 % d'obligations en francs suisses 1979 » *s'est faite au pair.*

Fonds européen de développement

Nouvelles décisions de financement

LE Fonds européen de développement (FED) a annoncé que, à la suite de l'avis favorable émis par son comité lors de la session du 10 juillet, la Commission des Communautés *européennes avait pris* les 11, 13 et 23 juillet de nouvelles décisions de financement en faveur des pays *suivants* :

— Zambie : 172 000 u.c.e. pour financer la fourniture d'un ponton pour le ferry de Kazungula entre la Zambie et le Botswana ; 1 650 000 u.c.e. (prêt à conditions spéciales de 6 060 000 u.c.e) pour le développement de la production cotonnière dans les provinces centrales et *méridionales* ; prêt à *conditions* spéciales de 2 200 000 u.c.e. pour la construction de treize *entrepôts agricoles polyvalents et* des infrastructures nécessaires dans les centres régionaux et ruraux ;

— Bénin : 2 521 000 u.c.e. pour le renforcement des structures rurales et l'amélioration des moyens de production du centre d'action régionale pour le développement rural (CARDER) pour accroître la production végétale du Mono ; 2 333 000 u.c.e pour le renforcement *des structures rurales de l'O.U.E.M.E.* ;

— Mali : 1 293 000 u.c.e. pour le projet de déforestation de la retenue du barrage de Selingue visant à récupérer la quasi-totalité du bois des formations forestières submergées lors de la mise en eau du barrage en août 1981 ;

— Malawi : 1 300 000 u.c.e. pour un projet de développement de la pêche dans la partie centrale du lac Malawi ;

— Lesotho : 2 921 000 u.c.e. pour la réfection et le bitumage de la route reliant les villes de Mafeteng et de Mohale's Hoek ;

— *Mauritanie : 3 380 000 u.c.e. pour la* construction et l'équipement de classes primaires et de deux collèges d'enseignement général à Nouakchott et à Zouérate ;

— Nigéria : 1 280 000 u.c.e. pour la réali-

sation du programme pluriannuel de formation (1976-1980) ;

— Iles Gilbert (Kiribati) : 170 000 u.c.e. pour les travaux d'extension d'une ferme d'aquaculture à Temaiku ;

— Surinam : 350 000 u.c.e. pour l'amélioration de l'infrastructure sanitaire ;

— Gambie : 100 000 u.c.e. pour un programme de formation professionnelle ;

— Somalie : 990 000 u.c.e. pour un programme pluriannuel de formation (1976-1980) ;

— Pays membres de l'ASECNA : 2 860 000 u.c.e. pour l'extension et l'aménagement de certains bâtiments de l'Ecole africaine de la météorologie et de l'aviation civile de Niamey ainsi que la fourniture d'équipement pédagogique ;

— Pays membres de l'U.P.D.E.A. : 2 000 000 u.c.e. pour la construction d'une partie des bâtiments et la fourniture d'équipements techniques et pédagogiques de l'Ecole supérieure d'ingénieurs électriciens, nouvel établissement régional créé à Bingerville en Côte-d'Ivoire par l'Union des producteurs d'électricité en Afrique (l'U.P.D.E.A. regroupe quinze pays francophones et anglophones d'Afrique) ;

— Rwanda : subvention à l'aide des deuxième et troisième FED, d'un montant de 160 000 u.c.e., pour un projet théicole à Mwaga-Gisakura ;

— Haute-Volta : subvention à l'aide des deuxième et troisième FED, d'un montant de 450 000 u.c.e., pour la modernisation de la route Ouagadougou-Koupela.

Fonds spécial de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole

Onzième session du comité exécutif

AU cours de sa onzième session qui s'est tenue le 25 juin à Vienne sous la présidence de M. Mohammed Yeganeh, le comité exécutif du Fonds spécial de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole a annoncé l'octroi de prêts en faveur de huit pays en voie de développement ;

— Bangladesh : 8,5 millions de dollars pour le programme d'électrification du grand Kulna ;

— Birmanie : 2 millions de dollars pour le programme hydraulique de Sedawgyi ;

— Banque camerounaise de développement : 4,5 millions de dollars ;

— Lesotho : 3 millions de dollars pour le projet d'aéroport international de Maseru ;

— Pakistan : 5,5 millions de dollars pour le programme d'énergie thermique de Pipri ;

— Mali : 7 millions de dollars pour la réalisation de la route Sevare-Gao ;

— Philippines : 3,50 millions de dollars pour le programme d'irrigation de Bukidnon ;

— Zambie : 4,5 millions de dollars pour le troisième programme en faveur du réseau ferroviaire.

A l'exception des prêts consentis aux Philippines et à la Zambie (avec un intérêt de 4 % et une commission de service de 0,75 %), ces crédits sont accordés sans intérêt, avec une commission de service de 0,75 % et pour une durée de vingt ans.

Par ailleurs, le comité a annoncé l'octroi de trois autres prêts : 6,6 millions de dollars au Burundi, 2 millions à la Guinée et 4,5 millions au Rwanda pour soutenir leur balance des paiements. A l'issue de la onzième session du comité, les montants engagés par le Fonds spécial de l'OPEP au titre de l'aide aux pays en voie de développement s'élevait à 581 millions de dollars.

Nouveaux prêts

De nouveaux prêts ont été annoncés dans le courant de juillet :

— A la Bolivie (3 juillet) : 5 millions de dollars (d'une durée de vingt ans, sans intérêt, à l'exception d'une commission de service de 0,75 %) pour des travaux d'adduction d'eau et la construction d'égouts à La Paz et à Cochabamba ;

— Au Maroc (10 juillet) : 5 millions de dollars (d'une durée de vingt ans, à 4 % et une commission de service de 0,75 %) pour un projet hydraulique, électrique et routier ;

— Au Paraguay (16 juillet) : 1,45 million de dollars (d'une durée de vingt ans, à 4 %, et une commission de service de 0,75 %) pour le drainage des eaux de pluie à Assomption.

En outre, sept pays ont bénéficié d'une aide financière devant contribuer à alléger leurs difficultés de balance de paiements. Le Fonds spécial de l'OPEP leur a accordé les crédits suivants (pour quinze ans et sans intérêt, avec commission de service de 0,5 %) : 0,8 million de dollars au Cap-Vert et 1 million de dollars aux Maldives, en date du 11 juillet ; 4,5 millions de dollars au Burundi, 1 million à la Gambie, 1 million à la Guinée-Bissau, 5 millions à la Somalie et 6 millions à la République démocratique du Yémen, en date du 16 juillet.

• BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT. — *Réuni en session extraordinaire le 26 juillet dernier à Abidjan, le conseil des gouverneurs de la Banque africaine de développement a nommé M. Goodal E. Gondwe (Malawi) au poste de président par intérim de l'institution jusqu'à la réunion de la prochaine assemblée annuelle du conseil des gouverneurs en mai 1980. Il succède à M. Kwame D. Fordwor (Ghana). Quarante et un pays membres (sur quarante-huit) participaient aux travaux de cette assemblée.*

— Le Fonds africain de développement a annoncé l'octroi de deux prêts en faveur de l'élevage en Guinée-Bissau (29 juin, 4,30 millions d'u.c.f. soit 1,1 008 milliard de francs C.F.A. environ) et dans l'Empire Centrafricain (4 juillet, 3,2 millions d'u.c.f., soit environ 819,2 millions de francs C.F.A.).

• BANQUE ARABE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EN AFRIQUE. — *Au cours de sa quatorzième session ordinaire tenue à Tunis les 27 et 28 juin, le conseil d'administration de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) a approuvé deux opérations de prêt : 6 millions de dollars à la Guinée (d'une durée de seize ans, à 4 %) pour le développement et l'amélioration d'une partie de l'infrastructure routière du pays et 5 millions de dollars à la Banque ouest-africaine de développement sous la forme d'une ligne de crédit destinée et pour renforcer les moyens de financement.*

D'autre part, le 3 juillet, le Niger a reçu un prêt de 7 millions de dollars (d'une durée de quinze ans, à 7 %) pour le financement d'un projet de développement des ressources énergétiques du pays.

• BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT. — *La Banque asiatique de développement a récemment annoncé l'octroi de trois prêts : 1) à Sri-Lanka (21 juin), 3 millions de dollars (à l'aide du fonds de ressources spéciales, pour quarante ans, à 1 % l'an) pour la construction d'une usine d'engrais à Sapugaskanda ; 2) au Bangladesh (28 juin), 28,5 millions de dollars (à l'aide du fonds de ressources spéciales, pour quarante ans, à 1 % l'an) pour le développement économique de la région de Chittagong ; ce prêt est assorti d'un don d'assistance technique d'un montant de 350 000 dollars ; 3) aux Philippines (12 juillet), 15 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour quinze ans, à 7,40 %) consentis à la Philippine Investments Systems Organization (PISO) pour financer des opérations de prêts en faveur d'entreprises industrielles du secteur privé.*

• BANQUE CENTRAMERICAINE D'INTEGRATION ECONOMIQUE. — *La Banque centraméricaine d'intégration économique (B.C.I.E.) a annoncé en juillet l'octroi d'une série de prêts en faveur des pays ou organismes suivants :*

— La Vivienda - Asociacion Hondurena de Ahorro Y Prestamo (11 juillet) : 1 500 000 dollars pour le financement des programmes de prêts au logement de cet organisme ;

— Costa-Rica (12 juillet) : dans le cadre du programme touristique de Bahia Culebra (province de Guanacaste), 610 000 dollars pour le financement d'études sur l'urbanisation, l'installation de réseaux électriques et de communications, et l'aménagement de plages ;

— Guatemala (12 juillet) : 4 000 000 de dollars pour le financement des travaux de reconstruction d'un tronçon routier le long de la côte du Pacifique entre les villes de Mixco et de San-Juan-Sacatepequez ;

— El Salvador (16 juillet) : 6 500 000 dollars consentis à Financiera Nacional de la Vivienda pour financer la construction d'une première tranche de quatre cents logements. D'autre part, le 26 juillet, ce pays a reçu un second prêt d'un montant de 5 600 000 dollars pour la réalisation de la route « kilometro 52 » (importante voie prévue dans le plan quinquennal 1978-1982, qui traversera la région côtière du département de La Paz).

• BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES CARAIBES. — *La Banque de développement des Caraïbes, l'université des Indes occidentales et le Conseil caribéen des examens ont conclu le 27 juillet avec l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (U.S.A.I.D.) un accord d'assistance financière en vertu duquel l'U.S.A.I.D. met à leur disposition des ressources d'un montant de 9 960 000 dollars destinées au financement d'un projet régional de développement de l'éducation. Celui-ci a pour objectif l'amélioration des conditions de fonctionnement et de formation dans les écoles primaires et secondaires.*

De son côté, la Banque contribuera, grâce à un fonds de 3 545 000 dollars, au financement des travaux d'entretien, de construction et de rénovation des écoles primaires, ainsi qu'à leur équipement.

GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX

Communauté des Caraïbes

Quatrième session du comité permanent des ministres des affaires étrangères

LA quatrième session du comité permanent des ministres des affaires étrangères de la Communauté des Caraïbes s'est tenue à Saint-Philip (Barbade) les 25 et 26 juillet. Une attention particulière a été portée à la coordination de la politique étrangère des pays membres, aux conséquences du renchérissement des prix mondiaux des oléagineux et à la définition d'une stratégie régionale des approvisionnements énergétiques. Le comité s'est longuement penché sur le problème de la sécurité des petits Etats des Caraïbes et sur l'avenir des territoires dépendants de la région ; il a pris position sans équivoque sur le droit du peuple de Belize à l'autodétermination et à l'indépendance.

Après la chute de la dictature de Somoza, le comité a souhaité que la Communauté développe ses relations avec le Nicaragua comme avec tous les pays d'Amérique latine, en particulier dans le domaine économique. Le comité a déploré les atteintes aux droits de l'homme dans bon nombre de ces pays, et il a renouvelé la détermination de la Communauté de soutenir toutes les organisations qui les ont inscrits au nombre de leurs objectifs. A propos du rôle des pays membres à l'O.E.A., les ministres se sont prononcés en faveur de la candidature de l'ambassadeur de la Barbade au poste de secrétaire général adjoint de l'Organisation.

Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest

Conférence des chefs d'Etat à Dakar

LA conférence annuelle des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est tenue à Dakar les 28 et 29 mai.

Plusieurs décisions ont été prises pour faciliter l'intégration économique des pays membres :

— Le 29 mai 1979 inaugurera officiellement la première année de la période de consolidation des barrières tarifaires et non tarifaires prévue pour une durée de deux ans, tandis que les dispositions de l'article 13, paragraphe 2, du traité seront étendues aux tarifs douaniers et aux barrières non tarifaires.

— Les formalités de visa imposées aux ressortissants de la Communauté désirant voyager dans les autres Etats membres pour une période inférieure à quatre-vingt-dix jours sont supprimées ; la Conférence a invité ses membres à ratifier et à mettre en application les dispositions du protocole relatif à la libre circulation des personnes, au droit de résidence et d'établissement.

— En matière de télécommunications, un programme d'amélioration et d'extension des réseaux à l'intérieur de la Communauté a été adopté. Le secrétaire exécutif de la CEDEAO a été chargé d'émettre des propositions pour sa mise en œuvre.

A propos de la situation au Tchad, le général Obasanjo, chef de l'Etat du Nigeria, a informé les participants des efforts de médiation déployés par les Etats voisins du Tchad ; il a invité les Etats membres à contribuer à la recherche d'une solution.

Enfin, la conférence a pris note de deux projets de pacte de défense présentés par les présidents du Sénégal et du Togo. Le président du conseil des ministres et le secrétaire exécutif de l'organisation ont été invités à convoquer une commission technique chargée d'examiner les deux documents et de soumettre un projet de pacte de défense à la prochaine conférence au sommet prévue à Lomé en mai 1980.

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

Ajournement de la mise au point d'un nouvel accord international sur le cacao

LA conférence des Nations unies sur le cacao, réunie à Genève du 16 juillet au 2 août dans le cadre de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED), a mis fin à ses travaux sans parvenir à mettre au point un nouvel accord international sur le cacao pour remplacer celui de 1975 qui arrivera à expiration à la fin de ce mois. Les cinquante-neuf pays participants n'ont pu s'entendre sur la fixation d'un prix plancher : la Côte-d'Ivoire, principal exportateur, demandait un prix minimal de 1,20 dollar la livre ; les Etats-Unis, principal importateur, s'en sont tenus à leur proposition de 1 dollar la livre. Et un compromis, qui fixait le prix minimum à 1,05 dollar, n'a pas été retenu.

La résolution adoptée note cependant que les points de vue se sont rapprochés et demande au Conseil international du cacao de fixer la date d'une nouvelle conférence, si possible en septembre 1979, et nécessairement avant la fin de l'année. En attendant, le Conseil devait se réunir au début de septembre pour envisager la prolongation de l'accord en cours.

Conseil international de l'étain

Compromis sur les nouveaux prix

SOUS le régime du cinquième Accord international sur l'étain (qui n'arrivera à expiration qu'à la mi-1981), pays producteurs et consommateurs faisant partie du Conseil international de l'étain se sont réunis à Londres du 17 au 20 juillet pour la quatorzième session du Conseil. Les discussions ont porté principalement sur la révision du mécanisme des prix, qui a fait l'objet de sérieuses controverses entre pays consommateurs et pays producteurs. Finalement, un compromis a été élaboré, fixant à 1 500 dollars malaisiens par pikul (le pikul est une unité de poids équivalant à 133,3 livres) le prix-plancher, et à 1950 dollars malaisiens par pikul le prix-plafond (les prix précédents étaient respectivement de 1 350 et de 1 700 dollars malaisiens par pikul). Les pays producteurs souhaitaient obtenir que le prix-plancher soit fixé à 1 850 dollars malaisiens, et le prix-plafond à 2 400 dollars malaisiens.

Dans le courant du mois d'août, M. Peter Lai, président du Conseil international de l'étain, devait déclarer à Kuala-Lumpur que le résultat de ces négociations laissait mal augurer du renouvellement de l'accord en cours. Selon les pays producteurs, l'augmentation décidée à Londres ne couvre pas l'élévation des coûts de production.

Au cours de la session de Londres, le Conseil a aussi révisé la répartition des votes en son sein parmi les pays producteurs. Il a aussi élu M. A. Blum (Canada) comme premier vice-président des pays consommateurs pour la période allant du 20 juillet 1979 au 30 juin 1980.

Groupe andin

A la vingt-septième session de la Commission : le développement de la machine-outil

UN compromis est intervenu sur le développement de la machine-outil dans les économies des pays membres du groupe Andin, lors de la vingt-septième session de la Commission, du 16 au 23 juillet à Lima. En effet, les représentants des cinq pays membres ont adopté une décision (n° 146), qualifiée d'« *historique* », portant sur le programme sectoriel de développement de la machine-outil. Cette conclusion a été possible grâce à l'adhésion du Venezuela à cet ambitieux programme.

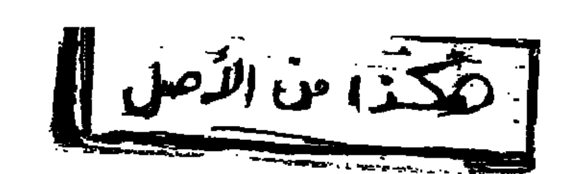
D'autres décisions ont été prises sur l'actualisation du tarif extérieur commun, le programme de libération des échanges de la Colombie, du Pérou et du Venezuela pour 1979-1983, et sur le statut des investissements au titre du Fonds d'industrialisation du Danemark. Autres problèmes évoqués : les relations commerciales avec les Etats-Unis et avec la C.E.E.

Marché commun centraméricain

Un bilan des exportations aux Etats-Unis

LE secrétariat de l'intégration (SIECA) s'est réuni à Guatemala le 1er août pour prendre connaissance du bilan des exportations des cinq pays du Marché commun centraméricain (M.C.C.A.) vers les Etats-Unis en 1978. Deux faits sont à souligner : la baisse en valeur des exportations bénéficiant des avantages du système des préférences généralisées, par rapport aux années 1976 et 1977 ; et la soumission au régime tarifaire commun, à l'entrée aux Etats-Unis, de produits admis pourtant à bénéficier de ces avantages sans que les autorités douanières américaines aient fourni d'explication suffisante (ces exportations représentaient une valeur de 10 millions de dollars).

Le SIECA relève encore que les exportations des cinq pays se sont durement ressenties de l'application aux Etats-Unis de la



clause relative aux besoins de la concurrence (section 504, paragraphe C de la loi sur le commerce extérieur de 1974).

TARIF EXTERIEUR COMMUN. — *Le secrétaire général du SIECA a présenté le 23 juillet à Guatemala un rapport sur la phase finale de la pré-négociation de l'avant-projet de nouveau tarif extérieur commun et de son règlement d'application. Les ministres de l'économie devraient pouvoir prochainement se saisir de ce texte en vue de la négociation définitive.*

O.C.D.E.

L'aide à la Turquie

LE consortium d'aide à la Turquie, constitué au sein de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) et groupant les gouvernements de l'Allemagne fédérale, de l'Autriche, de la Belgique, du Canada, du Danemark, des Etats-Unis, de la Finlande, de la France, de l'Italie, de la Norvège, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Suède et de la Suisse, la Commission des Communautés européennes et la Banque mondiale, s'est réuni le 23 juillet à Paris pour examiner la situation économique de la Turquie en fonction du nouveau programme économique qui doit bénéficier du soutien du Fonds monétaire international. Les contributions à l'action spéciale d'aide de l'O.C.D.E. atteignent maintenant 961 millions de dollars.

Le consortium a convoqué à nouveau son groupe de travail, ouvert à tous les pays membres de l'O.C.D.E., pour qu'il étudie la demande de la Turquie concernant un allégement de la charge que représente le service de sa dette extérieure envers ses créanciers membres de l'O.C.D.E. Réuni à Paris du 23 au 25 juillet, le groupe de travail a rendu un avis favorable.

INFORMATION. — *L'O.C.D.E. a annoncé en juillet la parution d'une nouvelle série de publications consacrées aux politiques de l'information, de l'informatique et des communications. Deux volumes sont parus :* les Flux de données transfrontières et la protection des libertés individuelles *(volume I, 335 pages), et* Utilisation des réseaux internationaux des données en Europe *(volume II, 275 pages).*

RECENTES PUBLICATIONS

- Dans la série « Etudes économiques » : *Australie* (juin 1979), *Canada* (juin 1979), *Japon* (juillet 1979), *Irlande* (août 1979).
- *Le Marché de l'acier en 1978 et les perspectives pour 1979* : évaluation de la consommation, des échanges et de la production d'acier, ainsi que de la capacité de production dans le monde, les principales régions et les différents pays.

• ASSOCIATION LATINO - AMERICAINE DE LIBRE-COMMERCE. — *Les directeurs des douanes nationales des pays membres de l'Association latino-américaine de libre-commerce (ALALC) ont tenu leur douzième session à Montevideo. Ils ont notamment décidé de renforcer la coopération entre les services des douanes nationaux et de simplifier les formalités douanières pour toute la région.*

• CONSEIL INTERNATIONAL DU BLE. — *Dans son rapport sur l'état du marché paru le 26 juillet, le Conseil international du blé consacre un chapitre à l'économie céréalière dans les pays de l'Europe orientale.*

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Marché commun

Les ministres des affaires étrangères ont confirmé la suspension de l'aide alimentaire au Vietnam

TROIS problèmes ont dominé la réunion des ministres des affaires étrangères des pays de la C.E.E. le 24 juillet à Bruxelles : l'aide au Vietnam et aux réfugiés d'Indochine ; l'organisation du marché pétrolier et, à la demande de la France, la modification du chapitre VI du traité d'Euratom.

Les ministres ont adhéré aux propositions présentées par la Commission visant à une suspension de l'aide alimentaire au Vietnam, accompagnée d'un accroissement de l'aide alimentaire et financière aux réfugiés d'Indochine. Toutefois, la Communauté devra examiner à l'automne s'il y a lieu de reprendre l'aide au Vietnam après que M. Waldheim, secrétaire général de l'ONU, aura présenté un rapport à l'Assemblée générale des Nations unies sur la manière dont Hanoï se sera acquitté des engagements pris à la conférence de Genève sur les réfugiés d'Indochine.

Conformément aux dispositions prises par le dernier conseil européen de Strasbourg, puis au sommet de Tokyo, les ministres ont débattu des moyens d'assurer une meilleure surveillance du marché pétrolier libre. Aucune décision n'a été prise, certains Etats — dont les Pays-Bas — préférant connaître les conclusions de l'Agence internationale de l'énergie. La Commission a été chargée d'étudier pour l'automne dans quelle mesure on pourrait mettre en place un système de certification des prix du pétrole brut pour les pays producteurs.

Enfin, dans un mémorandum déposé le 24 juillet devant le conseil des ministres des affaires étrangères, la France a demandé la modification du chapitre VI du traité d'Euratom qui confie le monopole des transactions sur les combustibles nucléaires à l'Agence d'approvisionnement d'Euratom. La France souhaite que ce monopole (en fait, non appliqué depuis longtemps) soit supprimé, l'industrie nucléaire européenne ne pouvant « *s'accommoder d'un corset réglementaire trop étroit* ». Un débat d'orientation sur ce thème a été prévu pour la rentrée.

IMPORTATIONS DE PRODUITS TEXTILES. — *La Commission européenne a demandé le 21 août des explications au gouvernement français à propos de nouvelles mesures prises par la France pour modifier la procédure d'entrée de certains produits textiles.*

AIDES D'URGENCE. — *La Commission des Communautés européennes a annoncé le 10 août l'octroi d'une aide d'urgence de 100 000 u.c. à la Ligue des Sociétés de Croix-Rouge en faveur des réfugiés du Nicaragua se trouvant au Costa-Rica et au Honduras.*

— Deux autres mesures d'aide d'urgence ont été annoncées le même jour en faveur de Sao-Tome et Principe (300 000 u.c. pour lutter contre la peste porcine, accordées en vertu de la convention de Lomé) et de l'Angola (100 000 u.c. pour contribuer à un programme du haut commissariat pour les réfugiés).

REGLEMENTATION ANTIDUMPING. — *Le conseil des ministres de la C.E.E. a approuvé au début d'août une révision de la réglementation antidumping de la C.E.E. établie en 1968. Il s'agit de faire échec à plusieurs échappatoires juridiques et de clarifier la procédure antidumping appliquée à Bruxelles. Mais le système de protection de la C.E.E. n'en est pas pour autant élargi.*

MONTANTS COMPENSATOIRES. — *La Commission européenne a annoncé le 1er août que les montants compensatoires monétaires (M.C.M.) appliqués dans les échanges agricoles entre la Grande-Bretagne et les autres pays de la C.E.E. seraient supprimés à partir du 6 août.*

DIALOGUE AVEC LES PAYS PRODUCTEURS DE PETROLE. — *Un porte-parole de la Commission européenne a officiellement confirmé le 3 août qu'elle était « informée des contacts du gouvernement français avec l'émir du Koweït ». La Commission, a poursuivi le porte-parole, a pris position à plusieurs reprises en faveur d'un « dialogue sur les questions de pétrole entre les parties intéressées ».*

PRODUITS LAITIERS. — *Il a été annoncé à Bruxelles le 13 août que du « beurre de la C.E.E. » serait mis en vente à partir du 16 septembre à prix réduit dans cinq pays membres : R.F.A., Belgique, France, Italie et Pays-Bas. La marchandise provient des stocks d'intervention et de stocks privés subventionnés.*

RECENTES PUBLICATIONS

- *Rapport sur l'évolution de la situation sociale dans la communauté européenne en 1968.*
- *La situation agricole dans la Communauté, rapport de l'année 1978.*

CECA

Reprise de la production d'acier

CONFIRMANT les indications des mois précédents, les statistiques sidérurgiques des Neuf ont souligné le progrès en juillet de la production des forges de la CECA. Avec 11,7 millions de tonnes, l'acier coulé a dépassé de 8,7 % pendant ce mois le chiffre correspondant de 1978. *Le mois de juin ayant été mauvais — à cause de l'incidence des grèves* de la sidérurgie française — c'est de *2 %* que la production des Neuf a dépassé en juillet celle du mois précédent.

Par *rapport à juillet 1978, l'augmentation* de la production a été de 26 % en Belgique, de *15,5 %* en Allemagne et de 10,5 % en France.

Cela a porté à quelque 2,9 % l'augmentation de la production des sept premiers mois de l'année, comparée à celle de la même période en 1978. Cette progression est plus importante que ne le laissait espérer l'évolution des commandes aux aciéries des Neuf, fortes au début de l'année mais qui semblaient, depuis mai, revenir à leur niveau de 1978. L'avancée de la sidérurgie des Neuf *reste cependant fort* inférieure à celle de la production de l'ensemble des vingt-neuf principaux producteurs d'acier membres de l'Institut international du fer et de l'acier (I.I.S.I.), qui a augmenté d'une année sur l'autre (janvier à juillet) de 7 %.

Les résultats aux sept-douzièmes de l'année donnent un certain crédit aux pronostics qui viennent d'être faits par le secrétariat de l'O.C.D.E. sur les perspectives sidérurgiques dans le monde. Selon cette étude, publiée au début d'août, la production d'acier pour l'ensemble de l'année 1979 serait la suivante *dans la CECA par rapport aux autres grands* pays (ou groupes de pays) producteurs :

	1979		Rappel des résultats de 1978 (millions de t.)
	En millions de tonnes	Evolution par rapport à 1978 (en %)	
Pays de la CECA ..	136	+ 2,6	132,6
Etats-Unis	126,5	+ 2	124
Japon	107	+ 4,8	102,1
Europe de l'Est (dont l'U.R.S.S.) ..	218,7	+ 3,4	211,5
Chine et Corée du Nord	37,5	+ 9,6	34,2
Production mondiale	742,5	+ 4,2	712,8

L'évolution des échanges d'acier en 1979 serait, selon le même rapport, un peu moins *favorable à la CECA qu'en 1978*. Ses exportations nettes (ventes-achats) reviendraient, en effet, *de 31,2 millions de tonnes l'an dernier* à 30 millions de tonnes cette année. Elles avaient atteint le chiffre record de 35,3 millions de tonnes en *1974*, année où la production des Neuf s'était élevée à 155,6 millions de tonnes d'acier.

Par rapport à l'acier coulé dans la CECA, le solde net d'exportation était à l'époque de 22,7 % ; il a été l'an dernier de 23,6 % et tomberait cette année à 22 %. La comparaison de ces chiffres montre qu'il est de plus en plus difficile aux Neuf de sauvegarder leur part du commerce mondial de l'acier, alors que leur production stagne ou diminue.

PRETS AUX MINES SARROISES. — *La Commission de Bruxelles a accordé un prêt d'investissement de 8,4 millions de deutschemarks aux charbonnages de la Sarre pour faciliter le financement d'un programme de construction et d'assainissement dans leur école d'ingénieurs de Sarrebruck. Eu égard aux besoins futurs de la Sarre en cadres qualifiés, il est, en effet, nécessaire de créer de nouvelles capacités d'accueil dans les centres de formation et d'utiliser toutes les capacités pour préparer les jeunes générations à prendre la relève dans les mines de charbon.*

EMPRUNT AUX ETATS-UNIS. — *La C.E.C.A. lance un nouvel emprunt aux Etats-Unis, d'un montant de 125 millions de dollars placés pour vingt ans à 9,75 % d'intérêt. La somme sera affectée à l'octroi de prêts pour les investissements des mines et des aciéries des Neuf.*

• PARLEMENT EUROPEEN. — *Il a été indiqué par erreur le mois dernier que le nouveau Parlement européen avait tenu sa première session du 17 au 20 juin. En fait, le Parlement s'est réuni du 17 au 20 juillet.*

AUTRES ORGANISATIONS POLITIQUES TECHNIQUES ET SOCIALES

Association du transport aérien international

Nouvelle augmentation des tarifs

LES représentants des compagnies aériennes membres de l'Association du transport aérien international (IATA) se sont rencontrés du 17 au 30 juillet à Genève pour débattre d'une augmentation des tarifs. La dernière (de 4 à 5 %) datait d'avril. Ils ont décidé une augmentation des tarifs passagers et fret des compagnies régulières de l'ordre de 9 à 19 %, à compter du 1er septembre, pour compenser l'augmentation du prix du carburant qui a doublé au cours de 1979.

Commonwealth

La conférence au sommet de Lusaka

AVEC la participation de trente-neuf pays membres, la conférence au sommet du Commonwealth s'est réunie à Lusaka (Zambie) du 1er au 7 août, sous la présidence de M. Kenneth Kaunda, président de la Zambie. Vingt-sept pays y étaient représentés par leurs chefs d'Etat ou leurs premiers ministres.

Les participants ont adopté à l'unanimité une « Déclaration de Lusaka sur le racisme et les préjugés raciaux » dans laquelle ils condamnent toute forme de discrimination fondée sur ces préjugés et s'engagent à œuvrer pour leur disparition et à lutter, en particulier, contre l'apartheid. Tout en accordant un intérêt spécial aux développements récents *en Afrique australe*, la conférence a pris position sur les principaux problèmes politiques et économiques *affectant les relations* Nord-Sud.

AFRIQUE AUSTRALE. — A propos de l'avenir de la Rhodésie, elle a réaffirmé la « *responsabilité constitutionnelle du gouvernement britannique* » à qui il revient d'accorder l'indépendance au Zimbabwe sur la base de la règle de la *majorité*. Reconnaissant la nécessité de prévoir, dans une Constitution démocratique, des clauses de sauvegarde en faveur des minorités, elle a préconisé l'organisation d'élections libres sous le contrôle du gouvernement britannique et avec la participation d'observateurs du Commonwealth. Se félicitant de la prochaine réunion d'une conférence constitutionnelle rassemblant toutes les parties, en vue de préparer l'indépendance fondée sur la règle de la majorité, la conférence a aussi tenu à préciser que telles étaient les conditions qui permettraient l'arrêt des combats et la fin des sanctions, dans le cadre d'un règlement durable.

La « Déclaration de Lusaka » exprime longuement la volonté des participants de condamner l'apartheid en Afrique du Sud. A propos de la Namibie, ils ont tenu d'autre part à condamner les mesures illégales prises par Pretoria afin d'instituer une *Assemblée nationale « illégale »* après l'organisation des « *prétendues élections* » de décembre dernier. Les cinq pays occidentaux membres du Conseil de sécurité qui s'appliquent à amener Pretoria à conclure un règlement conforme aux souhaits du Conseil de sécurité sont invités à poursuivre leurs efforts.

ASIE DU SUD-EST. — La *conférence* a condamné toute intervention armée dans la région et demandé le « *retrait rapide de toutes les troupes étrangères qui se trouvent dans les zones de conflit* ».

REFUGIES. — L'aggravation du problème *des réfugiés dans le monde* — *mais surtout* en Afrique, en Asie du Sud-Est et dans la Méditerranée orientale — a fait l'objet d'un examen particulier.

AUTRES PROBLEMES POLITIQUES. — La conférence a pris position en *faveur* d'un règlement de la question chypriote fondé sur l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale et le non-alignement de la République de Chypre. Elle a réaffirmé les droits des Palestiniens et la représentativité de l'O.L.P. Les problèmes de sécurité en Méditerranée et dans l'océan Indien ont également retenu son attention.

QUESTIONS ECONOMIQUES. — Devant la détérioration de la situation économique mondiale, dont les pays en voie de développement sont les premières victimes, la conférence de Lusaka a souligné la nécessité de définir une nouvelle approche des problèmes à l'échelon global. Elle a chargé un groupe d'experts du *Commonwealth de faire rapport sur les obstacles* aux changements structurels et à l'amélioration de la croissance, tant dans les pays riches que dans les pays sous-développés, et de proposer des mesures spécifiques pour résoudre les problèmes actuels. Leurs suggestions devront être formulées avant la session spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU qui doit se réunir en 1980.

Revenant de manière plus détaillée sur les difficultés de la coopération Nord-Sud, la conférence a *demandé que les nouvelles conditions* posées par le Fonds monétaire international ne l'empêchent pas, cependant, de prendre en considération les problèmes particuliers de chaque pays bénéficiaire de son aide. A propos des négociations commerciales multilatérales, elle a exprimé la déception des pays en voie de développement devant les maigres résultats obtenus — en particulier l'échec des négociations sur l'élaboration d'un code de sauvegarde — et leurs craintes devant le danger d'un renouveau du protectionnisme. Une déception similaire s'est exprimée devant les *piètres résultats de la cinquième* session de la CNUCED à Manille.

Réaffirmant sa foi dans le rôle de l'industrialisation pour accélérer le développement du tiers-monde, la conférence de Lusaka a aussi approuvé le programme d'action du Commonwealth en ce *domaine* qui avait été préparé par une réunion ministérielle tenue à Bangalore en mars dernier. En particulier, il a été *décidé de mettre en place une « unité de développement* industriel » dotée de 5 millions de *livres sterling pour les trois années à venir.*

Organisation des États américains

L'aide au Nicaragua

A la demande du nouveau gouvernement de *Managua*, le conseil permanent de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.), réuni le 2 août en session extraordinaire, a adopté par acclamation une résolution autorisant le secrétaire général à mobiliser les ressources du Fonds interaméricain d'assistance aux situations d'urgence pour venir en aide au Nicaragua. Une contribution de 500 000 dollars a été aussitôt affectée à l'achat de vivres et de médicaments et *dès le 6 août un pont* aérien était établi entre Miami et le Nicaragua pour l'envoi des secours.

Une semaine auparavant, un message signé par tous les membres de la junte avait été adressé au *secrétaire général lui exposant* leur plan de paix et exprimant la ferme détermination de rétablir les droits de l'homme et d'assurer la *succession*, dans l'ordre, du régime Somoza.

Au cours de la même réunion, le conseil permanent a approuvé l'initiative du secrétaire général d'envoyer au Nicaragua une mission au niveau le plus élevé pour déterminer la contribution de l'O.E.A. à l'effort de reconstruction du pays.

FORUM DES AMERIQUES. — *La possibilité d'établir une banque de développement des ressources énergétiques, au capital initial de 20 000 000 de dollars a été un des thèmes qui ont marqué les travaux de la première session, à Washington le 31 juillet, du « comité des Quinze », organe permanent du Forum des Amériques patronné par l'O.E.A. et rassemblant des gouvernements, des entreprises du secteur privé et des associations du commerce et de l'industrie des Etats membres. Le premier congrès du Forum s'était tenu à Sao-Paulo (Brésil) en juin dernier.*

EDUCATION, SCIENCE ET CULTURE. — *La commission exécutive permanente du Conseil interaméricain pour l'éducation, la science et la culture (C.I.E.C.C.), réunie à Washington du 23 au 30 juillet, a fixé, aux termes d'un compromis difficile, le plafond des ressources du budget d'investissement du C.I.E.C.C. à 18 000 000 de dollars. Devant la réduction des contributions volontaires des pays membres aux programmes du C.I.E.C.C. la commission a envisagé de rechercher de nouvelles sources de financement, sans toutefois prendre de décision à cet effet.*

• AGENCE SPATIALE EUROPEENNE. — *A l'occasion d'une réunion du conseil directeur commun des Programmes de satellites de communications, tenue à Paris le 28 juillet 1979, les Etats membres de l'Agence spatiale européenne (ASE), participant au programme MARECS, sont convenus de financer le troisième satellite de communications maritimes (MARECS-C). Ce programme, partie de l'offre faite à INMARSAT, autorise l'Agence à placer un contrat d'environ 25 millions d'unités de compte avec le maître d'œuvre, et à prendre des mesures pour la fourniture d'une station dans l'océan Pacifique.*

La veille, le conseil de l'ASE avait accepté de nouvelles modalités permettant à l'Agence d'offrir les trois satellites MARECS directement à INMARSAT.

• ASSOCIATION DES NATIONS DE L'ASIE DU SUD-EST. — *Réunis à Kuala-Lumpur le 16 juillet, les ministres des affaires étrangères de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) ont décidé de demander l'inscription du problème de la situation du Kampuchéa à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée générale de l'ONU. Ils ont, en même temps, réaffirmé leur opposition au régime de M. Heng Samrin, et demandé le retrait des troupes vietnamiennes du territoire du Kampuchéa. En revanche, ils ont estimé qu'il ne serait pas opportun de convoquer une conférence internationale sur le Kampuchéa, comme l'avait proposé les Etats-Unis et le Japon. La question de la représentation du Kampuchéa à la conférence des non-alignés qui se tient ce mois-ci à La Havane a aussi fait l'objet de discussions.*

• COMMISSION EUROPEENNE DE L'AVIATION CIVILE. — *La Commission européenne de l'aviation civile (CEAC) a annoncé le 9 août la publication d'un rapport provisoire sur les tarifs aériens réguliers intra-européens, jugeant utile d'apporter dès à présent une contribution au débat engagé sur les tarifs pratiqués dans la région. Le rapport répond aux trois principales critiques : niveau élevé des prix, incohérence tarifaire et caractère discriminatoire.*

• COMMISSION DU PACIFIQUE SUD. — *La sixième conférence régionale des directeurs des services de l'agriculture et de l'élevage organisée par la Commission du Pacifique Sud (C.P.S.) a eu lieu du 23 au 27 juillet à Nouméa. Les participants ont fait le point sur les travaux relatifs aux productions alimentaires et industrielles, ainsi que sur la stabilisation des prix agricoles dans les îles.*

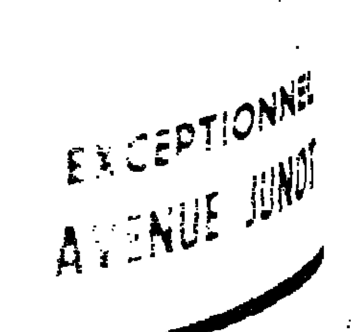
— Un colloque organisé en commun par la C.P.S. et l'UNESCO du 2 au 4 juillet à Port-Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée) a débattu de la préservation des arts traditionnels océaniens. D'autre part, le conseil du Festival des arts du Pacifique Sud s'est réuni les 5 et 6 juillet dans la même ville pour discuter des dispositions prises en vue du troisième Festival des arts qui se tiendra en Papouasie-Nouvelle-Guinée au milieu de 1980.

— Une réunion du groupe d'études sur la lutte biologique organisée par la Commission du Pacifique Sud, du 6 au 10 août à Nouméa, a formulé un certain nombre de recommandations concernant les travaux sur la lutte biologique contre les ennemis des cultures.

• CONSEIL DE L'EUROPE. — *La 139e session de la Commission européenne des droits de l'homme s'est tenue à Strasbourg du 2 au 13 juillet. Au cours de cette réunion, cent deux requêtes individuelles ont été examinées au titre de l'article 25 de la convention européenne des droits de l'homme.*

• CROIX-ROUGE. — *Invité à envoyer un représentant à Phnom-Penh, le comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.-R.) a chargé un délégué, M. François Brugnion, de se rendre dans la capitale cambodgienne où il a eu des entretiens, du 17 au 19 juillet, avec des membres du gouvernement et de la Croix-Rouge locale afin de déterminer les possibilités d'une aide humanitaire. M. Brugnion s'était rendu auparavant à Hanoï, le 13 juillet. Il a accompli sa mission en compagnie d'un délégué de l'UNICEF chargé d'accomplir les mêmes démarches pour le compte de son organisation.*

— Une équipe du C.I.C.-R. en mission en Indonésie depuis la mi-juin a visité en août de nouveaux lieux de détention à Sulawesi, Kalimantan et Sumatra.



INTERROGATIONS

La crise des partis

PAR NICOS POULANTZAS *

UN nouvel étatisme autoritaire s'approfondit de nos jours dans les pays capitalistes avancés, tandis que décline le rôle des partis politiques, ouvrant ainsi le champ à cette restriction des libertés que favorise aussi une *mutation* plus *générale* de l'Etat. La réalité économique et sociale joue sans doute sur la crise du système des partis, mais par le biais des institutions politiques et de l'idéologie qui se transforment : l'augmentation de la violence répressive de l'Etat s'accompagne, par exemple, d'une formulation réformée de sa légitimation ; l'Etat répond à sa propre crise en se réorganisant.

La nouvelle répression fait appel à une violence non seulement « symbolique » mais ouverte, et aux formes variées : restrictions des libertés, fichage électronique, dépérissement du droit des personnes, refonte de l'appareil judiciaire et de celui de la police, désormais liés de façon organique, contrôle minutieux et musclé. Pour masquer cette évolution, la droite, par une restructuration de fond, intègre à son discours les thèmes libertaires qui l'avaient ébranlée depuis 1968 ; elle profite de la faculté d'intégration culturelle du capitalisme, apte à toutes les récupérations.

L'ORIGINALITE de cette nouvelle *idéologie tient aux contradictions* qu'elle parvient à associer dans son système :

— Par l'irrationalisme, elle engage une offensive contre le marxisme et le rationalisme des Lumières en usant d'un retour au sacré — ou d'un néospiritualisme — qui dépasse la simple réaction à une crise idéologique, mais débouche sur la *rationalité instrumentale et la logique technocratique* des experts, distinctes de la loi et de la volonté générale ;

Au nom du néolibéralisme, et sous couvert de libération de l'individu, l'idéologie de droite s'approprie le discours anti-étatique. Dans le même temps, l'Etat continue de contrôler le domaine de la reproduction du capital, tandis qu'il *abandonne, à l'occasion* de la crise économique, les fonctions sociales d'Etat-providence que les masses populaires lui avaient imposées ;

— Au nom de la sécurité des citoyens, l'idéologie dominante diffuse un discours sur la loi et l'ordre, ou sur la nécessité de restreindre l' « abus » des libertés démocratiques (voir la Commission trilatérale), et pratique l'autoritarisme ;

— Au nom de thèses pseudo-scientifiques sur l' « inégalité biologique », l'idéologie de droite inspire un renouveau du racisme contre les travailleurs immigrés, contre le tiers-monde ou les producteurs de pétrole, accusés de causer la crise actuelle, tandis qu'elle soutient l'idée du nouvel ordre économique mondial et de la solidarité des peuples.

CETTE réorganisation du contenu du discours dominant répond à une modification des canaux et appareils qui l'élaborent et le diffusent ; elle les accuse aussi. Les procédures de légitimation de l'Etat tendent à échapper aux partis *politiques au profit de l'administration*. Cette évolution correspond au mouvement qui fait passer la fonction idéologique principale de l'école et de l'Université aux grands organes d'information, déplacement fondé sur le précédent, car le redéploiement des moyens d'information va de pair avec leur contrôle croissant par l'administration d'Etat, tandis que la logique *et la symbolique mises en œuvre dans* le discours médiatique reproduisent par décalque celles de l'administration. Ces phénomènes se situent à la base d'une crise et d'un déclin des partis politiques : peu présents dans les lieux de prise de décision qui s'étaient déjà déplacés du Parlement vers l'exécutif, ils détenaient encore un rôle certain d'organisation politique et de représentation des intérêts de classe en face de l'administration, ou auprès d'elle, dont ils restaient les interlocuteurs privilégiés. Ils constituaient, en plus, des appareils idéologiques de premier rang en élaborant *et en transmettant*, pour l'essentiel, un discours fondé sur la volonté générale, qui cimentait les institutions de la démocratie représentative. Ils garantissaient l'Etat de droit (le cas des partis fascistes est différent).

Actuellement, l'administration s'érige en organisateur politique principal, réel parti des classes dominantes, destiné à assimiler aussi les masses populaires : l'hégémonie du capitalisme monopoliste multinational, au sein de l'alliance au pouvoir, est liée, on s'en doute, à cette usurpation. L'administration représente le lieu de la prise des décisions ; elle s'adresse directement aux divers groupes socio-professionnels par-dessus les partis, favorisant un néo-corporatisme institutionnel et un néo-clientélisme vertical.

D'où la crise de représentativité des « partis de pouvoir » auprès des classes et des groupes qu'ils représentent, d'autant plus que la légitimation appartient aussi à l'administration par une mutation accélérée de la souveraineté populaire en souveraineté étatique. Le discours de la technocratie trouve ainsi dans l'administration un lieu d'émission privilégié. De même, le discours néo-libéral, et sa conception de l'Etat arbitre du jeu disputé par les acteurs sociaux, défend l'autolégitimation de l'Etat. De même, enfin, le nouveau racisme, dirigé par la technocratie sous prétexte de gérer la crise, avec les lois anti-immigrés et la psychose d'hostilité au tiers-monde.

Cet ensemble d'attitudes renforce l'uniformisation et l'aplatissement de l'idéologie dominante, les formes plébiscitaires-populistes de création du consentement et l'hermétisme du langage des experts.

LA crise institutionnelle concerne d'abord les formations qui participent de façon régulière au gouvernement, et, parmi elles, les partis de la social-démocratie. Leur accession au pouvoir, en Allemagne ou en Grande-Bretagne, ne représente plus une réelle solution de rechange politique ; de plus, bien qu'on ne puisse les assimiler à de simples reproductions de la droite, les citoyens ne parviennent pas à opérer un choix clairement différencié entre des élites dirigeantes permutables (comme dans la « démocratie compétitive », au sens de Shumpeter). L'évolution contemporaine tend à engendrer un foyer de parti unique par le mixage institutionnel des forces du parti majoritaire et du principal parti d'opposition.

Quant aux autres partis socialistes et eurocommunistes, éloignés du gouvernement, ils en subissent aussi les conséquences : la légitimation plébiscitaire et la personnalisation du pouvoir renforcent leur caractère bureaucratique traditionnel ; elles incitent leur direction à user des grands organes d'information pour enrégimenter la base. Ces partis ouvriers de masse souffrent, en outre, d'une crise propre qui affecte leur stratégie politique, leur idéologie, donc leur identité. Pour les partis eurocommunistes, il s'agit de la mise en cause du modèle stalinien défini par la IIIe Internationale et concernant la forme même du parti et le type de socialisme. Pour les partis socialistes (notamment français, espagnol ou italien), il s'agit d'une interrogation sur la social-démocratie après, d'une part, l'effondrement des illusions keynésiennes d'un Etat planificateur, maîtrisant les crises du capitalisme, et, d'autre part, la réduction des chances de compromis entre les classes dominantes et les classes dominées, réduction consécutive à la crise actuelle.

Ce questionnement provoque des hésitations variables sur une voie de transition au socialisme démocratique qui se distinguerait à la fois du stalinisme et de la social-démocratie. Mais la cause première, avant tout sociale, de cette crise de la gauche semble éludée : les partis travaillistes et communistes se sont structurés en partis ouvriers, alors qu'ils n'étaient jamais qu'à dominante ouvrière ; ils se sont organisés à partir des contradictions intérieures de l'usine (binôme parti-syndicat) et des conditions de travail relativement homogènes qui y règnent ; tel fut le point de vue des partis communistes, mais aussi des partis sociaux-démocrates anglais, allemand ou suédois (à la *différence* du parti *socialiste* français).

OR la lutte sociale se déplace en même temps que la légitimation de l'Etat. L'extension de l'étatisme dans tous les domaines du quotidien — dans la consommation, la reproduction de la force de travail (logement, transports, santé...), — le déploiement des procédures administratives, mais aussi la crise économique et celle de l'Etat-providence, qui frappent surtout certains groupes sociaux (les jeunes, les femmes, les immigrés, quelques régions), tous ces phénomènes induisent une crise rampante de légitimation, sans pour autant provoquer une rupture du consensus autour de la domination de classe.

Mais les révoltes populaires s'expriment dans des formes nouvelles : la grève générale ou le projet politique global, tels qu'ils furent utilisés pendant la crise « sauvage » de 1930, restent aujourd'hui inusités. Même lorsqu'elles concernent la classe ouvrière, les révoltes se situent souvent en amont et en aval de l'appareil productif, sans pour autant être marginales, comme il y a quelques années. Elles condensent une protestation populaire diffuse en la transposant dans le domaine culturel : mouvements étudiants, féministes, écologistes, régionalistes, incarnant des contradictions de classes, contrairement à ce que soutient Alain Touraine ; ces mouvements sociaux ne sont pas en opposition avec la lutte des classes, mais ils *sont* liés par nature aux contradictions économiques, politiques et idéologiques inhérentes à la reproduction actuelle du capital. Ces révoltes gardent néanmoins leur spécificité, répercutant les conflits de classes sans s'y réduire.

Les mouvements « hors usines » concernent *différentes* classes sociales qu'ils rassemblent en leur sein : ils recouvrent un champ *diversifié, relativement hétérogène* du point de vue des conditions de vie. Leur diversification interne reflète également l'extension considérable des couches populaires, de la nouvelle petite bourgeoisie des fonctionnaires, techniciens, cadres, employés qualifiés, qui sont moins concernés par la forme du parti politique et l'action solidaire, en raison d'un degré plus *grand de mobilité et d'une recherche individuelle* de la promotion sociale. Les circuits institutionnels et l'action corporatiste leur conviennent mieux. Dans les usines mêmes, les luttes s'intensifient : mais, à l'encontre des illusions des années 60, la science n'a pas provoqué dans le processus productif l'homogénéisation de la classe ouvrière. Au contraire, elle a accentué, sous certains aspects, ses divisions en développant les clivages entre le travail manuel et le travail intellectuel, entre le travail immigré et le travail autochtone, et à l'intérieur même de chacun d'eux.

TELLES sont les principales raisons de la crise des partis ouvriers de masse, au moment où leur présence dans la société, comme dans le champ des mouvements sociaux, paraît plus que jamais nécessaire. Car la recherche d'un socialisme démocratique doit réussir à articuler une démocratie représentative approfondie et un Etat démocratisé avec des foyers autogestionnaires de démocratie directe. Les partis constituent un moyen important de cette articulation, malgré le courant représenté par MM. Foucault, Guattari, etc., qui préconise une autonomie complète des mouvements sociaux, simples promoteurs de micro-résistances et d'expérimentations fragmentaires.

Le corporatisme, la privatisation et la récupération par la bourgeoisie ne manqueraient pas, dans ce cas, de les dénaturer, non par une renaissance peu probable d'un poujadisme fascisant, mais dans une « américanisation » qui menace les sociétés européennes. La transformation profonde des partis ouvriers, leur démocratisation interne, l'adaptation des rapports traditionnels qu'ils entretiennent avec les organisations de masse, une prise en charge adaptée de la diversité sociale en leur sein (les intellectuels, par exemple), toutes ces réformes deviennent nécessaires. Elles leur permettront de maîtriser les effets de la crise du système politique, tout en restant présents sur le terrain des mouvements sociaux.

Mais cette métamorphose elle-même pose des questions de fond : jusqu'à quel point les partis peuvent-ils se transformer sans se changer en partis populistes attrape-tout ? Quant aux mouvements sociaux, leur intégration ne semble guère souhaitable dans des partis toujours considérés comme unificateurs universels, aussi souples et démocratiques qu'ils soient. Ces mouvements risqueraient de s'y dissoudre, d'y perdre leur originalité, d'autant plus qu'ils n'ont pas encore trouvé des formes d'organisation propres — et le devraient-ils ? Peut-être une certaine tension irréductible entre les partis ouvriers renouvelés et les mouvements sociaux constitue-t-elle une condition nécessaire de la dynamique vers un socialisme démocratique.

* Maître de conférences à l'université de Paris-VIII-Vincennes, chargé d'enseignement à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

Dans ce numéro :

Le numéro du « Monde diplomatique » d'août 1979 a été tiré à 110 500 exemplaires.